

سورة الاحقاف

Les archives des Brigades rouges
LE PROCÈS-VERBAL
DE L'« INTERROGATOIRE »
D'ALDO MORO
METTRAIT EN CAUSE
DES PERSONNALITÉS ITALIENNES
LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1.80 F
Algérie, 1,30 Fr.; Maroc, 1,50 Fr.; Tunisie, 1,30 Fr.;
Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 Sch.; Belgique,
13 Fr.; Espagne, 5 Ptas.; France, 2,75 Fr.; Grèce,
25 Dr.; Italie, 20 Lit.; Japon, 100 Yen; Liban, 200 L.;
Luxembourg, 12 Fr.; Norvège, 3 Kr.; Pays-Bas,
1,20 Fl.; Portugal, 24 Esc.; Suède, 2,00 Kr.;
Suisse, 1,10 Fr.; U.S.A., 95 Cts; Yougoslavie, 15 Din.

ns du Larzac
actions « dures »

communes menacées
le 5 octobre, une
d'action sera organisée
l'initiative des communes
Des actions « dures »
également envisagées
arrivements et notes
après de la journée

DÉCÈS DE M. GEORGES
Nous apprenons
M. Georges
raire, après
blissement public
ment du général



FORT.
MAISON
2000 N.E.
IS.

RE MAISON
2000 N.E.
IS.

OUS LES JOURS DE 10H A 19H.

Les bombardements se sont poursuivis à Beyrouth après l'appel au cessez-le-feu du Conseil de sécurité

L'internationalisation
Au terme d'une semaine d'écran-
nement par l'artillerie syrienne
des quartiers chrétiens de Bey-
routh, les efforts diplomatiques
déployés de toutes parts pour
arrêter les combats se sont enfin
traduits par un résultat. Le
Conseil de sécurité de l'ONU a
adopté à l'unanimité une résolu-
tion où, après avoir exprimé sa
« préoccupation » et son « afflic-
tion », il demande à « tous ceux
qui sont engagés dans les hos-
tilités au Liban de mettre un terme
aux actes de violence et d'obser-
ver scrupuleusement un cessez-
le-feu ».

Ce texte, comme tant d'autres,
riche bien évidemment de
demeurer lettre morte et de
n'avoir pas plus d'efficacité que
l'initiative française suggérant
d'interposer entre les belligé-
rants une armée libanaise inexistante.
Il faudrait pour arriver réelle-
ment à la trêve, soit que Damas,
soumis à une forte pression que
nul, jusqu'ici, ne veut exercer,
renonce à briser la résistance de
ses adversaires, soit que les mil-
lices chrétiennes amorcent une
« désescalade » politique et mil-
itaire dont elles ne veulent pas
entendre parler. La troisième
hypothèse concevable : une inter-
vention militaire d'Israël, suffi-
samment énergique pour faire
renoncer le président Assad, aurait
trop de conséquences sur la pours-
uite du processus de paix engagé
à Camp David pour qu'on l'envis-
age d'un cœur léger à Jérusalem.
Pourtant, la résolution 436 du
Conseil de sécurité n'est pas un
élément dérisoire ou négligeable
dans la partie qui se joue au
Proche-Orient. Le fait que
Israël, la Chine et la Tchécoco-
slovaquie l'aient votée montre
que la communauté internationale
est, du moins, consciente de la
gravité de la situation à Bey-
routh. En outre, est amorcée cette
internationalisation du problème
libanais que la Syrie et les pays-
arabes se proposent d'éviter.

Le secrétaire général de l'ONU
est désormais investi du soin de
rechercher un cessez-le-feu, et
de la perspective d'une solution né-
gociée « en famille » par un som-
met arabe, fort probablement, au
détriment des seuls chrétiens
libanais. En parvenant à obtenir
un minimum d'acquiescement de
M. Brejnev, le président Carter
semble avoir voulu éviter un
anéantissement des milices qui,
renforçant la position de la Syrie,
eût affaibli celle du Caire et
entravé le scénario mis au point
à Camp David.

L'Union soviétique, dont le
soutien — exactement inverse —
est de faire obstacle à « la mal-
honnête paix séparée » israélo-
égyptienne « machinée par
Washington », aurait sans nul
doute les moyens, si elle le
souhaitait, de modérer l'ardeur
de son allié syrien. Or, dans la
communauté commune qui vient
d'être publiée à l'issue de la visite
du président Assad à Moscou, on
relève que des « décisions » ont
été prises pour renforcer le « po-
tentiel militaire » de Damas et
donc, en clair, que les Soviétiques
fourniront les munitions dont il
est fait à Beyrouth un si bel
usage contre les civils.

Au-delà de la duplicité qui
consiste à demander l'arrêt des
combats en armant un belligé-
rant, l'attitude soviétique est
parfaitement logique. Moscou,
dont la principale préoccupation
est de retrouver sa place dans tout
réglement négocié au Proche-
Orient, évoque explicitement dans
le communiqué commun la confé-
rence de Genève, dont l'U.R.S.S.
est coprésidente et dont les États-
Unis ont fait bon marché en
pétronnant un accord direct
entre MM. Sadate et Begin.

Ce rappel, absent d'un commu-
niqué lors de la précédente visite
du chef de l'État syrien à Mos-
cou, est le prix que celui-ci paie
pour le soutien politique et mil-
itaire dont il est assuré. Il n'est
pas de nature à satisfaire bon
nombre d'alliés arabes de la Syrie
au sein du Front de la libération,
irréductiblement opposés à un
réglement négocié.

Le président Sarkis s'entretient avec le chef de l'État syrien

L'appel à un cessez-le-feu immédiat lancé, le ven-
dredi 8 octobre, par le Conseil de sécurité
n'avait pas mis fin aux combats, à Beyrouth, samedi
en début d'après-midi. Après avoir affirmé samedi au
début de matinée que l'intensité des bombardements
syriens avait diminué sensiblement, la radio phalan-
giste annonçait quelques heures plus tard que le pilon-
nage avait repris avec violence sur tous les fronts,
ajoutant qu'un « sévère écouillage » avait eu lieu
autour du pont stratégique de la Quarantaine.

Le premier ministre libanais, M. Selim El Hoss, tout
en se félicitant de la décision du Conseil de sécurité,
a rejeté toute idée d'internationalisation de la crise
libanaise, soulignant que « ses aspects politiques

devraient être réglés par les Libanais eux-mêmes ». De
son côté, le commandant Saad Haddad, chef des
milices chrétiennes du Sud, a qualifié la résolution de
l'ONU de « cynique et lâche ». Aucun commentateur de
la résolution du Conseil de sécurité n'était fait, samedi
en fin de matinée, à Damas, à Jérusalem et au Caire.

Entre-temps, les présidents Sarkis, du Liban, et
Assad, de Syrie, ont repris samedi matin les entretiens
qu'ils avaient entamés tard dans la soirée de vendredi
dans le retour du chef de l'État syrien de Moscou.
Aucun détail n'a été libéré au sujet de ces conversations,
qui, selon le radio phalangiste, pourraient avoir des
répercussions extrêmement graves sur la situation
au Liban.

La dernière bataille ?

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — La nuit venue, ce
n'est toujours qu'un chaos de
cendres sur un tron noir. L'Ouest
s'endort mal, écoute, imagine un
instant et se tait. L'Est suffoqué,
tremble et prie dans ses sbras,
étréint par l'angoisse d'une mort
qui rôde à deux pas. Il n'y a plus
de mots : massacre, génocide,
marjrye ou calvaire. Ristent l'im-
puissance et la peur aux tripes.
En langage militaire, on se bat
pour un pont. Ici, entre un ter-
rain vague — relique d'un bidon-
ville rasé en d'entres temps par
les milices chrétiennes — et les
réservoirs en flamme d'un dépôt
pétrolier, là, au pied d'Achrafieh,
entre une mer ébule et un sem-
blant d'autoroute, se joue la se-
conde guerre libanaise, ou mieux
peut-être, le dernier round de la
guerre. Est-ce donc l'ultime
bataille, le dernier choc pour ces
cinq mille miliciens, treillis et
tee-shirts noirs, croix de bois en
sautoir, décidés à aller jusqu'au
bout pour que « vive le Liban
chrétien » ? L'ultime épreuve — la
plus terrible — pour les dizaines
de milliers d'hommes, de femmes

et d'enfants restés terrés sur leurs
collines et ses pourtoirs quand la
plupart des autres partaient vers
la montagne, l'insolite refuge dé-
sormais pris, lui aussi, sous le
déluge ? Qui, là se joue le sort
du vieux Liban, celui qui com-
mence à ne parler qu'au passé.

La bataille fait rage autour du
pont de la Quarantaine, dit-on,
chaque soir, à l'heure du bilan.
Dans le moiteur tranquille de
l'Ouest, on se prendrait presque
à laisser dire d'un ton égal :
« R.A.S. ». Sinon des tonnes
d'obus ». Car rien ne boogie, tout
tombe, de l'autre côté. Jusqu'où ?
Jusqu'à quand ?

DOMINIQUE POUCHIN,
(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR
LES BONNES
RÉSOLUTIONS

Un quartier de mains qui se
libent ensemble à New-
York dans la salle du Conseil
de sécurité, cela suffira-t-il
à rendre la paix au Liban ?
Certes, la morale interna-
tionale est à vau, et les
bonnes résolutions sont prises.
Mais combien de ces mains
ont été elles-mêmes soulevées,
combien ont regu ou donné
l'argent qui paie les armes ?
Combien surtout se sont lavés
du sang des autres ?
Et maintenant, si on les
leve si haut et avec tant
d'empressement, est-ce pour
les faire sécher ?
— ROBERT ESCARFIT.

Et m....

par
PIERRE MARCILHACY
Sénateur du Charente.

La surprenante impuissance du
gouvernement de la France à mé-
triser les problèmes qui se posent
au pays oblige même ceux qui
sont laborables à s'interroger sur
les causes de cette stérilité dans
les résultats : alors que les moyens
sont librement mis en œuvre et que
le prix du sacrifice est déjà lourd
si on considère l'inflation, l'aggra-
vation du chômage et l'augmenta-
ment de la charge fiscale.
Au chapitre des moyens, nous
notons les emprunts faits au pro-
gramme de la gauche. Il n'y a guère
voué eu succès : cet emprunt de
vingt milliards n'a été que la vic-
tine d'une opération de nationali-
sation de fait de la sidérurgie
et le pesant d'un dirigisme
condamné dans le discours et plus
strictement appliqué que jamais au
niveau de la vie quotidienne des
hommes ou des entreprises.
Ainsi donc, à tout essai, même
les remèdes préconisés par l'édu-
cateur et la France malade est de
plus en plus malade. La faute à
qui ? La faute à quel ? On n'ose
plus, comme dans la chanson, cla-
mer que c'est le faute à Voltaire ou
à Rousseau. On affirme que c'est
la faute aux Français, qui s'obstinent
à vivre au-dessus de leurs moyens
comme on leur a enseigné depuis
plus de vingt ans. Eh bien, c'est

M. Brejnev est prêt à rencontrer M. Carter réaffirme M. Gromyko

Les relations américano-soviétiques pourraient connaître
prochainement une amélioration sensible. C'est ce qu'a laissé
entendre, le vendredi 6 octobre, M. Gromyko, au cours d'une
interview à la télévision soviétique. Le ministre soviétique des
affaires étrangères a déclaré notamment que M. Brejnev est
« prêt » à rencontrer le président Carter si un accord peut être
conclu sur la limitation des armements stratégiques.

Selon le « Washington Post » du même jour, M. Carter aurait
d'autre part levé l'interdiction faite aux personnalités améri-
caines de haut rang de se rendre en visite de courtoisie en
U.R.S.S. Cette mesure avait été prise en juillet pour protester
contre les condamnations de plusieurs dissidents.

De notre correspondant

Moscou. — Le Léonid Brejnev
est prêt à rencontrer le président
Carter si, bien entendu, les docu-
ments adéquats sont prêts et en
premier lieu l'accord sur la limi-

tation des armements stratégi-
ques (...). La rencontre doit abou-
tir à une mesure importante pour
l'approfondissement de la détente
et pour la paix ». M. Gromyko, le
vendredi 6 octobre, M. André
Gromyko, dans une interview
accordée à la télévision sovié-
tique.

Sur le fond, cette position n'est
pas nouvelle : le ministre sovié-
tique des affaires étrangères
avait fait la même déclaration,
l'année dernière, également à son
retour des États-Unis où il avait
eu comme cette année des entre-
tiens avec les dirigeants améri-
cains. Mais si M. Gromyko avait
posé les mêmes conditions à une
rencontre au sommet, il n'aurait
pas cru bon, la dernière fois, de
préciser que M. Brejnev était
« prêt ».

Est-ce à dire qu'un sommet
Carter-Brejnev est proche ? Le chef
de la diplomatie soviétique s'est
bien gardé d'avancer une échéance.
Tout dépend du résultat de ses
prochaines conversations avec
M. Cyrus Vance à Moscou. Pour
les dirigeants du Kremlin, tout
dépend de la bonne volonté amé-
ricaine. Admettant qu'un certain
« froid » — « pour ne pas dire
plus » — s'était fait sentir, ces
derniers temps, dans les relations
soviéto-américaines, M. Gromyko
a déclaré que les seuls coupables
étaient les États-Unis : « Nous
avons attiré l'attention du prési-
dent Carter, de M. Vance et
d'autres hommes politiques améri-
cains, sur le fait que nous n'étions
pas responsables du refroidisse-
ment à-t-il dit. Nous devons dé-
clarer que les responsables, ce
n'était pas nous, mais les États-
Unis et nous nous apporté des
exemples concrets ».
D. Vi.

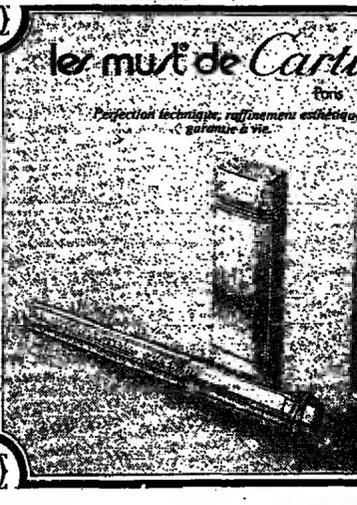
(Lire la suite page 4.)

« LE MÉDECIN MALGRÉ LUI » A L'OPÉRA-COMIQUE

Gounod s'amuse

Cela ressemble au trac et ça
n'en est pas loin : on se demande
comment cela va sonner, l'orchestre,
les voix... Quelle mise en
scène ? On pense aux coupures
obscures toujours possibles, au
problème du style, si délicat dans
la musique française du dix-neu-
vième siècle. Et le public ? Quel
accueil fera-t-il à un ouvrage qu'il
ne connaît pas, dont personne ne
parle ? Au moment où la lumière
s'éteint, le doute se change en
certitude : la partition dormait
tranquillement au fond d'une bi-
bliothèque, il fallait l'y laisser ; les
quelques reprises antérieures depuis
la création n'ont pas réussi à im-
poser l'œuvre au répertoire, c'est
probablement injuste mais c'est
ainsi, pourquoi tenter le diable ?
Le spectacle présenté salle
Favart comporte en guise de pro-
logue un montage théâtral réalisé
à partir de scènes empruntées à
diverses comédies de Molière re-
groupant les grands thèmes du
« Médecin malgré lui » auxquels
se mêlent quelques airs de Jully.
Jean-Louis Martin Barbois, le met-
teur en scène, y fait preuve d'une
réelle habileté, et, malgré certaines
longueurs, ne s'ennuie pas. Mais

on attend. L'ouverture, enfin, et
c'est comme un rayon de soleil :
un léger parfum d'orchestre, la
leçon de Mozart, un élan d'œil à
Rossini, des mélodies fraîches qui
joillissent, des rythmes joyeuse-
ment lancés les uns sur les autres...
Et tout cela domine ?
GÉRARD CONDE
(Lire la suite page 34.)



le mur de Cartier
Perfection technique, raffinement esthétique,
garantie à vie.

LES COURSES

DIMANCHE 8 OCTOBRE
LONGCHAMP

GRAND
CRITERIUM
PRIX
CHRYSLER-SUNBEAM

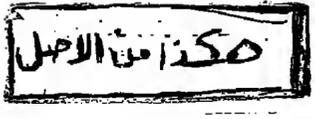
LUNDI 9 OCTOBRE
ENGHEN

LE GRAND
STEEPLE-CHASE
Une magnifique réunion
d'obstacles

LA GUERRE DES ONDES

Les quatre grandes stations de
radio françaises viennent de
mettre en place, au cours des
dernières semaines, leurs nou-
velles grilles de programmes.
C'était l'occasion, pour parapra-
ser le slogan de l'un d'eux, d'écouter les diffé-
rences.

(Lire page 37, l'article
de CLAUDE SARRAUTE.)



LIBAN

Pourquoi l'appel au secours

Le Liban, qui a voulu briser les barrières entre les hommes, risque d'être crucifié sur une barrière. Ce pays de 2 500 000 habitants, moitié chrétien moitié musulman, est doté de 98 journaux, 92 revues et 432 publications spécialisées.

Trente-deux langues se parlent à Beyrouth. Toutes les idéologies sont brassées sur son territoire. Un million sept cent mille étrangers y vivent comme s'ils étaient chez eux. Les Libanais veulent conserver

cette terre d'amour, de paix, de rencontre, de dialogue, d'équilibre, de poésie et d'enfance. Ils supplient Dieu et les hommes de les aider à lui garder ce visage.

par le Père MANSOUR LABAKY (\*)

DEVANT ce festival de la folie qui se déroule au Liban, je ne peux, moi, prêtre libanais, que porter dans mon cœur et sur mon corps les stigmates infligés à mon peuple. Je porte aussi ceux des Syriens que les parents attendent impatientement dans leur pays. Je pense à l'histoire qui doit juger les coupables toujours à l'abri du châtimement. Seul Dieu connaît leurs noms. Mais je rappelle à ceux qui ont encore le courage de lire ce que les Libanais ont eu le courage de vivre durant trois ans qu'il est infiniment plus facile aux chrétiens libanais d'aller vivre en paix chez leurs proches dans les quatre coins du monde (1). Pourquoi tout perdre, pourquoi résister désespérément contre un monde arabe différent, sinon hostile, sous le regard presque satisfait de cent trente pays et l'impudence de ceux qu'on espérait nos amis? Comment ces chrétiens acceptent-ils de laisser détruire leurs maisons, brûler leurs terres vallées, calciner leurs forêts alors

qu'il leur est facile de dire oui à l'occupant et d'avoir droit à sa boire et au manger? Si les chrétiens veulent perdre ce qu'ils ont au profit de ce qu'ils sont, c'est parce qu'ils veulent sauver six mille ans d'histoire et deux mille ans de christianisme. Ils sont « irrationnels », presque fous; ils ne croient pas à la

« logique ». Leurs ancêtres ont résisté à tous les totalitarismes et à toutes les tyrannies, et ont finalement réussi. Quelque chose en leur for intérieur leur dit qu'ils gageront la bataille de la dignité et, une fois victorieux, front embrassé ceux-là mêmes qui les ont martyrisés. Voilà leur folie et surréaliste.

Une terre où souffle l'Esprit

De ces 10 000 kilomètres carrés où vivent dix-sept confessions religieuses, venues s'y réfugier, fuyant la persécution, ils veulent faire un symbole de ce que peut devenir une terre où souffle l'Esprit.

Le Liban que nous souhaitons est le Liban de l'homme, de tout homme, de toute fol, de toutes tendances. Un Liban où le chrétien de langue arabe puisse avoir accès libre aux facultés de lettres arabes et enseigner cette langue dans ses propres écoles, ce qui n'est même pas permis en Egypte, si ouverte pourtant. Un Liban où le musulman ne serait pas forcé d'aller à la mosquée, le vendredi, sous peine de bastonnade (comme en Arabie Saoudite, par exemple). Je ne cite que ces deux pays pourtant si « proches » de nous que pour mieux élargir que le Libanais refuse la soumission du politique au religieux.

Le Liban pour qui l'on meurt actuellement est celui que l'on a toujours chanté, et qu'il faut

réinventer; un Liban où l'on donne des vacances indéfinies à Dieu, vacances qu'il ne cesse de demander depuis deux mille ans car Dieu a changé de nom; de Dieu des armées qu'il était, il est devenu le Dieu d'amour. Respectons sa métamorphose et ne le laissons pas intervenir dans la politique. Installons-le au fond du cœur et non au bout du fusil.

(\*) Curé de Damour, au Liban.

Les fruits amers de Camp David

par CLAUDE BOURDET

EN 1976, l'armée syrienne, aidée aux milices de l'extrême droite libanaise, a massacré les Palestiniens et la gauche libanaise avec le même ardeur qu'elle apporte aujourd'hui à éradiquer ses alliés d'hier. L'Observateur du 4 avril 1976 imprimait pour une bonne part l'aggravation de la guerre civile libanaise à Kissinger qui, disait-il, « finit par avoir une montagne de cadavres libanais sur le conscience ». Sans cacher les responsabilités propres des Syriens, des Palestiniens et des Libanais, l'auteur, Patrick Seale, montrait qu'en neutralisant l'Égypte, en isolant la Syrie par l'accord du Sinaï et en refusant de s'occuper du problème palestinien, Kissinger avait modifié tout l'équilibre régional et créé les conditions d'une collision entre les Palestiniens, durcis et inquiétés par la politique américaine, et la Syrie, isolée en face d'un Israël de plus en plus puissant et désireux de mettre les Palestiniens « au pas » pour éviter tout prétexte à une invasion israélienne.

avec le repli consécutif à l'effondrement de l'ONU. Les milices de la droite maronite dans cette région sont devenues des prolongements de l'armée d'Israël et, si nous en croyons une information de bonne source israélienne, cette liaison a été encore améliorée par l'envoi au Sud-Liban d'un millier de militaires israéliens, camouflés sous uniformes libanais, comme « conseillers » de ces milices.

Si on achève à quelque valeur, il faut admettre aussi que le phénomène se répète, avec une gravité accrue et sans doute des différences notables. Les accords de Camp David libèrent Israël de toute préoccupation du côté de l'Égypte bien plus complètement que l'accord sur le Sinaï. D'ici deux mois au plus, la trêve de paix va donner à Israël plus puissant que jamais militairement. Mais nous lançons un appel pour conserver cette démocratie, cette liberté, ce droit de l'homme à être ce qu'il a envie d'être. Ce droit est revendiqué au nom de nos appartenances à la race humaine et non point comme une faveur accordée par des régimes théocratiques ou militaires. Les grandes puissances et les États arabes garantissent ces droits de l'homme et cette liberté, et le Liban admettra l'importation de cette forme de régime.

Si ce schéma a quelque valeur, il faut admettre aussi que le phénomène se répète, avec une gravité accrue et sans doute des différences notables. Les accords de Camp David libèrent Israël de toute préoccupation du côté de l'Égypte bien plus complètement que l'accord sur le Sinaï. D'ici deux mois au plus, la trêve de paix va donner à Israël plus puissant que jamais militairement. Mais nous lançons un appel pour conserver cette démocratie, cette liberté, ce droit de l'homme à être ce qu'il a envie d'être. Ce droit est revendiqué au nom de nos appartenances à la race humaine et non point comme une faveur accordée par des régimes théocratiques ou militaires. Les grandes puissances et les États arabes garantissent ces droits de l'homme et cette liberté, et le Liban admettra l'importation de cette forme de régime.

Une mauvaise plaisanterie

On se trouve dans une situation assez analogue, pour la Syrie, à celle de fin 1976, à cet égard, près que le danger vient non pas des Palestiniens, mais de la droite libanaise allée à Israël, et que la Syrie a eu, il y a deux ans et demi, l'imprudence de sauver et de renforcer. Il semble évident que Hafez El Assad veut utiliser cette brève période de la préparation du traité de paix égypto-israélien, pendant laquelle le danger d'une intervention israélienne, tolérée par les Américains, est minimum — pour liquider les milices maronites au nord du Liban, et spécialement à Beyrouth, puisque l'armée syrienne ne peut songer à les attaquer au Sud, aux abords de la frontière israélienne. Même si l'on croit à l'existence du plan américain de partage du Liban souvent évoqué par Raymond Eddé, le raisonnement n'est pas différent, car la Syrie s'alarme à l'égard de l'Assad et veut utiliser cette brève période où Israël ne peut pas monter des dents trop longues.

En l'absence, c'est que, de même qu'Assad n'a pas pu, en 1976, détruire la force militaire des Palestiniens et ne les a que très relativement « mis au pas », de même, le massacre des civils par l'artillerie a peu de chances d'éliminer la force militaire des milices maronites. Une troupe décidée et bien armée peut tenir le coup longtemps dans une ville en ruines.

En l'occurrence, l'écrasement d'Achrafieh et des villages va leur grandir dans de nombreux pays celle de la réprobation contre la Syrie, qui ajoutera, sans l'effort, à celle qu'elle a suscité le massacre des Palestiniens. Il y a de fortes chances de voir se développer chez les chrétiens du Liban une unité contre la Syrie, que la politique égypto-israélienne « au secours des chrétiens » et en profitant pour nettoyer le Liban des Palestiniens et des Syriens, voire pour pousser une offensive éclair jusqu'en Syrie afin de créer une situation qui obligerait ce pays à se joindre, toute exigence abandonnée, à l'accord israélo-égyptien.

Cela dit, les propositions de médiation en provenance des Occidentaux, et spécialement de Carter, font plutôt l'effet d'une mauvaise plaisanterie. C'est Carter, après Kissinger, qui est au premier chef responsable de la situation; c'est leur politique de division du camp arabe, de neutralisation de l'Égypte et d'isolement de la Syrie et des Palestiniens, devant un Israël au faite de sa puissance, qui est la cause principale du drame libanais. Simultanément, la volonté américaine d'élimination complète de l'U.R.S.S. dans la région va conduire Moscou à apporter une aide maximale aux Syriens et aux Palestiniens, qui représentent ses dernières cartes sérieuses au Moyen-Orient. Aïe, le « paix » de Camp David pourrait bien déboucher sur une guerre internationale par pays interposés, et il ne faut pas se laisser légitimer l'investissement donné par les Russes à propos d'une égression éventuelle contre la Syrie ni le voyage d'Hafez El Assad à Moscou.

Plaidoyer pour les phalangistes

D'un long texte de M. Asmar, professeur au collège Saint-Jean-de-Béthune, à Versailles, nous extrayons les passages suivants :

DEPUIS le début de la guerre civile, les phalangistes libanais cristallisent autour de leur nom, au Liban et à l'étranger, une admiration exaltée ou une haine vengeresse. Comment se fait-il qu'un parti bien modeste, dans un pays modeste, ait pu toucher tant de cœurs au pays et à travers le monde?

Le point de mire, ou de scandale, du monde entier. Les peuples qui ont suivi à l'étranger les événements du Liban ont porté sur les phalangistes des jugements commandés par la sympathie ou l'antipathie pour les reportages de journaux et des radios. Dans le premier cas, et naturellement, le partage se fit selon les deux grandes tendances politiques existant dans le monde, et l'on pouvait suivre ce dialogue sur la parole. Ce qui est regrettable, c'est que des peuples entiers et leur gouvernement aient pris parti pour ou contre, sans chercher à se faire une idée exacte et à situer les responsabilités.

toujours et mettre en doute leur arabisme? Que les pays arabes se souviennent — de l'Algérie à la Libye et au golfe Persique, — que les chrétiens libanais furent les meilleurs artisans de la renaissance arabe et de l'arabisme, comme beaucoup d'autres musulmans se plaisent à le souligner dans leurs journaux et leurs revues. Qui a fondé les mouvements de libération arabe sous les Turcs? Eux. Qui a créé les premiers journaux de langue arabe en Egypte, au Maghreb et au Proche-Orient? Eux. Qui a rénové les dictionnaires et les grammaires arabes? Eux. Qui a traduit les œuvres de l'Occident en langue arabe? Eux surtout. Leurs écrivains, leurs linguistes et leurs journalistes, en langue arabe, sont innumérables, au pays et à l'étranger. Les chrétiens libanais ont tant et tant fait pour la langue arabe, qu'un célèbre écrivain musulman disait d'eux : « Ils ont christianisé la langue du Coran ! » C'est dire la reconnaissance qu'on leur doit dans les progrès de la littérature arabe et de l'arabisme.

Payer les fautes des autres ?

Les médias ont trop souvent pénalement « chrétiens libanais et phalangistes », ont lié tout au long de la guerre civile. Se trouvant le plus souvent de l'autre côté, et recevant leurs informations d'un seul bord, ils ont contribué à créer une image fautive de cette fraction de la population libanaise. Bien qu'elle soit à l'avant-garde du progrès; quelle constitue, en général, la partie la plus avancée, la plus cultivée et la plus européenne du Liban, elle fut présentée comme réactionnaire, conservatrice et attachée; tandis qu'en face, c'était le progrès et l'émancipation. Les rôles ont été inversés. Il aurait fallu, au moins, les donner à égalité. Le fait d'avoir

culpabilisé les chrétiens libanais a conduit à se désintéresser au point de leur sort. Maintenant que la destruction et la guerre continuent, que ces chrétiens se trouvent isolés, et abandonnés, que va-t-il se passer ? Nous savons que les maronites, ces fiers montagnards qui ont résisté sept siècles aux persécutions et aux tourments pour préserver leur foi et leur identité ou céderont pas. Fast-id alors les défaire jusqu'au dernier ? Il en coûtera cher à ceux qui s'y essaieraient avant de parvenir à leur but. Pourquoi les chrétiens devraient-ils payer les fautes des autres ? Pourquoi les soupçonner

Non, on ne peut pas mettre en doute le loyalisme ni l'arabisme des chrétiens libanais. Je voudrais citer en terminant ces paroles d'un étudiant syrien, prononcées à Damas, au cours même de l'arabisme : « Vous autres, chrétiens libanais, vous êtes la fierté des Arabes. » Ces paroles, je les avais entendues plusieurs fois à la frontière syrienne, mais elles ne m'avaient jamais touché que sortant de cette bouche.

Un mort

M. Nabih Ghorayeb, de Paris, nous écrit : Le reportage de Guy Sarthoulet sur TF1, montrant les victimes chrétiennes des bombardements syriens, était émouvant. F. Hayek, connu au Liban pour être le meilleur écrivain en langue française, était parti pour eux. Auteur, ironie du sort, de Dieu est Libanais, il vient nous rappeler que le Liban, dernier bastion de la culture française au Proche-Orient, risque de s'écrouler.

Une paix source de conflits

par GHALION BURHAR (\*)

DANS des affaires aussi sérieuses que l'établissement de la paix ou la déclaration de la guerre, il convient de ne pas se laisser emporter par le seul sourire trompeur de ceux qui en sont responsables. A Camp David, toutes les parties avaient besoin d'un succès. Reste à voir ce qu'il en coûtera de souffrances, de vies humaines, de conflits et de guerres, pour pouvoir concrétiser ce succès dans les faits. Les accords de Camp David font l'unanimité sur un point au moins : s'ils ne suffisent pas à établir la paix, ils peuvent rendre une guerre plus difficile encore, voire en éloigner le danger. De ce point de vue, l'accord de Camp David donne bonne conscience aux Occidentaux, dans la mesure où il paraît transférer aux Arabes eux-mêmes la responsabilité de leurs malheurs et des guerres qu'ils risquent de se livrer, les uns pour appliquer leur plan de paix, les autres pour s'y opposer. Ainsi, sans doute, Carter pourra-t-il assurer l'approvisionnement de son pays en pétrole, Begin accomplir sa mission « di-

plage intérieur des régimes dictatoriaux, pourra vivre dans la dignité, c'est-à-dire quand elle sera parvenue à conquérir ses droits humains. Comment peut-on demander à Sadate de défendre les droits du peuple palestinien à disposer de lui-même, alors que le peuple égyptien, comme d'ailleurs tous les peuples arabes, est privé de son droit et de sa souveraineté et soumis à toute sorte de répression. Si l'est cette situation que l'on veut considérer au Proche-Orient, la paix n'a alors aucune chance de se voir restaurée; aucune paix n'a de chance de durer sans la reconnaissance des droits et des libertés fondamentaux des peuples. Si les accords de Camp David n'aboutissent qu'à renforcer le système d'oppression déjà en place, en ajoutant la colonisation israélienne des territoires à la répression des dictatures arabes, toute paix, du point de vue de ceux qui en feront les frais, ne pourra être assimilée qu'à une trahison.

autre ne peut s'établir que par la force : elle implique donc la persistance de tous ces facteurs de destruction qui sont à l'origine de tous les maux du Proche-Orient : courses aux armements, conflits locaux et guerres plus généralisées, divisions et déchirements au sein des États et des peuples, multiplication des menaces, des agressions mutuelles, aggravation de la dépendance et de la soumission des États et des communautés aux super-puissances et à leur jeu, etc. Est-il possible de parler d'une paix juste lorsque cette paix exige la liquidation d'une des parties impliquées (en l'espèce le peuple palestinien)? De paix durable lorsqu'elle ne peut être imposée que par la force et maintenue que par l'oppression permanente? Une paix juste et durable ne pourra se réaliser que quand la majorité de la population du Proche-Orient, opprimée, humiliée, exploitée, aussi bien par le pillage extérieur que par le gas-

Le Monde Service des Abonnements 7547 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 687-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 115 F 215 F 365 F 465 F TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VIRE INTERNATIONALE 265 F 395 F 575 F 750 F ÉTRANGER (par mandats) I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 145 F 265 F 385 F 510 F II - TUNISIE 185 F 345 F 505 F 665 F Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèque postal (vires virements) ont bien entendu ce chèque à leur demande. Changement d'adresse : notification au plus tôt; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Imprimé en France par la S.A.R.L. Le Monde. Directeur de la publication: Jacques Savignat. Imprimé en France par la S.A.R.L. Le Monde, 11, rue d'Alsace, PARIS-IXE. 1977. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 4747.

صلى الله عليه وسلم

LA GUERRE DU LIBAN ET L'APPEL AU CESSEZ-LE-FEU

La dernière bataille ?

(Suite de la première page.)

Nul ne sait, sinon le général Hafez El Assad, aussi peu « concerné » qu'il se prétende. Mais les Syriens sous casques verts ne semblent guère impatientes. Leur préférence, telle qu'elle apparaît après une semaine de pillonnage meurtrier, va d'instinct à l'isolement plus qu'au « blitzkrieg », au blocus plutôt qu'à l'offensive aventureuse dans une guerre de rue. Chacun sait ici que Hafez, dans la banlieue sud de virtuellement « tombée » depuis cinq ou six jours ; les canons chrétiens s'y sont tus, ou presque. Pas un fantassin syrien n'y a pourtant pénétré.

Une tactique politique

Les chars eux-mêmes n'auraient pas suffi, sans doute, à imposer à un pays arabe, gouverné par un régime de type syrien, une telle tactique. Mais il est évident que l'armée syrienne s'est servie de cette tactique pour imposer à la gauche libanaise, ou l'on rappelle qu'après tout « Assad avait accepté de payer le prix quand il entendait mater l'armée palestino-progressiste ».

plaisanterie

Après avoir été... (Texte très flou et difficilement lisible)

DOMINIQUE POUCHIN.

La Société de Saint-Vincent-de-Paul lance un appel en faveur des sinistrés et victimes du conflit du Liban. Les dons doivent être adressés à la section française, 5, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris. Espèces, chèques bancaires ou postal (C.C.P. 6189-31 H Paris). Prière de ne pas omettre la mention « Liban. Les sommes recueillies sont intégralement transmises aux bénéficiaires sans prélèvement de frais administratifs.

L'Association France-Nouveau Liban

L'Association France-Nouveau Liban (2, rue de Saint-Simon, Paris 7<sup>e</sup>) organise, le lundi 9 octobre, à 20 heures, à la Mutualité un meeting de solidarité avec le Liban en présence de hautes personnalités politiques et culturelles, françaises et libanaises.

Le bureau politique de l'Union travailliste

Le bureau politique de l'Union travailliste, présidé par M. Grandval, gaulliste de gauche, ancien ministre, demande, dans un communiqué du président de la République, de réunir à Paris une conférence interrare sur le Liban.

Le Secours populaire français

Le Secours populaire français lance un pressant appel pour secourir les Libanais. Les dons en espèces ou en nature peuvent être adressés dans les fédérations et comités de l'association ou au Secours populaire français, 8, rue Froissart, Paris-3<sup>e</sup>, C.C.P. 654-37 H Paris. Indiquer : « Pour les populations du Liban ».

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous trouverez également LES BUREAUX que vous recherchez.

DANS UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ Le Conseil de sécurité « demande une cessation des hostilités immédiate et effective »

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — La résistance des chrétiens de Beyrouth a donné le temps à l'Organisation des Nations unies de se saisir concrètement du problème libanais, ce qui paraissait très improbable il y a deux jours encore. Bien plus que le Koweït, qui observe une attitude de neutralité dans cette affaire, l'Union soviétique est au conseil de sécurité le représentant de la Syrie. Durant les deux premiers jours des bombardements à Beyrouth, il était facile aux Soviétiques de minimiser la gravité de la situation et de résister passivement aux velléités de concocations du Conseil de sécurité. Après six jours de pillonnage, devant les réactions de l'opinion internationale, amplifiées également par le fait que sont les Nations unies, cette option volontaire n'était plus possible.

En France

De nombreuses organisations appellent à l'arrêt des combats

Les prises de position et appels au cessez-le-feu à Beyrouth se multiplient en France. Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a fait part dans une question écrite de M. Montagnard (Val-d'Oise) de son « inquiétude devant le drame vécu par le peuple libanais et les réfugiés palestiniens et les massacres, dont ils sont victimes ». Le groupe parlementaire d'union France-Liban, que préside M. G. Gorse (R.P.R. Hauts-de-Seine), suggère l'envoi d'un navire hôpital à Beyrouth, où « rien ne peut justifier le massacre des populations civiles ».

PLUSIEURS MILLIERS DE MANIFESTANTS A PARIS

Plusieurs milliers de personnes (trois mille cinq cents selon la préfecture de police) ont manifesté dans le calme, vendredi après-midi 6 octobre, à Paris, contre le massacre des chrétiens du Liban. Les drapeaux français et libanais — rouge et blanc avec le cèdre vert —, les banderoles demandant la « fin du massacre » et accusant les Syriens de « génocide », s'élevaient au-dessus du cortège, qui, à pas lents depuis la place de l'Étoile, a gagné l'esplanade du Trocadéro. Là, une gerbe de souvenir aux combattants libanais des deux guerres morts pour la France a été déposée au pied de la statue du maréchal Foch.

Vive tension en Iran avant la rentrée universitaire

A Téhéran, l'armée avait renforcé, dans la nuit de vendredi à samedi, son dispositif dans la capitale iranienne, où la rentrée des universités, l'extension des grèves et le sort de l'ayatollah Khomeiny se conjuguent pour accroître la tension. Selon des informations parvenues à Paris, plusieurs affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants étaient signalés en début de matinée. Le général Oveissy, gouverneur militaire de Téhéran, avait mis en garde la population contre « les plans des forces subversives entraînées par les éléments étrangers », visant à exciter les étudiants « pour créer l'anarchie ».

L'ayatollah Khomeiny est à Paris

L'ayatollah Khomeiny, chef spirituel des chiites iraniens, est arrivé vendredi 6 octobre en début d'après-midi à Paris, où il a été accueilli par les représentants de la hiérarchie chiite dans la capitale française et quelques proches (des dernières éditions du 7 octobre). On confirme à ce propos de source proche de l'ayatollah Khomeiny qu'aucune décision n'a encore été prise sur son futur lieu de résidence. Dans une déclaration rendue publique à Téhéran, le Front na-

A l'issue des entretiens Brejnev-Assad L'U.R.S.S. s'engage à renforcer le « potentiel défensif » de la Syrie

De notre correspondant

Moscou. — Pour la première fois depuis la recrudescence des affrontements au Liban, l'Union soviétique a pris officiellement position, par le biais du communiqué commun publié, le vendredi 6 octobre, à l'issue de la brève visite à Moscou du président syrien Hafez El Assad. Elle rejette l'entière responsabilité des événements sur Israël, sans faire allusion aux combats entre les milices chrétiennes et la FAD (Forces arabes de dissuasion).

La résolution 436

Voici le texte de la résolution 436 adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité : « Le Conseil de sécurité, notant avec une profonde préoccupation la détérioration de la situation à Beyrouth et dans ses environs, profondément affligé par les pertes en vies humaines, les souffrances et les destructions matérielles qui en découlent, notant l'appel lancé le 4 octobre 1978 par le président du Conseil de sécurité et le secrétaire général : « 1) Demande à tous ceux qui sont engagés dans les hostilités au Liban de mettre un terme aux actes de violence et d'observer strictement un cessez-le-feu et une cessation des hostilités immédiates et effectives, de sorte que la paix intérieure et la réconciliation nationale puissent être rétablies sur la base de la préservation de l'unité, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté nationale du Liban ;

La référence de Genève

Après avoir noté que les conversations ont eu lieu dans une « atmosphère d'amitié et de compréhension mutuelle », le communiqué indique que « la cohésion et la mobilisation de toutes les forces hostiles à l'occupation de faitiste (de la direction égyptienne) sont une tâche particulièrement actuelle ». L'U.R.S.S. exprime sa « solidarité immuable » avec les peuples arabes qui luttent pour l'élimination des séquelles de l'agression, tandis que la Syrie, tout en exprimant « sa profonde reconnaissance » à l'Union soviétique, insiste sur la nécessaire participation de Moscou à toutes les étapes d'un règlement au Proche-Orient.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

Le Conseil de sécurité « demande une cessation des hostilités immédiate et effective »

De notre correspondant

Le président du Conseil de sécurité, M. Leprêtre (France), est resté en contact étroit avec les parties intéressées, poursuivant ainsi l'initiative française annoncée au début de la semaine par M. de Guringand. De son côté, le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, a multiplié les consultations et obtenu jeudi que le prince Sadrudin Agha Khan se rende sur le terrain, en particulier auprès des Syriens, dans une mission humanitaire destinée, elle aussi, à remettre un cessez-le-feu. Les Américains, quant à eux, ont accentué leur pression au fur et à mesure que la situation des chrétiens libanais devenait plus tragique. Ce sont eux qui ont insisté pour que le Conseil se réunisse sans

La référence de Genève

Après avoir noté que les conversations ont eu lieu dans une « atmosphère d'amitié et de compréhension mutuelle », le communiqué indique que « la cohésion et la mobilisation de toutes les forces hostiles à l'occupation de faitiste (de la direction égyptienne) sont une tâche particulièrement actuelle ». L'U.R.S.S. exprime sa « solidarité immuable » avec les peuples arabes qui luttent pour l'élimination des séquelles de l'agression, tandis que la Syrie, tout en exprimant « sa profonde reconnaissance » à l'Union soviétique, insiste sur la nécessaire participation de Moscou à toutes les étapes d'un règlement au Proche-Orient.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

Les œuvres de Isaac Bashevis SINGER Prix Nobel de littérature sont éditées chez STOCK

Collection "Le Nouveau Cabinet Cosmopolite"

ISRAËL ENVISAGERAIT DE NOUVELLES « OPÉRATIONS PONCTUELLES »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — La commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset a examiné, vendredi 6 octobre, l'évolution de la situation au Liban. M. Ezer Weizman, ministre de la défense, le général Rappaport Eytan, chef d'état-major, et le chef des services de renseignements de l'armée ont fait chacun un rapport sur les derniers événements diplomatiques et militaires, ainsi que sur l'opération menée par la marine israélienne au large de Beyrouth. Aucune information n'a été donnée sur les débats de la commission, mais tout porte à croire que l'on a insisté sur les succès obtenus, et que les combats devaient continuer à leur niveau actuel. Israël ne pourrait plus continuer à faire preuve de « retenue ». C'est dire que le cessez-le-feu, à moins d'un cessez-le-feu ou d'une diminution des bombardements syriens, envisagerait de nouvelles opérations « ponctuelles » telle que celle qui a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 octobre.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

ALAIN-MARIE CARRON.

La réunion du Conseil n'a duré que quelques minutes. Dans l'enceinte des Nations unies, on n'entendait pas trop d'espoirs sur l'efficacité de cette résolution. Mais si les combats continuent, une autre réunion du Conseil sera envisagée, qui ira plus loin que celle-ci.

Francis Cornu

سكوتس الجول

EUROPE

Grande-Bretagne

Le congrès travailliste s'est achevé dans une relative unité

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Le congrès travailliste a pris fin, le vendredi 8 octobre, à Blackpool, dans le calme et dans une relative unité. Après le tumulte des premiers jours, les délégués ont senti la nécessité de serrer les rangs dans la perspective des élections générales et face à la menace, très réelle, soulignée par les médias, d'un succès des conservateurs.

L'affrontement traditionnel entre la gauche et la droite n'a jamais pris de sévérité particulière. Le parti grâce à M. Callaghan, qui a réussi, par un discours remarquable, à rallier les diverses factions, en tout cas à les empêcher de s'embrâcher comme dans le passé. Il est significatif que des personnalités aussi marquées à gauche que M.M. Michael Foot, le leader des Communistes, ou Tony Benn, le ministre de l'énergie, aient entraîné l'exécutif du parti

vers une formule de compromis sur la politique des salaires du gouvernement, spectaculairement rejetée par le congrès. Bien qu'ayant renforcé son emprise sur l'extrême gauche, il n'a pas réussi à faire modifier en sa faveur les règles de désignation du leader du parti et de sélection des candidats travaillistes aux élections générales.

M. Callaghan s'en tire ainsi à bon compte et a rétabli une situation personnelle qui paraissait compromise. Il a fait face à des dévotions du congrès affaibli. M. Callaghan, chef d'un gouvernement minoritaire, qui aura plus de mal à trouver l'appui des petits groupes nationalistes pour compenser la défection annoncée des libéraux et se maintenir au pouvoir. D'autre part, le premier ministre a dû faire face à des hommes nouveaux à la tête des deux grands syndicats des transports et de la métallurgie. Contrairement aux espoirs officiels, ceux-ci, M. Evans et M. Duffy, semblent plus difficiles à manier que leurs prédécesseurs, M.M. Jones et Scanlon. M. Evans est un « boss » dans la tradition du syndicalisme américain ; il recherche des avantages immédiats sans tenir compte des perspectives politiques. M. Duffy, nettement orienté à droite, manque encore d'expérience. Tous les deux en fait, ont tendance à être déborder par leurs troupes, et plus encore par les délégués d'ateliers (shopstewards) qui stimulent la révolte de la base contre l'immobilité de la politique des salaires.

D'où l'extrême fermeté de M. Evans, opposé non seulement à toute norme limitant les augmentations des rémunérations, mais au principe même d'une politique des salaires. Il insiste toujours sur le retour à la libre négociation avec le patronat, rejoignant sur ce point les conservateurs. M. Evans ne voit pas de contradiction entre le soutien financier de son syndicat — de l'ordre de 500 000 livres par semaine — aux grèves de Ford et son intention d'apporter une contribution substantielle à la campagne électorale du parti travailliste.

A quelques jours des nouvelles négociations entre le gouvernement et les syndicats, les déclarations publiques confirment l'opposition des vœux. M. Callaghan continue de répéter que, faute d'arriver à une réglementation des hausses de salaires dans la limite des 5 % demandés par le gouvernement, celui-ci devra recourir à des mesures monétaires et fiscales et déplorables (restriction des crédits, réduction des dépenses publiques, relèvement des impôts), qui aboutiront à créer deux cent mille chômeurs de plus. Mais les dirigeants syndicalistes ne croient pas que M. Callaghan puisse envisager dans une année électorale une politique d'austérité. M.M. Callaghan et Healey ont lésé en cela qu'un arrangement était possible sous la forme de contrats de productivité, à condition qu'ils n'aboutissent pas à augmenter les coûts de production.

M. Callaghan se déclare assuré du soutien du pays à la tête du bloc vote, du vote par bloc (technique sur lequel il a insisté pour obtenir l'adhésion de tous ses membres), qui assure aux grandes organisations ouvrières un pouvoir disproportionné au sein du gouvernement travailliste. Les amis de M. Callaghan affirment cependant que si à Blackpool, le scrutin avait été individuel une majorité se serait formée en faveur de sa politique des salaires.

HENRI PIERRE.

Union soviétique

Mme CHICHARANSKY ADRESSE UNE LETTRE OUVERTE AU CHEF DE L'ÉTAT

Moscou (A.F.P., T.P.I.). — La mère de l'activiste juif et défenseur des droits de l'homme, Anatole Chicharansky, condamné pour espionnage et en juillet dernier à trois ans de prison et de camp, vient de demander, dans une lettre ouverte à M. Brejnev, que cessent les tracasseries dont sa famille est l'objet.

Mme Milgrom-Chicharansky signale que les autorités judiciaires refusent de lui délivrer une transcription du jugement prononcé contre son fils. Ce qui constitue un obstacle pour pouvoir exercer les recours prévus par la législation.

De surcroît, son fils, qui est incarcéré depuis le jugement à la prison de Vladimir (à 180 kilomètres à l'est de Moscou) n'a pas encore été autorisé à recevoir la visite de ses parents, deux sœurs jumelles, ni même à leur écrire.

« Je vous demande personnellement de prendre des mesures pour faire cesser cette parodie et ces actes illégaux commis contre des parents après par des organismes dont la mission est d'observer les lois et de respecter les droits des personnes », déclare notamment Mme Chicharansky, dans son appel au chef de l'État.

Italie

La découverte des archives des Brigades rouges. Le procès-verbal de l'interrogatoire d'Aldo Moro mettrait en cause plusieurs personnalités politiques

De notre correspondant

Rome. — Il se confirme que les documents saisis fin septembre et début octobre dans des « bases » terroristes milanaises sont d'une importance capitale, et pour démanteler les Brigades rouges et pour éclaircir l'affaire Moro.

Les dix terroristes arrêtés ne possédaient pas seulement du matériel pour fabriquer de faux papiers et intercepter les communications radio des forces de l'ordre. L'un de leurs appartements contenait aussi les archives complètes des Brigades rouges, c'est-à-dire un exemplaire de tous les documents publiés depuis 1970 par l'organisation clandestine et un organigramme de celle-ci.

Les carabinieri ont découvert, d'autre part, les textes dactylographiés de nombreuses lettres d'Aldo Moro : « Fus de vingt, moins de trois cents », etc. Le contenu de dire le magistrat, en refusant de préciser si ces lettres sont inédites. L'une d'elles, en tout cas, n'a jamais été publiée : elle était adressée au pape. La plupart des autres auraient en commun des destinataires « des hommes politiques ».

Mais la découverte la plus intéressante est le procès-verbal de l'interrogatoire d'Aldo Moro. Le magistrat évoque de manière sibylline un texte « contenant des déclarations présumées de M. Moro pendant sa détention ». Il refuse d'en révéler le contenu. Mais comme tout se sait très vite à Rome — y compris les nouvelles plus fausses, — plusieurs journaux ont affirmé que ces déclarations étaient destinées à être diffusées aux hommes politiques qu'aux terroristes. Elles seraient, en somme, de la même veine que les lettres de l'otage.

Si l'on en croit la Repubblica, il s'agit de quelques solennités, dix pages dactylographiées, et ce mémorandum d'Aldo Moro contient de lourdes attaques contre une bonne partie de la classe politique italienne, avec un acharnement particulier contre quelques personnalités, surtout Andreotti (le président du conseil), à l'égard duquel il se livre à une véritable diatribe socialiste. Le texte paraitrait plusieurs séduisants.

Des menaces contre M. Craxi

C'est le 19 octobre que le ministre de l'Intérieur, M. Rognoni, doit rendre compte de l'enquête aux députés. Sa tâche se trouve facilitée. Le butin de Milan permet, entre autres, d'affirmer l'existence des Brigades rouges et leur continuité historique. Il affaiblit beaucoup la thèse du complot défendue par les communistes, même s'il ne permet pas d'exclure des appuis fournis aux ravisseurs. Si les carabinieri — plus efficaces que la police — réussissent à obtenir des succès analogues dans d'autres villes, un grand pas aura été franchi dans la lutte antiterroriste. D'ores et déjà, les membres des Brigades rouges doivent se tenir sur la défensive. Il est établi qu'une organisation clandestine devient inefficace à partir du moment où l'essentiel de ses efforts est consacré à sa propre protection.

Les conséquences politiques de l'affaire sont incertaines. Tout dépend du contenu réel des « déclarations » d'Aldo Moro et de l'utilisation qui en sera faite. Un trop lourd contentieux a été accumulé depuis des mois — entre communistes et socialistes, notamment — pour que tout nouveau venant ne soit pas traité à pointé. La tension politique est illustrée, ces jours-ci, par les menaces de mort qu'a reçues le secrétaire général du P.C.I., M. Bettino Craxi. Il se voit menacer d'avoir « traité la cause du socialisme » et cherché à « rompre l'unité de la classe ouvrière ». Sa protection personnelle a été renforcée.

ROBERT SOLÉ.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING AU BRÉSIL

La France doit être au rendez-vous de la puissance des nations a déclaré le chef de l'État devant la colonie française

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — M. Giscard d'Estaing a reçu la colonie française de Rio-de-Janeiro et de Belo-Horizonte, à l'hôtel de Copacabana, où il résidait durant son séjour à Rio. Plusieurs centaines de personnes avaient répondu à l'invitation. Le chef de l'État a excusé le retard de Mme Giscard d'Estaing, qui avait visité de son côté, Salvador-de-Bahia. Il a présenté aux assistants M. Louis de Fulingau, Mme Simone Veil et M.M. Alain Peyrefitte et Jean-François Deniau, Mme Veil étant très vivement applaudie.

« D'abord, je voudrais vous donner des nouvelles de la France », a déclaré M. Giscard d'Estaing. Il a rappelé que « notre pays est engagé à l'heure actuelle dans une politique qui poursuit deux objectifs : faire en sorte que la France soit aux rendez-vous internationaux, et faire en sorte qu'elle soit au rendez-vous de la puissance des nations ». Le président de la République a souligné qu'il s'agit là d'une « politique difficile qui impose à la France, et à la population française, une discipline, des épreuves, parfois même des sacrifices ». « Nous sommes conscients de ces épreuves, mais nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas laisser aux jeunes une France vieillie et fatiguée ».

« Nous voyons, trimestre après trimestre, que la France ou sa place dans les pays qui réussissent », tandis que les pays qui chôment se retirent à Manaus, dans l'État d'Amazonas.

PATRICK JARREAU.

Deux importants contrats ont été signés

Deux contrats ont été signés entre des firmes françaises et brésiliennes à l'issue du séjour à Brasilia de M. Giscard d'Estaing, entre l'État de Rio-Grande-Do-Sul et Alsthom-Atlantique pour la construction d'une centrale thermo-électrique d'une valeur de 650 millions de francs, et entre la société brésilienne de transport Cobec et le port du Havre pour la construction d'une plateforme brésilienne pour le grand port français. Maritime précise ici l'importance de ce contrat. En outre, indique l'agence France-Pressa de Brasilia, a été signé un accord préliminaire de financement (crédits gouvernementaux et crédits privés garantis pour une valeur totale de 1,2 milliard de francs) pour deux centrales hydro-électriques à Tucuruí (État de Parà) et à Balhina (Amazonas), d'un train suburbain à Porto-Alegre, et pour l'exploitation de potasse dans la Sergipe (État du Nord-Est).

De notre correspondant

Le Havre. — La signature de contrats entre la Cobec, filiale de la Banco do Brasil et le port autonome du Havre, et le port autonome de Brasilia, le 5 octobre, pendant le voyage du président de la République française, consacrerait l'implémentation, sur la plate-forme brésilienne du Havre, d'un second client très important. En effet, en septembre 1977 la société brésilienne s'était déjà impliquée dans la construction d'un terminal en Europe des bois du Brésil.

La Cobec, quant à elle, aura une double activité de commerçant et d'entrepreneur. Avec une surface couverte de 10 000 mètres carrés et un terre-plein de 15 000 mètres carrés, elle pourra mettre au service du commerce international des moyens très importants avec la possibilité de les accroître si nécessaire.

La plate-forme brésilienne du Havre, qui résulte d'un accord signé en 1976 entre la France et le Brésil, a été dotée de produits brésiliens destinés à être commercialisés en Europe et au-delà (pays méditerranéens, Afrique, Proche-Orient). Techniquement, la plate-forme du Havre permettra aux exportateurs brésiliens de gagner leurs activités pour en réduire le coût, de se rapprocher des marchés finaux, de disposer des stocks nécessaires en période de haute conjoncture, d'adapter leurs produits au marché européen, de réaliser sous forme de opérations très diverses avec des factures très élevées de celles-ci, dans une zone franche. A ce jour, une certaine d'entreprises brésiliennes ont pris contact avec le port autonome du Havre, au Brésil où il dispose d'une représentation permanente, et en France. — F.F.

M. BREJNEV EST PRÊT A RENCONTRER M. CARTER

(Suite de la première page)

Drumke et même un peu conciliant, le ministre soviétique a fait remarquer que M. Carter avait confirmé la volonté de son gouvernement d'aboutir à un accord secret. Mais, pour ce qui n'était pas la première fois que le président américain faisait ce genre de déclaration. La suite dépend donc, selon M. Gromyko, de la capacité du président Carter à s'en tenir aux positions qui ont été mentionnées devant nous.

A propos des négociations Salt elles-mêmes, M. Gromyko a estimé que « des changements dans un sens positif étaient intervenus dans la position américaine, mais qu'ils étaient insuffisants pour que l'on puisse dire que la question était déjà réglée ». Il a répondu que les États-Unis souhaitent une discussion globale des questions restant en suspens, considérant qu'on ne pouvait les isoler les unes des autres.

Dans la mesure où « la paix entre les deux puissances signifierait le paix pour le monde entier », M. Gromyko veut espérer que les États-Unis adopteront une « attitude plus réaliste, réaliste et raisonnable » sur les problèmes de la course aux armements et du désarmement. Mais il a déploré que les propositions avancées par le président de trois mois par les États du pacte de Varsovie, aux négociations de Vienne sur les réductions des forces en Europe (M.B.F.R.), n'aient pas encore reçu de réponse de la part des Occidentaux.

D. Vt.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

DEUX MILLIONS D'ÉLECTEURS — soit le tiers du corps électoral — sont appelés aux urnes dimanche 8 octobre. 12 millions de Viennois pour renouveler leur conseil municipal et huit cent mille Styriens pour se donner un nouveau Landtag (assemblée régionale). La rumeur de Vienne est un bruit de guerre, qui y disposent (avec 60,2 % des suffrages obtenus en 1973), de soixante-six sièges au conseil municipal contre trente et un aux populistes (démocrates chrétiens (29,3 %) et trois aux libéraux (7,7 %).

Chine

VINGT-DEUX PERSONNES ayant participé aux émeutes de la place Tian An Men, à Pékin, le 5 avril 1978, ont été réhabilités samedi 7 octobre. Le radio de Pékin a cité à l'honneur ce groupe comprenant neuf ouvriers, victimes de « persécution physique » de « caractère public » et un deuxième groupe d'« étudiants » à être ainsi officiellement réhabilités, après onze années à la prison.

Radio-Pékin, citant le Quotidien de Pékin, organe municipal du parti inaccessible aux étrangers, a critiqué les mesures prises à l'époque par les autorités municipales, sans toutefois mentionner le maire de Pékin, M. Wu Teh, toujours en place.

D'autre part, l'ancien maire de Changhaï, M. Tso Tchou, qui avait joué un rôle important pendant la période dite des « cent fleurs » en 1956, a été réhabilité à titre posthume.

Le Quotidien du peuple annonce que les personnes condamnées ont été inhumées le 23 juin, au cimetière de Papocshan à Pékin. Le journal précise qu'il était mort, et les corps qu'il avait été enterrés à l'époque de « persécution morale et physique de la bande des Quatre ». — (A.F.P.)

Chypre

M. CARTER a exprimé vendredi 6 octobre le désir des États-Unis d'œuvrer activement à l'urgence du problème chypriote dans le cadre des Nations unies, déclare un communiqué diffusé par la Maison Blanche à l'issue d'un

Namibie

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES des cinq pays occidentaux appartenant au « groupe de contact » chargé de proposer un règlement pacifique du conflit namibien (Allemagne fédérale, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne) sont attendus à Pretoria aux environs du 15 octobre. Les ambassadeurs de ces cinq pays ont été reçus vendredi 6 octobre par le ministre sud-africain des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Namibie

entretien du président américain avec M. Spryos Kyrriakou, président de la République de Chypre. Cet entretien, qualifié d'« utile et amical », a été consacré à la recherche d'une « solution juste et durable (...) qui répondrait aux besoins de la population de l'île et contribuerait à la construction d'une paix prolongée en Méditerranée orientale », précise le communiqué de la Maison Blanche. — (A.F.P.)

Namibie

Le Havre. — La signature de contrats entre la Cobec, filiale de la Banco do Brasil et le port autonome du Havre, et le port autonome de Brasilia, le 5 octobre, pendant le voyage du président de la République française, consacrerait l'implémentation, sur la plate-forme brésilienne du Havre, d'un second client très important. En effet, en septembre 1977 la société brésilienne s'était déjà impliquée dans la construction d'un terminal en Europe des bois du Brésil.

La Cobec, quant à elle, aura une double activité de commerçant et d'entrepreneur. Avec une surface couverte de 10 000 mètres carrés et un terre-plein de 15 000 mètres carrés, elle pourra mettre au service du commerce international des moyens très importants avec la possibilité de les accroître si nécessaire.

La plate-forme brésilienne du Havre, qui résulte d'un accord signé en 1976 entre la France et le Brésil, a été dotée de produits brésiliens destinés à être commercialisés en Europe et au-delà (pays méditerranéens, Afrique, Proche-Orient). Techniquement, la plate-forme du Havre permettra aux exportateurs brésiliens de gagner leurs activités pour en réduire le coût, de se rapprocher des marchés finaux, de disposer des stocks nécessaires en période de haute conjoncture, d'adapter leurs produits au marché européen, de réaliser sous forme de opérations très diverses avec des factures très élevées de celles-ci, dans une zone franche. A ce jour, une certaine d'entreprises brésiliennes ont pris contact avec le port autonome du Havre, au Brésil où il dispose d'une représentation permanente, et en France. — F.F.

Drumke et même un peu conciliant, le ministre soviétique a fait remarquer que M. Carter avait confirmé la volonté de son gouvernement d'aboutir à un accord secret. Mais, pour ce qui n'était pas la première fois que le président américain faisait ce genre de déclaration. La suite dépend donc, selon M. Gromyko, de la capacité du président Carter à s'en tenir aux positions qui ont été mentionnées devant nous.

A propos des négociations Salt elles-mêmes, M. Gromyko a estimé que « des changements dans un sens positif étaient intervenus dans la position américaine, mais qu'ils étaient insuffisants pour que l'on puisse dire que la question était déjà réglée ». Il a répondu que les États-Unis souhaitent une discussion globale des questions restant en suspens, considérant qu'on ne pouvait les isoler les unes des autres.

Dans la mesure où « la paix entre les deux puissances signifierait le paix pour le monde entier », M. Gromyko veut espérer que les États-Unis adopteront une « attitude plus réaliste, réaliste et raisonnable » sur les problèmes de la course aux armements et du désarmement. Mais il a déploré que les propositions avancées par le président de trois mois par les États du pacte de Varsovie, aux négociations de Vienne sur les réductions des forces en Europe (M.B.F.R.), n'aient pas encore reçu de réponse de la part des Occidentaux.

D. Vt.

\*\*\* SUISSE-VALAIS \*\*\*
EXPOSITION et Journées d'Informations
Les promoteurs-construc-teurs sont à votre disposition avec maquettes, diapositives, plans de détail, etc. pour vous informer sur les possibilités de combiner vos vacances d'hiver et d'été dans des stations renommées, avec un investissement financier sûr et intéressant dans l'immobilier.
A PARIS : mardi 9 et mercredi 10 octobre 1978, de 12 heures à 20 heures
HOTEL RINCO - 81, rue de Grenelle, Paris (16e), 1er étage
Présentation à domicile sur demande
PROJECT 10-P-H Gailledet SA
Avenue de la Gare 28
1950 SIGN - VS - SUISSE
Tél. 027/23 46 23

Le BF

ATIE

ARD D'ESTAING AU BRÉSIL

être au rendez-vous  
nce des nations

le chef de l'État  
olonie française

envoyé spécial

le problème de  
de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

En réalité,  
de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

M. Oscar de  
de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

de l'État, au  
de l'État, au  
de l'État, au

# Le BRÉSIL

**V**INGT-DEUX États, deux pays, une nation. Vu de très haut — afin d'englober d'un seul regard ce véritable continent — tel est le Brésil, à l'heure où le président de la République française y achève un bref voyage.

Les États-Unis du Brésil offrent, en effet, un étonnant paradoxe. Alors qu'un fossé y sépare deux pays — celui des laissés-pour-compte de la croissance et celui des élus de la prospérité, — il existe incontestablement une nation brésilienne, ardente, optimiste, sûre d'elle — même parfois jusqu'à la naïveté.

Un homme que, sans nul doute, l'histoire créditera, par ailleurs, d'intuition, le général de Gaulle, avait déclaré, en 1964, que le Brésil n'était pas un pays « sérieux ». Militaire, il lançait ce propos alors que les militaires venaient d'y prendre le pouvoir, ce qui nimbe le pro-

pos d'ambiguïté. C'est à la suite de cette remarque que la France avait choisi une nouvelle « tête de pont » en Amérique du Sud : l'Argentine...

Il y a sept ans, alors qu'il n'était que ministre des finances de Georges Pompidou, M. Valéry Giscard d'Estaing s'était rendu à Sao-Paulo pour inaugurer une très importante foire-exposition française. On considère, à Brasilia, que c'est ce déplacement qui avait resserré les fils distendus entre les deux pays. Nul n'était donc mieux placé que l'actuel président de la République française pour aller recueillir ce qu'il avait naguère semé sous ces latitudes.

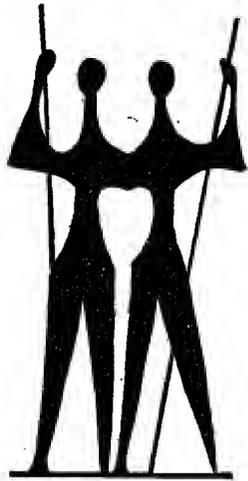
La France et le Brésil officiels n'ont pas le même projet de société — qui préteudra le contraire ? Après quelques références très convenues aux droits de

l'homme, on a donc rapidement parlé affaires.

La France, de fait, a de quoi offrir, dans le domaine technologique notamment, à un pays vraiment en voie de développement. Mais voilà ! Le Brésil, qui est un pays sérieux, n'a pas attendu la France, comme l'a montré la signature, en 1975, de son accord de coopération nucléaire avec la République fédérale d'Allemagne.

C'est aujourd'hui un pays courtisé, comme pen d'autres le sont dans le tiers-monde. Huitième puissance industrielle de la planète, il peut poser ses conditions. Et il n'y manque pas : pour ce qui est des transferts de technologie, en particulier, ses exigences vont croissant.

De ce point de vue réaliste — le seul envisagé du côté officiel — le voyage du président de la République française n'arrive-t-il donc pas un peu tard ?



## UNE INTERVIEW DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES :

### « Occidental », mais pas aveuglément

Appartenance à l'Occident, mais politique « tous azimuts » : relations Nord-Sud et problème du protectionnisme ; rapports avec les États-Unis et ouverture vers l'Europe ; rapprochement avec l'Afrique et intégration latino-américaine, c'est un véritable bilan de ses quatre années à la tête de la diplomatie de son pays que M. Antonio Azeredo da Silveira dresse en nous recevant au palais d'Itamaraty, siège de son ministère à Brasilia.

« Le Brésil, tout comme la France sans doute, est bien conscient que les États-Unis sont, dans les faits, le pays leader du monde occidental », nous déclare M. Azeredo da Silveira, ministre des affaires étrangères du Brésil. Mais, ce que nous contestons, c'est que ce soit l'unique de leur part une tutelle contraire à nos intérêts nationaux. Il y a une distinction fondamentale à faire : lorsque les États-Unis agissent en tant que défenseurs de l'Occident, il est normal qu'ils bénéficient de notre appui, comme de celui de tous les pays occidentaux. Mais lorsqu'ils agissent simplement en tant que défenseurs de leurs propres intérêts,

ils doivent harmoniser leurs positions avec celles de leurs partenaires. Nous ne pensons pas que l'invocation des intérêts de l'Occident nous conduise à renoncer à nos intérêts nationaux. C'est sans doute cela le substance de notre diplomatie « occupée » d'aujourd'hui. Il faut considérer qu'il n'y a plus de vérité absolue, mais simplement des degrés différents dans l'application de chaque politique.

M. Azeredo da Silveira refuse le qualificatif d'« anti-américain » qui lui est parfois attribué : « Pendant les deux premières années de mon ministère, de 1974 à 1976, les relations entre le Brésil et les États-Unis ont été excellentes. S'il y a eu des difficultés par la suite, ce n'est pas dû à un changement d'attitude de notre part, mais de l'administration américaine. Cela dit, je crois que la période de crise de 1977 est passée, et que les relations se sont maintenant améliorées, d'autant que les États-Unis ont adopté une attitude plus équilibrée à notre égard. Personnellement, je ne suis ni « anti » ni « pro » américain. Au contraire, le diplomate brésilien actuel cherche, précisément, à éviter de se définir en termes de « pro » et d'« anti ».

### Le pouvoir de décision absolu a disparu

S'agissant de l'Afrique — continent où le diplomate brésilien s'est montré, depuis quelques années, particulièrement dynamique, M. Azeredo da Silveira nous déclare : « Avant tout, nous considérons que l'Afrique appartient aujourd'hui à l'Occident, malgré les différentes conceptions de ses gouvernements. Le problème réside plutôt dans le manière dont nous sommes en train de négocier avec elle. L'Occident a eu une attitude extrêmement simpliste à l'égard de l'Afrique. D'abord parce qu'il s'est contenté d'une approche égale pour tous les pays, comme si toutes les nations africaines devaient forcément présenter les mêmes caractéristiques. En outre, cette approche a été paternaliste : il ne s'agissait pas de collaborer réellement, en matière de technologie ou dans d'autres secteurs, mais simplement de donner des conseils et de protéger des slogans. Nous considérons qu'il faut laisser l'Afrique résoudre ses propres problèmes. Je crois que la formation de la société brésilienne, avec un mélange qui s'est progressivement

réalisé sans ces déviations paternalistes qu'ont connues d'autres pays, nous a aidés dans notre approche de l'Afrique. » M. Azeredo da Silveira s'étend sur l'Angole : l'une de ses décisions les plus importantes mais aussi les plus controversées au Brésil fut la reconnaissance, avant tout autre pays occidental, du gouvernement angolais de M. Agostinho Neto. « Au moment où nous avons reconnu le gouvernement de Luanda, les perspectives d'une solution négociée entre les trois mouvements de guérilla étaient réelles. Par la suite, quand la situation a évolué d'une autre manière, il ne s'agissait plus de se décider sur la reconnaissance, puisqu'elle était déjà acquise, mais sur une éventuelle rupture de relations que rien ne justifiait. Cela dit, nous avons consulté les principaux pays occidentaux et ce sujet et aucun n'était véritablement en faveur de notre rupture avec Luanda. Tous étaient, au contraire, intéressés à conserver par notre intermédiaire une fenêtre ouverte sur le nouveau régime angolais. »

Qu'en est-il, demandons-nous au ministre, des prétentions « hégémoniques » parfois attribuées au Brésil, notamment par ses voisins latino-américains ?

« Le Brésil est l'un des pays du monde qui a le plus de voisins : dix dans l'océan Atlantique. De plus, la plupart de ces frontières sont ouvertes, c'est-à-dire qu'elles ne sont marquées par aucune barrière ou coupure naturelle. Cela nous oblige à avoir une vision ouverte de nos relations avec les autres pays du continent. Ce volontarisme direct facilite aussi une vision pragmatique qui nous évite de nous briser en jugeant de ce qui se passe dans les autres pays. Notre position géographique nous amène à être en mesure de nous intégrer à une intégration latino-américaine progressive. Mais la dimension de notre pays nous donne un poids naturel qui peut provoquer parfois quelque appréhension, c'est ce qui nous oblige à être d'autant plus exemplaires dans nos relations bilatérales. Nous croyons qu'il est important de respecter sur le plan bilatéral les principes établis dans les forums internationaux. »

M. Azeredo da Silveira a déploré à plusieurs reprises le blocage enregistré dans les négociations entre pays industrialisés et tiers-monde et critique vivement l'attitude des pays riches.

« Le problème entre le Nord et le Sud est le même que celui qui se pose à l'Occident : c'est celui de la négociation. Le tiers-monde revendique l'accès aux mécanismes de décision. C'est peut-être là le véritable différend entre le monde industriel et le tiers-monde : ce qui les distingue aujourd'hui, ce ne sont pas tellement les chiffres — le produit national brut ou le revenu

par tête, — c'est surtout l'accès aux mécanismes de décision internationaux. Il nous faut arriver à prouver au Nord qu'il est de son propre intérêt à long terme de modifier cette situation. D'autant qu'au vingtième siècle l'interdépendance croissante des pays a éliminé le pouvoir de décision absolu. Voyez l'exemple de l'armement nucléaire : le posséder ne permet pas de décider sans contrainte de son utilisation. »

Pour le ministre des affaires étrangères brésilien, le protectionnisme des pays riches reste l'un des principaux obstacles au dialogue Nord-Sud. « Nous ne voulons évidemment pas convaincre les pays industrialisés de renoncer à leurs intérêts nationaux. Ce dont nous devons les convaincre, c'est que la lutte contre le protectionnisme correspond inéluctablement à leurs propres intérêts, ne serait-ce que parce qu'elle permettrait un élargissement des marchés et une diversification des échanges. Je ne crois pas qu'il soit possible d'équilibrer de manière durable le commerce extérieur sur la base de restrictions. C'est plutôt vers une augmentation progressive et concertée des échanges qu'il faut aller. »

Pour ce lauréat, une conception dynamique de la division internationale du travail est nécessaire — avec une spécialisation progressive des pays industrialisés dans les secteurs de technologie avancée qui laisse une marge réelle aux pays en voie de développement. Si, au contraire, conclut M. Azeredo da Silveira, on gardait une vision rigide de la division internationale du travail, il n'y aurait guère d'espoir pour les pays du tiers-monde. »

Propos recueillis par THIERRY M. LINIAK.

## « Démocratie relative » et souveraineté militaire

LA visite du président de la République française au Brésil coïncide avec une intense activité politique dans ce pays. Le 15 octobre sera désigné le successeur du général Geisel, qui prendra ses fonctions en mars prochain, pour un mandat réformé porté de cinq à six ans. Un mois plus tard, exactement, les Brésiliens éliront leurs représentants à la Chambre des députés. Il y a quelques semaines déjà avaient été nommés les gouverneurs des vingt-deux États de la fédération.

Ce remue-ménage peut impressionner. La presse écrite brésilienne, aujourd'hui une des plus libres du monde, ne multiplie-t-elle pas les commentaires, souvent fort critiques sur ces thèmes ? Qu'un parlementaire escorte, à Brasilia, le visiteur dans le labyrinthe de couloirs et de halls, dans la profusion de salles et de bureaux de la Chambre des députés et du Sénat, soit les admirables coupes dessinées par Oscar Niemeyer — et il se dira que les représentants du peuple brésilien sont, parmi les mieux lotis de la planète ! Qu'on soit, enfin, « pris en charge » par tel diplomate d'Itamaraty, courtois, subtil, parfaitement francophone, avec juste ce qui convient d'esprit critique — et le doute d'habitude n'y aurait-il pas, décidément, quelque chose de changé dans le Brésil des militaires ?

Le vrai est que, hormis dans la phase « gorille » de la « révolution » militaire — vers la fin des années 60 et le début des

années 70, correspondant, en gros, à la présidence du général Médici, — les forces armées brésiliennes ont toujours tenté de donner d'elles-mêmes une image plus subtile que celle fournie par la plupart de leurs homologues aujourd'hui au pouvoir dans le reste du sous-continent. Plus d'un observateur pourtant sagace a pu se laisser impressionner par les confidences de tel dignitaire sur la volonté de « redémocratisation » régnant en haut lieu.

Le Brésil n'en demeure pas moins, aujourd'hui encore, un État à souveraineté militaire. Par tradition historique, par formation, par mépris pour les civils « corrompus et incapables », ou pour avoir trop écouté les leçons du Pentagone américain, les forces armées s'estiment, et pour longtemps encore sans doute, seules capables de diriger les destinées du pays. L'unique question est donc de savoir si, comme les monarchies d'antan, ce pouvoir évoluera, à plus ou moins long terme, vers des formes constitutionnelles.

### Cooptation

Depuis leur coup d'État, en 1964, jusqu'à présent, les militaires n'ont connu qu'une seule période vraiment difficile : le fin des années 60 et le début des années 70. En 1966, ils avaient dû faire face aux premières grèves — les seules, jusqu'à cette année — déclenchées depuis leur arrivée au pouvoir.

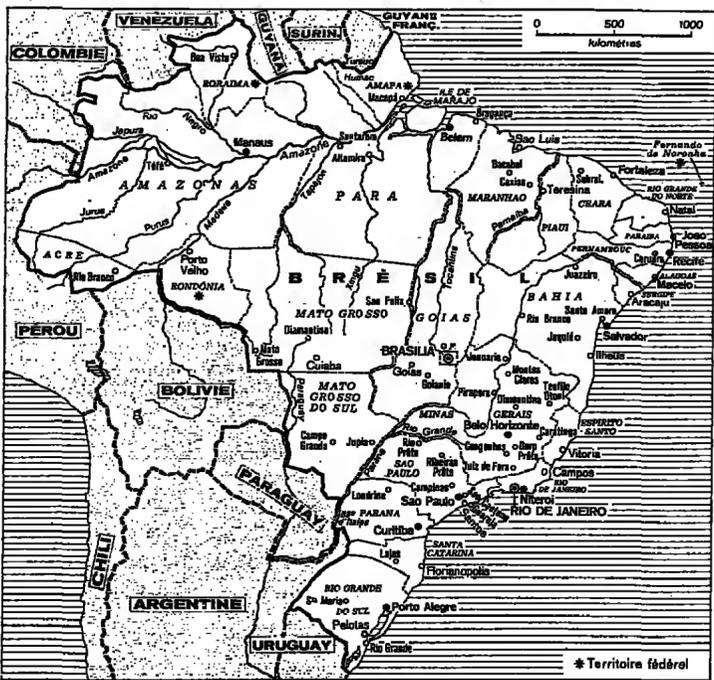
L'écho, cependant bien timide, rencontré au Parlement par ce mouvement de revendication sociale conduisit le président Costa e Silva à décrier l'Acte institutionnel numéro 5, qui organisait un véritable régime d'arbitraire. A la guérilla que cette décision a incontestablement stimulée, les forces armées répondirent par une répression d'une violence sans précédent dans l'histoire du Brésil indépendant.

La période actuelle est bien différente. La pression la plus sérieuse à laquelle est soumis le régime est désormais celle de ces classes moyennes dont il s'agit d'assurer la prospérité. Tel le Tiers-État à la veille de la Révolution française de 1789, elles veulent être « quelque chose » et obtenir un plan politique l'équivalent du pouvoir qu'elles se sont taillé dans le domaine économique. Leur revendication s'ajoute à celle, jamais totalement éteinte, de l'élite traditionnelle, économique et intellectuelle, conservatrice, mais souvent attachée, par mimétisme envers la vieille Europe, à l'État de droit.

Il n'est donc guère surprenant que le signal de la fronde politique ait été donné, au début de 1976, dans les milieux d'affaires de Sao-Paulo — las de la tutelle exercée par le pouvoir central dans leur État, et jusque dans leur entreprise.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 6.)



### CINQ SIÈCLES D'HISTOIRE INTERNATIONALE

L'histoire internationale du Brésil commence avant sa découverte, en 1500, par le navigateur Cabral. En 1493, un an après le voyage de Christophe Colomb, le pape Alexandre VI Bomba avait, par la bulle « Inter Coetera », tenté de préciser les limites entre les deux grandes puissances colonisatrices de l'époque, Madrid et Lisbonne. Le pape traçait une ligne imaginaire nord-sud, à 100 lieues à l'ouest des îles de Cap-Vert ; en deçà des Portugais, au-delà des Espagnols.

Toute l'histoire du Brésil consista, à rebrousse-poil, à pousser de plus en plus vers l'ouest cette ligne, au détriment des possessions de la couronne espagnole d'abord, des États des Indes indépendantes, au début du XIXe, ensuite. Ce sont les « banderantes » — ces colons-éleveurs qui partaient, drapeau (bandeira) en tête, à la conquête de l'intérieur — qui ont, pour l'essentiel, donné au Brésil ses actuelles dimensions continentales. Quelques guerres et une habile diplomatie ont fait le reste. Aujourd'hui, le Brésil touche à tous les pays du sous-continent, sauf au Chili et à l'Équateur.

# « Démocratie relative » et souveraineté militaire

(Suite de la page 5.)

Les étudiants, l'intelligentsia, l'Église, ont, à leur tour, contesté le pouvoir, ou du moins ses méthodes, durant toute l'année 1977. Ils mettaient à profit, à n'en pas douter, le climat favorable créé par les déclarations de l'administration Carter en faveur des droits de l'homme. Par un phénomène aisément compréhensible dans un pays où, depuis près de trois lustres, la société militaire pousse des racines profondes dans la société civile, des officiers ont, de leur côté, entrepris de contester le régime.

Enfin, dans cette ambiance pour lui plus propice, le monde ouvrier s'est également enflammé. De nombreuses grèves ont eu lieu, ces derniers mois, dans la banlieue industrielle de Sao-Paulo. C'est là une nouvelle étape. L'agitation ouvrière, si elle devait se poursuivre, risquerait, en effet, de mettre en péril les fondements mêmes du modèle économique retenu par le régime : stimuler la création et le développement des entreprises, nationales et étrangères, en favorisant, par un contrôle strict des syndicats, une politique de bas salaires pour les travailleurs sans qualification.

Une des questions aujourd'hui posées au Brésil est donc : comment vont évoluer, face à l'évidence d'un mécontentement populaire, les revendications démocratiques d'abord formulées par les élites ? La présente discrétion sur ce sujet du patronat libéral de Sao-Paulo est notable. Plus notable encore est le fléchissement dans les rangs du M.D.B., ce Mouvement démocratique brésilien qui est le seul parti d'opposition toléré. Face aux propositions limitées d'ouverture récemment faites par le président Geisel, l'attitude de cette formation a été pour le moins ambiguë. Et il est plausible que l'on assistera dans les prochains mois à des ralliements au régime de la part de certains de ses membres.

Dans ces conditions, les militaires disposent d'une marge de manœuvre non négligeable. La politique d'ouverture « graduelle » prônée, et partiellement mise en œuvre, par le chef de l'État est



(Dessin de FLANTOU.)

jouable... sous réserve que l'opposition ne s'oppose pas trop et que les milieux populaires se tiennent tranquilles. Le régime, en effet, consent à se libéraliser, mais à condition que les choses aillent dans le sens et au rythme qu'il souhaite, à condition de gagner à tout coup ! C'est ce que le président Geisel dénomme joyeusement « la démocratie relative ».

On le voit bien à l'occasion de la préparation des deux prochains scrutins. Pour l'élection présidentielle, le candidat aujourd'hui assuré de l'emporter, sauf coup de force, le général Figueiredo, a été choisi par le chef de l'État contre l'appareil militaire. Dans un régime qui avait jusqu'à présent réussi à éviter l'apparition de caudillos, il y a là une nouveauté : la transmission, sinon héréditaire du moins par cooptation, du pouvoir. Certains s'en réjouissent à Brasilia, estimant que cette désignation autoritaire

ôte du moins à l'armée le rôle de grand électeur qu'elle retenait depuis 1964.

Le futur chef de l'État est un « militaire politique ». Associé depuis les débuts de la « révolution » à des organes « sensibles » de l'appareil d'État comme le conseil national de sécurité, il était, jusqu'à ces dernières semaines, le chef du service de renseignements, le SNI. Pour des raisons mal élucidées mais peu rassurantes, il semble donc y avoir dans le sérail mal connu des casernes et des états-majors un « bonus » en faveur des militaires « policiers » face aux « opérationnels ». Le général Medici, pénultième président, avait été, lui aussi, chef du SNI. Quant au général Geisel, il ne s'était imposé en 1974, face au général Fontoura, patron de ce même service de renseignements, que parce que son frère était ministre de l'Armée.

### Un exercice de démocratie appliquée

Le général Geisel a expliqué son choix en faveur du général Figueiredo en assurant qu'il voyait en lui l'homme le mieux à même de poursuivre sa politique d'ouverture « graduelle ». « Il est assez fort pour être libéral », nous avait déclaré à Brasilia un parlementaire qui « jouait » le pa-

tron du SNI. Le dauphin — aujourd'hui candidat officiel de l'ARENA, le parti gouvernemental — a de fait répété durant sa campagne électorale qu'il ne changerait pas de cap. Mais il a aussi déclaré qu'il n'hésiterait pas à recourir à l'état d'exception si l'essentiel lui paraissait menacé.

NI sa trajectoire antérieure ni son tempérament ne semblent en tout cas prédestiner le général Figueiredo à la faiblesse !

En 1974, l'opposition avait, sans la moindre illusion, présenté son secrétaire général, M. Ulysses Guimarães, face au général Geisel. Cette fois, elle soutient, mollement, un candidat militaire face au général Figueiredo. L'ambiguïté vient de ce que son champion, le général Euler Bentes Monteiro, faisait, l'année dernière, figure de candidat, possible du régime à la succession du général Geisel, comme représentant du courant « nationaliste », minoritaire, mais non négligeable dans l'Armée.

Paradoxalement, c'est l'aile gauche, minoritaire, mais agissante, du M.D.B. qui est parvenue à imposer la candidature du général Euler Bentes. Elle a obtenu ce succès face à une direction centriste inquiète des risques de confrontation contenus en germe dans le soutien à une candidature militaire (susceptible d'être interprétée dans les casernes comme une volonté de diviser l'Armée). Elle l'a aussi emporté contre une aile conservatrice, ou plutôt opportuniste, tentée par un ralliement, dans les meilleures conditions, au régime. Sans doute les « autenticos », comme on dénomme, au Brésil, les élé-

ments radicaux du M.D.B. ne se font-ils pas d'illusions excessives, malgré les professions de foi de leur candidat.

Mais, dans un pays où tout a été essayé par les éléments progressistes pour faire évoluer la situation, cette tentative inédite n'était pas absurde, enfoncer un coin dans le bloc militaire en profitant de la mauvaise cote du général Figueiredo auprès de nombre de ses pairs. Mais, surtout, convaincre les officiers les moins ultras que l'alternative n'est pas le chaos. Non pas entrer en lice pour gagner : le système d'élection du chef de l'État par un collège restreint de parlementaires et de représentants des États de la fédération tend de toute façon cette perspective très aléatoire. Mais lancer une sorte d'exercice pratique de démocratie appliquée.

L'ambiguïté de toute cette affaire est illustrée par le fait que le pilier militaire de la candidature du général Euler Bentes, le général Hugo de Abreu, est souvent considéré comme un homme d'extrême droite. Il avait démissionné, à l'automne de 1977, après que le président eut présenté le général Figueiredo comme son dauphin. De vieilles querelles de caserne se tapissent donc dans l'ombre de cet affrontement pour la magistrature suprême.

### Aucune contestation radicale

Les attermolements de l'opposition et l'habileté du pouvoir, qui a lancé sa réforme institutionnelle à un moment bien choisi, ont ôté de sa crédibilité à l'entreprise. Elle semble si mal partie que le général Euler Bentes a sérieusement songé à se retirer de la compétition avant le 15 octobre.

L'épisode peut avoir des conséquences fâcheuses pour l'opposition — exact revers des bénéfices qui en étaient attendus. Les « autenticos » estimaient que la campagne nationale menée par le général Euler Bentes aurait des retombées bénéfiques sur les élections législatives du 15 novembre, où tout le monde s'accorde à prédire une très bonne performance du M.D.B. Les modérés du Mouvement, moins « démarqués » par rapport au régime,

donne aux autorités une marge de manœuvre pour favoriser l'éclatement du M.D.B. en attirant dans un éventuel parti centriste ses éléments les plus modérés.

Le Tout-Brasilia politique bruisse déjà de combinaisons pour l'après-15 novembre ! Des hommes comme M. Delfim Netto, ancien ministre des finances et ex-ambassadeur à Paris, ou le sénateur Magalhães Pinto, qui a fait un long tour de piste en vue des présidentielles, sont crédités de l'intention de créer leur propre formation, d'orientation libérale.

À gauche, les spéculations vont bon train sur les chances qu'aurait de remporter le parti travailliste brésilien (P.T.B.) de M. Leonel Brizola, leader populiste qui est la bête noire des militaires. L'éventuelle création d'un parti d'inspiration socialiste, ici et là envisagée, est tout aussi aléatoire : an cas, tout à fait improbable, où les conditions légales en seraient réunies, les forces armées le toléreraient-elles ?

Car tel est bien le problème. Les militaires, dont le projet économique ne paraît pas devoir changer — même si le général Figueiredo fait des allusions fréquentes, lors de sa campagne électorale, à la nécessité d'un meilleur partage du gâteau, peuvent bien accepter une redémocratisation pour les élites (levée de la censure, renforcement de l'autonomie du législatif et du judiciaire, etc.). Mais ils ne toléreront aucune force de contestation radicale du modèle de développement qu'ils ont choisi. C'est dire que, non seulement les entreprises révolutionnaires, mais aussi les tentatives de réorganisation syndicale de la classe ouvrière, seront probablement traquées comme subversives.

Non pas, comme on le dit souvent, que les militaires soient les « chiens de garde » du capitalisme national ou international ! Mais ils estiment que c'est à leur prix que doit payer le pays pour réaliser son « destin manifeste » : devenir une grande puissance mondiale — qu'il s'agit — un jour, l'équivalent pour les États-Unis de ce qu'est la Chine pour l'Union soviétique.

JEAN-PIERRE CLERC.



**Saint-Gobain-Pont-à-Mousson**  
participe depuis 40 ans  
au développement économique  
du Brésil.

Les sociétés brésiliennes du Groupe fabriquent des vitrages pour l'automobile et le bâtiment, des produits isolants, des tuyaux en fonte pour l'adduction d'eau, des plaques, des tuyaux, des moulages en amiante-ciment, des tuyaux en plastique, des bouteilles, des flacons, de la robinetterie, de la verrerie domestique.

Leur chiffre d'affaires consolidé est de 2 milliards de francs. Elles emploient 16 000 personnes.

**DÉLÉGATION GÉNÉRALE DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON**  
Avenida Presidente Antonio Carlos, 607, 10º andar  
RJ RIO DE JANEIRO

au Brésil,

**le BANCO FRANCES E BRASILEIRO**  
banque associée au  
CREDIT LYONNAIS

met au service des hommes d'affaires français souhaitant développer leurs relations avec ce pays :

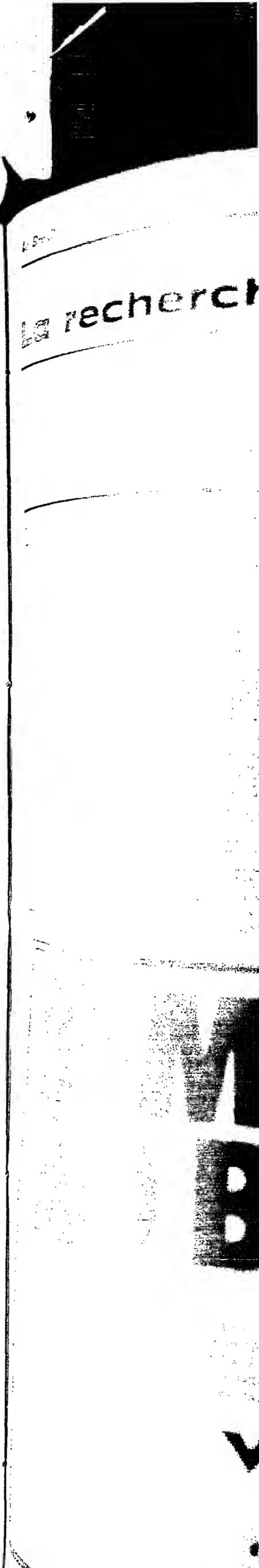
- 2700 employés et cadres,
- 50 agences dans les principales villes,
- 10 sociétés financières et spécialisées, (leasing, crédit à moyen terme, études de marchés, agence de voyages...)
- un service spécifique pour l'étude des implantations industrielles (directes ou par joint venture).



**CREDIT LYONNAIS**  
19 Boulevard des Capucines - 75002 PARIS  
Tél. 295.70.00 - Télex: 639200



**BANCO FRANCES E BRASILEIRO**  
Avenida Paulista, 1318 - SAO-PAULO  
Tél. 285.67.88-284.30.66 - Télex: 011 233 40





صحة من الامم

ÉCONOMIE

UN ÉTAT ENVAHISSANT

Le Brésil est, traditionnellement, considéré comme le paradis des sociétés multinationales. Et, de fait, le boom économique qu'a connu le pays depuis la fin des années 60 n'aurait pas été concevable sans un apport massif de capitaux étrangers. Mais l'extension du rôle de l'Etat dans l'économie constitue un phénomène tout aussi frappant de l'évolution brésilienne.

Le secteur privé, à Sao-Paulo, est parti en guerre, contre cette situation, réclamant une « désétatisation » de l'économie. Le poids du secteur public ne va pas sans effrayer, d'autre part, certains milieux internationaux, craignant qu'il ne puisse être une arme entre les mains d'un régime d'orientation nationaliste.

Les dépenses budgétaires étaient, en 1947, égales à 17 % du produit intérieur brut. Elles ont atteint près de 30 % en 1976. Si l'on ajoute à ce chiffre les dépenses effectuées par les entreprises d'Etat, le pourcentage des dépenses publiques représenterait environ la moitié du PIB.

Des chiffres de 1978 démontrent, d'autre part, que 60 % des entreprises d'Etat avaient été créées après 1966. Ils permettent aussi de constater que les entreprises d'Etat contrôlaient près de la moitié (48,3 %) du total des actifs nets des quelque cinq mille entreprises dont les actifs nets dépassaient 1 million de dollars. La part des entreprises privées brésiennes était de 37,2 %, et celle des entreprises étrangères de 14,5 % (1).

Une bonne partie des entreprises publiques se situent dans le secteur tertiaire. Mais la part que ces entreprises occupent dans la recherche et l'extraction minières, dans la chimie et dans la métallurgie, est aussi considérable. Dans le secteur financier, la prééminence de l'Etat est avérée : près des deux tiers (65 %) du crédit sont contrôlés par des institutions publiques, 30 % par des banquiers privés brésiliens et 5 % par des banquiers étrangers (2). Le Banco do Brasil qui, en 1970,

se situait à la trentième place dans le classement mondial, dispose de fonds qui le placent au huitième rang. La principale banque de développement brésilienne (B.N.D.E. Banque nationale de développement économique) détenait, en 1974, 4 milliards de dollars, soit une somme supérieure à celle dont disposait, cette même année, la Banque interaméricaine de développement (BID).

L'intervention de l'Etat dans l'économie n'est certes pas un phénomène nouveau dans l'histoire brésilienne. Dès le dix-neuvième siècle, le pouvoir central joue un rôle non négligeable, notamment pour la gestion de la dette extérieure, par l'établissement d'accords commerciaux assurant aux produits agricoles du pays l'accès aux marchés de consommation étrangers et en canalisant des travailleurs étrangers — esclaves jusqu'en 1850, immigrants jusqu'en 1930 — vers les plantations.

L'arrivée de Getulio Vargas au pouvoir en 1930 marque le début d'une nouvelle période. L'Etat continue à jouer un rôle important sur le marché du travail. Mais, surtout, il commence aussi à devenir entrepreneur. Il investit dans les secteurs comme la sidérurgie — fondamentaux pour l'avenir du pays, mais négligés par le capital étranger et hors de portée du capital privé brésilien. Inscrit dans la Constitution de 1934, le principe de l'intervention de l'Etat dans l'économie fut développé par toute une série de textes

L'insatisfaction des régions

En effet, l'extension du rôle de l'Etat est fondée sur la mobilisation d'une série de ressources budgétaires et extra-budgétaires créées ou redéfinies ces dernières années. Sur le plan budgétaire on a assisté à une augmentation considérable des impôts indirects. En 1960, ces impôts représentaient

55 % des recettes fiscales du gouvernement fédéral. En 1974, cette proportion s'élevait à 71 %. D'autre part, il s'est produit une concentration relative de la masse fiscale nationale, qui a été, en partie, canalisée vers le budget fédéral, au détriment des recettes propres aux Etats et aux municipalités (communes). En 1960, le gouvernement fédéral retenait 48,5 % des recettes tributaires totales du pays ; en 1976, sa part atteignait 59,7 %.

L'augmentation des ressources extra-budgétaires dérive de la création de différents « fonds » gouvernementaux, de l'instauration de mécanismes de constitution d'épargne forcée, ainsi que du lancement de titres de la dette publique. Une partie importante des ressources ainsi dégagées a été dirigée vers les institutions publiques de crédit.

A partir de 1975, la crise économique a commencé à faire sentir ses effets au Brésil. Les prévisions optimistes qui avaient jusqu'alors prévalu se renversent. Le ralentissement dans certains secteurs, la récession dans d'autres, mettent en difficulté de nombreuses entreprises privées. Aussi, au début de 1976, le patronat de Sao-Paulo lance une offensive contre l'« étatisation » de l'économie. Des rencontres entre les autorités gouvernementales et les milieux d'affaires ont fait apparaître de sérieuses divergences quant aux modalités et à l'étendue de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. Dans les milieux officiels, on a alors jugé opportun de préparer un certain repli des activités de l'Etat.

S'il est vrai que certaines entreprises d'Etat hautement rentables suscitaient l'intérêt des entrepreneurs, il était aisé d'évoquer qu'aucun groupe privé brésilien ne disposait de fonds suffisants pour s'en porter acquéreur. Les institutions bancaires privées, quant à elles, étaient désireuses d'avoir accès aux mécanismes de captation d'une épargne forcée, qui donnaient à l'Etat la part du lion dans le domaine du crédit. Toutefois, si un changement n'est intervenu dans ce domaine, pour limiter les critiques des milieux patronaux, le gouvernement a pris, sans grand succès jusqu'à présent, une série de mesures dans le but de renforcer les entreprises privées brésiennes.

La polémique à propos de l'« étatisation » de l'économie a en tout cas été la première discussion sérieuse intervenue au sein des classes dirigeantes depuis 1964. C'est à la suite de cette fronde du patronat et des milieux d'affaires que la censure a été levée, sur certains journaux proches de ces milieux d'abord, sur l'ensemble de la presse écrite ensuite.

Une autre fissure, moins perceptible celle-ci, est également apparue au sein du pouvoir, conséquence des mesures fiscales déjà décriées : les frictions sont continuelles entre le gouvernement fédéral et les administrations des Etats fédérés. La réduction de leurs recettes fiscales a mis certains Etats brésiliens dans une situation financière critique. Les différences entre régions riches et régions pauvres, le renforcement politique et économique du pouvoir central, abolissent progressivement la faible autonomie dont disposaient naguère les Assemblées et les gouverneurs des Etats, ainsi que celle qui était réservée aux assemblées municipales et aux maires.

Cette situation provoque déjà des ressentiments qui pourraient avoir des conséquences politiques dans un avenir prochain : l'insatisfaction des régions à l'égard du pouvoir central est traditionnellement, dans l'histoire brésilienne, un phénomène annonciateur de crises.

LUIZ-FELIPE DE ALENCASTRO, assistant associé de civilisation brésilienne à l'université de Rouen.

MINERAL

DE FER.



FIABILITÉ

La Compagnie Vale do Rio Doce - CVRD garantit la fourniture sûre et régulière du minerai de fer brut et en pellets de haute qualité selon les besoins du client dans le monde entier. Cela semble-t-il exagéré? Demandez à n'importe lequel de nos clients parmi plus de 60 producteurs d'acier de 23 pays qui ont des contrats à long terme avec la CVRD. Ils vous diront que leur confiance en la CVRD ne manque pas de raisons. Il vous citeront, par exemple, le fait que le Brésil possède une des plus grandes réserves connues d'hématite à haute teneur de fer, que la CVRD occupe un rang exceptionnel parmi les plus grandes compagnies d'exploitation de minerai de fer et le contrôle que la CVRD

exerce à tous les stades de ses opérations, depuis l'extraction jusqu'au port de destination. La CVRD est une société d'Etat sous le contrôle du Ministère des Mines et de l'Energie. Tout cela peut se traduire en un seul mot: Fiabilité. Il ne peut exister meilleure raison pour accorder votre confiance à une compagnie d'exploitation de minerai de fer. Ou que ce soit.



Siege: Brésil - Av. Graça Aranha, 26 - 5º andar 20000 Rio de Janeiro - RJ ZC-00 P.O. Box 2414. Câble: Valeriodoce Rio Telex: (021)23205  
Représentants: Europe - Rio Doce Europa S.A. Avenue Louise, 427 8ème étage 1050 Bruxelles Belgique Telex: 25034 R Doce E  
- Etats Unis - Rio Doce America Inc. 640 Fifth Avenue, 18th floor New York, N.Y. 10019 Telex: 423103 - Téléphone: 212 265-1480.

(1) Source: Quem é quem na economia Brasileira, maio 1976.  
(2) Visão, 19 septembre 1977.  
(3) Cf. L. Martins: Pouvoir et développement économique, Editions Anthropos, 1976.

50 كتاب الالهي

ECONOMIE

Une terre sous-utilisée, des paysans sous-employés

L'image d'un Brésil industriel et urbain éclipsé largement, désormais, celle du grand producteur de café. Les usines se sont multipliées depuis près d'un demi-siècle. Le secteur secondaire a compté pour 32 % du produit intérieur brut en 1975, contre 16 % à l'agriculture...

Mais, dans le même temps, la population agricole a augmenté beaucoup plus vite. Les statistiques pourraient faire illusion. On voit que la part du secteur primaire dans la population active est en baisse : 44,3 % en 1970 contre 65,9 % en 1940. Mais cette population active augmentant au rythme d'une démographie galopante, cette baisse n'est que relative : c'est que les ouvriers, et surtout les actifs du secteur tertiaire, croissent plus vite. En valeur absolue, on comptait moins de 10 millions d'actifs dans l'agriculture en 1940, et 13 millions trente ans plus tard...

La région de Sao-Paulo, elle, possède une agriculture dynamique. Sa structure agraire est, aussi, bien différente. Outre d'immenses plantations, très modernes, de café et de canne à sucre, on y trouve nombre d'exploitations moyennes. Beaucoup de riches fazendeiros (2) ont en effet vendu leurs terres en lots quand les crises du café et la

politique gouvernementale d'industrialisation les eurent incités, dans les années 30 et 40, à reconvertir leurs capitaux hors de l'agriculture. La classe moyenne qui s'est ainsi constituée à la campagne a une part importante dans les résultats de l'agriculture pauliste.

En 1962, Edward Kennedy fit ainsi une visite à Engenho (moulin à sucre) Galleia, où était née la première ligue, pour manifester l'intérêt que son pays prenait à leur sort. Lors des dernières années du régime civil, quelques latifundios furent expropriés par décret, en application d'une loi votée en 1962. Mais lorsque Joao Goulart voulut, en mars 1964, installer des paysans sans terre sur les friches des grands domaines longeant les routes, il déclencha le mouvement militaire qui devait le renverser le mois suivant, et dont les premières mesures en la matière furent l'interdiction des ligues et l'abrogation des décrets.

L'image la plus représentative de l'Ouest nouveau est donc, aujourd'hui, le ranch d'élevage bovin géré par une grande compagnie. On y voit le capitalisme brésilien et mondial se lancer dans l'agrobusiness. Loin de résoudre les tensions sociales de l'Est, ce processus a introduit les conflits de la terre jusqu'au fin fond du pays.

Ce qui frappe, d'abord, dans l'agriculture du Brésil, c'est la sous-utilisation du territoire national. Le recensement agricole de 1970 révèle que les surfaces utilisées par l'agriculture correspondent seulement à 35 % de la superficie du pays. Le territoire brésilien est, pour près des deux tiers, un espace économique vide : 8,5 millions de kilomètres carrés attendent de mise en valeur, soit dix fois la France ! Encore les cultures proprement dites n'occupent-elles que 12 % de l'espace agricole (4,2 % de l'espace total). Le solde représente des parcours pour le bétail, des jachères et des forêts exploitées.

Aussi, malgré l'occupation de terres nouvelles, la surface moyenne des exploitations s'amenuise-t-elle : 112 hectares en 1950, 75 hectares en 1960, 60 hectares en 1970. Ces moyennes, il est vrai, ne veulent pas dire grand-chose : la structure agraire est, en effet, dominée par le bimode latifundio-minifundio. En 1970, plus de tiers des exploitations ont moins de 5 hectares (près d'une sur dix n'ont pas 1 hectare) ; elles occupent 1,3 % de l'espace agricole. A l'inverse, celles qui dépassent 500 hectares (1,7 % du total en nombre) en occupent la moitié ! Or, la baisse de la surface moyenne des exploitations résulte, au premier chef, de l'émiettement des fazendas. Ajoutons que les minifundistes sont rarement propriétaires du sol qu'ils cultivent ; qu'un exploitant sur six occupe le sol sans titre ni contrat l'autorisant ; que nombreux sont les paysans sans terre.

La région de Sao-Paulo, elle, possède une agriculture dynamique. Sa structure agraire est, aussi, bien différente. Outre d'immenses plantations, très modernes, de café et de canne à sucre, on y trouve nombre d'exploitations moyennes. Beaucoup de riches fazendeiros (2) ont en effet vendu leurs terres en lots quand les crises du café et la

politique gouvernementale d'industrialisation les eurent incités, dans les années 30 et 40, à reconvertir leurs capitaux hors de l'agriculture. La classe moyenne qui s'est ainsi constituée à la campagne a une part importante dans les résultats de l'agriculture pauliste.

En 1962, Edward Kennedy fit ainsi une visite à Engenho (moulin à sucre) Galleia, où était née la première ligue, pour manifester l'intérêt que son pays prenait à leur sort. Lors des dernières années du régime civil, quelques latifundios furent expropriés par décret, en application d'une loi votée en 1962. Mais lorsque Joao Goulart voulut, en mars 1964, installer des paysans sans terre sur les friches des grands domaines longeant les routes, il déclencha le mouvement militaire qui devait le renverser le mois suivant, et dont les premières mesures en la matière furent l'interdiction des ligues et l'abrogation des décrets.

L'image la plus représentative de l'Ouest nouveau est donc, aujourd'hui, le ranch d'élevage bovin géré par une grande compagnie. On y voit le capitalisme brésilien et mondial se lancer dans l'agrobusiness. Loin de résoudre les tensions sociales de l'Est, ce processus a introduit les conflits de la terre jusqu'au fin fond du pays.

Le recensement de 1970 montre, pourtant, la forte extension de l'emprise agricole ces dernières années. Dans la seule décennie de 1960, l'espace mis à profit a

augmenté de plus de 44 millions d'hectares. Mais, dans le même temps, la population agricole a augmenté beaucoup plus vite. Les statistiques pourraient faire illusion. On voit que la part du secteur primaire dans la population active est en baisse : 44,3 % en 1970 contre 65,9 % en 1940. Mais cette population active augmentant au rythme d'une démographie galopante, cette baisse n'est que relative : c'est que les ouvriers, et surtout les actifs du secteur tertiaire, croissent plus vite. En valeur absolue, on comptait moins de 10 millions d'actifs dans l'agriculture en 1940, et 13 millions trente ans plus tard...

La région de Sao-Paulo, elle, possède une agriculture dynamique. Sa structure agraire est, aussi, bien différente. Outre d'immenses plantations, très modernes, de café et de canne à sucre, on y trouve nombre d'exploitations moyennes. Beaucoup de riches fazendeiros (2) ont en effet vendu leurs terres en lots quand les crises du café et la

politique gouvernementale d'industrialisation les eurent incités, dans les années 30 et 40, à reconvertir leurs capitaux hors de l'agriculture. La classe moyenne qui s'est ainsi constituée à la campagne a une part importante dans les résultats de l'agriculture pauliste.

En 1962, Edward Kennedy fit ainsi une visite à Engenho (moulin à sucre) Galleia, où était née la première ligue, pour manifester l'intérêt que son pays prenait à leur sort. Lors des dernières années du régime civil, quelques latifundios furent expropriés par décret, en application d'une loi votée en 1962. Mais lorsque Joao Goulart voulut, en mars 1964, installer des paysans sans terre sur les friches des grands domaines longeant les routes, il déclencha le mouvement militaire qui devait le renverser le mois suivant, et dont les premières mesures en la matière furent l'interdiction des ligues et l'abrogation des décrets.

L'image la plus représentative de l'Ouest nouveau est donc, aujourd'hui, le ranch d'élevage bovin géré par une grande compagnie. On y voit le capitalisme brésilien et mondial se lancer dans l'agrobusiness. Loin de résoudre les tensions sociales de l'Est, ce processus a introduit les conflits de la terre jusqu'au fin fond du pays.

Plusieurs pays en un

Le paysage rural reflète ce problème. On y voit la concurrence des cultures commerciales et des cultures vivrières à même où la population est mal nourrie. On y note la juxtaposition de vastes espaces, réservés au pacage des troupeaux, et de minuscules champs de manioc et de haricots.

La région de Sao-Paulo, elle, possède une agriculture dynamique. Sa structure agraire est, aussi, bien différente. Outre d'immenses plantations, très modernes, de café et de canne à sucre, on y trouve nombre d'exploitations moyennes. Beaucoup de riches fazendeiros (2) ont en effet vendu leurs terres en lots quand les crises du café et la

politique gouvernementale d'industrialisation les eurent incités, dans les années 30 et 40, à reconvertir leurs capitaux hors de l'agriculture. La classe moyenne qui s'est ainsi constituée à la campagne a une part importante dans les résultats de l'agriculture pauliste.

En 1962, Edward Kennedy fit ainsi une visite à Engenho (moulin à sucre) Galleia, où était née la première ligue, pour manifester l'intérêt que son pays prenait à leur sort. Lors des dernières années du régime civil, quelques latifundios furent expropriés par décret, en application d'une loi votée en 1962. Mais lorsque Joao Goulart voulut, en mars 1964, installer des paysans sans terre sur les friches des grands domaines longeant les routes, il déclencha le mouvement militaire qui devait le renverser le mois suivant, et dont les premières mesures en la matière furent l'interdiction des ligues et l'abrogation des décrets.

L'image la plus représentative de l'Ouest nouveau est donc, aujourd'hui, le ranch d'élevage bovin géré par une grande compagnie. On y voit le capitalisme brésilien et mondial se lancer dans l'agrobusiness. Loin de résoudre les tensions sociales de l'Est, ce processus a introduit les conflits de la terre jusqu'au fin fond du pays.

Le paysage rural reflète ce problème. On y voit la concurrence des cultures commerciales et des cultures vivrières à même où la population est mal nourrie. On y note la juxtaposition de vastes espaces, réservés au pacage des troupeaux, et de minuscules champs de manioc et de haricots. Aussi beaucoup de ruraux quittent-ils la campagne et vont grossir les fazendas des villes. Parmi eux, certains travaillent sur de grands domaines et étaient autorisés à y cultiver une parcelle pour nourrir leur famille ; renvoyés par les propriétaires en train de moderniser leurs techniques, ils étaient réduits à louer leurs bras comme journaliers ; autant dire le chômage. Anti-sociale, cette structure agraire est aussi anti-économique. S'il existe des plantations à haut rendement, le latifundio traditionnel valorise peu le sol. A l'échelle nationale, les chiffres officiels montrent que, plus l'ex-

ploitation est étendue, plus le système de culture ou d'élevage devient extensif. Les petits paysans, en revanche, pratiquent une culture intensive, sans pourtant, vu l'exiguïté de leurs terres, produire assez pour vivre correctement. La conclusion est avouée : les hommes sont sous-employés dans les minifundios, tandis que la terre est gaspillée par les latifundios. D'une région à l'autre, l'efficacité agricole varie énormément. Globalement, l'agriculture du Nordeste (région du Nord-Est) est la plus fragile du pays. Mais dans cette région décrite naguère comme une « zone explosive » par Josué de Castro, le contraste est violent entre, d'une part, le grand domaine — de canne à sucre sur la côte, et d'élevage dans le sertão (1) — et, d'autre part, le minifundio. Au lourd héritage d'inégalité laissé sur la « terre du sucre » par la colonisation por-

La région de Sao-Paulo, elle, possède une agriculture dynamique. Sa structure agraire est, aussi, bien différente. Outre d'immenses plantations, très modernes, de café et de canne à sucre, on y trouve nombre d'exploitations moyennes. Beaucoup de riches fazendeiros (2) ont en effet vendu leurs terres en lots quand les crises du café et la

politique gouvernementale d'industrialisation les eurent incités, dans les années 30 et 40, à reconvertir leurs capitaux hors de l'agriculture. La classe moyenne qui s'est ainsi constituée à la campagne a une part importante dans les résultats de l'agriculture pauliste.

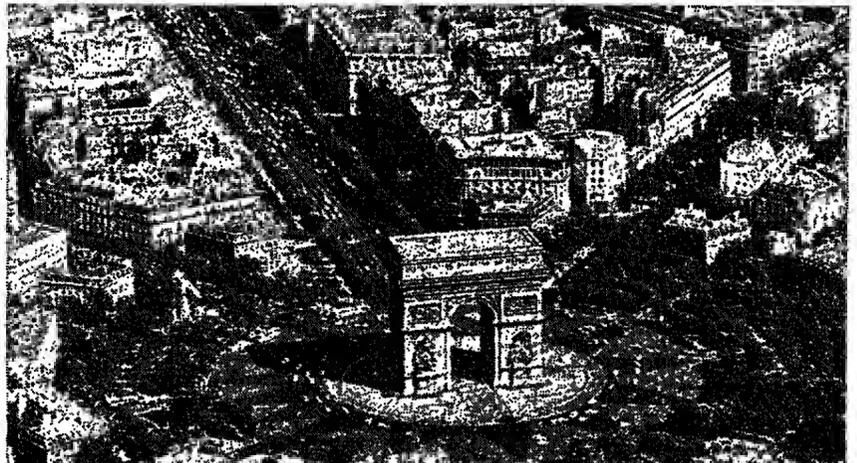
En 1962, Edward Kennedy fit ainsi une visite à Engenho (moulin à sucre) Galleia, où était née la première ligue, pour manifester l'intérêt que son pays prenait à leur sort. Lors des dernières années du régime civil, quelques latifundios furent expropriés par décret, en application d'une loi votée en 1962. Mais lorsque Joao Goulart voulut, en mars 1964, installer des paysans sans terre sur les friches des grands domaines longeant les routes, il déclencha le mouvement militaire qui devait le renverser le mois suivant, et dont les premières mesures en la matière furent l'interdiction des ligues et l'abrogation des décrets.

L'image la plus représentative de l'Ouest nouveau est donc, aujourd'hui, le ranch d'élevage bovin géré par une grande compagnie. On y voit le capitalisme brésilien et mondial se lancer dans l'agrobusiness. Loin de résoudre les tensions sociales de l'Est, ce processus a introduit les conflits de la terre jusqu'au fin fond du pays.

Publicité LE GROUPEMENT D'INTERETS ECONOMIQUES FRANÇAIS POUR CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT DE L'AMAZONIE. En 1973, le « Programme de Coopération de l'Industrie avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture » organisés à la demande du Gouvernement brésilien une mission de haut niveau chargée de proposer un concept de mise en valeur à moyen et long terme adéquat à l'Amazonie. A l'issue de cette mission, à laquelle il participait, M. BELDORNE, Président de la SODETEG (1), expert auprès du Haut Comité Ministériel Français de l'environnement, rédigea le rapport final. Mettant en relief l'effort fait par le Brésil et le développement rapide de l'Amazonie dans les 10 dernières années, ce texte montrait néanmoins l'énormité de la tâche à accomplir à l'horizon de la fin du XX<sup>e</sup> et pendant le XXI<sup>e</sup> siècle. Les recommandations qu'il présentait portaient sur l'idée que l'ampleur des problèmes posés justifiait l'application d'une coopération internationale exemplaire au profit de ce territoire. Il préconisait l'établissement de schémas à 20 et 50 ans et d'une étude prospective plus lointaine. L'utilisation de techniques électroniques au bénéfice d'inventaires minutieux, des études d'hydrologie, de climatologie, de pédologie, l'intensification des programmes de recherche scientifique, pourraient fêter les bases d'une transformation progressive de l'économie amazonienne vers une économie industrielle. Pour préparer une participation française à une telle coopération, un groupe de travail se mit à l'étude qui aboutit au milieu de 1976 à la création du Groupe d'Intérêts Économiques Français pour contribuer au développement de l'Amazonie (GIFAM). Il comprend deux banques : Banque Nationale de Paris et Crédit Commercial de France ; des Ingénieries ou bureaux d'étude : SODETEG, SOGREAH (2), COVNE & BELLIER ; le Groupe Entreprises Minières et Chimique ; AIR FRANCE intéressé par son école de MANAUS ; enfin des organismes techniques : l'Institut Géographique National et Centre Technique Forestier Tropical. L'éventail des compétences des membres correspond à l'objectif : contribuer au développement intégré d'une très vaste zone. En outre, le GIFAM est en contact avec d'autres entreprises ou organismes en mesure d'intervenir en Amazonie brésilienne. La GIFAM a installé au début de 1977 une délégation générale à BRASILIA qui établit les liens avec les administrations brésiennes comme la Superintendance pour l'Amazonie (SUOAM) et la Superintendance pour la zone franche de MANAUS (SUFAMA). Il a organisé, avec l'appui des services de l'Ambassade, une mission technique en vue de l'exploitation des vallées de deux grands affluents de l'Amazonie. Il étudie un projet de complexe touristique européen. Le GIFAM est ouvert à d'autres membres pour apporter, dans une perspective à moyen et long terme, le concours de la technologie et les connaissances françaises du milieu tropical ou équatorial à la mise en valeur de l'Amazonie brésilienne.

(1) SODETEG (Société d'Etudes Techniques et d'Entreprises Géologiques) (2) SOGREAH (Société Géomobile d'Etudes et d'Applications Hydrauliques)

Les affaires avec le Brésil commencent ici.



Il n'est pas nécessaire de parcourir 9100 km pour développer vos échanges commerciaux avec le Brésil. Faites-le chez vous, à Paris, au 49-51, avenue George V.

C'est là l'adresse d'une des 48 succursales de Banco do Brasil à l'étranger.

Ici, comme dans toutes les autres succursales, sont centralisées toutes les informations sur l'économie brésilienne sur le marché actuel et sur son avenir, sur les secteurs susceptibles de connaître la plus forte expansion, sur les avantages et garanties offerts à vos investissements par le Gouvernement Brésilien.

Par ailleurs, Banco do Brasil vous introduira sur le marché brésilien et vous apportera toute l'assistance financière nécessaire. Avec des capitaux

et des réserves évalués à plus de 3,5 milliards de dollars et un total de dépôts représentant une valeur supérieure à 26,6 milliards de dollars, Banco do Brasil est une des plus grandes banques mondiales.

Elle est également votre porte d'entrée vers ce marché gigantesque : le Brésil. Mais si vous doutez encore de la valeur que peut représenter le marché brésilien pour vos affaires, contactez les Directeurs de Banco do Brasil à Paris, Monsieur Narciso da Fonseca Carvalho, 49-51, avenue George V, 75008, Tél. 723.54.26. Monsieur José Fernando Albano do Amarante, 1, avenue de l'Opéra 75001, Tél. 260.25.13.



BANCO DO BRASIL La porte d'entrée de vos affaires au Brésil.

- AGENCIAS: AMSTERDAM • ANTOVERGAST • ASSUMPTION • ATLANTA • BOGOTA • BRUXELLES • BUENOS AIRES • CARACAS • CHICAGO • CIUDAD DE MEXICO • COLOMBIA • COLON • CONGO • FRANCO • GENÈVE • GRAND COMPTON • HAMBURG • LAGOS • LA PAZ • LIMA • LISBONNE • LONDRES • LOS ANGELES • MADRID • MANAUS • MEXICO • NEW YORK • PANAMA • PLYMOUTH • PORT-ÉPIROSTONNE • QUITO • RIVERA • ROME • ROTTERDAM • SAN FRANCISCO • SANTA CRUZ DE LA SIERRA • SANTIAGO • SÈNE • SINGAPOUR • STOCKHOLM • TEHERAN • TOKYO • TORONTO • WASHINGTON • VENISE • WASHINGTON • PLUS DE 1000 AGENCES AU BRÉSIL. • SUCCURSALES EN COURS D'INSTALLATION EN 1978.

حكومة الامم المتحدة

LA PRÉSERVATRICE et l'UAP  
mettent à votre disposition, au Brésil, leur expérience nationale et internationale en matière d'ASSURANCES:



opérant depuis 80 ans au Brésil toutes branches d'assurances.

SUCCURSALES et AGENCES sur tout le territoire brésilien.

SIÈGE: Rio de Janeiro  
Av. Rio Branco, 37/21<sup>a</sup>  
standard tel: 233-7622

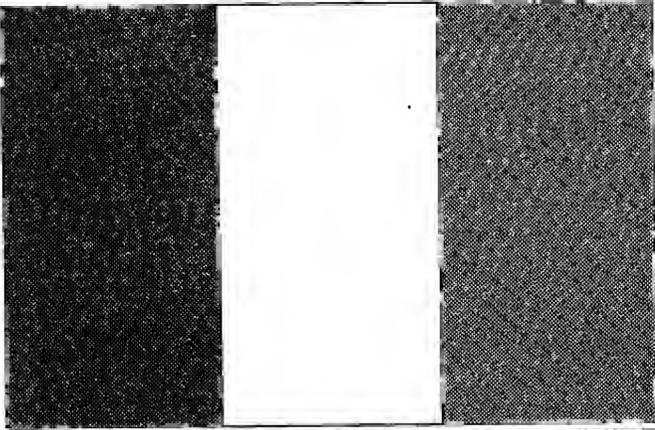
Président du Conseil: OLAVO E. MONTEIRO DE CARVALHO

Membres du Conseil:

- JOÃO PEDRO GOUVÊA VIEIRA FILHO - Vice-Président
- JEAN MARIE LOUIS BÉGUIN - Vice-Président Exécutif
- JOSÉ LUIZ SILVEIRA MIRANDA - Administrateur
- YVES JEAN XAVIER GASNIER - Administrateur Directeur Général

Le Brésil  
est heureux  
de pouvoir rendre  
l'accueil reçu.

Visite du Président Geisel en France: du 26 au 28.04.76.  
Visite du Président Giscard D'Estaing au Brésil: du 04 au 07.10.78.



Lorsque le Président Geisel a été reçu en France, les français ont fait le maximum pour qu'il s'y sente le bienvenu. C'est maintenant aux brésiliens d'avoir le plaisir d'agir de même. Soyez le bienvenu M. Le Président Giscard D'Estaing.

**BANCO BRASILEIRO DE DESCONTOS S.A.**  
1<sup>re</sup> Banque Privée du Brésil, avec 980 agences réparties sur l'ensemble du pays.

**BANCO BRADESCO DE INVESTIMENTO S.A.**  
Associée à la Société Générale (France).



ÉCONOMIE

UNE BOULIMIE D'ÉNERGIE

La préoccupation majeure des ministres des finances de Brasilia est sans doute celle-ci: comment produire l'énergie en quantités suffisantes pour soutenir les ambitieux programmes de développement du pays. Friaud de barils de pétrole et de kilowatts, le pays n'en est guère riche pour l'instant.

L'INSUFFISANCE des sources d'énergie est couramment présentée comme le principal goulet d'étranglement du pays, qui met en question le boom économique hier tant vanté. Ce qui est sûr, c'est que la brusque hausse du prix des hydrocarbures sur le marché international, à la fin de 1973, a été suivie du plus important coup de barre dans la conduite de la politique économique depuis le coup d'Etat militaire de 1964. Après quatre ans de sévère stabilisation sous M. Roberto Campos, six ans de croissance à tous crins sous M. Delfim Netto, M. Henrique Simonsen, ministre des finances au président Geisel, décide, en 1974, de donner un brutal coup de frein. Effrayé par les nouveaux coûts de l'énergie que le pays doit acquérir, il accorde, désormais, la priorité aux rapports avec l'extérieur. Les objectifs de croissance éfrénée passent au second plan. On se parle plus que de balance commerciale et de balance des paiements. On cherche, de la manière la plus économe, à réduire les importations.

La crise du pétrole sert de bonc émissaire, ritourné les accipriques. Le Brésil n'a-t-il pas fait, en 1974, les frais d'un modèle d'économie ouverte totalement lié à la conjoncture internationale? Le débat est loin d'être clos. Mais l'énergie a, de toute manière, fait office de détonateur; et c'est elle qui constitue, désormais, le talon d'Achille de l'économie brésilienne.

Les chiffres l'attestent. Avec cent soixante-six mille barils de pétrole par jour, le Brésil produit à peine 1,6 % de ce qu'il consomme quotidiennement. En 1977, l'importation de combustible a coûté à l'Etat quelque 3,5 milliards de dollars, soit près de 30 % de la valeur totale des importations. Pour 1978, on parle de 3,8 milliards de dollars. Si les

programmes de restriction ont réduit le rythme de croissance de la consommation, le fardeau reste trop lourd à porter, et les perspectives d'exploitation de nouveaux gisements ne sont guère à la mesure des besoins à court et moyen terme.

Force est donc de regarder vers d'autres horizons. Le pétrole ne pouvant satisfaire à lui seul la voracité énergétique du pays, il s'agit de diversifier les sources. Deux offensives ont été lancées: en direction de l'énergie nucléaire, d'une part, de l'hydro-électricité, de l'autre (1). Mais toutes deux se voient confrontées à des obstacles d'ordre politique. Tandis que la question de l'énergie nucléaire provoque de sérieuses difficultés entre Brasilia et Washington (notre page 11), celle de l'hydro-électricité complique, depuis plus de dix ans, les relations entre le Brésil et ses voisins du sud.

Car si le pays possède le potentiel hydro-électrique le plus prometteur du continent, nombre de sites possibles se trouvent, malheureusement pour lui, à ses frontières. C'est notamment le cas du projet de barrage le plus important du continent: celui d'Itaipu, sur le fleuve Parana, à la frontière entre le Brésil et le Paraguay, à une vingtaine de kilomètres de l'Argentine (2).

Les Brésiliens ont vu grand: le barrage, dont on estimait, à la fin de 1977, qu'il coûterait environ 5 milliards de dollars, sera haut de 120 mètres et aura une puissance de 12,6 millions de kilowatts.

Au moment de sa mise en service, prévue pour 1981, il devra satisfaire à lui seul près d'un quart des besoins énergétiques du pays. Ces chiffres n'ont pas manqué d'inquiéter les Argentins: par son gigantisme, Itaipu n'affectera-t-il pas sensiblement le cours du fleuve Parana, qui, en aval, traverse leur territoire jusqu'à l'estuaire de la Plata? Cette question pouvait d'autant moins manquer de se poser que Buenos-Aires a également en projet de mettre à profit les possibilités énergétiques du Parana. La construction de deux barrages — celui de Yacretá et celui, plus important, de Corpus — est prévue par les Argentins.

Des préoccupations géopolitiques

C'est en 1981 que commenceront les premières études pour la construction d'une gigantesque retenue près du site d'Itaipu. Mais ce n'est pas à l'époque, qu'une puissance de 1 million de kilowatts. Avec l'arrivée des militaires au pouvoir à Brasilia, en 1964, les chiffres ne tardent guère à s'enfler. Et les Argentins à s'inquiéter. Ils lancent la thèse de la « consultation préalable », selon laquelle un pays ne peut unilatéralement faire d'une voie d'eau un usage qui en perturberait le cours dans les pays situés en aval.

Pour Brasilia, l'affaire relève de la « souveraineté » exclusive du Brésil et du Paraguay. Les ministères des affaires étrangères des trois pays se réunissent à Asuncion, et signent un accord par lequel, apparemment, ils harmonisent leurs positions: chaque pays jouit de la pleine « souveraineté » sur son tronçon de fleuve à condition qu'il ne porte pas de « préjudice sensible » à ses voisins. Ce n'est là qu'un armistice. En 1973, le problème provoque un incident diplomatique entre les deux grands

pays, et l'on évite de peu une rupture des relations.

Brasilia, pourtant, va de l'avant: le 26 avril 1974, les chefs d'Etat brésilien et paraguayen, les généraux Médici et Stroessner, signent le traité d'Itaipu, qui marque le début officiel des travaux. Yacretá, cependant, n'est encore qu'un projet. Corpus qu'une esquisse: campée dans la crise de sénilité du péronisme, l'Argentine se trouve pratiquement, à l'époque, sans politique étrangère.

Conscient qu'Itaipu constitue, désormais, un fait irréversible, le Brésil accepte d'ouvrir une négociation tripartite sur le problème des barrages, avec l'Argentine et le Paraguay. C'est que toutes les cartes ne sont pas dans les mêmes mains. Le Brésil jouit de l'avantage du pays situé en amont. Mais l'Argentine dispose, elle aussi, d'un moyen de pression. En élevant la hauteur du barrage projeté à Corpus, Buenos-Aires peut faire monter, et, amoort, le niveau du Parana — ce qui aurait pour résultat d'affecter la hauteur utile du barrage d'Itaipu.

Depuis le démarrage des négociations, en septembre 1977, une question de principe a fait obstacle à une progression rapide de la discussion: les Brésiliens entendent se limiter à harmoniser la hauteur respective des barrages de Corpus et d'Itaipu, de manière qu'aucun des deux ne porte exagérément préjudice à l'autre. Les Argentins tentent, au contraire, d'élargir la portée des discussions et d'analyser l'ensemble du contentieux hydro-électrique entre les deux pays.

Après divers épisodes, une rencontre, en principe décisive, est attendue dans le courant de ce mois. Le 20 octobre, les chefs d'Etat du Brésil et du Paraguay doivent se retrouver à Itaipu, à l'occasion de la première étape du détournement du fleuve Parana, coup d'envoi à la construction du barrage.

Dernière des controverses techniques, c'est évidemment toute la question géopolitique du contrôle du bassin du fleuve Parana qui se trouve posée. Face à la lutte d'influence entre deux « grands » latino-américains dont il est l'un des enjeux, le Paraguay a, jusqu'ici, réussi à pratiquer une habile politique pondérale. Pour son indispensable participation, en tant que riverain du Parana, à la réalisation d'Itaipu et de Corpus, il a demandé un maximum de concessions à Brasilia et à Buenos-Aires.

THIERRY MALINIAK.

(1) En outre, le gouvernement a lancé un programme « alcool » visant à produire 20 % de ce produit, d'ici à 1980, dans l'essence distribuée au Brésil. Des recherches actives sont également menées dans le domaine de l'énergie solaire.  
(2) Un autre grand barrage, celui de Tucuruí, sur le rio Tocantins, se trouve, en revanche, situé sur le seul territoire brésilien, en Amazonie. La France participe à l'aménagement de ce barrage.

Instituto de Resseguros do Brasil

INSTITUTE DE REASSURANCE DU BRÉSIL

	CAPITAL ET RESERVES	BENEFICES (Avant Impôts)
1977	£71,006,725	£61,686,395
1976	£62,154,204	£53,703,263
1975	£34,696,532	£24,677,414

Augmentation de Capital autorisée: £32,000,000

Un des plus importants réassureurs du monde selon la recette de primes

SIÈGE SOCIAL  
Av. Marechal Camara, 171  
Rio de Janeiro - Brésil  
Téléphone: 231-1810  
Télex: 38212019  
Cables: IRBR - BR



Bureau de Londres  
14 Fenchurch Avenue  
London EC3  
Telephone: 01-488 4643/1748  
Telex: BBS469  
Cables: BRASIRB - LONDON

UNE QUÊTE PRA

FEPA  
NOUVEL



صوتنا من الامم

DIPLOMATIE

UNE QUÊTE PRAGMATIQUE DE L'INDÉPENDANCE

DEPUIS le baron de Rio Branco, qui fut ministre des affaires étrangères au début de ce siècle, la diplomatie brésilienne s'est caractérisée par sa souplesse. Le « pragmatisme responsable » est une tradition, inspirée par le seul souci de défendre les intérêts fondamentaux du Brésil.

Le régime militaire, établi depuis 1964, n'a pas bouleversé cette tradition. Ainsi, alors que les principaux théoriciens du régime militaire mettent l'accent sur le « dialogue Est-Ouest », au nom de la doctrine de la « sécurité nationale », l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Antonio Azeredo da Silveira, est beaucoup plus sensible au dialogue Nord-Sud.

A partir de 1974, l'Itamaraty allait devoir simplement adapter sa politique en fonction d'événements nouveaux qui s'imposaient à l'attention du général Geisel, lorsqu'il fut élu président, le 14 janvier de cette année-là.

A ce moment, la crise pétrolière prend pour le Brésil du « caractère économique » une tournure dramatique. De plus, pour continuer sur sa lancée, le Brésil n'a pas hésité à s'endetter — suivant en cela l'exemple donné au dix-neuvième siècle par les Etats-Unis, puis par la Russie et le Japon. Enfin le Brésil entend bien secouer la dépendance industrielle où il se trouve et refuser, pour l'avenir, la dépendance technologique. Sans doute, dans plusieurs secteurs, des techniques avancées ont-elles permis l'exploitation, sur place, de nombreuses richesses naturelles. Mais si cette exploitation a été favorisée par une main-d'œuvre bon marché et tenue en bride, elle est, gênée par la rareté de l'énergie et par le manque de techniciens qualifiés.

et, en particulier, d'un accès sans restriction à la technologie, le plus sophistiquée, devient l'un des objectifs prioritaires de la politique extérieure du pays. C'est à ce défi que s'attachent à répondre, à partir du printemps de 1974, les deux acteurs principaux de la diplomatie brésilienne. Ancien président de la Petrobras, la compagnie pétrolière nationale, le général Geisel consacra à fonder le dossier du pétrole et de l'énergie, à l'échelle mondiale. Quant à M. Azeredo da Silveira, le ministre des affaires étrangères, il a lui-même, en 1976, synthétisé ainsi sa conception de la politique extérieure : « Une puissance émergente, ayant un large spectre d'intérêts, dans de nombreux domaines, ne peut se permettre des alignements rigides, enracinés dans le passé, qui limitent son action sur la scène mondiale. »

Examinons quelques-unes des adaptations opérées depuis 1974 par l'Itamaraty dans certains domaines vitaux pour l'avenir.

Le contentieux avec les Etats-Unis

Le « pragmatisme responsable » est surtout perceptible dans les relations avec les Etats-Unis. La dégradation de ces relations est parfois expliquée par le refus de Brasilia, le 6 mars 1977, d'accepter l'aide militaire nord-américaine... Ce refus était motivé par des remarques désoobligeantes des Etats-Unis sur la situation des droits de l'homme au Brésil — où la grande puissance josphone voyait une « violation du principe de non-interférences ». Cependant, la dégradation des accords militaires a eu des répercussions pratiques très restrictives. Du point de vue militaire, seul importe vraiment le fait que le Brésil n'ait pas dénoncé le traité inter-américain d'assistance réciproque (TIAR) signé à Rio en 1947.

A vrai dire, la dégradation des relations avec les Etats-Unis a des raisons bien plus profondes. Le Brésil conteste la forme de dépendance qu'il a longtemps lié

à son grand voisin du nord. A mesure qu'il se développe, il réclame de plus en plus d'être considéré comme un partenaire. L'actuel « profil bas » des relations entre les deux pays est, ainsi, la conséquence naturelle du développement du Brésil, et de la diversification qui s'est ensuivie dans ses relations extérieures.

Brasilia proteste également contre les barrières douanières qui rendent difficile l'exportation de ses produits manufacturés vers les pays riches. Or, dans ce domaine, les Etats-Unis font preuve d'un protectionnisme agressif. En outre, le résultat que la Communauté européenne leur a ravi, depuis cette année, la première place parmi les partenaires économiques du géant latino-américain. A considérer les pays individuellement, l'Allemagne vient en second rang dans cette classification, après les Etats-Unis, et juste avant le Japon.

L'accord nucléaire avec l'Allemagne

La crise pétrolière devait amener le gouvernement Geisel à autoriser, le 9 octobre 1975, la signature de « contrats de risque » avec les compagnies pétrolières (1). Ces contrats portaient principalement sur la prospection

Une méfiance inévitable

Les Etats-Unis ont réagi très vivement à la signature de ce texte. Les pressions nord-américaines ne se relâchent guère — personne ne souhaitant pourtant la détérioration de relations déjà fort hypothéquées. Certains, à Brasilia, redoutent que les Allemands, qui dépendent de Washington pour leur défense, ne suggèrent aux dirigeants brésiliens de permettre aux Américains de visiter toutes leurs installations nucléaires. Le problème posé par l'enrichissement de l'uranium et le recyclage du combustible serait alors résolu grâce à l'installation, au Brésil, d'un centre multinational approprié. Il est peu vraisemblable que le Brésil cède, car son industrie nucléaire serait

et l'exploitation. Mais d'autres mesures, moins aléatoires, étaient déjà prises. Le 27 juin 1975, un « accord de coopération nucléaire » avait été signé à Bonn. Au-delà du problème proprement énergétique, le Brésil considère que le point capital de cet accord porte sur le transfert complet de technologie qu'il prévoit. Pour l'Itamaraty, la possibilité de construire une bombe atomique est secondaire. Mais la construction par la République fédérale de huit centrales thermodynamiques n'a de sens que si elle aboutit à l'installation d'usines d'enrichissement d'uranium et de recyclage du combustible nucléaire.

Pour Bonn, cet accord consacre une solide implantation industrielle au Brésil et un remarquable dynamisme commercial en direction du grand pays latino-américain. Il constitue la plus importante affaire de l'histoire du commerce extérieur allemand (2). Il arrive à son heure. L'Allemagne a atteint un développement tel que, sous peine de stagner, elle a pour elle-même besoin de trouver de nouveaux débouchés, de procéder à de nouveaux investissements. Pour ce faire, elle n'hésite pas à investir un capital formidable et à exporter sa technologie de pointe — qu'elle espère ainsi stimuler de façon décisive.

Le dialogue Nord-Sud

Au chapitre de la gestion des ressources de la planète, le Brésil repousse l'idée d'une confrontation entre le Nord et le Sud, et ne voit de solution que dans la concertation la plus large possible. Dans les discussions mondiales internationales, les pays pauvres — estime-t-il — doivent être parties prenantes pour ce qui les concerne. L'idée de partage — économique, scientifique, technologique — doit supplanter peu à peu celle d'aide, pense-t-on encore à Brasilia. Dans ce débat,

le Brésil évite de prétendre à quelque leadership que ce soit pour éviter de se couper du tiers-monde. Il est conscient qu'à plusieurs égards, sa cause est semblable à celle des pays en développement et qu'à d'autres il peut être placé du côté des pays développés.

L'Amérique latine

A l'égard de ses voisins latino-américains, le Brésil a également adapté sa politique extérieure. Il est l'un des protagonistes du Système économique latino-américain, dont la convention constitutive a été signée en 1975 par vingt-trois pays, et qui vise, en partie, à contrebalancer l'influence exercée par les Etats-Unis, à travers l'Organisation des Etats américains, sur le continent. Le SELA s'applique à améliorer les communications entre les pays, stimuler l'agriculture, amener les compagnies multinationales à tenir davantage compte des intérêts locaux, lutter pour la stabilité des prix sur les marchés internationaux, promouvoir les échanges de technologie.

De Brasilia est partie également l'initiative du Traité de coopération amazonien, signé en juillet dernier par la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Equateur, la Guyane, le Pérou, le Surinam, le Venezuela. Par ce traité, les parties s'engagent à « promouvoir le développement harmonieux de leurs territoires amazoniens respectifs, de façon que ces actions conjointes produisent des effets équitables et mutuellement avantageux... »

Enfin, divers indices portent à croire que les négociations, longues et difficiles, que le Brésil mène avec le Paraguay et l'Argentine sur l'aménagement hydro-électrique du fleuve Paraná sont en bonne voie. (Voir page 10.)

Il va sans dire qu'une diplomatie aussi active confirme dans certains pays latino-américains, une méfiance que ne pouvaient déjà manquer de susciter sa dimension, ses ressources, son degré de développement. Le Brésil

n'a cependant aucun grave problème de frontière avec ses voisins.

L'ouverture vers l'Asie

Le Brésil a établi des relations diplomatiques avec la Chine populaire le 15 août 1974. Les deux pays ont, depuis, échangé des ambassadeurs. Actuellement les relations sont surtout commerciales et peu intenses. A long terme cependant, elles sont, à notre estime, appelées à se développer considérablement.

Quant au Japon, il a réservé un accueil extrêmement chaleureux au général Geisel lors de son voyage en 1976. L'étricotage des relations entre les deux pays peut s'expliquer sentimentalement : un grand nombre de citoyens brésiliens sont d'origine japonaise. Mais, surtout, le Brésil, qui a beaucoup de matières premières et de produits manufacturés à offrir, compte sur la technologie japonaise.

Dans ce contexte, on discerne les enjeux majeurs de la visite du président Giscard d'Estaing. La France est en mesure de partager avec le Brésil la technologie qu'elle domine dans divers domaines. Il est de son intérêt politique, économique, scientifique, d'être attentive aux besoins nouveaux du géant latino-américain. La fermeté de Paris dans ses propres négociations nucléaires peut être déterminante dans les discussions sur l'accord de 1976 entre Brasilia et Bonn — et, partant, pour le développement et l'indépendance du Brésil, et de l'Amérique latine tout entière.

MICHEL SCHOOTANS, professeur à l'université de Louvain-la-Neuve, auteur de Destin du Brésil et de Demain, le Brésil ?

(1) Ainsi dénommé parce que les compagnies contractantes ne sont pas indemnisées si leurs forages ne donnent rien. En cas de découverte, en revanche, elles partagent leur production avec le Brésil. (2) Il porte sur un montant de 20 milliards de francs.

FEPASA CRÉE AU BRÉSIL UNE NOUVELLE MENTALITÉ FERROVIAIRE

Les résultats obtenus par l'entreprise Fepasa Ferrovia Paulista S.A. pendant l'année 1977, et notamment au cours du premier semestre de cette année, nous permettent de mesurer en détail le succès de ce système de transports brésiliens et de combler des lacunes historiques dans plusieurs secteurs, des techniques avancées ont-elles permis l'exploitation, sur place, de nombreuses richesses naturelles. Mais si cette exploitation a été favorisée par une main-d'œuvre bon marché et tenue en bride, elle est, gênée par la rareté de l'énergie et par le manque de techniciens qualifiés.

secteurs sociaux et économiques de l'Etat de São Paulo et du Brésil qui de l'entreprise assurant le fonctionnement des transports. Parmi ces obligations, on peut citer les retombées complémentaires, le paiement du personnel non contractuel, les charges d'ancienneté revendiquées ouvrières et le paiement d'une volumineuse dette de provision sociale dont elle a hérité.

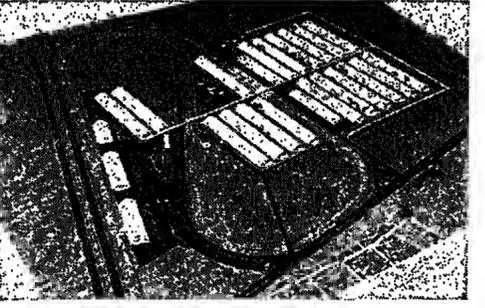
d'alcool de Ribeirão Preto. Celui-ci, actuellement en construction sera opérationnel à la fin de l'année et aura une capacité finale de 22 millions de litres. Ces divers entrepôts, dont deux pour le client, le plus d'importance et le fret courant, disséminés dans quelques villes à travers l'Etat de São Paulo, seront reliés par des trains-unités transportant un seul

tonne/kilomètre utiles par wagon et par jour. Le coût de revient sera de 1,3 sur les voies normales et de 1,3 sur les voies métriques. La charge moyenne par wagon s'est accrue de 14,5 % pour le trafic normal et de 7,5 % pour les voies métriques pendant que la charge moyenne par wagon s'est accrue de 23,9 % et de 3 % pour chaque type de voie. Le rendement exprimé en tonne/kilomètre par C.V. de traction progressait de 39,8 % sur les voies normales et de 16,4 % sur les voies métriques. En conséquence, les recettes de fonctionnement de la FEPASA en 1977 ont enregistré un gain de 14,6 % alors que les dépenses diminuaient de 5,5 %.

34 nouvelles gares sont actuellement en voie d'achèvement. Des octobre, les premiers trains commenceront à circuler entre les gares de Jolito Freitas et Ocauco, parcours de grande densité.

Sur ce nouveau réseau de banlieue, la FEPASA devra transporter quotidiennement à partir de 1981 deux millions de voyageurs. L'achat de 150 trains a été effectué auprès de deux constructeurs avant comme chefs de file les entreprises brési-

liennes COBRASMA et MAPFERSA. Dans le Consortium Constructeur de Trains-Unités (C.C.T.U.), la France a construit 18 unités, la COBRASMA un construit actuellement et, les 50 unités restantes seront livrées par le consortium Electrocarro, qui a commandé 50 moteurs au Portugal, fabriqués avec des composants belges ; les 100 remorques sont construites par la MAPFERSA. L'entreprise brésilienne Villares livrera les 300 bogies.



Maquette de l'entrepôt de transit de Boa Vista

ENTREPRISES DE TRANSIT ET TRAINS-UNITÉS

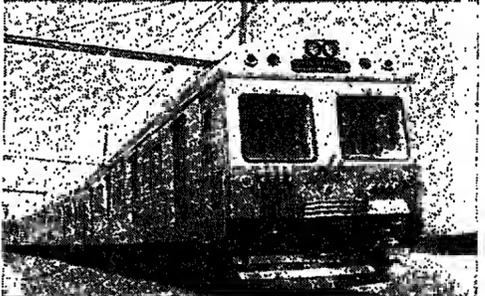
Fidèle à sa nouvelle conscience ferroviaire, la FEPASA propose des réalisations qui vont au-delà des impératifs de ce service public au profit de l'effort de répondre aux besoins des usagers et de résoudre leurs problèmes d'un bout à l'autre de l'Etat de São Paulo.

Pour cette raison, la FEPASA est engagée dans un vaste programme qui comprend des projets d'entrepôts de transit de grande capacité comme celui de Boa Vista (deux millions de tonnes).

produit d'un entrepôt à l'autre sans arrêt intermédiaires, avec des horaires précis de départ et d'arrivée. Dans le cadre de cette nouvelle organisation, la FEPASA a créé une surintendance de marketing, basée sur la gestion spécifique des produits et des clients et non sur celle de chaque entrepôt.

Ainsi, l'entreprise a pu alléger son personnel roulant de certaines activités commerciales et techniques pour mieux se consacrer au produit et au client tout au long des 520 kilomètres de son réseau.

Avec de telles améliorations portant surtout sur une utilisation rationnelle des capacités humaines du personnel de l'entreprise, la FEPASA a réussi en 1977 à réduire son déficit de 24 % par rapport à 1976 ; au cours de cette période, le potentiel



Nouveau train de banlieue de la FEPASA

Quelques chiffres

Table with 4 columns: Item, 1977, 1976, Variation. Rows include: Nombre moyen d'employés, Recettes d'exploitation, Frais d'exploitation, Trafic voyageurs ville à ville, Trafic voyageurs banlieue, Trafic marchandises, Productivité du personnel, etc.

(1) En millions de cruzeiros 1977. (2) En millions de voyageurs/kilomètre. (3) En millions de tonnes/kilomètre. (4) En milliers d'unités de trains par employé. (5) En milliers de tonnes/kilomètre de charge par employé. (6) En millions de cruzeiros 1977. (7) En millions de trains/kilomètre.

FEPASA FERROVIA PAULISTA S.A. rua Libero Badaró 39 CEP 01009 São Paulo, Brésil. Tél. (011) 239-00-22, Télex (011) 22724 São Paulo

مركزنا الاول

# RP Rhodia c'est rhône-poulenc au Brésil



En 1919, nous nous implantons au Brésil où la RHODIA connaît un développement rapide.

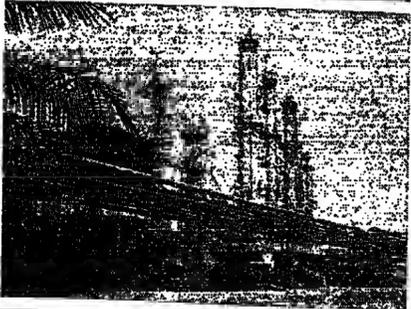
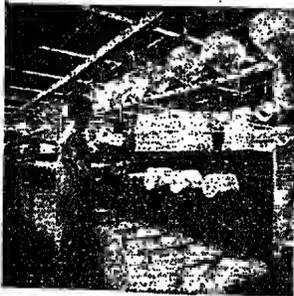
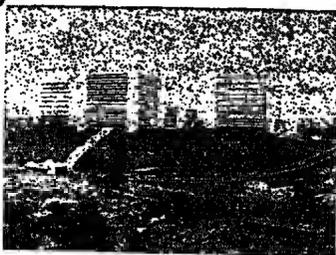
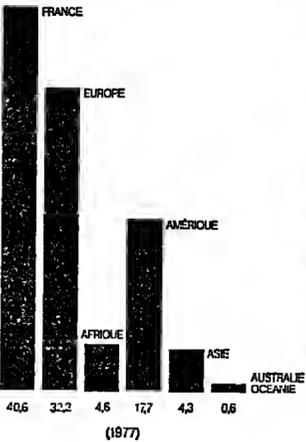
- Filiale à 100% du Groupe RHÔNE-POULENC, elle emploie plus de 16.000 personnes et figure, aujourd'hui, parmi les 5 ou 7 grandes entreprises privées de ce pays à forte croissance.
- Le siège de la RHODIA est à Sao Paulo, Monsieur Jean-Michel ROMANO en est le Directeur Général.
- Ses activités s'exercent dans les domaines les plus divers : Textile, Pétrochimie, Polymères, Chimie Minérale, Chimie Fine, activités pharmaceutiques humaines, vétérinaires, Films, produits de consommation et cosmétiques.
- La RHODIA S.A. a des participations dans l'Institut Vétérinaire Rhodia Mérieux, la Société commerciale Rhodia, Valisère, Rhodia Nordeste, Organisation Marcos Alfredo Pochon, Rilcos e Rhodiaco.
- Elle est également associée minoritaire de la Companhia Nacional de Defensivos Agrícolas (CNDIA) et Acrinor (Acrlonitrila do Brasil S.A.).

### Un groupe français à vocation internationale

75 sociétés exploitantes implantées dans une quarantaine de pays à travers le monde

### 59 % du chiffre d'affaires réalisés à l'étranger

en % du chiffre d'affaires consolidé.



**RHODIA** RP

Avenida Maria Coelho Aguiar 215  
05 804 SAO PAULO  
Tél. 545.11.22 • Télex : 01124391 Rhod.

the figure will

5

سكيات الامم

# Une Église influente à l'écoute du peuple

L'Église catholique est l'une des composantes essentielles de la culture brésilienne. Issu de la conquête portugaise, il a laissé des marques évidentes dans les mentalités populaires. Se mêlant aux apports indiens et noirs, il a contribué à la naissance d'un syncrétisme tropical à peu près sans équivalent. Si, statistiquement, les Brésiliens sont baptisés catholiques à plus de 95 %, la situation religieuse est, dans la pratique, plus complexe. Dans la dévotion, très développée, envers les saints et la Sainte Vierge, les rejets animistes sont loin d'être absents, et les cultes africains y trouvent leur compte.

La pratique religieuse est faible pour un pays réputé massivement catholique. Aucune étude systématique n'a été faite sur ce point, mais l'observation permet de pallier cette carence. La faiblesse de la pratique dominicale dans les campagnes est avérée. Elle tient à la dispersion de la population et au manque de prêtres. Mais, en ville, la situation n'est guère meilleure. A Sao-Paulo, la mégapole du Brésil, la fréquentation des églises le dimanche est plus faible qu'à Paris. Dans les milieux populaires, la concurrence de sectes de type pentecôtiste augmente sérieusement depuis une vingtaine d'années.

Pourtant, le baptême est toujours demandé dès que la possibilité en est offerte. On avait pu croire, il y a quelques années, que la religion allait reculer sous les coups de boutoir du monde moderne, en particulier dans les grandes villes. Force est de constater aujourd'hui que le phénomène religieux populaire est, au contraire, en expansion.

L'Église catholique est, comme telle, massivement présente. Elle est bien visible dans le paysage rural et urbain du Brésil. L'essentiel de l'héritage architectural de l'époque coloniale est constitué par les églises et les couvents. Une ville comme Salvador-de-Bahia n'en possède-t-elle pas, dit-on, autant qu'il y a de jours dans l'année ?

Arrivée sur les pas des conquérants lusitaniens, l'Église a été régie au Brésil comme dans l'ensemble de l'Amérique latine, par le système du « patronat royal » : jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, l'Église et l'État vivent en union étroite. Le roi du Portugal — puis, à partir de l'indépendance, en 1822, l'empereur du Brésil — désigne les évêques à l'investiture du pape et pourvoit à l'administration ecclésiastique — à charge pour le souverain de garantir les ressources financières du clergé et de veiller à l'extension de la République. En 1889, prévaut le régime de séparation de l'Église et de l'État. Il est toujours en vigueur, à cette nuance près que le catholicisme jouit, constitutionnellement, d'une considération particulière.

Grâce à son unité maintenue à l'heure des indépendances latino-américaines (à la différence des régions colonisées par

l'Espagne qui éclatent en de multiples nations), le Brésil prend progressivement une signification majeure dans le continent, et notamment pour ce qui est de l'Église catholique. C'est au Brésil qu'est nommé, en 1905, le premier cardinal latino-américain, à Rio-de-Janeiro. C'est au Brésil qu'est constituée, en 1952, la première conférence nationale d'évêques ; cela se passait dix ans avant le concile de Vatican II, qui allait ensuite généraliser dans le monde entier cette nouvelle structure de gouvernement ecclésiastique. Et c'est au Brésil encore qu'a lieu, en 1965, la première conférence générale de l'épiscopat latino-américain. Comment ne pas rappeler que l'initiative de la création de la Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.) et de l'Organisation de l'Assemblée continentale de 1965 revient à Mgr Helder Camara ? A l'époque, l'« archevêque rouge » de Recife n'était qu'un modeste auxiliaire du cardinal de Rio-de-Janeiro.

## « Avant-garde »

Aujourd'hui, l'épiscopat catholique du Brésil compte plus de trois cent vingt membres. Les évêques de cet immense pays constituent, avec les prêtres italiens, le groupe national le plus important en nombre. Il y a là un fait nouveau dont l'opinion catholique elle-même n'a certainement pas encore pris la mesure, ni en Europe ni aux États-Unis. C'est dire que ce qui se passe dans la hiérarchie catholique du Brésil revêt pour l'avenir une importance croissante.

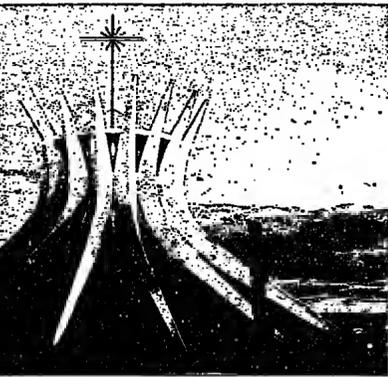
On partage habituellement les évêques en conservateurs et progressistes. Il serait plus exact de parler de quatre groupes qui tendent à se définir face au problème social. Il y a les « intégristes », du type de Mgr Lefebvre en France, ceux pour qui les régimes catholiques sont à défendre les yeux fermés car ils soutiennent les intérêts de la religion. Viendraient ensuite les « juridiques » ou « institutionnels » pour lesquels l'Église est le modèle et l'avant-garde de la société ; en cas de conflit avec les autorités, ces évêques font jouer, au bénéfice de l'institution ecclésiastique, la « raison d'Église ». Moins aptes à l'analyse politique, les évêques « pastoraux » sont par définition soucieux des personnes qui leur sont confiées ; dans les crises sociales graves, ils pensent que la défense des droits de l'homme relève de la responsabilité de l'Église. Quant au quatrième groupe, que nous appellerions les « prophétiques », ses membres ont, des prophètes de la Bible, la liberté de parole face à l'ordre régnant ; ils ne sont pas en principe opposés aux autorités en place, mais ils estiment que leur action pastorale est commandée en priorité par la solidarité avec les exclus de la croissance économique. C'est la

conjonction, de plus en plus fréquente des « pastoraux » et des « prophétiques » qui, conformément à une majorité au sein de la conférence nationale des évêques, explique les prises de position de plus en plus ouvertes de la hiérarchie catholique sur les grands problèmes de la société brésilienne et latino-américaine.

Le personnel ecclésiastique, c'est-à-dire les prêtres et les religieuses, est le point faible de l'Église du Brésil. Pour de multiples raisons d'ordre historique et culturel, le clergé catholique est, proportionnellement, moins nombreux en Amérique latine qu'en Europe. Avec quelque douze mille cinq cents prêtres pour plus de cent millions d'habitants en 1976, le Brésil est quatre fois moins pourvu que la France, par exemple. Le clergé y est également très mal réparti entre les milieux ruraux et les milieux urbains, ainsi qu'à l'intérieur même des villes, entre le centre et les banlieues. Le renfort des prêtres étrangers — qui représentent plus de la moitié du total du clergé — est loin de compenser les insuffisances de recrutement local.

Cette situation délicate est aggravée, depuis quelques années, par une crise interne plus importante qu'en Europe. La proportion des prêtres — religieux et séculiers — qui, en dix ans, ont quitté leur ministère approche, dans certaines régions, 30 % des effectifs. La quasi-totalité se sont mariés. Le même phénomène se retrouve chez les religieuses, plus nombreuses il est vrai, puisque l'on en compte près de trente-neuf mille pour l'ensemble du pays.

Les mouvements de promotion du laïc (éducation d'adultes, formation, biblique et action catholique spécialisée par milieux de vie), nés dans les années cinquante ont joué un grand rôle. Cet effort pastoral devait trouver son aboutissement en 1968, dans la deuxième conférence générale de l'épiscopat latino-américain



La cathédrale de Brasilia.

réuni à Medellín, en Colombie : la pensée théologique et l'expérience apostolique brésiliennes y ont joué un rôle déterminant.

Sans doute ce phénomène tient-il à ce que, premier, en cela aussi, en Amérique latine, le Brésil expérimentait (depuis 1964) la

militarisation « nouveau modèle » du pouvoir et une modernisation agressive de ses structures économiques. Les Brésiliens ont, de ce fait, acquis une expérience politique plus importante que les autres Latino-Américains. L'opposition en particulier, y a perdu de son ingénuité initiale.

## Un « christianisme critique »

Les secteurs catholiques attentifs à la problématique politique ont, eux aussi, pris la mesure des choix fondamentaux pour le pays. « Un État riche dans un pays pauvre » : cette formule, qui résume à l'emporte-pièce la situation sociale du Brésil, est d'Alceu Amoroso Lima, grand intellectuel brésilien et catholique fervent. Ses quatre-vingt-cinq ans dépassés et sa longue expérience des réalités mondiales lui donnent l'autorité nécessaire pour parler : n'a-t-il pas été l'un des rares journalistes jamais censurés, même aux temps les plus noirs du général Médici ?

C'est, précisément, sur le problème de l'augmentation de la richesse nationale, un fait reconnu de tous, et sur celui de son inégale répartition, une réalité en aggravation, que se fixe l'attention d'un certain nombre de chrétiens brésiliens. C'est ce problème qui motive leurs prises de position et leur action.

Depuis le coup d'État de 1964, mais surtout après l'aggravation survenue en 1968 de l'arbitraire militaire, on a vu se multiplier les cris d'alarme. « Développement sans justice », titre l'Action catholique ouvrière de Recife en 1967. « Marginalisation d'un peuple » dénoncent les évêques du Centre-Ouest en 1973. « J'ai entendu les cris de mon peuple », déclarent les évêques du Nordeste la même année. Et, en 1977, la Conférence nationale des évêques rappelle « les exigences chrétiennes de l'ordre politique ». Ce dernier texte prolongeait une « communication pastorale au peuple de Dieu », publiée quelques mois plus tôt et qui marque sans doute le point le plus avancé

de la réflexion de l'Église hiérarchique.

La « communication » analyse longuement la question de l'état de droit, du modèle de développement économique et de la philosophie politique du régime. Elle fait également état des violations répétées des droits de l'homme depuis une décennie. Dans ce concert, la voix du cardinal Arns, archevêque de Sao-Paulo, se fait souvent entendre, et son écho retentit jusqu'aux États-Unis et en Europe.

Ce ne sont évidemment pas tous les catholiques, ni toute la hiérarchie de l'Église, qui sont parvenus à ce degré d'ouverture aux grands problèmes nationaux et aux prises de position qu'ils appellent. Le débat pourtant est sorti des cercles restreints et a été porté sur la place publique.

Une telle ouverture est le fruit d'un déplacement des investissements pastoraux de l'Église. Longtemps tournés vers les élites, les forces vives du catholicisme sont aujourd'hui davantage préoccupées par les milieux populaires. Un certain nombre de prêtres et de religieuses ont décidé d'aller vivre dans les immenses banlieues ouvrières des grandes villes et dans les milieux paysans autrefois presque négligés. Ce style de vie proche des gens simples explique largement le changement de mentalité d'une partie du clergé.

Des évêques, quelques dizaines, ont eux aussi pris le parti de partager sans restriction les préoccupations populaires. C'est le cas, pour ne citer que quelques noms,

d'un Frago dans le Nordeste d'un Casaldaliga ou d'un Balduino en Amazonie. On retiendra leurs nombreuses prises de position, à l'occasion des innombrables conflits à propos de la tenure de la terre, ces dernières années, en faveur des petits cultivateurs contre les sociétés modernes d'investissement agro-pastoral. En milieu ouvrier, on notera leur soutien aux divers « mouvements contre la vie chère », comme à Sao-Paulo récemment. Ce faisant, l'Église catholique semble bien, à l'heure actuelle, être en train de retrouver une crédibilité dans les milieux populaires.

On peut noter que ces secteurs minoritaires de l'Église ne font que renouer avec la vieille tradition brésilienne de l'« *imcompromissão* » : une attitude de non-conformisme, d'opposition aux pouvoirs en place, qui devait conduire à l'indépendance vis-à-vis du Portugal. On ne peut en effet oublier que, dans le passé, les idées du siècle des Lumières ont été en grande partie véhiculées, dans la société de l'époque, par les clercs, plus cultivés. Des ecclésiastiques, tel Frei Caneca, ont aussi joué un rôle actif dans le processus d'autonomie politique du Brésil.

Le courant de contestation politique qui traverse aujourd'hui l'Église catholique de ce pays rejoint, d'autre part, la tradition nationale du « *christianisme critique* ». Les messianismes et les « millénarismes » ont jalonné l'histoire religieuse du Brésil, en particulier dans le Nordeste. Les Jacques paysannes, les foyers de résistance populaire armée, ont toujours eu un caractère religieux marqué ; ils relèvent d'une tradition éminemment politique puisqu'ils visent à l'édification d'une nouvelle société, égalitaire et fraternelle.

N'est-ce pas à nouveau, dans le contexte d'aujourd'hui, ce que fait l'Église catholique brésilienne quand elle redonne toute sa vigueur à l'utopie chrétienne ?

Le gouvernement ne s'y trompe pas. Il connaît le poids historique et la force sociale de la religion. Il sait combien il est risqué de s'allier le bloc catholique : l'arrestation, au siècle dernier, d'un archevêque — celui de Recife (déjà) — avait abouti à une crise majeure ; elle s'était soldée par la proclamation de la République. Aussi le gouvernement prend-il bien soin de ne pas ouvrir la « question religieuse » du dix-neuvième siècle. En même temps que sont arrêtés des prêtres ou des militants chrétiens, et que des procès sont ouverts contre quelques évêques, des invitations sont faites à d'autres pour, par exemple, donner des conférences à l'École supérieure de guerre. Le régime joue donc avec subtilité vis-à-vis de l'Église catholique : bonnes relations le plus souvent possible, et répression quand c'est inévitable !

YVES MATERNE



Le plus grand groupe d'assurances d'Amérique Latine

SUL AMÉRICA COMPANHIA NACIONAL DE SEGUROS  
SUL AMÉRICA TERRESTRES, MARÍTIMOS E ACIDENTES - CIA. DE SEGUROS  
COMPANHIA RENASCENÇA DE SEGUROS

COMPANHIA DE SEGUROS SUL AMERICANA INDUSTRIAL - S.A.I.  
En association avec  
SAI - SOCIETÀ ASSICURATRICE INDUSTRIALE  
ITALIE

GERLING SUL AMÉRICA S.A. SEGUROS INDUSTRIAIS  
En association avec  
GERLING-KONZERN WELT-VERSICHERUNGS POOL A.G.  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Siège - Rua da Quitanda, 86 - Rio de Janeiro - BRÉSIL  
Tel.: 231-2020/TELEX: 02122505

REPRESENTANT EN FRANCE - M.R. CORRAUD  
48, Rue de La Bienfaisance (VIII<sup>ème</sup>) Paris.

SOCIÉTÉ

LA « FAVELA », REVERS DE LA VILLE

« Visitez Rio-de-Janeiro tant qu'il reste des « favelas », annonçait naguère la publicité d'une compagnie d'aviation. Les bidonvilles « cariocas » III abritent aujourd'hui un million et demi de « favelados », soit environ le quart de la population de la ville.

Vues d'Europe, les « favelas » évoquent le carnaval, dont on retient l'image rassurante des pauvres qui savent vivre. Depuis quarante ans, les habitants aisés de Rio assistent à peu près impuissants au développement des trois cents « favelas » qui couvrent de la cité. Ils les dénoncent comme des ghettos qui nuisent à la beauté du site. Or, loin d'être un corps étranger à la ville, elle en constitue l'exact revers.

FACE à des immeubles de luxe et aux hôtels les plus prestigieux, la Rocinha est une des plus grandes favelas de Rio. Elle compte cent quarante-cinq mille habitants — autant que Saint-Nazaire ou Besançon. En 1940, un millier de favelados étaient installés sur les pentes abruptes de Sao-Conrado. Puis, par vagues successives, des migrants, fuyant la misère des campagnes, ont construit, en toute illégalité, une véritable ville. Celle-ci apparaît désormais comme un monde à part, isolé des tours résidentielles par une autoroute urbaine, et par d'immenses placards publicitaires qui la cachent en partie. « C'est un cancer », entend-on comme un leitmotiv à Rio. Nul s'il n'est favelado, n'entre dans ce dédale de ruelles étroites et d'escaliers grouillant d'enfants, dans cet enchevêtrement de baraquas faites de bois et de tôles de bidons aplatis.

Cité de la promiscuité, de la pauvreté, parfois de la misère, avec ses cahutes sans sanitaire et sans eau, où, dans une seule pièce, vivent des familles entières. C'est un bouillon de culture, où l'hy-

giène est réduite à sa plus simple expression, ce qui n'exclut pas un souci de propreté corporelle et vestimentaire. Plus de la moitié de la population est porteuse de vers; des plaies bénignes s'infectent; la malnutrition provoque chez les enfants des lésions parfois définitives. Pas d'hôpital, pas de médecin, à la Rocinha. Or, en ville, une consultation privée coûte la moitié d'un salaire mensuel. Et qui veut bénéficier des services gratuits de l'hôpital municipal doit avoir une carte de travail et faire des heures de queue dans la rue.

Lors de fortes pluies, les eaux putrides des égouts à l'air libre débordent et inondent d'ordures le bas de la favela. Des baraquas s'écroulent sur leurs occupants. La moitié des habitants sont sans travail; les autres vivent au jour le jour, comme ouvriers, manœuvres ou domestiques. Les enfants travaillent très tôt. Chaque ménage gagne en moyenne un salaire minimum par mois, (environ 400 francs, à peine de quoi nourrir la famille).

Mais la Rocinha a aussi — comment ne pas le percevoir — une manière de beauté à elle, la beauté du diable.

Son apparence chaotique cache une étonnante organisation spatiale. Il s'agit bien d'une véritable ville, avec ses quartiers et ses places, un système subtil de symbolisation et de repérage de l'es-

pace, son architecture, inconformable, fruit de transformations incessantes au rythme des besoins journaliers.

C'est une ville dans la ville, avec ses commerçants, ses artisans, ses églises, ses bars. Une ville de briques... et de broc, face au béton et à l'asphalte de la cité des riches.

La Rocinha a aussi sa culture, lancée comme un défi au Rio-de-Janeiro « occidental ». Une culture du quotidien — à l'image du mode de vie de ses habitants.

La favela est généralement dénoncée comme un lieu sans organisation sociale interne: « Le favelado ne peut même pas être solidaire », écrit un journaliste. Ce préjugé a son symétrique: la favela est présentée parfois comme une communauté modeste, où solidarité et conscience de classe sont à la base d'organisations populaires.

Qu'en est-il? La solidarité de voisinage est très grande: les gardes d'enfants, les écoles spontanées, la collecte de fonds pour reconstruire une baraque écroulée, la prise en charge collective du nettoyage des égouts en sont autant d'expressions quotidiennes. Pourtant si, face aux menaces d'expulsion, les favelados ont conscience de leur situation collective, aucune organisation structurée et efficace n'existe réellement.

Des « Cariocas » parmi d'autres

qui arrive chez un revendeur installé légalement au bord de la route. Certains commerçants placent leur argent en achetant des baraquas qu'ils louent fort cher aux nouveaux migrants. Les formes d'exploitation sont ici multiples, et tout aussi violentes qu'ailleurs.

Autre préjugé culturel: la favela serait une enclave de ruralité en milieu urbain. Il n'en est rien. On y retrouve, certes, des habitudes culinaires et linguistiques venues des campagnes. Mais

ses habitants se considèrent comme des Cariocas parmi d'autres. Les idées sur la famille et l'éducation qui ont cours à la Rocinha sont typiquement urbaines, et souvent même en totale contradiction avec les coutumes rurales. Certains parents y procèdent à une limitation volontaire du nombre de leurs enfants. La famille y est sentie comme une racine profonde, à l'instar de ce qui se passe à la campagne. Mais, comme en ville, l'individualisme est perçu comme le moyen du salut.

La favela est encore accusée d'être le lieu de toutes les perversités où se dissolvent les valeurs morales et familiales, où éclosent le fatalisme, la délinquance, où

Un lieu convoité

Depuis leur naissance, les bidonvilles de Rio croissent à un rythme d'environ 7 % l'an — plus de deux fois plus vite que le reste de la ville. Ce n'est pas un hasard si le développement des bidonvilles accompagne le « miracle économique brésilien ». Les quartiers résidentiels, qui accueillent la bourgeoisie industrielle montante, sont une des faces de la médaille. Les favelas en sont le revers. La recette du « miracle » est simple, en effet: développement accéléré par l'accueil de capitaux étrangers et l'exploitation des travailleurs attirés vers les villes — certaines entreprises allant elles-mêmes chercher dans les campagnes du Nordeste la main-d'œuvre dont elles ont besoin.

Livrés à eux-mêmes dans une ville fondamentalement organisée pour les riches, les migrants n'ont plus qu'à créer les conditions de leur survie. Le seul havre possible pour le pau de arara (2) attiré par le mythe de la ville, c'est la favela, à la fois moteur et conséquence du « miracle ». Les pouvoirs publics ont donc laissé faire, les travailleurs en surnombre faisant pression sur les salaires.

La violence est souveraine. La promiscuité, la misère, et l'exemple des petits truands qui se cachent à la Rocinha ne favorisent guère, comment en douter, la promotion de toutes les vertus! Mais la discipline familiale et l'autorité du père y sont souvent plus respectées que dans les quartiers résidentiels, où se développe une délinquance née de l'ennui et de la surabondance. Les habitants de la Rocinha ne sont pas des marginaux, mais des hommes et des femmes exploités et réprimés. Les attitudes entraînées par cette situation d'oppression sont typiques: la favela, comme tous les quartiers pauvres, de Harlem à Barbès, connaît un incontestable climat d'insécurité.

Le problème, pourtant, est devenu écrasant. Pour construire les logements sociaux aujourd'hui nécessaires, il faudrait sans doute mobiliser toutes les forces productives de la ville pendant une dizaine d'années! La municipalité de Rio a, au nom de la lutte contre la « marginalité », et pour la salubrité publique, lancé une campagne de « défavellisation ». En 1969, les seize mille habitants de Praia-de-Finto furent sommés de partir. Comme ils résistèrent, un incendie anéantit leur quartier en une nuit. Le lendemain matin, la police emmena les sinistrés vers la grande banlieue, dans des camions à ordures. Des tours de luxe ont remplacé le bidonville.

La favela devient donc un lieu convoité. Il est impressionnant d'observer cette évolution. En quelques années, l'écart entre les riches et les pauvres s'est considérablement accru. Les plus pauvres ne peuvent plus supporter l'augmentation du coût de la vie à la Rocinha, et préfèrent vendre leur baraque aux commerçants, qui spéculent sur le terrain. Les pouvoirs publics tiennent là le meilleur moyen de se débarrasser enfin des bidonvilles: « urbaniser » les favelas en y accélérant l'installation d'une bourgeois-

ie qui chassera d'elle-même les plus pauvres... A Paris, certains quartiers populaires — bastions d'insalubrité nés, eux aussi, de la révolution industrielle — ne sont-ils pas devenus en quelques années des lieux très recherchés?

La « poésie » de la favela, l'intelligence avec laquelle elle est conçue, la vue sur la mer, la présence d'arbres: autant de facteurs qui, un jour, attireront les plus riches Cariocas, lassés par les tours de béton. Peut-être alors, certains favelados enrichis accompliront-ils leur rêve — déserter vers les quartiers résidentiels... dont les édifices se seroient, entre-temps, dégradés et dévalorisés! Mais la masse émigrera vers la périphérie, où déjà certaines municipalités procéderaient, par ordre de la préfecture, au lotissement d'immenses zones destinées à les accueillir.

Depuis vingt ans, la municipalité de Rio a créé des cités-dortoirs. Ce sont, malgré leurs noms: Facilenca, Cidade-de-Deus (Cité de Dieu), de véritables univers concentrationnaires. Vont maintenant s'y ajouter les lotissements où les anciens favelados seront relégués, abandonnés à eux-mêmes, sans travail et sans moyens de transport vers la ville. Les riches à l'intérieur, les pauvres dehors! Il ne manquera plus qu'un rempart et un cordon de police pour refouler les migrants.

Le glissement des favelas vers la périphérie n'est-il pas l'expression d'une géopolitique qui, à l'échelle du pays, tend à la création de « villes stratégiques », lieux de pouvoir entourés de véritables no man's land? « Sécurité nationale oblige.

DIDIER DRUMMOND, architecte.

III Cariocas: ce qui est de Rio.  
(2) Pau de arara: littéralement perchot à perroquet. Le terme désigne, dans le langage populaire, les camions qui amènent de la campagne vers les villes les migrants du Nordeste. Et, par extension de sens, ces migrants eux-mêmes.

Pour traverser le Brésil de frontière à frontière vous pouvez mettre 6 heures d'avion, 5 jours et demi d'automobile ou une fraction de seconde via Embratel.

Le Brésil a plus de 8 millions 500.000 km<sup>2</sup>. De ce fait vous imaginez l'importance des problèmes de communication qui ont dû être envisagés et surmontés. Et vous pouvez ainsi comprendre le motif de la création d'Embratel

— Entreprise Brésilienne de Télécommunications — une entreprise qui représente pour les Brésiliens ce que les P.T.T. représentent pour les Français. Et vice-versa.

Grâce à Embratel on peut nouer de nouvelles amitiés et on réalise de bonnes affaires par téléphone, par télex, et par une infinité d'autres moyens. Et on découvre, par exemple, que Paris devient de jour en jour plus beau et charmant.



# LA CHANSON : ODEUR DE TERRE, RUMEUR DU PEUPLE

Chaleur moite d'une soirée à Rio. La foule se presse au télébérique qui monte au Pain de Sucre. Les bonnes se vident à la première plate-forme. De là, la foule s'étonne lentement vers une petite place entourée d'arbres, qui domine la baie de Guanabara ; Urca. Certains s'arrêtent à regarder la ville illuminée ; les autres s'installent par terre, et la récitation commence.

UNE fois de plus, le sortilège s'opère. Le public s'anime. Des milliers de voix accompagnent à présent celle du chanteur. Le même courant était passé, la veille, durant le show du vieux théâtre Joao-Caetano, et quelques jours plus tôt, dans l'immense cabaret du Canecão. Il n'est pas de jour où le miracle ne se renouvelle dans l'une de ces salles mal insonorisées de telle ou telle université.

C'est que les Brésiliens nourrissent une tendresse compliquée à l'égard de leur musique. Connue depuis assez peu de temps à l'étranger, elle a constamment accompagné, souligné, exprimé l'évolution de la société. C'est cette étonnante vitalité qui lui vaut d'être tellement admirée... et si souvent déformée.

La musique que nous connaissons — cette chanson que eux, là-bas, appellent « M.P.B. » (musique populaire brésilienne) — nous est d'abord parvenue avec *Orfeu Negro*. Pour la première fois, dans le film de Marcel Camus, nous recevions de plein fouet la fraîcheur du Carnaval mêlée à la douceur enchanteresse de mélodies nostalgiques signées de Vinícius de Moraes et de Tom Jobim. « *Manha, tao bonita manha...* » C'était en 1959.

Or la fin des années 50 marque,

en Brésil, un tournant. A la musique traditionnelle — samba et choro (1) — se substitue une musique chantée à mi-voix, simple, étrangement syncopée : la bossa nova.

Le pionnier en fut Joao Gilberto. Très vite, la bossa nova sera attirée sur les terres du jazz. Elle fera le tour du monde avant de revenir, modifiée, à son point de départ. Quel d'étonnant si le disque de bossa nova le plus vendu fut celui de Stan Getz et Astrud Gilberto, avec la célèbre *Fille d'Ipanema*.

On dit que la bossa nova est née de l'appartement de la chanteuse Nara Leao. Elle est née, oui, de jeunes gens qui se réunissaient dans les quartiers élégants du sud de Rio — des jeunes appartenant, pour la plupart, à la classe aisée, passionnés de musique, sensibles et entêtés : outre Gilberto, Vinícius de Moraes, Antonio Carlos Jobim, Newton Mendonça, le guitariste Baden Powell, la chanteuse Elis Regina et Nara Leao, pour ne citer que les plus connus.

C'est le débordement ! La bossa nova semble balayer le passé. D'intimiste et murmurée, elle affronte, très vite, les publics nombreux des grandes salles — le Paramount de São-Paulo, les festivals étudiants. Elle enrichit, aussi, son répertoire. Peu à peu, de nouvelles tonalités s'y glissent. On chante les amertumes d'abord, puis les anomalies et les revendications sociales. Tout cela prend tantôt un tour ironique, tantôt un ton de témoignage quotidien, et parfois celui de la désespérance sans horizon. De nouveaux noms apparaissent, compositeurs, poètes ou interprètes : Chico Buarque, Edu Lobo, Geraldo Vandré, Torquato Neto, Capinam, Jair Rodrigues, Elizabeth Cardoso...

## Un air nouveau venu du Nordeste

En 1964, la bossa nova vit son apogée. Après le coup d'Etat militaire du 31 mars de cette année-là, les conditions de travail deviennent plus difficiles. Il devient de plus en plus hasardeux de dire ce que l'on pense. Qu'à cela ne tienne : on invente une autre manière de s'exprimer en brisant les définitions traditionnelles de l'art. On mêle la chanson au théâtre, à la poésie, au cinéma.

Ainsi l'équipe s'agrandit : Rui Guerra, Sergio Ricardo, Augusto Boal, Oduvaldo Vianna Filho, Gianfrancesco Guarnieri, Paulo Pontes, Fernando Peixoto... Hommes de cinéma et de théâtre, ils font en sorte que ce qui ne peut pas être dit soit suggéré par des improvisations poétiques et minimalistes, ou évoqué par le contexte. De la naissance des shows qui feront le tour de l'Amérique latine : *Opiniao* ; *Liberdade, liberdade* — collages de chants et de poèmes, — *Arena conta Zumbi*, qui relatait, sur une musique d'Edu Lobo, la libération des esclaves, *Um grito parado no ar* (un cri figé dans l'air, musique de Toquinho), qui posait le problème de l'artiste dans une société courbée par la crainte. Chico Buarque se fit d'abord connaître par une musique qu'il avait composée pour une pièce de théâtre, *Morte e vida severina*, de Joao Cabral de Melo Neto. Qui aurait pensé, au Festival de Nancy de 1965, que la pièce qui recevait le premier prix marquerait le point de départ de l'étonnante trajectoire de Chico Buarque ?

Mais l'histoire suit son cours. Les critères, les modèles de comportement, évoluent. En raison, ou en dépit, de son succès, la « M.P.B. » n'est pas accueillie à bras ouvert. Il est vrai que d'autres jeunes sont beaucoup moins dérangeants, et se vendent tout autant, si ce n'est plus : Jorge Ben, Roberto Carlos, ainsi que tout le mouvement dénommé la *Jovem Guarda* (jeune garde) : Wanderleia, Erasmo Carlos, Wanderley Cardoso, Rosemary, etc.

Les thèmes ont beau changer, l'axe d'effervescence culturelle reste toujours Rio-São-Paulo. Quand, tout à coup, du nouveau arrive de Bahia. Un groupe qui s'annonce « tropicaliste » a l'audace d'incorporer à la bossa nova des rythmes populaires du Nordeste, des percussions noires, de la recherche de musique contemporaine et l'influence des Beatles. Ils s'appellent Gilberto Gil, Caetano Veloso, Gal Costa. Leur refus du conformisme social et du modèle *music export*, leur ouverture à toute création sans préjugés : voilà qui explique leur succès.

(1) La samba (les Brésiliens disent « eia » samba ; en portugais, *sambor* signifie balancer, « s'écarter », rythme traditionnel de carnaval) a été le style de musique prédominant au Brésil pendant un demi-siècle, depuis la immense Fête de Rio de Janeiro en 1911. Le choro est une musique sentimentale populaire, qui a connu son apogée dans les années 30 (de choro, pleurer).



(Dessin de PLANTU.)

Vous qui avez inventé la tristesse, Enregistré au Portugal, elle fut évidemment interdite au Brésil. Néanmoins, Chico Buarque en utilisait ironiquement la musique comme liaison entre ses autres chansons ou à la fin de ses concerts — un moment où le public applaudit ! Malgré l'explosion du rock du Son Imaginario, des Secos e Molhados, des Mutantes, l'année musicale populaire brésilienne reste toujours le disque de Chico Buarque. « C'est notre baromètre », disait-il de lui Vinícius de Moraes, et notre porte-voix. »

Les grands noms d'hier sont encore ceux d'aujourd'hui : Caetano Veloso, Gal Costa, Maria Bethania, Gilberto Gil. A ces grands noms, pourtant, d'autres se sont joints. Et, parmi eux, le chef de file de ce que l'on considère de plus en plus comme la nouvelle ligne musicale de la « M.P.B. » : Milton Nascimento.

Parier aujourd'hui d'une ligne traduit pourtant mal la réalité. Car malgré l'inertie de la plupart des producteurs, la musique populaire brésilienne a été le premier à se montrer réceptif aux nouveautés du rock du Son Imaginario, des Secos e Molhados, des Mutantes, à l'accordéon des migrants du Nordeste.

Lorsqu'un régime favorise à l'excès l'ouverture d'un pays aux apports culturels étrangers et cherche, par là même, à cacher sa propre réalité, comme s'il avait honte de la faim, de la misère, du retard des campagnes, surgit souvent la besoin de retrouver l'identité nationale. C'est ce qui s'est passé, ces dernières années, au Brésil. Dans un pays où tout ce qui n'était pas urbain était, consciemment ou non, méprisé par la culture officielle, le lancement, par Marcus Pereira, de son premier disque sur le Nordeste provoqua la ruée.

« Tant de mer me sépare de toi, Portugal, Je sais que tu es en liesse Ici je suis malade, J'aimerais tellement participer à votre fête, Et cueillir de mes mains un Oiseau de ton jardin. Je sais que tant de mer nous séparent, Je sais aussi comme il est [difficile de naviguer]. Là-bas, c'est le printemps ; ici [je suis malade]. Tant de mer, tant de mer... »

« Aujourd'hui c'est vous qui l'commandez, aujourd'hui mon peuple parle [tout bas et marche les yeux baissés, vous qui avez imposé cette [obscurité comment ferez-vous pour nous [empêcher de chanter ?

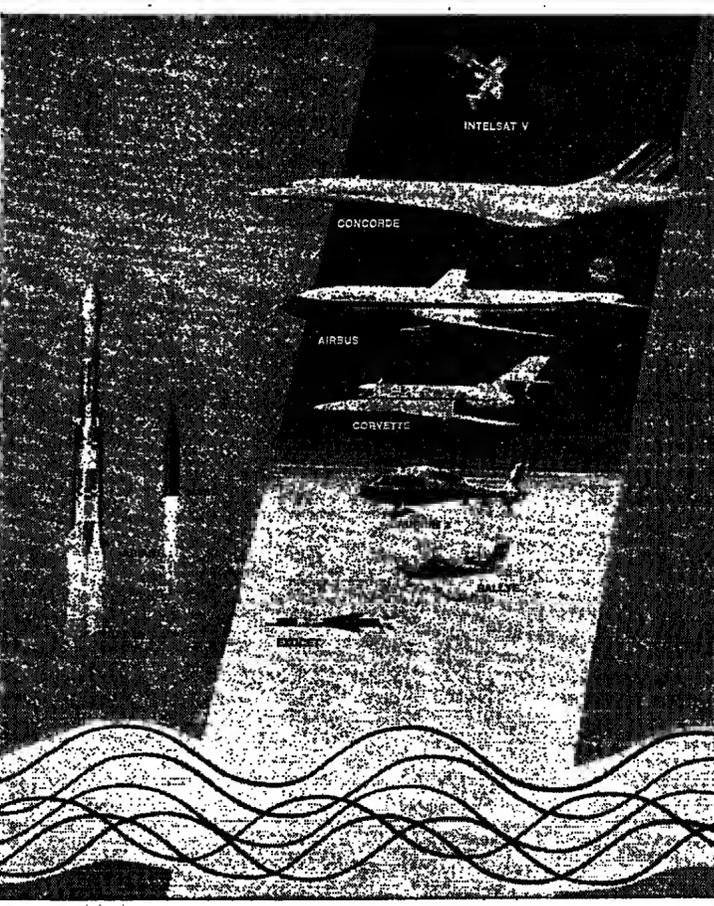
Dans l'inconscient collectif

Musique qui semble sourde de l'inconscient collectif des Brésiliens.

REGINE MELLAC

Auteur de Chants libres d'Amérique latine (Le Cerf, édit.).

de l'océan à l'espace... AEROSPATIALE est la seule société de constructions aéronautiques dont la gamme de productions s'étend des missiles stratégiques tirés de sous-marins en plongée, jusqu'aux lanceurs et satellites, en passant par les avions de transport commercial, les biréacteurs d'affaires, les avions légers, les hélicoptères, les systèmes d'armes et l'électronique. La qualité de ces matériels, réalisés par la Société seule ou en coopération internationale, est la meilleure arme d'AEROSPATIALE dans un monde placé sous le signe des difficultés économiques et d'une concurrence acharnée. En outre, ses activités se prolongent à travers 5 filiales.



aerospatiale  
37, bd de Montmorency  
75781 PARIS Cedex 16 (FRANCE)

frontières  
MBRATTEL

CULTURE

LITTÉRATURE : une quête de l'authenticité nationale

On sait aujourd'hui que la littérature brésilienne existe, qu'elle se vise pas — comme le prétendait Cendrars — à « entrer au musée » et qu'elle a produit une somme considérable d'œuvres originales et denses, qui nous parviennent lentement, par monticules — exception faite des livres de João Guimarães Rosa et de Jorge Amado — à travers des traductions qui passent, trop souvent, injustement inaperçues.

La cruelle réalité

Mais, déjà, au milieu du déferlement romantique, pointe la veine réaliste, sarcastique, pleureuse, aux aguets des problèmes sociaux, qui ne prendra son plein développement que dans la première moitié du vingtième siècle : Manuel Antonio de Almeida (1831-1891), écrivain d'un seul livre, *Mémoires d'un sergent de la milice*, dépeint les milieux populaires de Rio-de-Janeiro au début du dix-neuvième siècle.

l'ait fait sortir le pays de sa torpeur et montrer l'archaïsme de sa production littéraire. Par son dynamisme financier, sa croissance fulgurante, sa puissance économique, São-Paulo faisait figure de ville-pilote et représentait le cadre idéal pour une opération d'émancipation intellectuelle. « São-Paulo, commotion de ma vie », s'exclame le poète Mario de Andrade dans le premier vers du recueil de poèmes qu'il publie, précisément, en 1922 : *Pauzadas decastradas* (São-Paulo, ville balniculée). Mario de Andrade sera, avec Oswald de Andrade, le principal animateur du mouvement moderniste — dont le zénith se situe entre 1922 et 1930.

Contre « l'homme habillé »

Ce nationalisme repensé devait déboucher sur l'universel — ce qui rendait possible l'assimilation des courants européens avancés : futurisme, cubisme, dadaïsme et surréalisme. Le modernisme est donc — comme le souligne le critique Antonio Candido — « un mouvement à la fois d'intense imitation européenne et de rigoureux nativisme esthétique ».

Les premières conquêtes du modernisme furent picturales, avec Anita Malfatti, et musicales, avec Hactior de Villa-Lobos.

En 1923, Oswald de Andrade publia le *Manifeste anthropophage*, violent plaidoyer « contre les catéchismes », contre l'homme habillé, contre le monde réversible et les idées objectives, codées, contre l'indivisible, victime du système, contre la vérité des peuples missionnaires, mais favorable à la bouillie culturelle créatrice.

modernisme est son nationalisme esthétique, à travers l'exaltation du « primitivisme » brésilien. Le Brésil est l'exemple parfait de ces pays d'Amérique latine où, selon l'expression du romancier cubain Alejo Carpentier, « un homme du vingtième siècle peut serrer la main d'un homme de l'âge de pierre ». La civilisation occidentale y est entrée en contact avec les cultures indienne et africaine, mais ce syncrétisme n'a eu, jusqu'alors, aucun écho dans la littérature nationale. Il ne s'agit pas d'idéaliser l'Inde ou le Noir, mais de restituer leur folklore dans son authenticité et sa richesse : les modernistes seront les premiers collecteurs des grands mythes amazoniens.

les régionalistes, les méfaits du centralisme administratif. En 1933, il publie un essai célèbre sur les caractéristiques culturelles du Nordeste, d'où allait dériver une gerbe de romans consacrés à

Jorge Amado de Bahia

Jorge Amado est, sans conteste, le plus connu des écrivains brésiliens, et même latino-américains en France. Dix de ses ouvrages ont, il est vrai, été traduits dans notre langue : *Donne Flor et ses deux maris* ; *Gabrielle, girofle et cannelle* ; les *Palles de la nuit* ; le *Vieux marin* ; *Teresa Beata* (aux éditions Stock) ; Bahia de tous les saints ; *Capitaines des cultures* (aux éditions Gallimard) ; *Terre violente* ; *Mar Morin* (aux éditions Nagel) ; *Les Chemins de la faim* (aux Éditions François Réunis).

Dans nos pays — écrit Amado en 1970 — plus que dans n'importe quelle autre partie du monde, les écrivains doivent être les porteurs des revendications et de la lutte de leurs peuples engagés dans le vieux et cruel combat contre le retard, contre le sous-développement, contre la dépendance politique et économique, contre l'exploitation et l'oppression.

De toutes prises de position l'ont conduit à dénoncer le racisme, le misère, la violence, l'injustice, l'ingratitude étrangère, le néo-colonialisme des grands propriétaires, la ségrégation des pauvres dans les villes. Aussi, Amado a-t-il été fréquemment menacé et même emprisonné, comme le fut Vargas après la publication des livres qui font bien connaître en France : Bahia de

la région — en évitant les pièges du roman historique (l'action couvre deux siècles, de 1745 à 1945) ou régionaliste. Les grands problèmes du Rio-Grande-do-Sul y sont évoqués : le « coronatisme » (4), l'immigration allemande, les répercussions de la révolution de 1930 et l'instauration de l'Estado Novo (5). La chronologie est parfaitement dominée, malgré de nombreux retours en arrière ; la couleur locale — forcément abondante dans la vie de cette pampa brésilienne — est elle aussi contrôlée et dosée. En 1971, Erico Verissimo a publié une sorte de fable macabre où les morts reviennent pour juger des répercussions sur la vie du pays du coup d'État militaire de 1964. Quatre ans auparavant, dans *Mon pays au croix* (1967), un journaliste de Rio, Antonio Calado, avait proposé une sorte de vue en coupe du Brésil.

Chez João Guimarães Rosa, mort en 1967, le régionalisme sert de tremplin à la création d'une symbolique et d'un langage nouveaux. Cette œuvre brève — trois

par un hiératisme qui rappelle certains films de samourais, est rattaché à la réalité du *sertão* par mille passerelles tissées de rêves. Ce roman ne décrit pas, n'explique pas. Des vides restent à combler : « *Le sertão est une otente énorme*, dit Riobaldo, « Dieu errait-il la réponse ? » Dans ce « roman parlé », so prise directe sur la littérature orale traditionnelle. Guimarães Rosa cherche le « germe métaphysique » ; mais cette quête fait bon ménage avec l'humour qui transparait dans des métaphores saugrenues, des dialogues insolites, des créations verbales étonnantes.

On retrouve le récit à la première personne, les échappées vers le rêve et l'imaginaire, la réélaboration littéraire des éléments du folklore dans un roman qui vient de paraître en France : le *Colonel et le Loup-Garou*, de José Candido de Carvalho.

Avec Clarice Lispector, disparue il y a quelques mois, et Osman Lins, le roman brésilien possède deux créateurs originaux. L'œuvre de Clarice Lispector, dont on connaît, en français, le *Bâtisseur de ruines*, est avant tout une méditation sur l'être-au-monde. Les personnages, réduits à leur plus simple identité, partent en quête de leur vérité ou se réfugient sous la carapace creuse des mots de tous les jours. Ses romans sont autant de tentatives marquées d'élection, au sens mystique du terme. Ils saisissent l'être au moment où il tente de dire l'indicible, d'exprimer ce qui existe au discours. Clarice Lispector est la romancière du silence.

Osman Lins nous est connu à travers un recueil de contes, le *Rétable de sainte Joana Carolina* (1967), et un roman ambitieux, *Avatavara* (1973). Il recompose la vie à partir de correspondances et de repères issus de son imagination. Une profonde humanité imprègne ces notations hachées, ces impressions interrompues, ces amoncellements inégalement dérivés lesquels transparait l'angoisse de la fuite du temps, de la solitude, de l'incommunicabilité.

Beaucoup de noms et d'œuvres ont passé à travers les mailles du filet. On ne peut donc qu'évoquer ici, par manque de place, des poètes comme Jorge de Lima, Murilo Mendes, Carlos Drummond de Andrade, l'admirable João Cabral de Melo Neto, qui est à la poésie brésilienne ce que Guimaraes Rosa est à la prose.

Le bouillonnement des années 60 s'est aujourd'hui calmé. Les conditions de la création littéraire et artistique sont difficiles dans le Brésil actuel. Mais nous avons encore beaucoup à recevoir du Brésil. « Le passé et le futur sont toujours dans le présent, enchevêtrés, se chevauchant, écrit Cendrars. Mais ce n'est qu'au Brésil que l'homme le touche du doigt. »

CLAUDE FELL.

- (1) La « brousse », l'intérieur semi-aride et quasi désert.
(2) Arbre fourrément une tenture rouge, écorcée et exploitée au début de l'époque coloniale.
(3) Sorte de benêt d'honneur.
(4) Puissance politique des « coronels », c'est-à-dire des caciques locaux.
(5) Régime politique instauré en 1937 par le dictateur nationaliste Getulio Vargas.

cette région : « *Maitres et esclaves* ».

Cette tentative de Freyre était d'autant plus nécessaire que les grandes entités naturelles du Brésil restaient très isolées et très ignorantes les unes des autres. Certes, Bahia de tous les saints de véhicules culturels originaux. C'est le cas, pour le Nordeste, de cette « littérature de cordel », qui a survécu jusqu'à nos jours (voir encadré).

L'influence de la « *Littérature de cordel* » se répercute directement sur l'œuvre de José Lins de Rego, qui publie, entre 1932 et 1957, onze romans constituant une sorte de « cycle de la canne à sucre », situé dans le Nordeste humide, qui, avec sa tradition patri-ale et esclavagiste, sa sexualité exacerbée par le climat, son mélange de foi et de superstition, présente certaines analogies avec le *deep south* de Faulkner. Lins de Rego est avant tout un « conteur », lui-même à l'écoute des « chanteurs aveugles qui hantent les foires de Paraíba et de Pernambuco ». Romancier « objectif », il s'attaque au fanatisme, à l'exploitation des Noirs, sans tomber dans le prosélytisme primaire qui alourdit certaines pages des premiers romans de Jorge Amado (voir encadré).

Beaucoup moins prolifique que Lins de Rego, Graciliano Ramos (1892-1953), qui est surtout connu pour un roman immortalisé par le cinéma, *Vidas Secas* (Sécheresse), publié en 1938, n'a écrit que quatre romans, deux recueils de contes et deux livres de mémoires, où il rapporte, en particulier, ses souvenirs de prisonnier politique.

À l'autre bout du pays, l'œuvre d'Erico Verissimo est ancrée dans la réalité du Rio-Grande-do-Sul. La trilogie de *O tempo e o vento* (1949-1962) s'organise autour de la saga d'une famille de

recueils de contes et un roman, *Diadorim*, publié en 1956 — à débordement romanesque, un recueil réservé au Brésil et à l'étranger. *Diadorim* est le long monologue d'un ancien chef de jagunços — mi-homme de main, mi-bandida, — Riobaldo, qui dresse le bilan de son existence passée dans le sertão. Comme l'étendue poussiéreuse et surchauffée de la Manche espagnole, le plateau brésilien sert de révélateur physique et émotionnel à l'homme qui le hante. La violence est au rendez-vous.

Ce récit épique, tantôt totalement intemporel, tantôt marqué

La « Literatura de Cordel »

La *Littérature de Cordel*, l'une des originalités culturelles du Nordeste se présente sous la forme de petits livrets (*folhetos*) vendus dans les marchés et dans les foires pendus à des cordelles (d'où leur nom). Intralittérature d'origine orale, à mi-chemin de la poésie et du journalisme, de la fiction et de l'actualité, la « *Littérature de cordel* » enregistre et répercute tout : les légendes issues du cycle carolingien de Charlemagne et des douze pairs de France, les exploits des cangaçeiros du sertão, les vies de saints, les histoires merveilleuses de « Garçon changé en cheval » et de « la Fille changée en truie », l'arrivée de Getulio Vargas au ciel et son jugement, l'assassinat du président Kennedy, etc. L'aire de diffusion de ces folhetos dépasse largement le Nordeste et s'étend jusqu'à Rio. Précieux véhicules d'information, mais aussi de la critique sociale, ils reculent aujourd'hui

devenir la concurrence du traducteur, de la presse, de la télévision, devant l'urbanisation et la censure. Le spécialiste français de cette littérature populaire imprimée est M. Raymond Canal. (Le Monde du 21 juin 1969.) Les vendeurs de ces livrets sont eux-mêmes, parfois, de bons bonimenteurs. Fiancé un jour sur un marché d'Oinda, près de Recife, nous fûmes interrompus par l'un d'eux, qui tourna à notre adresse un compliment où il nous donnait du « docteur ». La réponse, en monnaie sonnante et trébuchante, ayant été sans doute inattendue à ses espérances, il nous renvoie dans le foules un quatrain que nous traduirons à peu près ainsi : « Ce moniteur, à qui de « docteur » J'ai donné le titre sublime. En retour ne m'a fait l'honneur Que d'une poignée de centimes ! » C. F. et J.-P. C.

7 GRANDES BANQUES EUROPÉENNES A VOTRE SERVICE AU BRÉSIL :
SIEGE SOCIAL BRUXELLES, 59, rue de l'Association - Tél. : 219-00-15 Télex (46) 22431
BANQUE EUROPÉENNE POUR L'AMÉRIQUE LATINE (BEAL)
Succursales au Brésil : Banques actionnaires :
Sao-Paulo Société Générale (France)
Rio-de-Janeiro Société Générale de Banque (Belgique)
Belo-Horizonte Amsterdam Rotterdam Bank (Pays-Bas)
Campinas Banen Español de Credito (Espagne)
Porto-Alegre Crédit Suisse (Suisse)
Brasília Credito Italiano (Italie)
Midland Bank (Grande-Bretagne)
Toutes opérations de banques - Implantations industrielles et commerciales
Joint-ventures avec capitaux brésiliens - Recherche de représentations
Financements en cruzeiros et en eurodollars - Emission d'avals et de garanties.

صداقت الاديان

# SERTAO, SELVA, ORIXAS...

Quand tout ou presque a été dit sur le Brésil, chiffres et références sociologiques à l'appui, la conviction s'impose que l'essentiel échappe peut-être. Car il y a souvent dans l'extrême dénuement de ces tropiques plus d'amour de la vie, plus de gaieté, plus de soleil dans les têtes que sous les latitudes touchées par l'aile de la fortune. Cliché ? Quiconque a sillonné le Brésil sait de quoi il est ici question. Et les Brésiliens qui ont vécu en Europe le savent aussi ! De là que les poètes et les écrivains sont souvent plus heureux que leurs économistes ou politologues dans leurs évocations de ce pays. Donnons ici la parole à quelques-uns d'entre eux, Brésiliens ou Français.

**JOAO GUIMARAES ROSA**, dans *Hautes plaines*, évoque les immensités herbes du sertão nord-est :

« Ce monde aux racines démesurées. A l'entour de lui une mer, au-delà de ses frontières les Gerais s'étendent, les Gerais sans fin ni limite, plateaux déshydratés et plateaux lisses, de vastes hautes plaines, où il y a du sable, pour le vert sale de mauvais arbres, les broussailles, et l'argente, herbe coriace dont les bouches du mulet et du bœuf ne veulent point ; et l'eau et la joyeuse herbe fine seulement dans les vallées transversales des combes, reflétant chacune son odorant ourlet de sasajras, le buritirama épineux, les buritais, les buritais, les buritais qui baissent. Dans la traversée du Grand Platão, quand on voit un voyageur, c'est un cavalier tout petit, minuscule, toujours penché sur l'arçon de la selle et la brève crinière de son cheval, un petit cheval azean, sans nom, qu'on appelle simplement Casaco-Coco. Le cavalier ou, souffrant peine et misère, évitant des yeux ce qui est devant lui, une énorme distance, toujours la même, et le ciel, une poudre d'acier avec des vols de perroquets. Les Gerais du tonnerre, les Gerais du vent. »

« C'étaient les jours de décembre, en mi-matinée, avec la pluie dans les nuages suspendue en l'air pour en tomber. Le mélange ment des bœufs. Parmi les corails de rassemblement, rectangles, carrés, poteaux et barres en bois de fer, plusieurs contenaient des troupeaux, pleins à craquer. Une

foule de bouviers procédaient au tri. D'autres encore, une fois redressés, erraient çà et là ou regardaient, étrangement excités. Certains sortaient de vastes cages en paille de buriti descendant jusqu'aux genoux. Ils conversaient par petits groupes, discutaient posément. Là flottaient une rumeur de je-ne-sais-quoi, d'un coïnement qui doit se produire. Dans la véranda, quelqu'un jouait de la guitare. De temps à autre il chantait un couplet. »

**GILLES LAPOUGE**, dans *Equinoxiales*, revient à de nombreuses reprises et martèlement, sur les rapports étranges — complexe amoureux — que les Brésiliens entretiennent avec leur immense territoire :

« Le Brésil est peuplé de nomades : il en contient des luxueux et des érudits, des glorieux et des modestes, mais tous des nomades. Les plantations de café sont vagabondes. Elles expérimentent sans trêve de nouveaux territoires. Ce pays est un déménagement à perpétuité. »

« Le péril est qu'on ne se méfie guère. Le Brésil est si gros, si massif qu'on croit qu'il est paralysé quand il a la danse de Saint-Guy. Il fait ses coups en douce. Une seconde de distraction et il en profite pour tout chambouler. Vous tournez la tête, il n'est plus le même. Un désert s'est changé en rizière. Une montagne s'ouvre, une mine de fer apparaît, dix usines se mettent à tourner. Une forêt s'est noyée dans du sable. Une ville étrange, qui s'appelle Paragominas ou Imperatriz, étale ses livres-services et ses dormito-

rios à la place d'un *Nou-dit*, alors qu'à cent kilomètres de là une autre cité, en laquelle vous aviez toute confiance, sous fausse compagnie, se dégage comme un dessin dans de l'eau. »

« Plus loin :

« Les Brésiliens n'aiment pas beaucoup la nature. C'est peut-être qu'il y en a trop, de nature, dans ce pays-là, et qu'ils en sont saturés. Dès qu'ils en voient un bout, ils la brûlent, le démantèlent ou le démantent, ce qui leur permet aujourd'hui de posséder un pays privé de la moitié de ses forêts. »

« Ce pays se tourne le dos. Il n'est que devanture. Vous abordez ses rivières et d'est sublime. De Rio à Manaus, vous n'avez jamais contemplé paysage plus luxuriant et beau à déveller. Vous avez tout sous la main pour un âge d'or : des pluies, des vents salés, les repes et les délices de l'océan, des coraux, des nuages, un tas de soleil, oui, mais tout cela est maquillage et couche de faté pour dissimuler les couleurs livides et la détresse. C'est pourquoi les étrangers connaissent si peu le Brésil et l'aiment si mal : ils n'en aperçoivent que le décor, les poignées de cloche et les colifichets. Rio et Brasília, alors qu'il suffit, de s'enfoncer tout droit de cinquante, de cent kilomètres, pour que les décors s'effritent et se démontent, pour que se déploie la scène véritable. Elle est formidable. Un théâtre pour des dieux. Un grand pays de songes et d'écraie, un Brésil égaré et qui délire. »

Et cette remarque un peu cruelle :

« L'histoire du Brésil est une querelle avec sa géographie. Voici un pays dont la civilisation se confond avec la destruction de ce qu'il fut. Dont le progrès ne fut qu'un long, immense et raisonné démantèlement de toute sa nature. J'ai eu entre les mains des gravures que le naturaliste allemand Martius a faites, au siècle dernier, des berges du rio Sao Francisco. L'exubérance et la splendeur en

même temps ; le bonheur des choses et leur malin, en Eden. J'ai retrouvé les mêmes lieux. Il y règne la poussière. Tout le Nordeste a été dépeuplé. Et maintenant que cette affaire est réglée, en route vers l'Amazonie. »

« Le Brésil est le pays du futur. Il y a cinquante ans, Stefan Zweig a trouvé cette formule. Elle a fait fortune. Le Brésil la répète à perpétuité. Pas un homme politique qui ne le tisonne de temps en temps, à tout hasard, dans l'espoir de lui arracher quelques étincelles... Il faut prendre la formule de Stefan Zweig à la lettre. Le Brésil est un pays anarchique. C'est son caractère. Il est son propre futur. Il est une terre de l'an 3000. Il est demain. Il consomme aujourd'hui le pain de ses petits-enfants, de ses arrière-petits-enfants. »

**DANS son « Petite Planète »**, Charles Vanhache exalte à rendre compte des contrastes de ce pays bigarré. Voici la Selva, la forêt amazonienne, un grand choc :

« A première vue, elle n'est qu'anarchie. Mais les connaisseurs disent que non : elle a son ordre, sa hiérarchie. Trois forêts au moins se superposent. Celle des arbres dominants, qui couvrent toute la lumière, et celle des dominés, parus de la photo-synthèse, qui dérivent à leur tour de leur ombre la bataille, à ras de terre, des jeunes plantes en lutte contre le manque d'espace et de soleil... On imagine des bonds, des élans, une sorte d'élasticité permanente, de danger aux aguets et tapi dans le noir. Erreur ! Il y a bien des jaguars, des pumas mais ils se font rares. Les tatous, les tapirs, les tortues, en revanche abondent. Serpents (il y en a deux cents sortes), plantes (trois mille espèces), grandes colonnes du temple (il y a huit cents essences d'arbres) : tel est le domaine amazonien. »

Après ce « chant général » sur un monde primitif et inquiétant, voici Brasília, quintessence de la rationalité urbaine :

« Une citadelle dans le désert. Sur la steppe rouge du Planalto central, où les arbres ne poussent qu'à contrecoeur, Brasília est une ville retranchée, une capitale solitaire, loin, très loin du Brésil utile, du pays réel. Bâtie par les disciples de Le Corbusier, elle a été soumise à la rigueur, à la raideur calculées du vieux maître, pas du tout dépayés sur ces terres hautes et sèches, où l'air plus rare, plus d'ore dans la bouche, suggère la discipline des remparts. »

**QUELQUES** mots suffisent à Don Pedro Casaldaliga, évêque de Sao Felix de Aragoia, dans le litoral Mato Grosso, un des défenseurs des Indiens et des paysans sans terres, poète à ses heures de solitude, pour camper dans *Fleuve libre*, ô mon peuple. Une atmosphère des premiers jours du monde :

« Nous étions trois cavaliers, trois chapeaux de paille trempés ; et un mulet brun et deux chevaux blancs. Tout au-devant de nous allait le héron blanc, comme Bonne nouvelle à ras d'herbe et de sabots... »

« Ou la violence de la nature, comme dans cette Tempête sur le fleuve :

« Disparaît toute grâce. Le fleuve pénètre la terre ; la forêt pénètre le fleuve. Le ciel est comme fleuve retourné sur le ventre, et le fleuve est comme mer. L'eau se rue, trouble, bourbe, fouaillée par la pluie. »

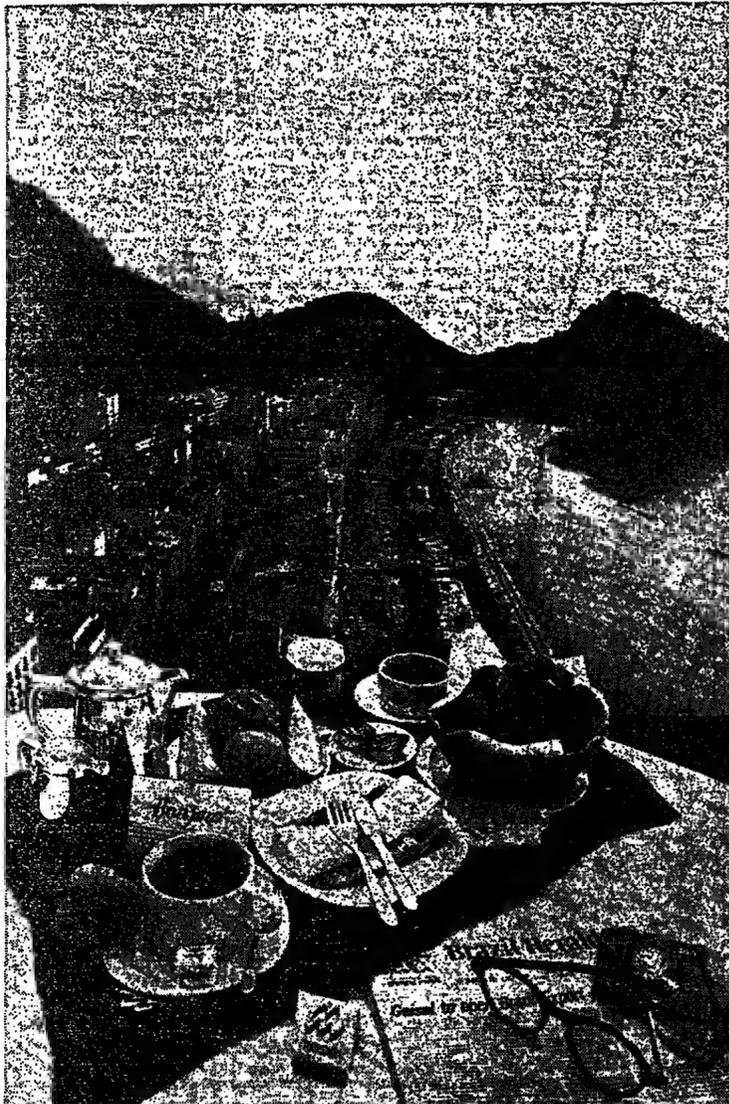
**ROGER BASTIDE**, lui, était sociologue. Mais c'est aussi un poète qu'il a vu, en 1944, le nord-est du Brésil. Le manuscrit où il avait consigné ses notes de voyage s'est perdu. Charles Beylier a donc entrepris de retraduire, du portugais en français, cet ouvrage, récemment publié par les jeunes éditions Pandora sous le titre *Images du nord-est mystique en noir et blanc*. Sur Bahia :

« Les voliers se balancent mollement sur l'eau noire du port. Les mâts se tordent, arborescences de réminiscences des forêts tropicales, plus que véritables mâts. On est presque surpris de ne pas voir pousser sur eux des feuilles. Couchés sur le pont, quelques marins, les yeux entrouverts, s'endorment, se nourrissent du bleu qui les entoure, transportant tout l'azur du ciel dans leurs yeux nostalgiques. Leurs barques ont des noms de femmes ou de saints, car ils ne savent plus s'ils aiment les saints d'un amour charnel ou s'ils éprouvent un amour spirituel pour leurs femmes. Les vagues amonies jouent avec les arceaux qui ont plissé des lourds charnements de fruits, laissant sur la mer sombre des taches rouges et dorées. L'homme a lutté contre l'eau ; il a gagné quelques hectares de tous les bords, des banques, des commerces, des immeubles pour les bureaux, une cité moderne qui s'agite pendant le jour et meurt dès que la nuit descend. Mais là-haut, sur la montagne, se trouve la Cité mystique, la Bahia de tous les saints et de tous les orixas » (1).

« Tout au long du littoral, des églises constituent la transition mystique entre la ville haute et l'océan, domaine des pêcheurs et des marins. Eglises offertes aux salutations des neiges, aux débauchures de l'écumine et du vent salé. Eglises qui égrenent le son de leurs cloches chrétiennes vers les lointains navires pour leur rappeler sur eux. Eglises qui prétendent exorciser de leurs ombres et de leurs croix les monstres des profondeurs, les séductions de Iemanjá (1), tout le félicite caché sous les algues visqueuses et qui continue à chanter dans les cavités des coquillages que la marée arache et lance sur le rivage. »

(1) Divinité du Candomblé, culte brésilien d'origine africain. Iemanjá est la déesse de la mer.

Ce supplément a été réalisé par Jean-Pierre CLERC.



## RIO, BAHIA, AUX MERIDIEN DU BRESIL, POUR DIRE BONJOUR ON DIT BONJOUR.

Réveillez à Rio ou à Bahia, au Meridien. Et quand on vous apportera votre petit déjeuner, vous comprendrez pourquoi nous vous disons Bonjour en français, pourquoi les fleurs, pourquoi les croissants...

Parce que à Rio ou à Bahia, comme dans tous les Meridien du monde, vous êtes dans un hôtel français. Un hôtel de classe internationale, avec ce quelque chose en plus que seul un hôtel français peut vous offrir :

vous sentir chez vous quand vous êtes ailleurs.

Un hôtel Meridien vous accueillera à : Paris, Tours, Lyon, Nice, Guadeloupe, Réunion, Tunis, Monastir, Mohammedia, Martinique, Dakar, Ile Maurice, Khartoum, Montréail, Rio, Bahia, Damas, Le Caire.

Ouvertures : Abu-Dhabi, Sharjah, Djeddah.

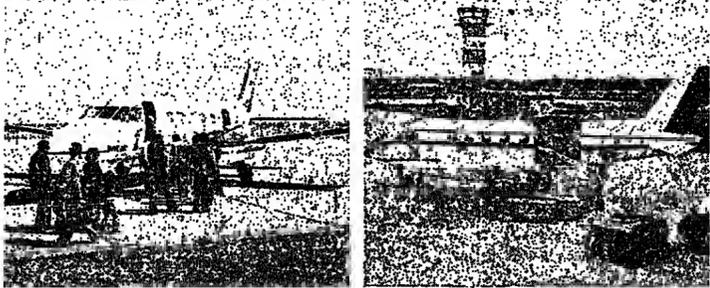
Seront ouverts prochainement : Alep, Palmyre, Lattaquié, Athènes, Varsovie, Koweït.



Renseignements et réservation auprès de votre agent de voyages ou agence Air France.

صحة من الاصل

## Le Bandeirante revêt un uniforme différent pour chaque emploi:



Le transport de passagers

Le transport de fret

Si vous désirez un commutateur, le EMB 110 P2 répond tout à fait à vos besoins: son confort et ses deux portes d'accès avec escalier intégré permettent d'embarquer ou de débarquer les passagers et leurs bagages simultanément, d'où une diminution sensible du temps d'escale.

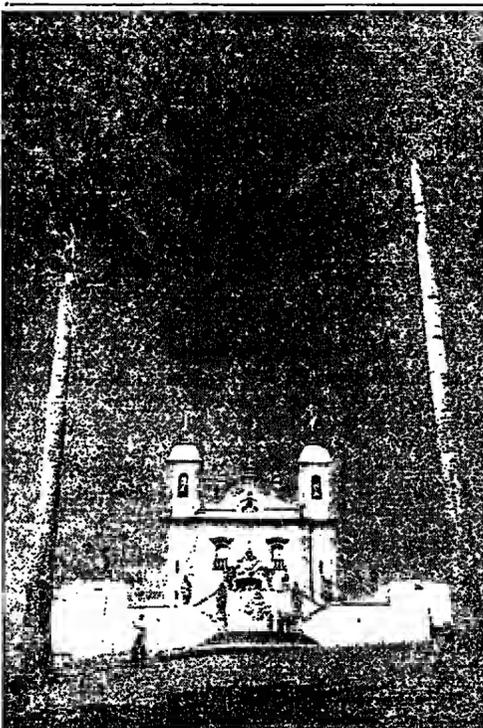
Mais si vous voulez un avion qui transporte à la fois passagers et marchandises, la version PI du Bandeirante est spécialement conçue pour ce double usage. Avec sa porte avant à escalier intégré et sa grande porte cargo à l'arrière, il permet d'installer ses passagers confortablement et de manipuler séparément le fret avec la plus grande facilité.

Mais le Bandeirante a bien d'autres qualités: il est économique et performant. Il est équipé de turbopropulseurs Pratt et Whitney dont la fiabilité n'est plus à démontrer. Enfin cet avion a été conçu pour une utilisation intensive dans les conditions les plus difficiles.

Considérez l'aspect économique du Bandeirante et vous comprendrez pourquoi il est en train de devenir le commutateur qui a le plus de succès sur le marché international.



Embraer, qui construit le Bandeirante, sera présent pour les 'Journées de l'Aviation' d'Albi (Côte d'Azur) les 26, 27 et 28 octobre 1973.



Congonhas do Campo... Une petite ville de province, qui date du siècle d'or et où l'on trouve la plupart des oeuvres d'Aleijadinho, le grand sculpteur du baroque brésilien. Brasília... Capitale de l'architecture de l'avenir. Elle est la principale réalisation de Niemeyer, l'un des architectes contemporains les plus renommés. EMBRATUR, l'Office National Brésilien du Tourisme, renseigne les Agences de Voyages françaises sur tout ce qu'elles doivent savoir sur les hôtels et les circuits de visite des villes brésiliennes les plus caractéristiques. Venez vite découvrir ce Brésil historique et moderne: il vous attend. Renseignez-vous auprès de votre Agence de Voyages habituelle.

Entre Congonhas do Campo et Brasília: une heure de vol et trois cents ans d'histoire...

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE



Praca Mauá, 7 - 10ème étage. Tel.: (021) 253-8282 - Telex: (021) 21066 - 20000 - Rio de Janeiro - Brésil.

## UN CONTINENT

### CINQ RÉGIONS

Le Brésil est, à soi seul, un continent. Truisme, mais porteur de vérité. Avec ses 8,5 millions de kilomètres carrés (dix-sept fois la France), ce pays occupe presque la moitié de la superficie de l'Amérique du Sud. Seuls l'Union soviétique, le Canada, la Chine et les États-Unis le surclassent par leurs dimensions.

Il est traditionnel de distinguer cinq grandes régions dans cet immense Brésil. Le Nord est, pour l'essentiel, le domaine amazonien: sept fois la France, plus de 40% de la superficie du pays. Un fleuve énorme et la plus grande forêt de planète. Des richesses dormantes, dans le sous-sol (du fer, de la bauxite, du manganèse, de l'uranium), un potentiel hydroélectrique énorme, mais éloigné des grands centres de consommation. Moins d'un habitant au kilomètre carré. Un drame: l'éthnocide, parfois brutal, le plus souvent « en douceur », exercé à l'encontre des Indiens au fur et à mesure de l'avance du front pionnier. Une réserve de mythes et de rêve pour le pays (1).

Le Nordeste, c'est l'ancien cœur du Brésil, la terre la plus chargée d'histoire, cœur de cette civilisation du sucre, décrite par Gilberto Freyre. Depuis que cette dernière a perdu sa prééminence économique, le Nordeste se cherche, un destin: agricole? Industriel? (2). Il englobe le tristement fameux « polygone de la famine ». Un réservoir de main-d'œuvre pour le pays « moderne ». Sa métropole, Recife, est la quatrième ville du pays. Le Nordeste est le principal fournisseur de pétrole et d'événements contestataires.

Le Centre-Ouest, zones immenses et vagues, éloignées de tout, aujourd'hui en proie à une lutte farouche pour la possession de terres au statut mal fixé: une sorte de Far-West, où l'Église est parfois amenée à jouer le rôle de médiateur — c'est en moins... Régions vagues du Mato Grosso et du Goiás, inclinées au nord, vers la gouttière amazonienne, et progressivement reliées au sud, aux grands centres industriels du pays. Peu d'hommes, beaucoup de bétail. Et, dans le sous-sol, un Eldorado.

Le Sud-Est, c'est le pôle industriel et urbain du pays. Les États-Unis, il y a São Paulo, la métropole de l'Amérique du Sud, et sa région, « locomotive économique » du pays, dont le café a, ce n'est pas qu'une image, alimenté la chaudière; il y a Belo Horizonte, troisième ville du Brésil, capitale d'un Minas-Gerais qui a connu la fièvre de l'or et l'immense, lui aussi, dynamisme; et Rio-de-Janeiro, grande et belle ville, mais peu à peu dépouillée de ses attributs et de ses fonctions politiques de capitale, à la recherche d'un nouveau souffle.

Le Sud (Paraná, Santa-Catarina, Rio-Grande-do-Sul), c'est le Brésil tempéré, européen d'allure, hésitant parfois entre l'Italie et l'Allemagne. La seule partie du pays où il y ait un hiver. Et de vrais paysans cultivant leur propre terre. Pays des gaúchos, déjà inclinés vers la pampa argentine. — J.-P. C.

(1) Il comprend les États de Pará, d'Amazonas et d'Acre, et les territoires d'Amapa, Roraima et Rondônia.  
(2) Le Nordeste comprend neuf États: Maranhão, Piauí, Ceará, Rio-Grande-Norte, Pernambuco, Alagoas, Paraíba, Sergipe et Bahia.

## SAO-PAULO

A 7 heures du matin, la ville est au travail. Les rues grouillent. Elles grésillent, elles ronflent. Sao-Paulo n'est pas une ville. Sao-Paulo est une turbine dans laquelle des millions de mécaniciens se démenent comme des diables. L'air tremble. On est dans la soute d'un navire. On chauffe les machines. Le départ ne va pas tarder maintenant, c'est une ville de grand large...

Je commence à comprendre que Sao-Paulo est une banlieue. Elle ressemble aux abords du château de Ka/ka. Tu marcherais des semaines dans toutes ces rues, tu consulerais dix mille guides et des plans, tu demanderais ton chemin à tout le monde et jamais tu n'entrerais dans la ville. Alors, cette ville, c'est émeraude, où est-elle? Tu es réduit à l'imaginer, et quelle ville alors, pour avoir droit à une banquette pareille!

GILLES LAPOUGE (Equinoxiales.)

NOUVEES dans les jardins et les massifs d'azalées roses, les somptueuses villas des hauteurs de Morumbi dominent Sao-Paulo. Quelques mètres plus bas sur les collines s'accrochent les fragiles et misérables bidonvilles. Contraste habituel sous ces tropiques.

Métropole démentielle, enfer de béton et d'acier qui ne cesse de croître et de s'étendre, le grand Sao-Paulo bat tous les records sud-américains: douze millions d'habitants; une agglomération qui s'accroît chaque année de la population d'une ville comme Bordeaux; un habitant de plus par minute; trente-cinq mille industries; 45% du produit national brut du Brésil.

C'est la « locomotive » économique du pays, une « locomotive obligée », y dit-on couramment, de « trainer vingt et un wagons vides », les vingt et un autres États de la fédération. C'est elle, aussi, qui donne le ton en politique, Sao-Paulo la rebelle, capitale d'un État qui a pour devise « je ne suis pas conduit, je conduis ». On se souvient encore ici que, dans un sursaut conservateur, elle s'était,

en 1932, soulevée contre le pouvoir central de Getulio Vargas. C'est d'ici, à nouveau, que s'est levé, à la fin de 1976, le vent de la fronde qui soufflé aujourd'hui sur tout le pays. Ce sont les industriels qui avaient donné le signal, en protestant contre un dirigisme étatique étroit qui les asphyxialit. Depuis lors...

Depuis lors des grèves ont éclaté, cette année, chez Ford, Volkswagen et autres multinationales installées dans la grande banlieue de l'A.B.C.D. (Santo-André, São-Bernardo, São-Caetano, Diadema). Plus de cent mille métallurgistes, défiant une législation très en retard par rapport à l'explosion industrielle pauliste, ont cessé le travail. Ce fut le plus important mouvement revendicatif depuis la révolution militaire de 1964. Alerne pour Brasília: une nouvelle génération de militants a émergé à Sao-Paulo, jadis terre d'exil des anarchistes italiens. Ils réclament la légalisation du droit de grève, la liberté de négociation des salaires avec les patrons, et dénoncent les syndicalistes de la vieille école comme « valets du régime ».

### « Il est beaucoup plus politique que moi »

Mais c'est sans doute l'Église catholique de Sao-Paulo et son archevêque, le cardinal Dom Paulo Evaristo Arns, qui agacent le plus le pouvoir. Dom Paulo a été un des soutiens les plus actifs du mouvement Côté de la vie, déclenché au début de l'année par des mères de famille en signe de protestation contre l'érosion du pouvoir d'achat, et qui a réuni près d'un million trois cent mille signatures. « Nous avons les mêmes préoccupations sociales, mais il est beaucoup plus habile, beaucoup plus politique que moi », a dit de lui Dom Helder Camara. Inlassablement, il dénonce les atteintes aux droits de l'homme et envoie au chef de l'État les pétitions réclamant la libération de prisonniers politiques. Il a récemment confié que, lorsqu'un cas de torture à Sao-Paulo était signalé par la presse, il téléphonait systématiquement au commandant de la deuxième armée pour s'en entretenir. C'est également à Sao-Paulo que s'est produite, cette année, la

première manifestation publique de gens de couleur depuis la dissolution du Front noir par le dictateur Getulio Vargas.

Dans ce pays où le football est roi, on a même entendu, en juin dernier, des intellectuels paulistes — révoqués par le matraquage publicitaire et l'abrutissement suscités en cette année de campagne présidentielle par le championnat du monde — oser parler pour la déroute de la sélection brésilienne.

« A Rio, on s'amuse, à Sao-Paulo, on travaille », dit fréquemment le pauliste. C'est, déclare un haut fonctionnaire de la cité, une profligatops — une ville où l'objectif des habitants est le profit, non le bien-être. La formule frise le cynisme, car la plupart des paulistes n'atteignent ni au premier ni au second.

Monstre indomptable qui étend ses tentacules chaque jour un peu plus loin et un peu plus vite, ville en perpétuel raffolage, Sao Paulo donne le vertige. Gratte-ciel, cheminées d'usines, auto-

# TAP

## LE BRÉSIL

**Le Brésil... raison de plus de choisir TAP,** seule compagnie Européenne à vous offrir des vols directs (par Lisbonne) sur quatre destinations: Recife, Salvador da Bahia, Rio de Janeiro, São Paulo.

Depuis l'an 1500, les navigateurs portugais sillonnent les routes de l'Atlantique Sud. Tradition et expérience de la ligne du Brésil.

Europe, Afrique, Amérique du Nord, Amérique du Sud, avec TAP.

**Transports Aériens Portugais**  
Paris: 8, rue Scribe, Tél.: Réservations 266.67.80, Comptoir 266.69.00.  
Lyon: 93, rue du Président Edouard-Herriot, Tél.: 37.83.07.

صحة من الامم

SAO PAULO

La ville est au...

rendre que Sao-Paulo...

en 1932, soulève...

plus politique que...

En quatre ans, le nombre de mètres carrés en espaces verts par habitant dans la municipalité de Sao-Paulo est passé de 1,10 à 3...

UN CONTINENT

LA REBELLE

routes, bidonvilles, bretelles d'accès, pavillons jaunes, mauves, roses, noirs, horribles, sans style, voies surélevées, chantiers abandonnés, rivières transformées en égouts : tout cela se succède à perte de vue, dans la plus complète anarchie. Une anarchie dont l'aspect surréaliste fait que beaucoup la trouve belle.

Dans le centre, on « voit » l'air qu'on respire ! Quotidiennement, la presse signale le degré de pollution de la ville et les prévisions du jour : « alarmant », « acceptable », « mauvais », « insupportable ». Dans les cas graves, la municipalité lance par radio des appels aux automobilistes pour qu'ils laissent leurs véhicules à la périphérie. Les vendeurs de collyres et de strops contre la toux font fortune. Le coupable, souvent dénoncé, c'est l'invasion thermique : la formation, par des combinaisons d'air froid et d'air chaud, d'une calotte qui empêche la dispersion de l'oxyde de carbone.

Il est vrai que Sao-Paulo présente d'autres inconvénients. La vitesse moyenne de la circulation automobile est de 25 kilomètres-heure lors des pointes ! Durée de moyenne de trajet pour aller et revenir du travail : trois heures et demie !

Sao-Paulo continue, pourtant, d'être une terre d'accueil — million aux allures des migrants du Nordeste chassés par la misère. Les passagers (gringos) s'accrochent, paraît-il, de substantiels profits. Anciens Nordestinos ayant réussi, ils retournent régulièrement à la terre natale. Ils font miroiter dans le sertão les attraits de Sao-Paulo. Là-bas, c'est la révélation. Puis le départ. Après plusieurs jours de route, autobus et camions bondés débarrassent cette main-d'œuvre analphabète dans l'entier industriel. Elle est « vendue » sur la place publique aux employeurs venus l'attendre dans le quartier de Brás.

Depuis le « boom » du café à la fin du dix-neuvième siècle, Sao-Paulo n'a d'ailleurs jamais cessé d'être le terminus de grands courants de migrations, italiens, japonais, syro-libanais. « Sao-Paulo est la ville qui s'accroît au rythme le plus rapide du monde », assurait un de ses anciens maîtres. « Sao-Paulo doit s'arrêter », a rétorqué son successeur. Les autorités multiplient investissements et efforts pour tenter de contrôler la croissance et de la rendre moins inhumaine.

Des sommes fabuleuses ont été récemment débloquées pour amplifier le réseau de tout-à-l'égout : 70 % des logements n'y sont pas encore reliés. Parmi les droits de l'homme figure le « droit au tout-à-l'égout », a déclaré un jour le président Ernesto Geisel.

En quatre ans, le nombre de mètres carrés en espaces verts par habitant dans la municipalité de Sao-Paulo est passé de 1,10 à 3 — bien loin, pourtant, des 12 recommandés par les urbanistes. Des projets sont, par ailleurs, à



l'étude pour contenir, la concentration anarchique d'industries le long de la vallée du Paraíba, entre Sao-Paulo et Rio-de-Janeiro. L'éventualité de voir naître, au long de cet axe de 400 kilomètres un complexe industriel comparable à celui de la Ruhr commence à hanter les services de planification.

M. Paulo Sallim Maluf, qui doit prendre en mars prochain ses fonctions de nouveau gouverneur de l'Etat, a annoncé son intention de déménager le siège du gouvernement hors de Sao-Paulo. Cette opération, officiellement destinée à décongestionner

la ville ne serait, croit-on, qu'une habile manœuvre politique en vue des élections législatives de novembre prochain. Les pronostics prévalent, en effet, une déroute du parti gouvernemental Arena dans l'Etat de Sao-Paulo. Sans doute M. Maluf espère-t-il ainsi renverser la tendance, du moins dans les villes qui caressent l'ambition d'abriter la future capitale. Nombreux sont les habitants de Sao-Paulo qui ont accueilli la nouvelle par un gros éclat de rire, suggérant à M. Maluf de réexaminer le coût d'une telle opération.

JACQUES MAGNIN.

banespa

BANCO DO ESTADO DE SAO PAULO - BANESPA

Siège Social : Praça Antonio Prado n° 6 SAO-PAULO - BRÉSIL

La BANCO DO ESTADO DE SAO PAULO

est une banque nationale autant qu'internationale

C'est le premier établissement bancaire de l'Etat de Sao-Paulo se situant parmi les plus importants du Brésil avec 400 agences réparties sur l'ensemble de la République Fédérale du Brésil.

La Banco do Estado de Sao-Paulo est présente dans le monde entier, notamment à New-York, Londres, Tokyo, Paris, Los Angeles, Asuncion, Grand-Cayman, Santiago.

Des bureaux de représentation existent également à Francfort, Madrid, Beyrouth. D'autres agences et bureaux sont en cours d'installation à Buenos-Aires, Lagos, Amsterdam, La Paz, Toronto, Caracas, Mexico, Houston, San Francisco, Miami, Singapour.

Dans sa nouvelle agence de Paris, la Banco do Estado de Sao Paulo - BANESPA - sera à votre disposition, en vous offrant les services d'une banque internationale.

BANCO DO ESTADO DE SAO PAULO - BANESPA

vous apportera les avantages d'une grande banque brésilienne opérant en France et à l'étranger.

ADRESSE : 27/29, rue Chateaubriand 75008 PARIS

TELEPHONE : 225-77-50

TELEX : BESP 641.077 F - BESP. 290.586 F

DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LA FRANCE :

Manoel Adonay Dos Santos PERALTA.

AU BRÉSIL AUSSI LES AGF VOUS AIDENT... BRASIL COMPANHIA DE SEGUROS GERAI

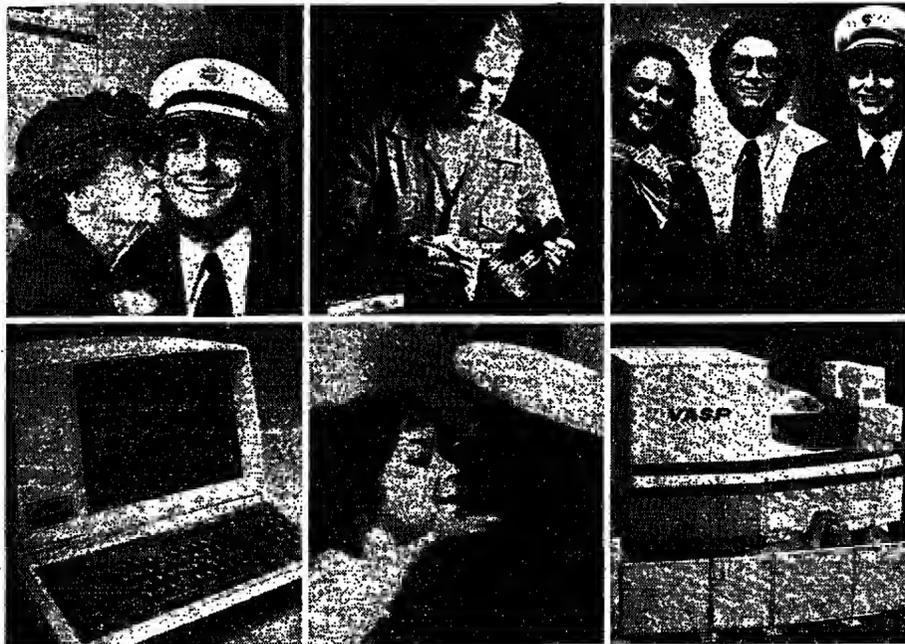
Saviez-vous que les A.G.F. ont au Brésil une importante filiale qui met ses 1.000 collaborateurs à votre service ?



La technologie n'est pas tout dans la vie de l'homme.

Notre personnel Vasp fait confiance à la technologie et croit qu'elle doit exister en fonction de l'homme, en l'aidant à simplifier sa vie, raccourcir les distances et rendre les choses pratiques plus agréables. Or, dans tout cela, il existe un point absolument essentiel: la chaleur humaine.

Telle est justement la philosophie de la Vasp: offrir le maximum de technologie avec une forte dose de chaleur humaine. Ce sont ces éléments que vous rencontrerez dans chaque personne qui travaille chez nous. Depuis la jeune fille qui est chargée des réservations de billets



par ordinateur, jusqu'au commandant et aux stewards qui s'occupent de vous à bord des Super Boeing 737, ou des Boeing Super 200 - l'avion à réaction le plus moderne au Brésil.

Ainsi, lorsque vous viendrez au Brésil, adressez-vous au personnel Vasp. Et venez découvrir comment technologie et chaleur humaine peuvent vivre ensemble.

VASP Brazilian Airlines

120 Avenue des Champs-Élysées 75008 - Paris Téléphone: 225.39.10 et 225.39.11 Telex: 650-605 (SITA CODE) PARSDVP

UN CONTINENT

L'AMAZONIE : du grandiose au possible

De plus en plus de Brésiliens, d'Européens et de Nord-Américains fortunés vont faire une croisière sur le fleuve Amazonie. Les Français profitent de l'escalade d'Air France à Manaus pour découvrir la forêt équatoriale. L'Amazonie terre de tourisme ? A-t-elle tant changé ? L'Amazonie légale — cet espace à l'intérieur duquel l'Etat brésilien applique une forme de politique volontaire — couvre plus de la moitié de la superficie du territoire national. Mais elle n'est habitée, au plus, que par 7 % de la population. Ce désert humain ne contribue que pour une faible part au revenu national.

Il est d'usage d'attribuer aux conditions naturelles la responsabilité du retard amazonien : le milieu équatorial avec sa chaleur, ses pluies, ses sols médiocres, sa fragile forêt dense, le risque annuel des inondations dans une plaine infinie, le cortège de germes pathogènes inhérent à un tel environnement — autant de causes généralement avancées pour expliquer la précarité de la condition humaine dans ces parages.

Or, si, avec Pierre Gourou, on compare le « bilan » amazonien à celui d'ensembles régionaux analogues — au bassin congolais par exemple — on voit qu'il n'est pas défavorable. Pour des raisons évidentes de sécurité et de commodité, les Portugais s'installèrent sur les levées latérales du fleuve ou des affluents, les « varzeas », qui ne sont entièrement submergées que lors de crues catastrophiques. La vie de relation s'est organisée en fonction de la navigation, avec la ramification inextricable des voies fluviales. Les découvreurs n'ont donc guère connu que le domaine aquatique et la plaine alluviale. En fait, ils n'ont occupé qu'une faible partie de l'espace.

En réalité, l'Amazonie est, pour l'essentiel, continentale, et la terra firme est un domaine de collines et de hauts plateaux. A la différence d'autres contrées dont les milieux naturels sont analogues, l'Amazonie n'a jamais vu naître une authentique civilisation rurale. Ses premiers habitants, les Indiens, avaient su, comme ailleurs, pratiquer une culture sur brûlis ingénieuse, mais eux surfaces et aux rendements limités. Ils vivaient davantage de la cueillette, de la chasse et de la pêche. L'arrivée des découvreurs mit en marche un inexorable processus de destruction des Indiens : ethnocide qui dure depuis le seizième siècle et touche, aujourd'hui, à son triste terme. Les gouvernements de Lisbonne, puis de Rio, n'ont pas eu une politique de peuplement continue et raisonnée.

Entre 1880 et 1912, le monde amazonien a connu la fièvre du caoutchouc. Le fameux théâtre

de Manaus témoigne de la richesse des bourgeois commerçants des villes. La fin du cycle de l'hévéa (1) laissa une population accrue par l'immigration de Portugais et de gens venus de l'Etat du Ceará. Tous étaient dans un état lamentable. Les grandes villes, Belém et Manaus avaient été embellies. Leurs élites, souvent raffinées, avaient pris le goût du gain facile, sans acquiescer celui de l'initiative. Au milieu du vingtième siècle, et en dépit de l'aviation, l'Amazonie jointaine restait dans l'isolement. Au Brésil comme ailleurs, l'image « enfer vert » s'était substituée aux rêves de l'El Dorado. Si des écrivains brésiliens, comme Euclydes da Cunha, se complaisaient parfois à décrire la majesté de ses paysages, évoquant ses potentialités naturelles, les citadins de Rio, São-Paulo ou Belo-Horizonte avaient d'autres soucis que d'éveiller l'Amazonie.

Les militaires, devenus les maîtres de l'Etat en 1964, découvrirent et exploitèrent le thème. De 1964 à 1970 furent définis les programmes d'action, mis en place des organismes spécialisés et déclenchés des opérations. La préoccupation amazonienne est, du reste, une constante au Brésil — depuis la colonie jusqu'à Getulio Vargas, en passant par l'empire et les débuts de la République. Le souci primordial avait d'abord été de pousser le plus loin possible le domaine lusitanien et de contenir celui des Espagnols. Ensuite ce fut, avec le diplomate du baron de Rio Branco, au début de ce siècle, l'extension des frontières sur les marges des Guyanes et l'acquisition du territoire de l'Acre aux dépens de la Bolivie, en plein boom du caoutchouc. Pourtant, en même temps, la pénétration étrangère s'affirmait avec l'internationalisation de la navigation amazonienne, la place prise par les Anglais dans les transports fluviaux, et le contrôle du commerce extérieur opéré par les maisons étrangères — d'où le désir d'affirmer la souveraineté nationale.

En 1950, à Manaus, le président Vargas avait proclamé l'urgence d'intégrer l'Amazonie à la communauté nationale. La fondation de Brasilia par Juscelino Kubitschek, sa décision d'ouvrir une route sud-nord depuis la nouvelle capitale fédérale jusqu'à Belém, repondaient au même dessein. « Intégrar para não entregar » (Intégrer pour ne pas abandonner) devint le grand slogan national. L'acquisition d'énormes terrains par des particuliers et par des sociétés nord-américaines avait éveillé la sensibilité populaire. Les théories géo-politiques du général Golbery do Couto e Silva — reprenant des thèmes jadis cultivés en Allemagne — confèrent à l'espace amazonien une valeur nouvelle. La « sécurité



« nationale », pièce maîtresse de l'idéologie de régime, voulait que soit mis fin à l'isolement du nord du pays. Il ne s'agissait pas seulement de garantir des frontières loquues et vides d'hommes, mais de mieux occuper l'ensemble amazonien, en augmentant son peuplement et en activant la mise en valeur de ses potentialités naturelles. A partir de 1970, avec la présidence du général Médici, une nouvelle grande idée se fit jour : une puissante migration vers l'Amazonie soulagerait de leur trop-plein démographique les Etats du Nordeste, ainsi que ceux du Sud. Une sécheresse catastrophique avait accru la misère des Nordestinos, auxquels, à défaut d'une réforme agraire, on proposait des terres dans la grande forêt du Parana, dans le Rio-Grande-do-Sul, et même à São-Paulo, la mécanisation de l'agriculture, le recul du café et la concentration foncière rejetaient vers des métropoles déjà démesurées des ouvriers agricoles et des petits propriétaires, qui pourraient mieux trouver leur salut dans la colonisation amazonienne. Facteurs événementiels, aspirations idéologiques et traditions diplomatiques : tout conspirait à faire de l'Amazonie le nouvel Eden.

A défaut de pouvoir dresser un bilan, hasardeux, de ces plans, on peut indiquer quelques-uns des changements, réels ou apparents, qu'ils ont introduits en Amazonie. Ce qui saute aux yeux, pour qui regarde une carte, c'est la construction des routes : percée

avec des résultats inégaux. A son actif, l'encouragement aux plantations arborescentes (cacao, café, hévéas) et à la canne à sucre. Moins heureux fut le manque de dispositions prises pour en assurer sérieusement la commercialisation.

Les critiques ont été nombreuses et pas tellement différentes de celles exprimées, cent ans plus tôt, à l'époque du café. L'intervention de l'Etat heurte toujours les traditions et les intérêts des fazendeiros. On a dénoncé l'archaïsme technique de la petite colonisation. On lui a reproché d'accaparer la terre et l'aide gouvernementale pour les cultures vivrières au détriment de l'élevage — qui aurait pu être si fructueux pour la balance commerciale. Comme les promoteurs de l'opération avaient hâte de présenter à l'opinion des résultats spectaculaires, ils délaissèrent l'INCRA et cédèrent aux pressions des groupes privés, Fazendeiros du Brésil central, industriels et banquiers des grands centres économiques, sociétés brésiliennes, étrangères et multinationales furent saisies d'une frénésie amazonienne.

Un développement par pôles

Les nouveaux propriétaires ont des représentants sur place et les conflits sont fréquents avec les petits colons déjà installés. Ceux-ci avaient défriché et commencé de cultiver une terre apparemment sans maître : ils savaient que l'usage était d'accorder au possesseur du sol (posseiro) la possibilité d'en devenir propriétaire. Les nouveaux arrivants leur laissent le choix : passer à leur service, mais avec quel salaire ! ou déguerpir. Ces affrontements sont classiques au Brésil. Ils se terminent souvent dans le sang. Parfois dans la guérilla.

Avec la présidence du général Geisel, il y a eu un net déclin de la colonisation officielle. Dorénavant, la stratégie amazonienne s'appuie sur une quinzaine de régions-pôles, réparties selon les possibilités du milieu naturel. La politique de mise en valeur

agro-pastorale liée à l'ouverture des routes s'est ainsi substituée une perspective de développement ponctuel. Chaque pôle a sa vocation : forestière, agricole, pastorale, mais aussi touristique, minière ou industrielle. Un exemple de pôle projeté est celui de la Serra dos Carajas. Riche de milliards de tonnes d'un excellent minerai de fer, il serait associé à une centrale hydro-électrique à construire sur le fleuve Tocantins, et à un pôle de métallurgie lourde installé sur l'Atlantique, près de São-Luis-do-Maranhão. Mais la crise du pétrole a calmé l'ardeur des investisseurs et retardé le démarrage des projets.

La population de l'Amazonie légale s'est sans doute accrue de deux millions d'habitants en dix ans — croissance naturelle et immigrations confondues. Les gains les plus forts se localisent dans les régions périphériques du Sud. Ils prolongent les tendances antérieures aux décisions politiques consécutives à 1964. Les villes, quelles que soient leurs dimensions, ont connu un développement remarquable : Belém dépasse le million d'habitants, et Manaus s'en approche. Cette croissance s'explique par le gonflement du secteur tertiaire, public et privé. Il est dû aussi à l'exode des paysans, chassés de leurs terres ou séduits par la publicité. Mais les besoins de main-d'œuvre des quelques industries nouvelles n'absorbent pas tous les immigrants. La création d'une zone franche à Manaus a surtout attiré des ateliers de montage employant une main-d'œuvre féminine.

La composition de la population a changé. On doit, hélas, considérer que le stock indien est en voie de disparition accélérée. Le milieu naturel amazonien sort-il gravement endommagé de ces dix frénétiques années ? On comprend l'inquiétude devant le pitoyable spectacle d'une forêt brûlée. On s'inquiète de savoir que, souvent, il n'y aura pas de repousse, et que les tristes pâturages font venir des bêtes médiocres. Mais, à l'échelle de l'Amazonie, les dégâts ne sont pas encore limités. L'avenir dépendra de la capacité des responsables à tirer les conclusions pratiques des progrès de la connaissance scientifique. Aux ambitions grandioses, le soul des lendemains devrait faire préférer des expériences modestes.

L'Amazonie, naguère à l'écart du pays, y a été pratiquement intégrée, économiquement et diplomatiquement. La sécurité des frontières est mieux assurée. En même temps, le Brésil a ébauché une collaboration avec ses voisins. Le traité de coopération amazonienne conclu l'été dernier sous l'égide de Brasilia est-il le point de départ pour un autre bond en avant ?

PIERRE MONBEIG, directeur de recherche au C.N.R.S.

(1) Due à l'exploitation d'hévéas produits en plantation notamment en Acre du Sud-Est (N.D.L.R.).

Advertisement for Banque de l'Indochine et de Suez (INDOSUEZ) and UNIBANCO. Includes contact information for Rio de Janeiro and Sao Paulo, and a list of branches in South America.

Advertisement for UNIBANCO featuring a large image of a document with a pen. Text includes 'Le premier mot qu'il faut connaître en brésilien.' and 'Bureau de représentation pour l'Europe : 242, rue de Rivoli - 75001 PARIS'.



A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les transports scolaires, le sport, le Larzac et les universités

Vendredi 6 octobre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont notamment été abordés :

La SNIAS

« Ne serait-il pas opportun pour la SNIAS, demandé M. AUTAIN (P.S., Loire-Atlantique), d'embaucher, afin de pouvoir répondre à la demande présente et à venir ? »

La pollution à Marseille

M. GAUDIN (U.D.F., Bouches-du-Rhône) insiste pour que soit exécutée rapidement une station d'épuration à Marseille et souhaite connaître la part que l'Etat entend prendre dans le financement de cette réalisation.

M. CAVAILLE, secrétaire d'Etat à l'environnement, lui répond : « Une première phase de la réalisation de la station coûterait 500 millions de francs. Je suis prêt à soumettre le projet que j'aurais proposé au conseil d'Etat et à l'examen d'un comité interministériel de la qualité de la vie afin de fixer l'échéancier et de répartir la charge du financement entre l'Etat, la région, l'établissement public régional, les collectivités locales intéressées et l'agence financière de bassin. »

Les transports scolaires

M. DELALANDE (R.P.R., Val-d'Oise) demande que soit rétablie la disposition antérieure selon laquelle tous les écoles ont droit à la carte de transport à tarif réduit, quel que soit l'établissement choisi par leurs parents.

M. BEULLAC, ministre de l'éducation rappelle que l'Etat n'accorde une aide au titre des transports qu'aux élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé dont le domicile est distant de plus de 3 kilomètres de l'établissement public le plus proche.

Si nous vous suivions, observe-t-il, il faudrait subventionner sans conditions les trajets des élèves de l'enseignement privé ; c'est impossible puisque l'aide attribuée aux familles des élèves de l'enseignement public n'est accordée que dans des conditions très strictes.

L'enseignement supérieur

Mme PRIVAT (P.C., Seine-Maritime) dénonce le décret du 20 septembre qui vise à son avis « au démantèlement de l'université ». En ce qui concerne l'université de Vincennes, elle résume ainsi la politique de Mme SAU-NIER-SEITTE : « Autoritarisme, austérité, mépris des enseignants ».

Le camp du Larzac

M. NUCCI (P.S., Isère) évoque les premiers arrêtés de cessibilité pris par le préfet de l'Aveyron pour deux communes du Larzac. Il y voit « un véritable coup de force envers les agriculteurs de cette région. L'objectif de la proposition n'est pas de permettre à l'Etat d'obtenir leur résignation ou bien souhaite-t-on que la récolte s'installe à nouveau dans cette région ? »

M. BOURGES, ministre de la défense, rappelle que l'Etat ne constitue ni un coup de force ni une provocation ; c'est la suite des bases de programmes administratifs. Sur 11 900 hectares, 5 900, soit 49 %, sont acquis. L'installation du camp ne va nullement perturber l'activité agricole. Les moutons pourront parfaitement se poursuivre. Les jours de manœuvres, les bœufs resteront, bien sûr, au bercail, mais tout le reste du troupeau sera déplacé.

Le statut de Mayotte

M. PONTAINE (non inscrit, la Réunion) s'élève contre les propos tenus en août dernier aux élections de la Réunion. Le projet de loi, précise-t-il, aurait déclaré : « Si les pouvoirs établis sous l'égide de la République, qui défendent les intérêts de la France, ont décidé de modifier le statut de Mayotte, ils ne renouent pas l'ensemble contentieux. »

Le sport à l'école

M. HAGE (P.C., Nord) appelle l'attention du ministre de l'éducation sur les conséquences « déplorables » du plan de relance de l'éducation physique et sportive à l'école. M. BISSON rétorque que le gouvernement est fermement décidé à appliquer les mesures qui ont été arrêtées. Concernant le sport scolaire, il précise que le gouvernement est prêt à payer sur crédits de vacances tous les enseignants qui assureraient l'animation de leur classe pendant leur absence.

Crise au sein des instances du parti socialiste du Rhône

De notre correspondant

Lyon. — Cinq des treize secrétaires fédéraux du parti socialiste du Rhône ont été « démissionnés » des instances dirigeantes par le premier secrétaire, M. Roland Bernard. Les cinq secrétaires ont été non seulement déchargés des secteurs dont ils occupaient, mais également de leurs responsabilités au sein de la commission exécutive. Ces exclusions de dirigeants, souvent anciens, n'ont pas semblé, à priori, de raisons purement politiques.

clairement leurs responsabilités. Quant aux heures supplémentaires, fait-il remarquer, elles ne sont ni une nouveauté ni une mesure discriminatoire contre les enseignants.

Pour M. NOIR (R.P.R., Rhône), les protestations des enseignants ont été provoquées beaucoup plus par des questions de forme que par le contenu du plan. Aussi pense-t-il, qu'il serait dommage qu'une partie des avantages proposés par le décret ne soit pas retenue à la fois par le gouvernement et par les enseignants.

Le ministre reconnaît que certains transferts ont été notifiés très tard aux enseignants. Toutefois, demande-t-il, était-il possible de les prévenir avant qu'ils fussent rentrés de vacances ?

Le statut de Mayotte

M. PONTAINE (non inscrit, la Réunion) s'élève contre les propos tenus en août dernier aux élections de la Réunion. Le projet de loi, précise-t-il, aurait déclaré : « Si les pouvoirs établis sous l'égide de la République, qui défendent les intérêts de la France, ont décidé de modifier le statut de Mayotte, ils ne renouent pas l'ensemble contentieux. »

M. PONTAINE (non inscrit, la Réunion) s'élève contre les propos tenus en août dernier aux élections de la Réunion. Le projet de loi, précise-t-il, aurait déclaré : « Si les pouvoirs établis sous l'égide de la République, qui défendent les intérêts de la France, ont décidé de modifier le statut de Mayotte, ils ne renouent pas l'ensemble contentieux. »

Le statut de Mayotte

M. PONTAINE (non inscrit, la Réunion) s'élève contre les propos tenus en août dernier aux élections de la Réunion. Le projet de loi, précise-t-il, aurait déclaré : « Si les pouvoirs établis sous l'égide de la République, qui défendent les intérêts de la France, ont décidé de modifier le statut de Mayotte, ils ne renouent pas l'ensemble contentieux. »

Le statut de Mayotte

M. PONTAINE (non inscrit, la Réunion) s'élève contre les propos tenus en août dernier aux élections de la Réunion. Le projet de loi, précise-t-il, aurait déclaré : « Si les pouvoirs établis sous l'égide de la République, qui défendent les intérêts de la France, ont décidé de modifier le statut de Mayotte, ils ne renouent pas l'ensemble contentieux. »

Libres opinions

Le Conseil constitutionnel et la femme de César

par FLORENCE D'HARCOURT (\*)

LES convergences sont rares entre cette puissante force de la majorité qu'est le R.P.R. et cette puissante force de l'opposition qu'est le parti socialiste. Voici pourtant Jacques Chirac et François Mitterrand d'accord pour s'en prendre, en même temps, au Conseil constitutionnel.

Est-ce à tort, est-ce à raison ? Négligeons ce qui relève ici de l'humeur, à l'occasion d'invalidations dont François Mitterrand, pour sa part, n'a pas eu le moindre lieu de se plaindre. On a toujours vingt-quatre heures pour méditer ses juges, et, en politique, l'usage est de prolonger le délai. Au reste, les décisions du Conseil constitutionnel seront d'autant moins contestées que l'institution elle-même et les hommes qui la composent emporteront l'adhésion. C'est cela qu'il faut examiner.

L'invalidation d'abord. Personne ne met en question la vocation, l'utilité du Conseil constitutionnel. N'existerait-il pas, on l'inventerait, on l'inventerait vraisemblablement tel quel dans son organisation générale comme dans ses mécanismes internes, seul en un point : le mode de désignation de ses membres, issus du pouvoir et considérés comme trop proches de lui. « Institution politique », dit François Mitterrand en donnant, à l'adjecit une acception péjorative. Et il est bien vrai que, des hautes personnalités qui désignent aux hautes personnalités désignées, s'établit un jeu de miroir où la majorité se renvoie sa propre image, nonobstant l'esprit d'équité de chacun. Mais c'est le type même de problème sur lequel une réflexion utile peut s'engager sans faire souffrir le vent de la passion.

Les hommes, ensuite. Qu'est-on en droit d'attendre d'eux ? Que doivent-ils être ou ne pas être ? Y a-t-il un « profil » du conseiller constitutionnel ? On aurait tort de répondre trop vite que les Français ont des préoccupations plus immédiates. Tout se tient. Si le moindre magistrat, dans ses fonctions d'être, emporte jugement sur le juste, à plus forte raison ceux qui exercent une magistrature arbitraire. Et puis, les magistrats de l'actualité se déplacent vite, les zones d'ombre d'aujourd'hui peuvent être en pleine lumière demain. Surtout, et Jacques Chirac et François Mitterrand s'en mêlent ensemble... En réalité, ce qu'il doit être, chacun le sait ou le sent, et le bon sens du simple citoyen rejoint ici les conceptions plus élaborées des professionnels. Point n'est besoin d'avoir recours aux sondages d'opinion pour constater qu'on attend d'un membre du Conseil constitutionnel :

— La compétence, une compétence qui se situe au-delà du droit et de la politique, mais beaucoup plus près du premier que de la seconde ;

— L'impartialité, ce qui n'est pas sans rapport avec diverses incompatibilités, peut-être insuffisamment définies à l'heure actuelle ;

— L'intégrité, c'est-à-dire une distance certaine par rapport à l'argent ;

— La moralité (écrivons le mot, bien qu'il ne soit pas à la mode), et il ne s'agit pas là de quelque intrusion que ce soit dans les vies privées, mais d'une distance gardée, cette fois, à l'égard du scandale ;

— Et, au-delà de ces qualités précieuses, une certaine stature, une certaine dimension dans la vie publique du pays, à ne pas confondre avec un quelconque vedettariat.

Tout cela fait apparaître une image de sagesse et de sérénité à une hauteur qui n'est pas commune, mais ce qui est en cause n'est pas, non plus, commun ; une image nette, claire, précise, sans lieu aucun. Loin d'être un refuge pour vieux routiers fourbus par leurs longues marches politiques, une remise où l'on caserait quelques amis, le lieu vide des fins de carrière substantielles, le Conseil constitutionnel ressemble, doit ressembler, des hommes de talent, à la carrière exemplaire, solitaire des uns des autres dans des honneurs mérités, et qui le seraient aussi — le ciel nous en préserve ! — dans le cynisme et dans la contestation. Il ne s'agit pas de leur demander une impossible perfection, mais des qualités en rapport avec l'institution et sans lesquelles elle ne serait pas crédible.

Ni César ni la femme de César ne doivent être soupçonnés : le vieil adage veut aussi pour ceux qui sont, d'une certaine manière, au-dessus de César.

(\*) Député non-inscrit des Hauts-de-Seine.

LA PROPAGANDE COMMUNAUTAIRE POUR LE « PARLEMENT EUROPÉEN »

M. Debré dénonce un « scandale financier » et un risque de « corruption par l'argent »

M. MICHEL DEBRÉ a demandé vendredi 6 octobre à l'Assemblée nationale « s'il était dans les intentions du gouvernement de laisser une commission entièrement composée d'étrangers et présidée par une personnalité allemande (la commission européenne) distribuer à des fins de propagande pour le « Parlement européen » des sommes provenant de fonds qui, selon les traités, ne peuvent être consacrés à de la propagande électorale sans approbation de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'ancien premier ministre, citant un document, a précisé que le budget en question s'élève à 56 millions de francs, dont 10 millions pour la France. « Doit-rien cet argent ? » a-t-il demandé. « Pourquoi parler de Parlement européen ? C'est en contradiction avec les positions officielles. Cela touche la souveraineté nationale. L'ancien premier ministre s'est exclamé : « Où en sommes-nous tombés pour accepter un détournement de fonds de la part d'une commission d'étrangers ? »

être accordée à qui que ce soit et l'action entreprise devra être interrompue avant l'ouverture de la campagne électorale dans notre pays. Il a aussi précisé que la moitié des sommes concernées serait attribuée directement aux groupes politiques siégeant à l'Assemblée de Strasbourg.

Le colloque des élus locaux du P.R.

M. Bonnet : l'Etat tiendra ses engagements vis-à-vis des collectivités locales

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, est intervenu vendredi 6 octobre devant le colloque des élus locaux organisé à Paris par le parti républicain. Il a affirmé que l'Etat ferait « son devoir » vis-à-vis des collectivités locales, et il a précisé : « Le remboursement de la T.V.A., qui s'élève à 2 milliards de francs pour cette année, passera à 3,2 milliards en 1979 pour permettre de tenir l'engagement de l'Etat d'un remboursement intégral de la T.V.A. aux communes en 1981. »

M. Debré a jugé cette réponse « profondément décevante ». Il a déclaré : « D'abord nous sommes en présence d'un scandale financier. Cet argent communautaire ne peut avoir d'affectation politique. Ensuite c'est un scandale politique car des fonctionnaires se livrent à des opérations politiques. Enfin, il a été affirmé officiellement, que la future Assemblée nationale est un Parlement. Utiliser ce terme c'est un déni au vote de l'Assemblée nationale. Il a conclu : « Dans quelques jours nous allons déposer une proposition de loi interdisant, au moins en France, ce déploiement d'argent, cette corruption par l'argent. Cette proposition, je ne serai ni seul à la présenter ni seul à la défendre. Dans cette affaire, l'intérêt national est joué aux pieds. »

M. Bernard-Raymond a regretté que M. Debré ait utilisé les termes de « scandale » et de « corruption », et a-t-il estimé « à être jeté le désordre sur la démocratie et l'honnêteté des hommes politiques et des fonctionnaires. »

Le P.S. et l'élection présidentielle de 1981

M. Rogard : la question est prématurée

M. Michel Rogard a indiqué vendredi 6 octobre, au cours d'une interview diffusée par France-Inter, qu'il ne sera pas candidat aux élections européennes afin de ne pas cumuler trop de fonctions électives. En ce qui concerne l'élection présidentielle de 1981, il a déclaré :

M. Mitterrand : ma réussite principale

M. François Mitterrand, qui a pris la parole vendredi 6 octobre à Montbard (Côte-d'Or) où est implantée l'entreprise Vallourec, premier groupe industriel du département, a déclaré en répondant à une question concernant M. Rogard : « Jamais je ne mettrai en cause moi-même, et je ne serai pas un autre dirigeant de mon propre parti. »

M. Chevenement (P.S.) complète les citations utilisées par M. Marchais

L'Humanité du 7 octobre publie une lettre de M. Jean-Pierre Chevenement, député socialiste, animateur du CERES, qui souhaite compléter les extraits d'un article sur les rapports entre le P.S. et le P.C. (publié dans la revue Repères) et utilisés dans le rapport présenté par M. Georges Marchais à la dernière session du comité central.

M. Chevenement (P.S.) complète les citations utilisées par M. Marchais

M. Chevenement constate que la citation a été limitée à deux seuls passages qui pouvaient servir la démonstration du secrétaire général du P.C. et il observe : « Les erreurs du P.S. en fait, n'excluent malheureusement pas celles du P.C.F. Et, de toute manière, les critiques que nous adressons à notre parti sont celles de militants socialistes et non de communistes. »

M. Chevenement (P.S.) complète les citations utilisées par M. Marchais

M. Chevenement constate que la citation a été limitée à deux seuls passages qui pouvaient servir la démonstration du secrétaire général du P.C. et il observe : « Les erreurs du P.S. en fait, n'excluent malheureusement pas celles du P.C.F. Et, de toute manière, les critiques que nous adressons à notre parti sont celles de militants socialistes et non de communistes. »

صكاف الامل

Le Monde

société

DÉFENSE

M. BARRE REND VISITE A L'ÉCOLE NAVALE

M. Raymond Barre, président de la République, a rendu visite à l'école navale le 7 octobre...

L'INDE ACHÈTE QUARANTE AVIONS JAGUAR DE CONCEPTION FRANCO-BRITANNIQUE

New-Delhi (A.F.P.). — L'Inde a décidé d'acheter une quarantaine d'avions de combat franco-britanniques Jaguar...

DE 1981

LA PRISON

L'ARGENTINE

Le Monde double et document

LA PRISON

L'ARGENTINE

Le Monde double et document

LA PRISON

L'ARGENTINE

Le Monde double et document

JUSTICE

Refusant de voter les crédits prévus pour la guillotine

M. Pierre Bas : « Nous lutterons jusqu'à l'abolition de la peine de mort »

« Je pense que la législation ne se terminera pas avant de voir l'abolition de la peine de mort en France », a déclaré, vendredi 6 octobre, M. Pierre Bas, député de Paris (R.F.R.)...

PRESSE

LE FORUM « INFORMATION ET LIBERTÉ »

Le droit au secret professionnel du journaliste

Le forum organisé jeudi 5 octobre, dans une des salles du Sénat, par l'Association des journalistes, a été ensuite examiné...

Pour une loi anti-trust

Le problème de la reconnaissance du secret professionnel était ainsi posé. Ce secret professionnel, qui selon l'expression d'un policier interrogé, Mme de Wengen, est « le meilleur moyen d'être au trou » lorsqu'on l'invoque...

UNE MOITIÉ QUI VAUT UN QUART

Poursuivi en justice par cinq cents sous-secrétaires employées pour discriminations à l'égard des femmes, le New York Times a décidé, vendredi 6 octobre, que les femmes devront désormais occuper un quart des postes les plus élevés au sein de la rédaction du journal...

Michel Polnareff poursuivi pour fraude fiscale

« Un créateur ne peut avoir les pieds sur terre »

Cheveux cendrés et bouclés, grosses lunettes de soleil à monture blanche, Jean et sesse impeccable, le chanteur Michel Polnareff était resté fidèle à son tenue habituelle pour venir répondre, vendredi 6 octobre, devant la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris...

MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Huit professeurs condamnent l'éviction d'Amnesty International

Après le refus opposé par la direction des Entrepreneurs de Bichat d'accorder un accès d'information à la commission médicale et sélective française d'Amnesty International (le Monde des 1<sup>er</sup> et 2 octobre)...

FAITS DIVERS

Après la tuerie du bar du Téléphone

Jours tranquilles à Marseille

Marseille. — Deux jours du mardi, mercredi 4 et jeudi 5 octobre, les Marseillais ont pu se promener sans risque, à toute heure de la nuit, dans les quartiers réputés chauds du centre-ville de Marseille...

M. MÉDECIN N'EST PAS PARTISAN D'UN ÉTAT POLICIER

M. Jacques Médecin, maire de Nice, a annoncé, vendredi 6 octobre, à l'occasion d'une séance du conseil municipal consacrée aux problèmes de la sécurité publique...

La femme de M. Daniel Debré, détenue de la prison de Fresnes, s'est enchaînée, vendredi 6 octobre, en début d'après-midi, aux grilles de la place Vendôme, à Paris, devant le ministre de la Justice...

Le tribunal se prononcera le 31 octobre.

# RELIGION

## EN MARGE DES CONCLAVES

### Esprit-Saint, es-tu là ?

L'Esprit-Saint est, dit-on, un grand oublié. De récents sondages montrent que 2% des chrétiens s'adressent à lui dans leurs prières (le Monde du 7 octobre). Pourtant, depuis la mort de Paul VI, il n'est question que de l'Esprit-Saint dans les réflexions des cardinaux. Les commentaires concernant le conclave sont également de cette inspiration. Certes, tout le monde le sait, l'atmosphère d'un conclave ne ressemble pas à celle d'une assemblée parlementaire. Les participants sont plongés dans une ambiance de piété intense et ils accomplissent leur tâche avec gravité. Ils ont conscience, par leur vote, de poser un acte déterminant pour le vie de leur Eglise. Ils savent maintenant à l'heure de la messe que le « mélior de pepe » peut être dangereux et même fatal pour une constitution fragile. Mais rares sont les cardinaux qui ont dit de l'Esprit-Saint qu'il ne pouvait être le « substitut de nos péchés » et qu'il convient donc de ne pas s'en remettre passivement à lui (le Monde du 7 octobre).

L'immense majorité des électeurs lancent, au contraire, à tous les échecs, lors de leurs récents scrutins, ils ont été poussés « de toute évidence » par l'Esprit-Saint. L'un voit dans la « simple campagne des votes l'action admirable de l'Esprit » ; un autre s'émerveille d'avoir « expérimenté la présence de l'Esprit-Saint ». Un autre enfin — et non des moindres — va même jusqu'à reprendre à son compte cette citation suspecte : « Le Saint-Esprit, je n'y crois pas, je l'ai vu ».

Ces propos laissent pour le moins rêveur : comment peut-on être si sûr de soi ? Il ne s'agit pas seulement de croire à l'existence des réalités des incroyants, mais aussi un réel malaise chez les chrétiens. Ne valent-ils pas d'une théologie contestable et le plus souvent abandonnée aux anciennes générations ?

#### Emphase

N'est-ce pas trop commode de mettre au compte du Saint-Esprit des initiatives humaines dont personne ne peut évaluer qu'elles sont conformes à la volonté divine ? Que l'Esprit assiste l'Église, nul croyant n'en doute, mais qui peut être assuré d'avoir suivi fidèlement son inspiration ? Les saints eux-mêmes n'ont-ils pas dit et le disent clairement. Ainsi Jeanne d'Arc répondait à ses juges lui demandant si elle était en état de grâce : « Si j'y suis, Dieu m'y garde, si je n'y suis pas, Dieu m'y mette ».

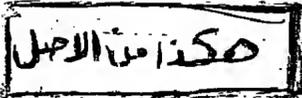
« Les voix du Dieu sont impénétrables », dit le Bible. « Nul n'a jamais vu Dieu », précise-t-elle encore. Qui peut se flatter de connaître les desseins de Dieu et se flatter de prétendre que les hommes sont ses porte-parole. L'ancienne formule pontificale : « Il a plu au Saint-Esprit et à nous » (1) a, que l'on sache ou non, disparu et le dogme de l'infaillibilité du pape dans l'acte. Au reste, il n'a jamais été dit nulle part que les évêques du conclave étaient infaillibles ou omniscients. L'un de ses membres reconnaissait d'ailleurs que les votants avaient eu la fragilité physique de Jean Paul II, il ne l'aurait pas chassé.

Il conviendrait donc de renouer à ces emphases qui portent atteinte à la rectitude de la doctrine catholique. De tout temps, les dirigeants ont cherché à accroître leur prestige, ou leur autorité, et se laissant passer par des hommes providentiels de droit plus ou moins divin, d'une clarté supérieure. La théologie enseigne qu'il y a des « grâces d'état », mais aussi que l'Esprit-Saint souffla sur tout un chacun, y compris sur les incroyants. Les hommes d'Eglise n'ont pas de lui direct avec le Saint-Esprit. Ce ne sont pas des initiés. Les interprétations qu'ils donnent restent sujettes à caution. Voici plus d'une vingtaine d'années le bulletin officiel d'un diocèse avançant que la mort, par accident de la route, d'un médecin qui avait mille contre les miracles de Lourdes, était évidemment un enlèvement de Dieu !

Lorsqu'un événement laisse se produire, il est d'usage d'en appeler à la Providence. Mais devant une calamité naturelle (tremblement

#### (Publicité)

Professeur français parlant anglais diplômé par famille allemande d'une ville du nord de l'Allemagne avec résidence secondaire à la campagne. Matériaux libres. Périodes de travail : déjeuner jusqu'à 12 h. 30 et week-ends. Le travail consistait à superviser le travail scolaire de 3 enfants, 7, 11, 15 ans parlant anglais et quelques heures avec notions de français, pratique du français et de l'anglais. Studio séparé, 6 semaines de vacances par an avec voyages payés. Permis de conduire. Séjour : 1 ou 2 mois. Employeur maison disponible. Retrouvons-nous à Paris. Ecrire : le Monde • Publicité, n° 8619, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



# ÉDUCATION

## MANIFESTATION CONTRE LE TRANSFERT DE PARIS-VIII

Plusieurs centaines d'enseignants et d'étudiants de l'université de Paris-VIII (Vincennes) et de l'Institut universitaire de technologie de Saint-Denis ont défilé vendredi 6 octobre dans les rues de Paris pour protester contre les opérations de transfert engagées depuis plusieurs jours. Aux cris de « Vincennes, à Vincennes » et « Nan à la démolition », les manifestants se sont dirigés vers le ministère des Universités, gardé par la police. Une détermination a été prise : une manifestation sera organisée le 12 octobre, à Paris-Nord (Paris-XIII-Villemaison) et à l'extérieur (manifestation de négociations sur le devenir de l'université Paris-VIII-Vincennes).

L'U.T. de Saint-Denis, qui devait reprendre ses activités le 25 septembre, annonce que la rentrée sera finalement le 10 octobre. Pour son rassemblement, appelé le 21-22-23.

● L'Institut de droit comparé de Paris vient de créer, dans le cadre du diplôme de droit comparé (admis à équivalence de la deuxième partie de la maîtrise en droit et réservé aux juristes), un cours de droit des sociétés dans les pays arabes à une introduction aux droits de l'Extrême-Orient.

● Institut de droit comparé, 22, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris. Tél. : 222-33-93, porte 20.

## La C.G.T. dénonce la politique scolaire et critique la direction de la FEN

La C.G.T. soutient activement les actions menées par des parents d'élèves, des élèves et certains syndicats d'enseignants à propos des difficultés de la rentrée scolaire. C'est ce qu'a rappelé M. André Allamy, secrétaire confédéral de la C.G.T., chargé de questions d'éducation, qui a critiqué à cette occasion l'attitude de la FEN et attaqué la politique de M. Christian Bouillac.

« Trois semaines se sont écoulées depuis la rentrée, a déclaré M. Allamy, et chaque jour e vu se déchirer un peu plus le rideau de fumée que le ministère, à grand renfort de publicité (télévision, radio, journaux), avait tenté de tirer sur les vrais problèmes de la rentrée. Des déclarations euphorisantes du ministre aux côtés de négociations de certains syndicats, en passant par la déception, l'accent était mis sur une « rentrée sans trop d'accroc », voire « relativement aérée ».

Selon M. Allamy, au contraire « la réalité de la rentrée, c'est tout autre chose que des discours épalants ». « Elle a été d'abord vécue par des millions de familles comme un surcroît de difficultés, d'ordre financier : ce coût cher une rentrée ! » Il a reproché aux ministres de l'éducation et de la santé d'avoir « refusé d'augmenter la prime de rentrée, maintenu pour une minorité de travailleurs au taux de 170 F ».

Après avoir noté que les bourses avaient augmenté de 2,8 % « alors que le taux d'inflation est de 10 % », M. Allamy a déclaré :

« Les classes fermées, les classes

non ouvertes, les classes surchargées, le manque de maîtres et les maîtres au chômage, ce ne sont pas des simples éléments de propagande utilisés contre le pouvoir ! Ce sont des réalités quotidiennes et il faut avoir une certaine dose d'optimisme ou manquer d'esprit d'analyse pour déclarer, comme l'a fait le secrétaire général de la FEN : « La rentrée ne sera ni meilleure ni pire que la précédente ». Malheureusement, ces données ne sont pas nées en un jour. Elles étaient prévisibles et nous l'avons dit publiquement le 25 juin dernier.

M. Allamy a aussi déclaré :

« Nous nous interrogeons sur le but d'une campagne, qui trouve ses prolongements jusqu'à la direction de la FEN, campagne qui tend à accréditer l'idée qu'en fonction de la dénatation nous aurons demain plus ou moins de professeurs et qu'il convient d'ores et déjà de réfléchir à leur « mutation professionnelle ». Faut-il rappeler que, rien que pour le second degré, le respect des normes pédagogiques — vingt-cinq par classe — nécessiterait cent mille créations de postes ».

Le secrétaire confédéral de la C.G.T. a encore déclaré : « Les luttes immédiates dès le premier jour de la rentrée démontrant, outre un mécontentement profond des parents, des enseignants, des élèves une volonté de lutte que les conditions d'apaisement (chât, ou négociation) ou le manque de consignes ne suffisent pas à endiguer ». La C.G.T. ne « croit pas à la bonne volonté de M. Bouillac », ni que le ministre serait « réceptif à des propositions, par exemple, pour développer la formation professionnelle publique ».

M. Allamy, en effet, « que l'arrivée de M. Bouillac à l'éducation, c'est l'affirmation de la volonté du pouvoir d'accélérer le processus déjà engagé d'une soumission toujours plus étroite du système éducatif aux besoins d'un capitalisme en crise ».

## A l'Assemblée nationale

### « NOUS N'AVONS PAS CHOISI L'AUSTÉRITÉ MAIS L'EFFICACITÉ »

déclare M. Christian Bouillac

Les conditions de la rentrée scolaire et le mécontentement qui s'est exprimé à cette occasion, ont été évoqués vendredi 6 octobre à l'Assemblée nationale lors de la séance consacrée aux questions orales. M. LOUIS MÉXANDEAU, député socialiste du Calvados, a déclaré : « La rentrée a dissipé les illusions : la situation n'est approuvée par rapport aux années précédentes. Manque de locaux, d'enseignants, déplacements autoritaires, heures non assurées, effectifs pléthoriques, a-t-il déclaré, a-t-il demandé à M. Bouillac : « Le ministre a-t-il des propositions pour améliorer la situation ? »

M. BEULLAC lui a répondu : « Pourquoi présenter les rares difficultés de la rentrée comme un phénomène général ? Je m'efforce de mettre en œuvre une politique de concertation reposant sur la vérité et le réalisme. Ce langage qui a été compris par un certain nombre d'organisations syndicales, responsables, je le tiendrais aussi aux élus de la nation que vous êtes. Dès le 15 septembre, douze millions cinq cent mille élèves ont commencé l'année dans des conditions d'accueil et d'encadrement dans leur ensemble satisfaisantes. Vous n'avez votre analyse sur quelques centaines de classes sur un total de quatre cent quinze mille ».

« Le redéploiement », a expliqué le ministre, n'est pas une politique d'austérité mais un choix d'efficacité. La mise en place de moyens nécessaires a la réussite du collège unique, la rénovation de l'enseignement primaire et de la formation des instituteurs, les aménagements et les adaptations indispensables de l'enseignement technique et professionnel, notamment des conditions d'accueil et d'encadrement, entraînent d'importantes dépenses supplémentaires ».

M. Beullac a rappelé que le budget de l'éducation ne cesse de progresser malgré la crise économique.

Représentant la parole, M. MÉXANDEAU a souligné que les mouvements de mécontentement n'évalent rien de minoritaire et qu'ils se caractérisent par leur diversité et leur spontanéité. Il a estimé irréversible le mouvement qui pousse les parents à la communauté éducative. Selon le député, le point de rupture a été dépassé et, dans beaucoup d'autres, il est près d'être atteint.

# SPORTS

## AVANT L'OUVERTURE DU CHAMPIONNAT DE RUGBY A XV

### Une atmosphère de fin de septennat

Béziers. — L'Association sportive biterroise de l'honneur c'était devenu une habitude depuis 1971 avec les six titres de champion de France et les quatre challenges Yves-du-Manoir qui ont valu récompenses au club biterrois. Béziers réjouit et même conteste pour son style au soir de certains matches, c'était la conséquence logique de cette domination sans partage sur le pays d'aval. A quelques heures du début d'une nouvelle saison de championnat, l'A.S. Béziers se trouve cette fois « au

De notre envoyé spécial

banç des accusés », comme le tirait notre confrère « l'Équipe », pour le comportement de ses joueurs sur le terrain à l'occasion du trophée international Cadeat et bars du terrain lors d'une récente tournée au Canada.

Pas plus que la défaite enregistrée à Romans par 12 à 10 ce challenge Yves-du-Manoir — le premier échec au plan national depuis sept mois — l'annonce

du « procès » au sens strict pourtant guère d'émotion à Béziers. Le mistral et les vendanges tardives ont, il est vrai, rendu désertes les allées Paul-Riquet et les cafés de la ville qui sont passés par les mauvaises perspectives de récolte qui devraient aggraver encore la crise viticole. L'affaire est toutefois jugée assez sérieuse pour que M. Alain Loubot, président de l'A.S. Béziers, rencontre ce samedi 7 octobre M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby (F.F.R.).

à propos de Béziers de « l'effritement de l'esprit de groupe, de l'absence du pouvoir ». Sans doute souhaiterait-il faire appel à des jeunes joueurs de son équipe, mais ces derniers n'ont pas la valeur de leurs aînés et leur intégration détruirait les automatismes patiemment mis au point entre les anciens. Privée de soutien de sa deuxième ligne Senal-Palud, suspendu à Gallac dès son premier match de championnat. Il suffirait alors de peu de chose pour que certains joueurs fassent le retour d'Estère pour lequel Raoul Barrière eut le malheur de partir s'il n'était pas exclu du club.

C'est à l'occasion du banquet traditionnel qui clôture le mistral Alain Loubot, il a sans doute été induit en erreur. J'ai la parole des joueurs. D'ailleurs, j'ai demandé par lettre au conseil de France de faire une enquête et au docteur Walsh, président de Calgory, de me préciser ses accusations, outre de rapporter des

Je crois de s'étonner d'avoir surpris dans un journal de Béziers, le 6 octobre, que nous aurions été induit en erreur. J'ai la parole des joueurs. D'ailleurs, j'ai demandé par lettre au conseil de France de faire une enquête et au docteur Walsh, président de Calgory, de me préciser ses accusations, outre de rapporter des

Je suis d'autant plus surpris de voir dans un journal de Béziers, le 6 octobre, que nous aurions été induit en erreur. J'ai la parole des joueurs. D'ailleurs, j'ai demandé par lettre au conseil de France de faire une enquête et au docteur Walsh, président de Calgory, de me préciser ses accusations, outre de rapporter des

Je suis d'autant plus surpris de voir dans un journal de Béziers, le 6 octobre, que nous aurions été induit en erreur. J'ai la parole des joueurs. D'ailleurs, j'ai demandé par lettre au conseil de France de faire une enquête et au docteur Walsh, président de Calgory, de me préciser ses accusations, outre de rapporter des

Son courroux contre les Héraldites de devait pas paliser à son retour en France. A sa descente d'avion, il apprenait en effet que la trophée international Cadeat organisé par l'A.S. Béziers du 27 au 30 septembre avec la participation des Italiens de Padoue, des Anglais de Coventry et des Gallois de Clomorgor. C'est à Béziers l'histoire même de la réussite. Il ne se complait pas longtemps dans un rôle d'accusé. « La tournée au Canada ? J'y étais. Je revendrais tout. D'ailleurs il ne s'est rien passé. Comme certificat de 50,1 ne conduit, il exhibe une lettre de félicitations et de remerciements du conseil de France à Edmonton, datée du 30 juin.

Avant même le coup d'envoi du championnat, les Biterrois invincibles ou presque depuis sept ans apparaissent enfin vulnérables à bon nombre d'équipes lasses de rester dans l'ombre. « A Romans, on avait logiquement perdu de vingt points », estime Raoul Barrière. Personne ce jour-là n'a reconnu le Béziers vaincu, privé il est vrai de Cantou de Seguer, et de Martin blessés, d'Arnaud Vaccariu, suspendu. Saïssot opère d'un décollage de la réline d'Estère mis en congé du club pour deux mois et surtout de Richard Astre, le capitaine, parti à la retraite.

Avant même le coup d'envoi du championnat, les Biterrois invincibles ou presque depuis sept ans apparaissent enfin vulnérables à bon nombre d'équipes lasses de rester dans l'ombre. « A Romans, on avait logiquement perdu de vingt points », estime Raoul Barrière. Personne ce jour-là n'a reconnu le Béziers vaincu, privé il est vrai de Cantou de Seguer, et de Martin blessés, d'Arnaud Vaccariu, suspendu. Saïssot opère d'un décollage de la réline d'Estère mis en congé du club pour deux mois et surtout de Richard Astre, le capitaine, parti à la retraite.

Avant même le coup d'envoi du championnat, les Biterrois invincibles ou presque depuis sept ans apparaissent enfin vulnérables à bon nombre d'équipes lasses de rester dans l'ombre. « A Romans, on avait logiquement perdu de vingt points », estime Raoul Barrière. Personne ce jour-là n'a reconnu le Béziers vaincu, privé il est vrai de Cantou de Seguer, et de Martin blessés, d'Arnaud Vaccariu, suspendu. Saïssot opère d'un décollage de la réline d'Estère mis en congé du club pour deux mois et surtout de Richard Astre, le capitaine, parti à la retraite.

La quarantaine portée avec élégance, grosse voiture de sport. M. Alain Loubot, président de la Méridionale des bois et matériaux, est à Béziers l'histoire même de la réussite. Il ne se complait pas longtemps dans un rôle d'accusé. « La tournée au Canada ? J'y étais. Je revendrais tout. D'ailleurs il ne s'est rien passé. Comme certificat de 50,1 ne conduit, il exhibe une lettre de félicitations et de remerciements du conseil de France à Edmonton, datée du 30 juin.

Avant même le coup d'envoi du championnat, les Biterrois invincibles ou presque depuis sept ans apparaissent enfin vulnérables à bon nombre d'équipes lasses de rester dans l'ombre. « A Romans, on avait logiquement perdu de vingt points », estime Raoul Barrière. Personne ce jour-là n'a reconnu le Béziers vaincu, privé il est vrai de Cantou de Seguer, et de Martin blessés, d'Arnaud Vaccariu, suspendu. Saïssot opère d'un décollage de la réline d'Estère mis en congé du club pour deux mois et surtout de Richard Astre, le capitaine, parti à la retraite.

Avant même le coup d'envoi du championnat, les Biterrois invincibles ou presque depuis sept ans apparaissent enfin vulnérables à bon nombre d'équipes lasses de rester dans l'ombre. « A Romans, on avait logiquement perdu de vingt points », estime Raoul Barrière. Personne ce jour-là n'a reconnu le Béziers vaincu, privé il est vrai de Cantou de Seguer, et de Martin blessés, d'Arnaud Vaccariu, suspendu. Saïssot opère d'un décollage de la réline d'Estère mis en congé du club pour deux mois et surtout de Richard Astre, le capitaine, parti à la retraite.

Avant même le coup d'envoi du championnat, les Biterrois invincibles ou presque depuis sept ans apparaissent enfin vulnérables à bon nombre d'équipes lasses de rester dans l'ombre. « A Romans, on avait logiquement perdu de vingt points », estime Raoul Barrière. Personne ce jour-là n'a reconnu le Béziers vaincu, privé il est vrai de Cantou de Seguer, et de Martin blessés, d'Arnaud Vaccariu, suspendu. Saïssot opère d'un décollage de la réline d'Estère mis en congé du club pour deux mois et surtout de Richard Astre, le capitaine, parti à la retraite.

Je jette souvent d'abord et je réfléchis ensuite. A soixante ans, je ne vais pas changer. Mais si j'ai réagi aussi vivement, c'est « ne l'ai reçu des plaintes très graves de la part de dirigeants canadiens. Resté à jour avec les incidents dont nous parlons. Les clubs et les joueurs en tournée oublient qu'ils partent en ambassadeurs de leur pays et du rugby. Ils doivent être exemplaires au lieu de porter des coups à notre prestige ».

Je jette souvent d'abord et je réfléchis ensuite. A soixante ans, je ne vais pas changer. Mais si j'ai réagi aussi vivement, c'est « ne l'ai reçu des plaintes très graves de la part de dirigeants canadiens. Resté à jour avec les incidents dont nous parlons. Les clubs et les joueurs en tournée oublient qu'ils partent en ambassadeurs de leur pays et du rugby. Ils doivent être exemplaires au lieu de porter des coups à notre prestige ».

Je jette souvent d'abord et je réfléchis ensuite. A soixante ans, je ne vais pas changer. Mais si j'ai réagi aussi vivement, c'est « ne l'ai reçu des plaintes très graves de la part de dirigeants canadiens. Resté à jour avec les incidents dont nous parlons. Les clubs et les joueurs en tournée oublient qu'ils partent en ambassadeurs de leur pays et du rugby. Ils doivent être exemplaires au lieu de porter des coups à notre prestige ».

Je jette souvent d'abord et je réfléchis ensuite. A soixante ans, je ne vais pas changer. Mais si j'ai réagi aussi vivement, c'est « ne l'ai reçu des plaintes très graves de la part de dirigeants canadiens. Resté à jour avec les incidents dont nous parlons. Les clubs et les joueurs en tournée oublient qu'ils partent en ambassadeurs de leur pays et du rugby. Ils doivent être exemplaires au lieu de porter des coups à notre prestige ».

## D'un sport à l'autre...

BASKET-BALL. — En poule finale du championnat du monde de basket-ball, qui se déroule à Manille jusqu'au 11 octobre, l'U.R.S.S. a écrasé l'Australie (112-57). L'Italie a surpris les Etats-Unis (81-80), le Brésil a battu le Canada (69-62) et la Yougoslavie a dominé les Philippines (117-101). Le classement est le suivant : 1. Brésil et Yougoslavie (12 m.), 4 pts ; 2. Italie et Etats-Unis (12 m.), 3 pts ; 3. U.R.S.S. (1 m.), 2 pts ; 4. Canada et Australie (12 m.), 1 pt ; 5. Philippines (12 m.), 1 pt.

TENNIS. — A l'occasion des demi-finales de la Coupe Davis, la Suède et les Etats-Unis, qui se rencontrent à Goeborg, sont à égalité après la première journée. Bjorn Borg a battu Arthur Ashe en trois sets (6-4, 7-5, 6-3), mais Vitas Gerulaitis a très nettement dominé Kjell Johansson (3-6, 6-4, 6-1). En revanche, à Londres, la Grande-Bretagne menait devant l'Australie par 2 à 0 à la fin de la première journée. Buster Mottram a battu Tony Roche en quatre sets (6-4, 3-6, 7-5, 6-4), et John Lloyd a dominé John Alexander (7-5, 6-2, 6-3).

HALTEROPHILIE. — Au cours de la troisième journée des championnats du monde d'haltérophilie, le 6 octobre, qui se déroulent à Gettysburg (Pennsylvanie), le Cubain Roberto Urrutia, dans la catégorie des moyens (75 kilos) et le Soviétique Youri Vardanian, chez les mi-lourds (82,5 kilos), se sont particulièrement illustrés. Tous les deux sont âgés de vingt-deux ans et exercent jusqu'à présent leur force dans les catégories de poids inférieures. Le Cubain a conquis son titre en égalant le record du monde de la catégorie, 375,5 kilos (150 et 122,5) et, après une lutte sévère avec le Soviétique Vartan Millosian, qui totalisait 10 kilos de moins (147,5 et 190), Youri Vardanian, l'ancien champion du monde, plus nettement encore chez les mi-lourds en améliorant les trois records de la catégorie : 217,5 kilos d'arraché contre 210,5 et 210,5 kilos de l'épaulé-jeté contre 210, puis 377,5 kilos au total olympique (170 et 207,5), soit 2,5 kilos de plus que l'ancien record. Il a dominé le Hongrois Peter Szakó (132,5 kilos avec 137,5) et le dominé le Hongrois Peter Szakó (134,5 kilos avec 139 et 133).



# Le Monde aujourd'hui

## VU DE BRETAGNE

### Par les chemins d'ici...

Et si pour moi aussi l'ennui était un mot vide de sens? Même par les étés pourris, par ces longues journées où les sèves et les bruissements entendent mon pays, une voix me parle au cœur qui me dit de partir, partir n'importe où, prendre la route.

Je n'emprunte jamais les nationales ni ces voies express qui, si rigides, si rationnelles, si cartésiennes qu'elles soient, s'agacent de boîtes hystériques et de caravanes poussières. Ce sont les chemins vicinaux, les plus humbles, les plus secrets, qui me sollicitent. Ce sont les plus antiques routes, les routes immémoriales qu'ont tracées nos ancêtres à pas lents et lourds, les chemins labourés ensoleillés de taons et d'abeilles. Ce sont les voies qui timent sur la terre ce réseau bleu perle au maillage des veines nourricières sur un corps humide et qui sont effectivement le réseau vital par lequel coule le sang de la profonde Bretagne.

### De Trémalo à Kerven

Et ces routes de terre ou de goudron gorgé sont grands chemins de l'esprit. Car voilà bien que ces cantonales sont voies des perdons et pélerinages, qu'elles sillonnent dans ma gorge de vieux cantiques, qu'elles sont proprement routes processionnelles et religieuses par l'abondance des chapelles qu'elles rejoignent et relèvent. Mes routes sacrées, je vous salue! Fiches de granit derrière le rideau des Irmins, fontaines sanctifiées, orantes dans leurs niches, routes catholiques et maternelles, bras tendus vers le paradis. En moins d'une heure, dans les environs de Pont-Aven, c'est de Trémalo à Kerven, une dizaine de chapelles que je peux aller voir. Je pourrais vous en dire le profil et l'odeur, le gloire ou le délabrement. Mes bonnes! Mes belles! Et voici que l'enseigne d'auberge Au repos de la côte répond aux Ombes de Bon Secours. Unanimité des vocables. Vins du corps et de l'âme, ô les routes miséricordieuses!

Elles sont aussi routes de

Routes des fermes et des étables adoucies de pailles, de pommes et de fumiers, sentiers intimistes bordés de chênes et de noisettes qu'enchantent les vives tourterelles. Je roule, je marche, généralement seul. O mes routes, mes smles, mes zigzags, dans les motins fraies et les soirs dorés! C'est entendu: elles sont trouées d'ombrières, tachées de boucous, elles louchent sans prévenir, glissent dans les vallées, se redressent dans les hauteurs, butent à l'échine des granges. C'est qu'elles furent créées pour les labours lents et le marche des gauchistes, elles nous viennent du Moyen Age et, raines d'un espace rural, je dirais même qu'elles prennent leurs temps, qu'elles musardent entre tilleul et manoir, qu'elles passent sous les seuls des rivières, qu'elles s'en vont dire bonjour aux buvettes, à mes routes maignes, si tendres et si humbles!

## EN FORÊT

### L'instant retrouvé

SOUVENT, la forêt cache l'arbre. C'est l'écueil de la multiplicité. Qu'est-ce qu'une forêt, cependant? Un arbre entouré d'arbres de tous côtés. Pour la déchiffrer, il s'agit de trouver l'arbre. Première épreuve. Deuxième stade: surmonter, dépasser la jouissance des vertus, des beautés, des musiques de la forêt. Evidentes. Allant de soi. Frontalisons, courvons, sentiers, clairières, présences secrètes et mornures du vent. Merveilles. Connues, célébrées avec élan, avec reconnaissance. Mais il faut aller plus loin, plus profondément encore.

Les grands bois, cathédrales beudelaïennes, peuvent aussi être utilisés comme appareils à ralentir le temps.

Partir seul, le matin, libéré de toute préoccupation utilitaire (myrtilles, champignons, framboises), dans une forêt vaste et déserte, de préférence. De toute façon, il n'y a plus personne à déranger. Poursuivre la description est inutile, vous y êtes, vous n'en avez pas fini! Avec-vous jamais vu, de très près, un paysage de mousse? Petite forêt dans la grande, microcosme. Vous ne risquez plus de rien manquer, surtout pas cette poignée d'énormes diamants, là, gouttes d'eau dans l'écrin d'une toile d'araignée miniature. Et tout le reste. Le temps à charge de vices.

Sur le tronc de ce hêtre, les deux traits de grinceau, repère des sentiers de grande randonnée. Le trait bleu, délavé, ne s'accorde pas mal avec le gris-bleu, marbré de gris clair, de l'écorce. Le trait blanc? Un peu trop vif, sans doute (Monet, cherchant son manteau oublié dans la campagne: « Je suis là-bas un noir qui n'est pas dans la nature... »). Ah, jeté à terre par l'inévitable, l'incorrigible fumeur, le paquet

de gauloises vide. Il choque, bien sûr. L'hiver l'absorbera. Son bleu ne se marie-t-il pas avec le pourpre de cette digitale? Une artiste de grand talent, trop tôt disparue, savait intégrer à d'admirables collages ce bleu-gauloise, elle en faisait le lapis-lazuli de modernes Très riches heures, signées Jeanne Coppel.

La forêt appréhendée dans la perspective du temps finit par conduire aux peintures. Les chemins à Rousseau (l'Ardoire), à Courbet. Les plus mélodieux à Cézanne, aux Chinois. Du coup, vous remontez droit jusqu'aux Song, jusqu'au onzième siècle.

Si la contemplation vous a introduit à un état d'innocence suffisant, vous aurez peut-être la récompense suprême d'assister au déjeûner d'un écureuil. C'est à la condition de savoir garder très longtemps une immobilité de pierre. Installé sur une branche du conifère, l'écureuil saisit la pomme de pin entre ses griffes, avec une grâce pleine d'urbanité, et la fait tourner en dégustant chaque amande une à une, selon l'exacte hélicoidé qui régit la structure du fruit. Ce faisant, il expédie par-dessus bord les téguments incommensurables de l'enveloppe, qui tombent à vos pieds. Le spectacle est irrésistible, le temps ralentit encore, le petit animal n'est pas pressé. A la fin, il peut vous envoyer sur la tête, avec candeur, ce qui reste. Vous êtes une souche. Et l'élegant rongeur reprendra son ballet.

Plus tard, les aiguilles ou les chiffres se rattrapent. L'avenir, on ne l'abandonne pas, sans doute, mais on ne peut strictement rien en dire pulque sa réalité nous défie à chaque seconde, entre le probable et l'improbable, n'est-ce pas, Jean Star? (1). Alors, autant vaut chercher la vague cachée dans la mer, la flamme au cœur du feu. Et partager en toute simplicité ce qui appartient en effet à tout le monde, l'or de l'instant extrait, fût-ce par illusion, d'une gangue grise qu'on appelle le Temps.

JEAN GUIHARD-MEILLI  
(1) Le Monde de l'instant, le Monde daté 13-14 août.

## UNE FEMME A SA FENÊTRE

### Parent : une profession ?

L A première à m'en parler fut Elde, ex-secrétaire, ex-maitresse adjointe, vingt-deux ans. Laesse du chômage, elle répond à une annonce: « Educ. quel. pr. 3 ent. 2-4-5 a. Tr. b. sal. » « Le « très bon salaire » m'a déçue, dit-elle, encore que je ne sois en rien une éducatrice qualifiée. Mon « employeuso » — conseiller fiscal — m'avoua plus tard qu'une phrase l'a convaincue de ma légitimité. Je lui avais fait remarquer que le métier de mère naturelle s'apprend toujours sur le tas: pourquoi pas celui de la mère « professionnelle » ?

En tout cas, Elde, corrigeant l'exigeante pratique par des livres de pédagogie (surtout les publications de l'Ecole des parents), veut continuer ce métier. « Décidé, dit-elle, en souvenir des gouvernantes de la grande bourgeoisie, jadis réduites à l'état de domestique supérieure, je ne veux être ni institutrice ni gardienne. Educatrice. Mère-de-relevo. N'étant pas soumise à la condition des mères de famille nombreuse submergées jour et nuit, Elde pèse un équilibre enrichissant dans son effort pour apprendre le vie quotidien à des êtres naufs. Elle n'aimerait pas habiter « chez les autres » et rêve qu'on lui emène chez elle, ou dans un lieu adéquat, un petit groupe d'enfants de parents différents.

Evocant les Villages S.O.S., où des parents nourriciers regroupent en maisons familiales les enfants et adolescents confiés par des services sociaux, le jeune fille voudrait voir étendre cette pratique à des enfants sans problèmes familiaux apparents. Encombrées, crèches et écoles maternelles ne peuvent qu'impartialement rayer le foyer. Pourquoi des « parents professionnels » ne pourraient-ils remplacer les géniteurs occupés ?

### Apprendre la vie autrement

Je crois à l'ère du temps, aux questions posées par l'époque plus qu'aux coïncidences. Peu après, j'ai rencontré une psychologue, assistante des hôpitaux de Paris, le docteur Cornelle Quertl, cheveux gris, sérénité dynamique et discrète. Indignée de la discrimination contre les femmes dans l'enseignement, elle préconise une « éducation virile », mais refuse de confondre — malgré l'étymologie — virilité et masculinité.

« Viril est le contraire de passif, de déprimé, de mou: c'est le force dynamique. Les femmes sont, au moins autant que les hommes, capables de transmettre la joie d'exister, le dynamisme, le goût de construire. »

Le docteur Quertl constate chez ses patientes, douloureusement, que le fait de mettre au monde ne confère pas, comme par miracle, les connaissances indispensables pour être s'épanouir un être neuf. « Qu'une routine soit séculaire ne signifie pas qu'elle représente l'avenir. Sans parler d'orientations martyrs (encore que la torture morale, souvent par ignorance, d'un enfant par ses parents soit moins rare qu'on ne croit), combien de petits mal élevés. Non parce qu'ils sont bruyants ou espiègles, mais parce qu'ils sont mé-dans-le-vie, ne peuvent se déployer, sont poussés au repliement et à la contestation. »

Des mères, même au foyer, se sentent perdues, crient à l'aide. Des enseignements désespèrent de leur métier face aux élèves qui rejettent l'école. C'est dans le désir de vie des jeunes, auquel la société répond mal, que s'enracine ce qu'on baptise — assez précisément — le mépris de la civilisation. Il leur faut donc apprendre la vie autrement. Mais apprendre de qui? Apprendre où? Et comment ?

Cornelle Quertl propose d'élargir ce qui font artisanallement — face à l'institution scolaire décriée — des groupes comme l'Ecole des parents ou le GRAPE. Et de créer des « cellules éducatives familiales » où des enfants d'âges élargis mais en petit groupe (de manière à former une famille nombreuse) seraient amenés à une femme ayant elle-même des enfants ou n'en ayant pas. A une femme ou à un homme (l'« Magazine » a découvert qu'un Suédois six mille hommes vivent en père au foyer et sur l'île de Linné, des centaines de milliers, voire plus d'un million), les enfants apprendraient langage, conduite, relations sociales quotidiennes, dans une atmosphère chaude, équilibrée, sereine.

DOMINIQUE DESANTI.  
(Lire la suite page 31.)

## Au fil de la semaine

### L'homme de la rentrée

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

H IER l'école, le collège, le lycée rouvraient leurs portes après la trêve des vacances. Demain, les facultés vont connaître à leur tour l'animation de la rentrée. De son bureau, de sa chaire, le professeur observe son auditoire: comment sont-ils cette année? Elèves, étudiants, regardent eux aussi le professeur: proche ou lointain, sévère ou indulgent, passionnant ou ennuyeux ?

Des « profs ». Il en est de toutes sortes, en effet, depuis l'instituteur de village, pour qui l'enseignement a été vocation avant de devenir apostolat, jusqu'au mandarin sûr de lui-même et dominant. On n'a donc que l'embarras du choix pour désigner, parmi les quelque huit cent mille enseignants français aujourd'hui à pied d'œuvre, l'un d'eux qui sera pour nous « l'homme de la rentrée ».

Faut-il être un personnage exceptionnel, savant illustre ou maître à penser? Ou bien préférer un obscur, un sans grade, un de ces hommes, une de ces femmes, si nombreux heureusement dans l'Université, qui se soucient bien davantage de former des esprits que de transmettre des connaissances? Ou encore s'en tenir à l'image d'Épinoix de l'école pauvre, mais doué et travailleur, que l'on pourchasse de bourses en prix d'excellence jusqu'aux plus hauts grades, exemple de promotion sociale et occasion d'une leçon de morale républicaine? Jean Guéhenno, qui vient de mourir, fils d'un cordonnier de Fougères, ouvrier lui-même dès l'âge de quatorze ans, normalien et agrégé des lettres, avait suivi ce rude chemin qui l'avait conduit aux plus hautes exigences de l'humanisme et du moralisme.

NOTRE homme de la rentrée se nomme Claude Thouvenot. Il a quarante-neuf ans. Agrégé de géographie, docteur d'Etat en sciences humaines, il dirige à Nancy le Centre d'analyse des milieux humains alimentaires, laboratoire associé au Centre national de la recherche scientifique, le premier centre français et européen de recherches sur l'alimentation. Alors, un « prof » comme les autres, qui s'est spécialisé dans une discipline et un domaine peu explorés,

donc peu encombrés, et qui fait carrière tout bien que mal en conduisant des étudiants pseudo-savants qui n'intéressent guère que lui ?

Pas du tout. Claude Thouvenot n'est pas un « prof » comme les autres. Qu'on en juge.

Il est né à La Chapelle-aux-Bois, dans le sud des Vosges, dixième d'une famille de quatre enfants. Son père, grand travailleur de grasse, exerçait, comme le père de Jean Guéhenno, le métier de cordonnier. En 1946, à dix-sept ans, nanti du brevet élémentaire et du C.A.P. de menuisier, Claude Thouvenot entre en apprentissage chez l'un de ses frères, déjà installé dans le métier. « J'étais, dit-il, un médiateur ouvrier. » Il rêve d'une autre destinée. Ce qu'il veut, c'est enseigner. A l'école, il n'a pourtant pas été un de ces super-doués que les professeurs remarquent et encouragent, aident à poursuivre leurs études, mais un élève moyen, sans plus. Il entreprend cependant, en s'inscrivant à un cours privé par correspondance, de préparer, tout en travaillant de ses mains, le concours d'entrée à l'ENSET, l'Ecole nationale supérieure de l'enseignement technique.

Sans bac et avec peu de temps pour étudier, c'est de la folie. Il se rend compte qu'il lui faut se libérer, et pour cela trouver un autre emploi. Il entre dans l'enseignement par la route petite porte, à la suite d'une erreur administrative, car il n'a pas les titres nécessaires. Il est engagé comme répétiteur auxiliaire stagiaire à l'Ecole normale professionnelle d'Épinal.

Il poursuit par correspondance sa préparation à l'ENSET, apprend l'italien avec des disques, se présente au concours en 1947. Et il est collé, premier de la liste après le dernier admissible. Ce n'est pas si mal! Il s'acharne, s'inscrit cette fois au Centre national d'études par correspondance, échoue encore en 1948. Il se désourage, se marie, un enfant naît. En 1952, on lui confie un remplacement de français en classe de première technique: lui qui n'a toujours que son brevet élémentaire fait la classe à des candidats ou baccalaurés! C'est le délice: pourquoi ne pas passer le bac, lui aussi, pour tenter de devenir instituteur? A l'ora!, il

rencontre ses élèves de la veille. « Bonjour, monsieur. C'est vous qui nous faites passer? » Il faut leur expliquer qu'il n'est pas là comme examinateur, mais comme candidat.

Première partie en juin 1953, seconde l'année suivante, cette fois sans échec et même avec mention. Mais l'enseignement primaire ne peut l'admettre qu'à l'essai, comme auxiliaire, pendant cinq ans, puis qu'il ne soit pas de l'école normale. Alors il continue: pédagogique en 1955, deux certificats de licence en 1956, deux autres en 1957. Et, licencié, le voilà qui reçoit enfin un petit galon: il est « adjoint d'enseignement », on lui confie des classes de 5<sup>e</sup> et de 6<sup>e</sup>.

L'escalade continue: 1959, diplôme d'études supérieures; 1960, il ne lui manque qu'un point pour être admissible à l'agrégation; 1961, il est admissible, grand admissible, et trébuche au dernier oral; 1962, échec complet, pas même admissible. Il se ramasse, reprend son élan et, en 1963, franchit enfin la barre de l'agrégation. Aussitôt, il décide de mettre en chantier une thèse de doctorat.

Il lui faudra se débrouiller seul, comme toujours. Une bourse? Impossible. Il est fonctionnaire. Un prêt d'honneur? Il n'en est pas question, il n'a pas le statut d'étudiant. Obtenir un détachement qui lui assure trois ans de salaire? Les IPES (Instituts de préparation à l'enseignement secondaire) estiment qu'il a trop de diplômes pour cela. Il a trop d'enfants aussi — cinq, autant que de diplômes — et il faut donc vivre à sept sur son salaire de nouvel agrégé.

Enfin, en 1975, il franchit le dernier échelon: il soutient sa thèse de doctorat d'Etat sur « la consommation et les habitudes alimentaires dans la France du Nord-Est, essai de géographie alimentaire et sociale ».

C E qui fait l'originalité de notre « homme de la rentrée », c'est d'abord qu'il n'est pas, qu'il n'a jamais été une de ces « grosses têtes » qui franchissent comme on se jouant tous

les obstacles et collectionnent les prix d'excellence et les mentions. Lui, ce sont plutôt les échecs qu'il a collectés: il n'a pu, en dépit de trois tentatives, entrer à l'ENSET; il lui a fallu présenter quatre fois l'agrégation avant d'y réussir; et la préparation de sa thèse n'a pas demandé moins de douze années. Bocheiller à vingt-cinq ans, agrégé à trente-quatre, docteur à quarante-six, c'est évidemment tout à fait remarquable quand on a pris le départ à dix-sept ans avec un C.A.P. de menuisier pour tout bagage, mais ce n'est pas d'une exceptionnelle rapidité.

Une autre singularité: le caractère marginal de ce cheminement de trente années. Du jour où il a quitté les bancs de l'école pour l'Épinal, Claude Thouvenot a du même coup abandonné toute filière scolaire et universitaire normale. S'il est retourné en classe, c'est comme surveillant, puis comme enseignant, non comme élève. Toutes ses études ont été conduites, soit avec l'aide de cours par correspondance, soit par ses propres moyens, tout seul, ses obligations de fonctionnaire l'empêchant de suivre des cours. C'est le triomphe de la valenté.

A ces deux raisons de le choisir s'en ajoute une troisième: Claude Thouvenot continue d'innover. Son « Centre d'analyse des milieux humains alimentaires », qu'il a créé en 1975, s'est considérablement développé en trois ans. Organisé en coopérative, menant une recherche pluridisciplinaire, ce centre travaille dans le concret, fuyant la spécialisation savante et le vocabulaire pseudo-scientifique, faisant appel d'ailleurs, pour assurer son financement et son développement, aux contrats privés (1). Dans le même esprit, il a tiré de sa thèse un premier ouvrage, « Le Pain d'outrefois » (2), savoureuses « chroniques alimentaires d'un monde qui s'en va », déjà mentionné ici (3). Ce n'est pas fini: car il n'a plus d'examen à préparer, il a tout son temps maintenant, notre « homme de la rentrée ».

(1) C.A.M.H.A., 11, allée Plasson, 54000 Villars-lès-Nancy.  
(2) Ed. Lescor, 10, rue de l'Éperon, 75008 Paris, 192 p., 24 F.  
(3) Le Soupe d'orties (Le Monde daté 11-12 juin).

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Economist

Le téléphone infernal

La police anglaise risque d'avoir prochainement quelques ennemis si on en croit l'hebdomadaire londonien THE ECONOMIST, qui raconte l'histoire suivante : « Un certain mercredi, aux environs de 19 heures, la femme du rédacteur en chef téléphone à un cuisinier italien pour lui commander le menu d'un dîner. La ligne est abominable : crachotements, cliquetis, son par instants inaudible.

« La communication devenant impossible, la jeune femme demande à M. Paolo Ribero de raccrocher pour qu'elle puisse le rappeler. Il lui faut ensuite près de cinq minutes pour retrouver la localité. Mais au lieu du brave M. Ribero, elle entend... sa propre voix décrire, pendant trois ou quatre minutes, tout ce qu'elle proposera à ses invités, de l'entrée au dessert (...).

« Tout cela est très ennuyeux, souligne The Economist. D'abord parce que notre rédacteur en chef, qui expliquait depuis un an à sa femme que leur ligne n'était « certainement pas » écoutée et que tous ces bruits bizarres n'étaient dus qu'à la mauvaise qualité de l'équipement britannique », passa pour un idiot. Ensuite, comment voulez-vous que le premier ministre ou le ministre de l'Intérieur puissent désormais être invités à dîner chez lui sans savoir à l'avance ce qu'ils vont manger ? »

MOSKOVASKAYA PRAVDA

Blue-jeans et robe blanche

La MOSKOVASKAYA PRAVDA s'insurge contre le laisser-aller vestimentaire des Soviétiques et le nouveau mode des jeans et des survêtements.

« Il faut respecter la culture et l'habillement, écrit le quotidien de Moscou, chaque toilette répond à un but précis. Il y a une place et un temps pour chaque chose (...). C'est pourquoi les journalistes à récemment éprouvé le besoin de « censurer » une photo qui représentait une famille admirant les chefs-d'œuvre de l'art russe de la galerie Tretyakov en survêtement. C'est aussi pourquoi un père de famille a formellement interdit à son fils et à sa belle-fille de se marier en blue-jeans (...). Une fiancée n'est-elle pas plus folle en robe blanche ? »

EL MOUDJAHID

La peste

« L'hygiène à Oran est insistante », fulmine le quotidien algérien EL MOUDJAHID. « Dans les rues, les immeubles, les établissements publics ou les locaux commerciaux, les règles devant préserver la santé de la population sont rarement respectées. Chacun s'accorde à reconnaître qu'Oran devient de plus en plus sale. Citoyens et responsables en sont très conscients, mais le problème prend de jour en jour des dimensions plus inquiétantes.

« La saleté est remarquable aussi bien au centre-ville que dans les quartiers. En traversant ces divers endroits, on est égaré par l'ampleur du problème. Les caves d'immeubles gorgées d'ordures ménagères et les terrains vagues transformés en dépotoirs n'étonnent plus (...).

« Certains locataires d'immeubles n'ont toujours pas perdu cette habitude de jeter par la fenêtre leurs ordures ménagères ou d'arroser les plantes de leurs balcons sur la tête des passants. D'autres trouent normal qu'un terrain vague ou une cage d'ascenseur serve de dépôt de débris ou d'immondices. Les exemples de ce genre ne manquent pas. Ces gens, sachant que les éboueurs viendront enlever ces détritus, n'hésitent pas à s'en débarrasser de n'importe quelle manière, en ignorant qu'ils offrent une nourriture aux rats et aux souris qui prolifèrent. »

Newsweek

La cirrhose des décibels

Selon NEWSWEEK, le fait de vivre à proximité d'un aéroport constitue une sérieuse menace pour la santé. Des professeurs de l'université de Californie, à Los Angeles, ont étudié les cas de maladie et de mortalité des habitants de la zone proche de l'aéroport de Los Angeles.

L'hebdomadaire américain écrit : « Ces personnes sont exposées à des bruits variant de 90 à 115 décibels, cinq cent soixante fois par jour. Le taux de mortalité est de 20 % plus élevé dans ce groupe que dans une zone similaire mais distante de 8 à 9 milles (...). Les cas de cirrhose du foie sont aussi de 140 % plus élevés. Les tensions provoquées par le bruit, remarquent les chercheurs californiens, peuvent conduire à tout, de l'hypertension à l'abus du Métrine. »

LE SOIR

De quoi rêver...

Le quotidien de Bruxelles LE SOIR publie cette lettre de lecteur :

« Un matin, je dépose une requête dans la boîte aux lettres du contrôle de la T.V.A. de La Louvière. Quand je suis rentré, le soir, le lecteur avait déjà déposé la réponse, exposant la solution à mon problème. Il ne semble que la célérité avec laquelle ces deux services administratifs, T.V.A. et P.T.T., ont rempli leur mission mérite une citation.

« C'est exemplaire, effectivement, mais hélas ! peu courant, ainsi que nous avons trop souvent l'occasion de le souligner (...). »

LA PENSÉE UNIVERSELLE

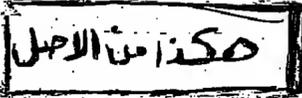
Important Editeur Parisien

recherche pour création et lancement de nouvelles collections manuscrites inédites de romans, poésies, essais théâtre. Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Tél. 325.85.44

Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.



Lettre de Niamey

Sur les rives du « Nil français »



NIAMEY, c'est d'abord le splendide de l'immanence. Née de la légendaire « lieue des Noirs », des premiers géographes, « le Nil français » des officiers, de l'infanterie de marine et des tirailleurs lancés à la conquête de ce qui allait devenir l'Afrique occidentale française. Dans les manuels scolaires de géographie d'avant la deuxième guerre mondiale, « le gouache » des cartes du continent noir, un point situé au centre de la grosse tache rose l'appelle des trois majuscules A.O.F.

La ville s'étire sur une vingtaine de kilomètres le long des rives du fleuve qui dessine à cet endroit de son cours une vaste courbe dont un semis d'îles et de bancs de sable souligne la majesté. Niamey vit par, et pour, ces eaux toujours boueuses dont le profondeur varie au gré des saisons et suivant les caprices imprévisibles de la pluviosité. Les hautes eaux de l'hiverneige qui permettent la navigation parce qu'elles soulèvent un tirant d'eau suffisant aux pousseurs, privent en revanche ces derniers du tirant d'air nécessaire pour passer sous le pont de Geye par exemple. L'éclage de la saison sèche fut particulièrement spectaculaire pendant les années 1972-1973, marquées par la terrible sécheresse qui ravagea alors l'ensemble des régions sahélo-sahariennes. En juillet, de fortes pluies ont fait brutalement monter le niveau des eaux à plus de 2 mètres. En mai, au contraire, l'eau était rationnée en ville et il fallait faire appel à des pompes de secours pour puiser dans le filot de 70 centimètres de profondeur qui coulait dans ce lit.

La rive nord est baptisée rive gauche ou plus couramment rive Haoussa, du nom de l'éthnie majoritaire dans le pays, plus nombreuse au Nigeria, où elle pèse plus lourdement encore sur la vie politique. La rive sud, c'est, pour les habitants de Niamey, la rive droite ou rive Gourma, par référence aux Gourmantché, ensemble de populations dont l'aire d'extension couvrait aussi bien la Haute-Volta que le Ghana et le Niger. Côté Haoussa comme côté Gourma, même luxuriance du topia végétal et des arbres, qui donne à la ville l'aspect d'une cité-jardin. Vergère et pota-

gers, rizières qu'irriguent le fleuve nauphar, jardins d'agrément des quartiers résidentiels ombragent une ville qui épargne rarement les ardeurs du soleil des Tropiques.

Au pied de la corniche rocheuse, ou des du quartier Gankellé, où certains détenteurs de la tradition orale croient pouvoir situer le noyau originel de Niamey, le port de pêche est l'un des endroits les plus animés de la capitale. Les bruits et les odeurs y rivalisent d'intensité avec ceux du Marché et du Petit Marché, qui constituent deux autres hauts lieux populaires. En aval du port Kennedy qui ouvre le voie vers la Haute-Volta, les poissonnières et le petit peuple des pirogiers palabrent avec verve sous le regard indifférent des chemalisiers et des éniars qui abreuvent leurs bêtes. En amont, des lavandières, qui s'assemblent toujours autour des mêmes emplacements pour tenir salon, blanchissent leur linge. A proximité immédiate des îles du pont, des fabricants de matelas puisent dans des meulées de tiges de mil et de sorgho qu'ils entourent avec art dans de vastes morceaux de couill.

L'immeuble El Nasr, inauguré l'année où les commandants américains éliminèrent, dressés ses quinze étages au-dessus des nîmes, des calicodrés, des manguiers et des eucalyptus. C'est le plus haut bâtiment d'une ville qui ignore à peu près complètement l'habitat collectif même dans les quartiers les plus populaires. Yantala Bene et Yantala Gende, au-delà desquels se trouvent les ambassades et le village de Goudel, comportent des cases en banco et des concessions individuelles. Quant aux quartiers résidentiels du Plateau et de la Fourrière, ils ne comptent que des villas allouées au milieu de vastes jardins. Au Plateau, à proximité des ministères, de l'hôpital, du Palais de Justice, du Palais présidentiel, inhabité depuis le coup d'Etat d'avril 1974 qui a chassé l'ancien président Diouri du pouvoir, sont installés la plupart des hauts fonctionnaires et des assistants techniques de haut rang. A la Fourrière, dont le nom indique très explicitement l'ancienne destination, plus de deux cents villas d'excellente standing viennent d'être construites avec le concours financier de l'Arabie Saoudite.

présent au Niger depuis vingt huit ans, une vieille cathédrale d'angle fait face à sa réplique moderne. Et, au-delà de Sebon Gari (le ville nouvelle), où les étrangers se pressent en grand nombre, non loin du cimetière musulman, des sœurs canadiennes enseignent le calcul et l'orthographe aux petits nigériens dans une école primaire et préparent leurs aînées au baccalauréat au collège Marlama. Le lycée Issa Beri est tenu par les frères des Ecoles chrétiennes, tandis que le lycée coranique, dont les bâtiments ont été construits grâce à des fonds libyens, reste vide, faute de professeurs.

Le quartier Zongo, qu'habitaient de nombreux Togolais et Béninois, a perdu une partie de sa population traditionnelle, remplacée par de nouveaux arrivants. En effet, après « la petite guerre » trinitarienne à laquelle se livrèrent en décembre 1963 le Bénin et le Niger, à propos de la possession de l'île de Lete, le gouvernement nigérian renvoya les Béninois dans leur pays. Beaucoup de parents des expulsés reposent depuis des dizaines d'années dans le cimetière chrétien de la capitale, à deux pas de quelques administrateurs des colonies, officiers des troupes coloniales et de deux trépassés aux noms écossais, inscrites sous une telle latitude : un Bruce et un Stewart Mac Donald.

« CAPITALE excentrique d'un Etat près de trois fois grand comme la France, Niamey se présente comme l'une des cités les plus récentes de l'Afrique de l'Ouest », écrit une des personnes qui en a le mieux étudié cette ville (1). En effet, le véritable créateur de la cité moderne est Brevil, gouverneur du Niger, qui décida, en 1926, le transfert de la capitale de Zinder à Niamey et devint ultérieurement gouverneur général de l'A.O.F. Avant lui, Gouraud avait déjà noté avec assurance : « Niamey, petit village à proximité d'un gros marché de site séduisant, me paraît favorable, d'autant mieux que l'on se trouve à l'écart de notre ligne d'épaves libyennes. Ce sera la résidence du commandant de Gercia et de son adjoint, du chef des services administratifs,

qui aura sous sa surveillance immédiate le magasin de réserve de ravitaillement qu'y dépose la flottille du Bas-Niger... » (2).

Gouraud fonda, dès 1902, le poste qui devint effectivement le chef-lieu du cercle du Djermé, puis abrita de 1903 à 1911 la siège du gouvernement de la troisième région militaire, devenue la troisième région militaire du Niger, avant son transfert à Zinder en 1911 et son retour ici en 1925 lorsque le pays prit officiellement l'appellation de colonie du Niger. Mais la tradition a oublié Gouraud et a conservé le souvenir de Saleman, administrateur qui a donné son nom à une des principales rues de Niamey, et dont les « anciens » parlent toujours avec effusion. Il est vrai que ce n'est qu'après sa mort que les habitants de la ville furent sévèrement punis par le paiement de l'impôt de capitation dont le gouvernement du lieutenant-colonel Seyni Kountché a décidé la suppression en octobre 1977...

NIAMEY, qui avait déjà accueilli Vincent Auriol et le général de Gaulle après la deuxième guerre mondiale, reçut néanmoins par le suite Georges Pompidou en janvier 1972. Après avoir connu de nombreux gouverneurs et fonctionnaires français d'outre-mer (dont le « pro-consul » apporta son lot de joies et de peines), elle vécut quelques grandes déises. Deux d'entre elles méritent d'être retenues : le 21 mars 1970, qui vit, dans les bâtiments de style néo-soudanais de l'Assemblée nationale, la naissance de l'Agence de coopération culturelle et technique, instrument de diffusion de la francophonie ; le 15 avril 1974, dernier jour du régime civil du président Diouri Hamani, premier chef d'Etat du pays, considéré précédemment comme l'un des pères fondateurs de cette même agence francophone et comme l'un des plus ardents zélateurs de la francophonie.

PHILIPPE DECRABEN.

(1) Suzanne Berous : Particularités ethniques en milieu urbain. L'Asie du Sud-Est et le Sahel. Mémoires de l'Institut d'ethnologie I. Paris, 1969. (2) Général Gouraud : Zinder - Tchad, Flon, 1929, p. 57.

Un lycée révolutionnaire pour les jeunes Sahraouis

LES dirigeants sahraouis sont en voie de réaliser, dans le domaine de l'enseignement, un projet que le révolutionnaire le plus radical n'aurait pas osé imaginer : un lycée unique pour les enfants de tout un peuple, un seul et même creuset idéologique pour tous les jeunes de douze à seize ans. Les journalistes venus assister au quatrième congrès du Polisario ont pu visiter la première tranche de ces bâtiments, longs rectangles allongés géométriquement sur un plateau brûlé par le soleil, non loin de Hassi-Robinet, en territoire algérien. Trente dortoirs pouvant recevoir chacun trente-six à quarante lits sont déjà construits, ainsi que vingt-cinq salles de classe et un immense réfectoire de 120 mètres de long. Ces constructions, déjà impressionnantes, ne constituent pourtant qu'une partie de l'ensemble définitif qui couvrira vingtaine d'hectares. Celui-ci doit être opérationnel dans un an.

Le problème des enseignants

Commentant les plans fixés sur l'un des murs de la salle à manger, notre accompagnateur, M. Mohamed Khellil — bouabou vert pâle et chèche noire, — déverse sur nous une avalanche de chiffres tous plus éloquentes les uns que les autres. L'école nationale du 9 juin (date de la mort, en 1978, du secrétaire général du Front, Mustapha El Ouali Sayed) pourra accueillir jusqu'à quatorze mille élèves en internat dans trois cent soixante dortoirs. Ils auront à leur disposition une bibliothèque, un dispensaire, des restaurants, une piscine (1), un stade, des terrains de sports, un théâtre en plein air, etc.

L'enseignement, nous précise M. Khellil, sera dispensé en arabe et en espagnol par des professeurs sahraouis et sans aucune assistance étrangère. Outre les disciplines scienti-

fiques habituellement enseignées, les élèves recevront une formation idéologique et idéologique conforme à la doctrine et à la ligne du Front. Ils pourront être appelés à suivre, durant les vacances, des périodes d'entraînement militaire. Le Front s'emploie actuellement à élaborer les programmes d'études. Etant donné le faible niveau des enseignants sahraouis, qui se sont instruits, pour le plupart, « sur le tas », il est probable que la formation idéologique prendra le pas sur les autres disciplines. D'un revers de main, M. Khellil balaise les timides objections présentées par des journalistes plus médusés qu'édifiés. Cet internat en milieu du désert, qui tiendra sans doute plus du camp de concentration que du lycée, est-il compatible avec les traditions sahraouis de nomadisme et de liberté ? L'administration d'un tel montage ne posera-t-elle pas de problèmes ? Les mères, déjà privées le plus souvent de leur époux par le combat, supporteront-elles facilement d'être également privées de leurs enfants dès l'âge de douze ans ?

« Nous n'avons que peu de moyens en enseignants, nous est-il répondu. Il faut les concentrer pour les utiliser au maximum. »

« La construction d'un tel établissement en territoire algérien est-elle compatible avec votre volonté de retourner le plus rapidement au Sahara occidental ? Ne vous installez-vous pas dans l'air ? », avons-nous demandé plus tard au wali (préfet) de la wilaya de Smera (nom donné à un ensemble de camps de réfugiés). « Nous devons laisser nos traces à l'endroit où nous ne passons même qu'une nuit, nous n'y répondons. Le colonialisme sahraoui a gardé notre peuple dans une totale ignorance. Il nous faudra être en mesure de notre retour dans notre patrie d'assumer nos responsabilités. Notre guerre peut durer vingt ans, comme elle peut finir demain. »

DANIEL JUNQUA.

GRÈCE

Hydra sous la pluie

DEUX mâles montent patiemment une des rues du port. Le premier est chargé du canapé et le deuxième des deux jumeaux d'un ensemble formant « coin de salon » du plus pur design. Au café Tassos, discussion d'artistes « réussis » : « Et cette année, cher ami, vous êtes quoi ? » Une famille arabe. Sérieux, avec cette timidité qui verse parfois dans une tristesse à peine perceptible. Haute culture française d'hiver malgré la chaleur, qu'ils portent sans conviction. Autour d'eux la cohue des jeans et de laisser-aller occidental.

Ils s'assoient au café comme sur des chaises neuves et commandent des « panna » et des « cacas ». Passe une « mamma » de l'île, avec un petit diable (quatre ans) qui tourne autour d'elle comme une abeille. Il s'approche d'eux et leur fait des grands sourires. Les visages s'illuminent immédiatement. Une minute après ils le photographient, l'embrassent sur les joues, le cajolent. Ça dure trois minutes et le gosse repart vers son chalet de grasse.

La pluie tombe. Les garçons de café, les mutetiers, les ménages sur les pavés du port comme sur des œufs. Des familles de bourgeois du Proche-Orient prennent des photos et seulesment de leurs enfants — qui posent souriants ou sérieux mais toujours au garde-à-vous, au presque.

L'une des deux petites épiceries du port affiche, en grosses lettres noires sur la porte blan-

che, de nom de l'entracte la plus chic de Paris. (A propos, je me rappelle que la pâtisserie de mon quartier à Athènes s'appelle le Louvre.)

Il s'assoient au café comme sur des chaises neuves et commandent des « panna » et des « cacas ». Passe une « mamma » de l'île, avec un petit diable (quatre ans) qui tourne autour d'elle comme une abeille. Il s'approche d'eux et leur fait des grands sourires. Les visages s'illuminent immédiatement. Une minute après ils le photographient, l'embrassent sur les joues, le cajolent. Ça dure trois minutes et le gosse repart vers son chalet de grasse.

La pluie tombe. Les garçons de café, les mutetiers, les ménages sur les pavés du port comme sur des œufs. Des familles de bourgeois du Proche-Orient prennent des photos et seulesment de leurs enfants — qui posent souriants ou sérieux mais toujours au garde-à-vous, au presque.

L'une des deux petites épiceries du port affiche, en grosses lettres noires sur la porte blan-

DIMITRI T. ANALIS.



RADIO-TELEVISION

Écouter-voir

● DRAMATIQUE : AURELIEN. — Mercredi 11 octobre, TFI, 20 h. 30.

De roman d'Aragon, histoire d'un amour impossible et d'une génération désenchantée dans le Paris de l'entre-deux-guerres, Michel Favart n'a tiré un film riche et subtil, dont les trois « époques » font alterner la reconnaissance brillante des années folles et la peinture intimiste d'une brève rencontre. Sous le titre l'inconnue de la Seine, le deuxième épisode est sans doute le plus « réaliste » : la description d'un monde frelaté qui se laisse glisser vers un pessimisme tranquille, sinon vers un nazisme consentant, à l'image du milieu dans lequel évolue Aurélien, carrefour de l'infamisme, de la politique, du parisianisme et de l'art, vient au premier plan du récit.

Mais l'échec de cette société est aussi celui d'un couple, qui en est le symbole. Michel Favart n'a voulu que chacun des trois actes de cette tragédie s'achève sur la mort, fictive ou réelle, de Bérénice. C'est un bonheur d'aimer une morte, on en fait ce qu'on veut », conclut Aragon. Quatre remarquables comédiens, Philippe Nahon (Aurélien), Françoise Lebrun (Bérénice), Nicolas Silberg (Edmond) et Nicole Garcia (Blanchette), réussissent la gageure d'exprimer, chacun à sa manière, le poète d'Aragon.

● MAGAZINE : RHODÉSIE NO. ZIMBABWE SI. — Vendredi 13 octobre, FR 3, 20 h. 30.

La Rhodésie agonise, le Zimbabwe est en train de naître. La Rhodésie de Ian Smith : 270 000 Blancs, qui survivaient depuis 1965 crispés sur leur racisme, dans le refus d'une démocratie donnant le pouvoir aux Noirs et conduisant à un tribalisme, à la corruption, à la famine. La Rhodésie est en état de siège : dès l'origine, avec le blocus économique, sanction de l'ONU sans réel effet, devant l'émergence de puissants mouvements de libération renforcés par l'effondrement de l'empire portugais.

La Zimbabwe : 6 millions de Noirs qui s'organisent. Les élections libres promises par Ian Smith avant le 31 décembre 1978, leur assurent une majorité écrasante. Le fanatisme de certains Blancs, déterminés à défendre, en tous les cas, leurs privilèges, ne permet pas d'éviter une guerre civile.

● RELIGION : VIOLENCE ET PAROLE. — Dimanches 15, 22 et 29 octobre, TF 1, 10 h. 30.

Pour le Jour du Seigneur, émission catholique de la télévision française, Michel Farin a réalisé trois films qui traitent de la violence, non dans son isolement du cœur de l'homme, mais dans sa corrélation avec le mensonge. « Nous sommes tentés d'oublier, dit Michel Farin, que le visage de l'homme défiguré par la violence demande d'abord à être entendu, qu'il veut dire quelque chose sans pouvoir vraiment parler. »

Dans la première séquence, Denis Vasse, féru de psychanalyse, nous arrête longuement devant un enfant qui ne peut parler, paralysé par un combat intérieur. Cet enfant silencieux dessine toujours... Denis Vasse cherche la signification du dessin, et ce jeu interprétatif est marqué par l'image d'un chat, signe d'une violence cachée qui interdit la parole à l'enfant. Ainsi nous est montré comment naît la violence dans le cœur d'un enfant.

La deuxième séquence est une interrogation sur la genèse de la violence humaine, une réflexion sur le mensonge. Dans un zoo, devant les animaux, images habituelles de la violence, Denis Vasse démontre que la violence n'est pas du côté des animaux mais du côté des visiteurs, de l'homme.

Enfin, la troisième séquence cherche une issue hors du cercle infernal de la violence et du mensonge. A travers l'histoire d'Abraham, déchiffrée, revécue sur les chapiteaux de Saint-Benoît-sur-Loire, la trace d'une autre violence apparaît. Une violence créatrice celle-là, la violence faite à Abraham par la Parole de Dieu.

Des moments si intéressants, des images vigoureuses disent clairement, dans une mise en œuvre raffinée, la préoccupation essentielle d'une société déchirée par son propre discours.

● ENQUÊTE : QUI A TUÉ ROBERT F. KENNEDY ? — Dimanche 15 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Le 6 juin 1968, à Los Angeles, Bob Kennedy fut assassiné. Ses premiers jours de la Californie. Il est assuré d'être le candidat démocrate à la présidence des États-Unis. Peu après midi, il est assassiné par un jeune Jordanien exalté : Sirhan, dans les cuisines de l'Hôtel Ambassador. Devant cent témoins : affaire limpidité, en apparence.

Mais, selon Jean-Michel Charrier, qui n'a rejetté l'enquête, Sirhan n'a pas pu matériellement tirer, quelques centimètres derrière l'oreille droite, la balle qui a tué Kennedy. Il semble qu'il y ait eu deux tireurs. Mais, au cours de l'enquête, des preuves ont été détruites, d'autres falsifiées, d'autres encore fabriquées de toutes pièces.

Qui était ce autre tireur ? C'est ce que tente de déterminer l'émission, grâce à des documents étonnants, à des témoignages nouveaux et aux éblouissants yeux de l'un des gardes privés embauchés par l'Hôtel Ambassador.

● DOCUMENT : LE CERVEAU. — Dimanche 15 octobre, A 2, 21 h. 30.

Plus qu'à une science — la neuro-endocrinologie — ce film de la série « Portrait de l'individu » est d'abord consacré à un laboratoire et tente de traverser lui, l'efficacité des méthodes numériques de recherche, Roger Guillemin, médecin français aujourd'hui naturalisé américain, a trouvé au Salk Institute, sous le soleil californien, un cadre favorable à ses travaux qui lui ont valu le prix Nobel. Bien loin des carcans administratifs français, la liberté absolue à l'intérieur d'un budget.

Parmi les découvertes récentes, l'accent est mis sur la synthèse de la somatostatine (et son application au diabète) et sur l'utilisation des endorphines en psychiatrie. L'exposé théorique est parfois difficile — les auteurs ont pris le parti de ne pas sacrifier à la vulgarisation sommaire — mais toujours intéressant et accompagné de nombreuses expériences.

Les films de la semaine

★ Max von Sydow, Ingrid Thulin et Gunnar Björnstrand dans « Le Visage » (vendredi 13 octobre, A 2, 22 h. 30).

● QUAND C'EST PARTI, C'EST PARTI, de Denis Héroux. — Dimanche 8 octobre, TF 1, 18 heures.

Un Canadien d'expression française en voyage chez les Canadiens anglais. On la triste démonstration que le cinéma québécois a, lui aussi, son Jean Girault ou son Jacques Besnard.

● LA POURSUITE IMPITOYABLE, d'Arthur Penn. — Dimanche 8 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Au Texas, dans les années 60. Poursuite d'un prisonnier évadé au cours d'une nuit de défilé. Pour l'histoire, violence, racisme, férocité sexuelle, une Amérique provinciale en proie à ses démons. Puissance dramatique du sujet, maîtrise de la mise en scène et de la direction d'acteurs. Marlon Brando, Robert Redford, Jane Fonda, dans un fulgurant pamphlet social.

● PANDORA, d'Albert Lewin. — Dimanche 8 octobre, FR 3, 22 h. 30.

La plus belle femme du monde n'est pas faite pour cette terre. Déesse sacrée que les hommes de tous les temps ont désirée, elle ne peut se satisfaire que d'un amour de légende ; elle s'accomplit dans la mort. Ce film commercialement maudit et quasi magique (du réalisateur un Portrait de Dorian Gray) est un hymne au mythe d'Adam Gardner rencontrant sur la côte méditerranéenne espagnole le légendaire Hollandais volant du vaisseau fantôme.



● SUR LE TERRITOIRE DES COMANCHES, de George Sizenon. — Lundi 9 octobre, A 2, 15 heures.

Les recettes classiques du western de confection avec mauvais bandits, Indiens qu'on veut spoler, aventurier-héros sans peur et sans reproche. Celui-là, c'est Jim Bowie, l'homme au célèbre couteau, le Bowie knife des romans d'aventures.

● L'ESPION QUI VENAIT DU FROID, de Morfin Ritt. — Lundi 9 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Les services secrets démythifiés. L'atmosphère du roman de John Le Carré, grisaille, froid, mélancolie, honnêteté, à Londres comme à Berlin-Est, parfaitement reconstituée.

● ARMAGUEDON, d'Alain Jessou. — Lundi 9 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Un récit qui ne captive que par moments, trop émetteur qu'il est dans sa construction sans vraie ligne dramatique, trop tirailé du côté d'Alain Delon acharné à se donner le beau rôle en psychiatrie générale, exemplaire. En revanche, Jean Yanne, fusilier dément qui prend le nom d'Armageddon, est remarquable.

● LES BONNES CAUSES, de Christian-Jaque. — Mardi 10 octobre, A 2, 20 h. 30.

Le mécanisme d'un crime parfait et les ambiguïtés de la justice (d'après un roman de Jean Laborde). Un bon produit du cinéma commercial français des années 60. Dans une certaine convention, une mise en scène solide et parfaite au scénario.

● VILLE SANS LOI, de Joseph H. Lewis. — Mercredi 11 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Un western qu'on peut facilement confondre avec cent autres taillés sur le même patron. En prime, pourtant, Randolph Scott et Angela Lansbury qui porte bien les robes d'époque.

● LA GRANDE GUERRE, de Mario Mattioli. — Mercredi 11 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Alberto Sordi et Vittorio Gassman endossent de mauvais gré l'uniforme militaire en 1917 et se trouvent pris dans la défile de Caporetto. Film à porter à l'actif de la « comédie italienne » par le mélange des genres, les ambiguïtés de l'humour. Démystification de la première guerre mondiale. Un Lion d'or du festival de Venise 1959 à redécouvrir.

● LE PIÈGE, de John Huston. — Jeudi 12 octobre, FR 3, 20 h. 30.

De Londres à l'île de Malte en passant par l'Irlande, Huston arrache les masques de l'aventure et de l'espionnage dans un récit de plus en plus désenchanté (mais non dépourvu d'humour) où court le thème de l'échec qui a toujours fait les délices de ses admirateurs. Dominique Sanda est le centre nerveux et fatal de ce piège à suspense pour homme d'action.

● LE VISAGE, d'Ingmar Bergman. — Vendredi 13 octobre, A 2, 22 h. 30.

Une histoire extraordinaire façon Edgar Poe, dans le climat suédois du romantisme finissant. Le pouvoir surnaturel d'un magicien s'oppose au pouvoir de la science du milieu du dix-neuvième siècle. Images en noir et blanc rappelant les cortèges des gravures de Tony Johannot. Et, pour Bergman, toujours l'interrogation métaphysique et le drame de l'artiste. Film jadis désigné en France par les caprices du snobisme.

● L'EXPRESS DU COLONEL VON RYAN, de Mark Robson. — Dimanche 15 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Aventures, évènement spectaculaire dans l'Italie de 1943 aux mains des nazis. Le colonel américain passe pour collaborateur (d'où le « von » Ryan) alors qu'il est un héros. Pas de vraie surprise, mais du travail hollywoodien, bien fait, avec morceaux de bravoure d'un train en cavale.

● LE CLUB DES TROIS, de Jack Conway. — Dimanche 15 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Le dernier film de Lon Chaney, qui paria pour la première fois au cinéma avant de mourir. Même histoire que le Club des trois, de 1925, tourné par Tod Browning (présente au Cinéclub d'Antenne 2, le 2 janvier 1977). La performance de Lon Chaney est d'utiliser ici cinq voix différentes pour ses aventures criminelles. Très surprenant.

● SIDI-BEL-ABBES, de Jean Aurenou. — Lundi 16 octobre, A 2, 15 h.

Romanesque de la légion et tradition colonialiste. Le seul intérêt rétrospectif de ce film — tourné en 1953 et inspiré, d'ailleurs, par de bons sentiments — est d'avoir été interdit en Afrique du Nord par les autorités militaires françaises.

● UN AMOUR DE PLUIE, de Jean-Claude Brialy. — Lundi 16 octobre, TF 1, 21 h. 45.

Amours parallèles, dans une aération thermique, d'une jeune mère et de sa fille adolescente. Romantisme à l'eau de Vittel, images haute couture, frivolité et insignifiance. Brialy, réalisateur, n'a jamais renouvelé le coup de maître d'Églantine.

● SANS MABLE APPARENT, de Philippe Labro. — Lundi 16 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Pourquoi, transposant à Nice l'intrigue d'un roman policier bien ficelé d'Ed McBain (avec l'inspecteur Carrel), Labro a-t-il voulu faire penser à Chandler et à Hawks ? Les prétentions du réalisateur-cinéphile donnent un côté racrocheur à une enquête dont les péripéties se seraient mieux accommodées d'une mise en scène façon Verneuil. Se voit, néanmoins, sans ennui.

Correspondance

MINISTRE DU RÊVE

Claire Mercier, treize ans, participait à l'émission « Mi-Jugue mi-ronson » sur Antenne 2, le 27 septembre. Elle était pour un soir ministre du rêve. Elle nous demande de publier son « programme » :

On a dit que je n'aimais pas le mot de revendication, ce qui n'est pas vrai ; et, comme je n'ai pas pu dire mon programme (peut-être faute de temps, mais je n'ai pas quand même en le même temps que les autres), les auditeurs se seront peut-être trompés sur le sens de mes paroles. Dans cette émission, les enfants ont eu droit à la parole, mais pas assez, pas complètement et moi que l'on a peut-être considérée comme un pot de fleurs, je voulais bien être le ministre du rêve mais je n'ai pas pu expliquer ce que cela voulait dire pour moi.

Pour moi le rêve serait que les revendications émises par le peuple ne soient pas considérées comme une gêne pour le gouvernement, mais soient la base de la politique. Mon ministère filtre les revendications. Il les classe par ordre d'importance — elles seront toutes retenues, les envoie aux ministères concernés. La création d'un énorme amphithéâtre est commencée, chacun pourra venir y débiter avec des agents informateurs. Un journal officiel des revendications sera tenu à la disposition de tout le monde.

Ce ministère servira à centraliser les revendications et à voir si elles ne sont pas contradictoires entre elles, donc si elles se rejoignent dans la même idée directrice. A la fin de l'année il sera publié un bilan de toutes les revendications, celles qui auront été satisfaites, celles qui resteront en attente. Des mesures seront prises dans le soul de ne pas déformer la parole du peuple.

Si au bout d'un certain temps un minimum de revendications majeures n'avaient pas été satisfaites le gouvernement devrait être remplacé par un autre s'engageant à trouver une solution aux problèmes posés.

J'en conclus que si mon ministère existait aucun des problèmes qui nous ont été proposés ne se serait posé. Certes, il y en aurait d'autres ; chacun aurait le droit à la parole et le gouvernement ferait la volonté du peuple. Voilà la pensée du ministre du rêve. Je serais contente si vous pouviez la faire connaître.

BUKOWSKI LE MARGINAL

M. Pierre V. Laguyette, assistant à l'université Paris-IV, nous a adressé la lettre suivante après l'émission « Apostrophes » de laquelle participait Charles Bukowski :

Les amateurs d'événement et de spectacle ont été servis ! Le numéro d'« Apostrophes » du 21 septembre, où passait, en « vedette américaine », le poète Charles Bukowski se voulait marginal ; il le fut. L'émission consacrait peu à la littérature pour se concentrer, derrière les caméras indiscrettes, sur cette « bête curieuse », issue de la ménagerie des rêves, exhibée là, comme le dernier clown triste d'une génération de vagabonds perdus. J'en ai retiré un goût d'amertume, auquel se mêlaient perplexité et irritation. Perplexe, je le demeure, car je m'interroge sur le sens de l'invitation faite à Bukowski. Certes, Bernard Pivot est amateur de sensations littéraires et ne réprime pas, sur son plateau, à nous servir parfois des saucis aigres en forme d'affrontements personnels. La courtoisie l'emporte le plus souvent, car on est entre gens de bonne éducation, soigneusement choisis, et l'éditeur-chaperon veille dans le flux des seconds-plans. Tous, ou presque, jouent le jeu, ou s'en vont.

Mais Bukowski ! Pourquoi la courtoisie s'est-elle soudain effacée devant la gêne ? Était-il donc trop « marginal » ? Ou trop américain ? Il est fallu lui expliquer les règles, lui faire comprendre qu'il n'avait pas le privilège d'« apostropher ». On a préféré s'enliser graduellement dans un jésuitisme dont le petit écran s'accommoda mal lorsque le sujet n'est pas politique ; et l'on a rendu le poète titubant aux bras affaiblis de sa suite, un peu interloquée. Que diable était-il venu faire, pauvre voyageur exotique, dans cette chaloupe littéraire où se bousculait l'élite, hebdomadairement ?

Car Bukowski ne représente que très partiellement la poésie et marginale, américaine. Ou étaient donc Ginsberg, et Ferlinghetti et Burroughs et Rexroth et Snyder ? Qu'avons-nous appris du grand souffle surréaliste qui anime les nouveaux poètes américains ? On aurait pu, à travers le phénomène Bukowski, nous faire découvrir ces autres écrivains de talent que sont Robert Duncan, Philip Lamantia, William Everson ou Old Corman. Mais non ! Charles Bukowski

était là pour le spectacle, pour créer la sensation — à peu de frais d'ailleurs puisqu'il fournissait sa boisson. Il était là aussi pour le côté photographique de son œuvre, dont Bernard Pivot a semblé se délecter. Il est vrai que le commerce de littérature n'est pas le plus intéressant de cet adjourné. Seule l'initiative Catherine Paysan paraissait en mesure de décoller la nudité violente de cette pornographie et démasquer la sensibilité douloureuse d'une âme blessée. Elle seule semblait pouvoir accéder au jardin secret du poète. Nul n'a compris le sens profond de la filiation puritaine chez Bukowski, car il s'est déclaré ukrainien, ce buveur de sexe, gorgé de sa virilité. Mais ni Bernard Pivot ni ses hôtes n'ont paru se soucier de nous expliquer pourquoi, à t a c h e s qu'ils étaient au confort des jugements superficiels. (...)

SOLIDAIRE DES ÉTUDIANTS DE POLOGNE

Un lecteur, étudiant en médecine, qui tient à signer de ses seules initiales, A.L., nous a adressé la lettre suivante à propos de l'émission « La Pologne » du 29 septembre sur FR 3 vendredi 29 septembre :

Lorsqu'on demande aux Polonais (ou à leurs voisins tchécoslovaques et allemands) ce qu'ils attendent de nous, Occidentaux, la réponse est simple : unanime : « Ne pas vous taire ! »

LA MORT DU PAPE

M. Serge Bonin, de Paris, nous écrit pour nous dire son désaccord avec le commentaire de notre collaborateur Claude Sarraute, qui rendait hommage à France-Inter pour la façon dont cette station avait rendu compte de la mort du pape Jean Paul II.

J'ai écouté France-Inter, comme tous les soirs, de 7 h. 50 à 9 heures, et pendant un certain dix, je n'ai rien entendu d'intéressant sur la mort du pape ; supprimer toute autre nouvelle au cours du journal de 8 heures, supprimer les éditeurs et la revue de presse de 8 h. 30, ce n'est plus du journalisme. La mort du pape était, bien sûr, la nouvelle principale, mais obligé des correspondants, souvent gênés, à meubler par des verbiages, à cause du manque d'information

sur le sujet, ce n'est pas sérieux. La vie politique en France et dans le monde, la situation sociale qui préoccupe une majorité de Français et pourquoi ? Les quelques faits divers et le sport existent encore à 8 h. et 29 septembre.

Faisant ces réflexions à 8 h. 53, j'ai voulu savoir ce que présentaient Europe 1 et R.T.L. et, en effet, j'ai entendu la publicité pour les lotos de la société. Ma réaction fut d'abord un certain étonnement ; mais, après tout, n'est-ce pas mettre les choses à leur place ? Faisant que tous les Français ne sont pas croyants (ni catholiques) et, par conséquent, imposer sur la radio nationale la mort du pape pendant plus d'une heure, c'est vraiment abusif.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO D'OCTOBRE LES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES



RADIO-TELEVISION

Jeudi 12 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 50. Objectif santé ; 14 h. Les vingt-quatre jeudis ; 19 h. A la bonne heure ; 19 h. 25. Pour les petits ; 19 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Feuilletton : Christian (24<sup>e</sup> épisode) ; 19 h. 58. Une minute pour les femmes ; 19 h. 58. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45. 20 h. 30. Feuilletton : Allegro (n° 41, d'après le roman de F. Mallet-Joris, adapt. F. Verny, réal. M. Vain).

CHAINE II : A 2

13 h. 50. Feuilletton : Le provocateur ; 14 h. Cinéma-jeu.

Aujourd'hui madame ; 15 h. Série : Cannon ; 15 h. 55. L'invité du jeudi ; Jean Laconteur ; 17 h. 25. Fenêtre sur... Les voyages de M. Verres ; 17 h. 55. Récit A2 ; 19 h. 35. C'est la vie ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (Michel Sardou) ; 20 h. 35. De mémoire d'homme : Les suicidés de 1834 (L'affaire Princes).

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre ; la Fédération de l'éducation nationale ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LE PIEGE de J. Huston (1973), avec P. Newman, D. Sanda, J. Mason, H. Andrews, L. Bannen, M. Roderer, P. Vaughan.

de diamants, s'évade de prison, grâce à une mystérieuse organisation, en même temps qu'un condamné politique. Il se trouve mêlé à une affaire d'espionnage.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : E. Belletto (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les champs du rêve ; à 8 h. 32. La fête hindoue ; à 8 h. 50. Le rouge et l'orange ; 8 h. 7. Matinée littéraire ; 10 h. 45. Questions en signés ; « Fritza dokus » de F. Meusnier ; 11 h. 2. Livre parcoure récital le duo Oummayyad ; 12 h. 5. Alain va le monde... Agora ; à 12 h. 45. Panorama ; 12 h. 30. Renaissance des orgues de France ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « la Rivière nue », de R. Jaan ; 14 h. 47. Départementales ; Barby d'Aureville à Valognes ; 18 h. 30. Livre appel : les satellites qui photographient la terre ; 17 h. 32. Livre parcoure récital ; F. Lenglé, clavier ; 18 h. 30. « Le Grand Livre des aventures de Bretagne » : Bobor

dans la forêt sauvage ; 19 h. 25. Les progrès de la biologie et de la médecine ; 20 h. « Aids valencien », de R. Kallisky, Réalisation G. Pavrou. Avec J. Magre, M. Lonsdale, T. Mouthine, etc. ; 22 h. 30. Nuit magnétique... Au Festival de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. Musique de table ; 12 h. 35. Jazz classique ; 14 h. 15. Musique en plume ; Debussy ; 14 h. 35. Concerto ; E. Stamitz ; 15 h. Musique-France ; 18 h. 30. Musiques rares ; Korngold ; 17 h. La fantaisie du voyageur ; 18 h. Fiacre de la musique ; 18 h. 30. Festival d'Alsace-Provence... Récital de chant : « Ariane à Naxos » (Haydn) ; « Frauenliebe und Leben » (Schumann) ; « Lieder » (Brahms) ; « Buchert Lieder » (Mahler) ; « Widmung » (Schumann) ; Negro spirituals, par Jessye Norman, soprano, et Dalton Baldwin, piano ; 22 h. 50. Ouvert la nuit ; à 23 h. Le jeu de la nuit ; à 1 h. Douces musiques.

Vendredi 13 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 14 h. 5. Télévision scolaire ; 17 h. 55. A la bonne heure ; 19 h. 25. Pour les petits ; 19 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Feuilletton : Christine (25<sup>e</sup> épisode) ; 19 h. 55. Une minute pour les femmes ; 19 h. 55. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45. 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Ce soir à Samarcande de J. Deval, mise en scène ; R. Gérome, avec : A. Aveline, J.-P. Andréani, R. Gérome, M. Perrin, J. Alric, etc. Boulevard d'entre les deux guerres et étiologie ; un faux tigre, qui voit réellement l'événement, aime une domestique à qui il fait peur. Elle préfère épouser le jongleur. Elle s'apprête à embarquer pour l'Amérique sur un bateau, qui, le soir, se coule. Pourquoi-t-il modifier son destin ? Non. 22 h. 30. A hout portant ; Guy Béart.

CHAINE II : A 2

13 h. 50. Feuilletton : Le provocateur ; 14 h. Aujourd'hui madame ; 15 h. Série : La chasse aux hommes ; 19 h. Magazine ; Delta ; 17 h. 25.

Fenêtre sur... le tatouage ; 17 h. 55. Récit A2 ; 19 h. 35. C'est la vie ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (Michel Sardou et Gila).

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre ; Le combat solidaire ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LE PIEGE de J. Huston (1973), avec P. Newman, D. Sanda, J. Mason, H. Andrews, L. Bannen, M. Roderer, P. Vaughan.

20 h. 30. Le nouveau vendredi : Rhodésie no. Zimbabwe sl.

21 h. 30. Téléfilm : l'enfant séparé. Scénario V. Desroix, réal. F. Vincent, images : D. Diot. Avec : A. Sterling, G. Tinch, A. Weiss, J. Clève, F. Kyndt (prod. FR 3-Lille). Laurent, deux ans, est séparé de ses parents par la guerre de son père et l'absence de sa mère. Sourires voilés de larmes, douceur, demi-tendresse, l'enfant s'efforce de rapprocher ses parents.

Cette émission n'est pas diffusée en Alsace qui présente une émission d'A. Elter : Vendredi en Alsace : Métamorphoses des vieilles pierres.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : E. Belletto (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les champs du rêve ; à 8 h. 32. La fête hindoue ; à 8 h. 50. Schœne au hasard ; 8 h. 7. Les arts du spectacle ; 10 h. 45. Demain ; avec B. Devailly ; 11 h. 2. Livre parcoure récital : paroles ; histoires de femmes ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 14 h. 5. Exposition Paris-Berlin au Centre Georges-Pompidou ; 18 h. 30. Livre d'or ; cycle d'orgue à Avignon avec Cnedko Miyasaki ; 17 h. 30. Exposition Paris-Berlin (suite) ; 20 h. « Le Prisonnier de la planète Mars » (deuxième partie), d'après G. Lerouge. Réalisation C. Roland-Manzel, avec R. Murzeau, P. Constant, M. Cassan, Y. Clève, C. Clève, F. Trébaud, etc. ; 22 h. Ad lib avec M. de Bretteville ; 22 h. 5. La suite du samedi.

18 h. 30. Solistes : J.-C. Gayot, hautbois, et M. Faubon, piano ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Rue des Boutiques-Obscures », de P. Modiano ; 14 h. 47. Un homme, une ville : Luther à Wittenberg (deuxième partie) ; 18 h. 30. Foyers de la musique ; 18 h. 30. « Le Grand Livre des aventures de Bretagne » : Bobor, Gallud et les demoiselles ; 18 h. 25. Les grandes valeurs de la science moderne : les télécommunications spatiales ; 20 h. Italo Calvino... ou les charmes de la mécanique. Avec Y. Adam, E. Barthes, L. Barthe, G. Miller, F. Le Lionnais, G. Perce, S. Sarduy et I. Calvino ; 21 h. 30. Musique de chambre : Liszt, Schubert, Chopin ; 22 h. 50. Ouvert la nuit ; 22 h. 50. Nuit magnétique... Au Festival de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. Musique de table ; 12 h. 35. Jazz classique ; 14 h. 15. Musique en plume ; 14 h. 35. Concerto ; Bach ; 18 h. Musique-France ; Pérotin, Dufay, Corrette, Poulenc, Lalo ; 18 h. 30. Tout finit par s'arranger ; 17 h. Musica britannica ; 18 h. Kjosque ; 20 h. 30. Cycle d'échanges franco-allemands... Concert Maurice Ravel « Ma mère l'Oye » « Rapsodie espagnole » ; « La Valse » ; « Daphnis et Chloé » par l'Orchestre national de France, direction L. Masset ; 22 h. 15. Ouvert la nuit ; 22 h. 50. Notes sur la guitare ; à 22 h. 55. Le jeu de la nuit ; à 1 h. Douces musiques.

Samedi 14 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 14 h. 5. Télévision scolaire ; 17 h. 55. A la bonne heure ; 19 h. 25. Pour les petits ; 19 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 55. Feuilletton : Christine (25<sup>e</sup> épisode) ; 19 h. 55. Une minute pour les femmes ; 19 h. 55. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45. 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Ce soir à Samarcande de J. Deval, mise en scène ; R. Gérome, avec : A. Aveline, J.-P. Andréani, R. Gérome, M. Perrin, J. Alric, etc. Boulevard d'entre les deux guerres et étiologie ; un faux tigre, qui voit réellement l'événement, aime une domestique à qui il fait peur. Elle préfère épouser le jongleur. Elle s'apprête à embarquer pour l'Amérique sur un bateau, qui, le soir, se coule. Pourquoi-t-il modifier son destin ? Non. 22 h. 30. A hout portant ; Guy Béart.

CHAINE II : A 2

12 h. 15. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30. Samedi et dimanche ; 13 h. 55. Magazine ; Des animaux et des hommes ; 14 h. 25. Les jeux du stade ; 17 h. 10. Salle des fêtes ; 18 h. La course autour du monde ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club.

12 h. 35. Le monde de l'accordéon ; 13 h. 45. Toutjours le samedi ; 19 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 18 h. 15. Six minutes pour vous défendre ; 18 h. 45. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45. 20 h. 30. Variétés ; Numéro 1 (Petula Clark) ; 21 h. 30. Série ; Les hommes d'argent (dernier épisode). 22 h. 45. Sports ; Télé-foot.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. Retransmission théâtrale : le Cid de Corneille, au Théâtre du Marais-Corneille. Mise en scène : P. Lamy, réal. M. Hérogant. Avec : J. Davy, J. Hardin, J.-P. Kempf, G. Kerner, A.-M. Philippe, C. Privat, O. Rodier, etc.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : E. Belletto (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les champs du rêve ; à 8 h. 32. La fête hindoue ; à 8 h. 50. Schœne au hasard ; 8 h. 7. Les arts du spectacle ; 10 h. 45. Demain ; avec B. Devailly ; 11 h. 2. Livre parcoure récital : paroles ; histoires de femmes ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 14 h. 5. Exposition Paris-Berlin au Centre Georges-Pompidou ; 18 h. 30. Livre d'or ; cycle d'orgue à Avignon avec Cnedko Miyasaki ; 17 h. 30. Exposition Paris-Berlin (suite) ; 20 h. « Le Prisonnier de la planète Mars » (deuxième partie), d'après G. Lerouge. Réalisation C. Roland-Manzel, avec R. Murzeau, P. Constant, M. Cassan, Y. Clève, C. Clève, F. Trébaud, etc. ; 22 h. Ad lib avec M. de Bretteville ; 22 h. 5. La suite du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quelques pittoresques ; 7 h. 40. Musiciens pour demain ; 9 h. 2. Ewell à la guitare ; à 9 h. 15. Et pourtant, ils tournent ; 11 h. Vocalises ; 12 h. 40. Critique-anthème ; 14 h. 15. Musique en plume ; 14 h. 35. Matinée lyrique « La Favorite » (Donizetti) ; 18 h. 45. Groupe de recherches musicales de INA ; 17 h. 30. Grands ans ; 19 h. Magazine des amateurs ; 20 h. 30. Village et théâtre concours international de guitare ; 20 h. 30. Orchestre de chambre national de Toulouse, direction G. Armand ; « Sonates pour Orchestre à cordes » (Albinoni) ; « Concerto en sol mineur pour violoncelle » (Boccherini) ; « Sérénade viennoise n° 1 » (Mozart) ; « Sonate en ré mineur pour trompette » (Tchaïkovski) ; « Concerto en ré mineur pour trompette et orchestre à cordes » (Tchaïkovski) ; « Bando pour violon » (Schubert) ; 22 h. Ouvert la nuit ; 22 h. 50. Ouvert la nuit ; 22 h. 50. Notes sur la guitare ; à 22 h. 55. Le jeu de la nuit ; à 1 h. Douces musiques.

Dimanche 15 octobre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Emissions philosophiques et religieuses : A. Bible ouverte ; 8 h. 30. Chrétiens orientaux ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Le jour du Seigneur. Lire nos « Ecouter-voir ».

CHAINE II : A 2

12 h. 15. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. TF 1-TF 2 ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 15. Les rendez-vous de dimanche ; 15 h. 35. Série ; L'escadron volant ; 18 h. 45. Sports ; Sports rémiers.

CHAINE III : FR 3

11 h. Quatre saisons ; 11 h. 30. La vérité est au fond de la marmite ; 12 h. Chorus ; 12 h. 40. Cinéma-médias ; 12 h. 55. Top club (et à 13 h. 40). 14 h. 30. Feuilletton : L'âge de cristal ; 15 h. 20. En savoir plus ; 19 h. 20. Petit théâtre du dimanche ; 19 h. 55. Monsieur Cinéma ; 17 h. 35. Chocolat du dimanche ; 19 h. 5. L'ami public n° 1 ; 19 h. 5. Stade 2 ; 20 h. 30. Série : Koiak (C'est une femme, Théo), de G.R. Kearney, réal. D. Friedkin. 21 h. 30. Document de création : Le cerveau. Lire nos « Ecouter-voir ».

M. Delbez ; Juliette et le lion de Belfort (prod. FR 3-Dijon).

Le 3 novembre 1870, l'ennemi est devant Belfort. Le gouverneur Denfert-Rochereau oppose aux troupes prussiennes une résistance de plus de trois mois qui permet à la France de conserver la ville.

20 h. 30. Les dossiers noirs : Qui a tué Robert F. Kennedy ? Lire nos « Ecouter-voir ».

21 h. 30. Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : Le cinéma forain ; 22 h. Cinéma-regards. 22 h. 30. FILM : cinéma de minuit, cycle aspects du cinéma fantastique américain ; LE CLUB DES TROIS, de J. Conway 1930, avec L. Chaney, L. Lee, H. Earles (v.o. sous-titrée, N.).

Un ventricule qui se déplace en vitesse dans une association de malotteurs avec un matelot qui passe pour un bébé et un géant.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : E. Belletto (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les champs du rêve ; à 8 h. 32. Schœne au hasard ; 8 h. 7. Les arts du spectacle ; 10 h. 45. Demain ; avec B. Devailly ; 11 h. 2. Livre parcoure récital : paroles ; histoires de femmes ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 14 h. 5. Exposition Paris-Berlin au Centre Georges-Pompidou ; 18 h. 30. Livre d'or ; cycle d'orgue à Avignon avec Cnedko Miyasaki ; 17 h. 30. Exposition Paris-Berlin (suite) ; 20 h. « Le Prisonnier de la planète Mars » (deuxième partie), d'après G. Lerouge. Réalisation C. Roland-Manzel, avec R. Murzeau, P. Constant, M. Cassan, Y. Clève, C. Clève, F. Trébaud, etc. ; 22 h. Ad lib avec M. de Bretteville ; 22 h. 5. La suite du samedi.

10 h. Messe ; 11 h. Regards sur la musique ; e le Cid de la terre ; de G. Mahler (deuxième partie) ; 12 h. 5. Allégo ; 12 h. 30. Lettres ouvertes à l'extérieur ; 12 h. 45. Récital pour piano par Mary Stanton ; 14 h. 15. « Le Grand Livre des aventures de Bretagne » : Bobor, Gallud et les demoiselles ; 18 h. 30. Foyers de la musique ; 18 h. 30. « Le Grand Livre des aventures de Bretagne » : Bobor, Gallud et les demoiselles ; 18 h. 25. Les grandes valeurs de la science moderne : les télécommunications spatiales ; 20 h. Italo Calvino... ou les charmes de la mécanique. Avec Y. Adam, E. Barthes, L. Barthe, G. Miller, F. Le Lionnais, G. Perce, S. Sarduy et I. Calvino ; 21 h. 30. Musique de chambre : Liszt, Schubert, Chopin ; 22 h. 50. Ouvert la nuit ; 22 h. 50. Nuit magnétique... Au Festival de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musique Chantilly ; 8 h. Cantate ; 9 h. 5. Au grand auditorium de France... Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Kravitz (Beethoven, Schumann) ; 11 h. Ex direct du Théâtre d'Orsay ; F. Lodson, violoncelle ; D. Bova, piano (Beethoven, Brahms) ; 12 h. Musiques chorales ; 12 h. 35. Chansons de son ; 14 h. 15. Portrait en petites touches ; Schumann ; 14 h. 15. Les trinités des critiques de disques ; 17 h. 30. Concerto-lecture ; 18 h. Opéra-bouffon ; « Comtesse Maritza » ; 19 h. 35. Jazz, s'il vous plaît ; 20 h. 30. Equivalences ; 20 h. 30. Echanges internationaux ; 20 h. 30. Orchestre symphonique de l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, direction E. Inbal ; 22 h. 50. Ouvert la nuit ; nouveaux talents, premiers solos.

Lundi 16 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 50. Les après-midi de TF 1 d'hier et aujourd'hui ; 19 h. A la bonne heure ; 19 h. 30. Un, rue Sésame ; 19 h. 55. Feuilletton : Christine ; 19 h. 58. Une minute pour les femmes ; 19 h. 58. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45. 20 h. 30. Magazine ; Questionnaire ; M. Valéry Giscard d'Estaing.

CHAINE II : A 2

13 h. 50. Feuilletton : Typhelle et Tourteron ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame ; 15 h. FILM : SIDI-BEL-ABBES de J. Aizen-Dolce (1983), avec M. Valbel, M. Villa, R. Toutain, L. Farida, R. Cordy, P. Richard.

14 h. 5. Aujourd'hui, madame ; 15 h. FILM : SIDI-BEL-ABBES de J. Aizen-Dolce (1983), avec M. Valbel, M. Villa, R. Toutain, L. Farida, R. Cordy, P. Richard.

Un médecin qui s'est engagé dans le Moudjahidat algérien et s'est épris d'une sergente indigène.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre ; René Girard ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. Variétés : Nana Mouskouri ; 21 h. 35. Magazine ; Question de temps ; l'autodéfense ; le page ; le Liban. 22 h. 35. Documentaire : l'Europe, l'Amérique, les multinationales.

nales ; 18 h. 55. Dessin animé ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. FILM : cinéma de minuit, cycle MOBILE APPARENT, de P. Labro (1971), avec J.-L. Tringant, D. Sanda, S. Distel, C. Gravenin, P. Crauchet, L. Antonelli, G. Segal, J.-P. Marillat (Sedifusion).

A Nice, un inspecteur de police enquête sur des crimes mystérieux commis par un assassin armé d'un fusil à insecte, et apparemment sans motif.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : V. Forrester (et à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... Les champs du rêve ; à 8 h. 32. Schœne au hasard ; 8 h. 7. Les arts du spectacle ; 10 h. 45. Demain ; avec B. Devailly ; 11 h. 2. Livre parcoure récital : paroles ; histoires de femmes ; 12 h. 5. Le pont des arts ; 14 h. 5. Exposition Paris-Berlin au Centre Georges-Pompidou ; 18 h. 30. Livre d'or ; cycle d'orgue à Avignon avec Cnedko Miyasaki ; 17 h. 30. Exposition Paris-Berlin (suite) ; 20 h. « Le Prisonnier de la planète Mars » (deuxième partie), d'après G. Lerouge. Réalisation C. Roland-Manzel, avec R. Murzeau, P. Constant, M. Cassan, Y. Clève, C. Clève, F. Trébaud, etc. ; 22 h. Ad lib avec M. de Bretteville ; 22 h. 5. La suite du samedi.

« Le Grand Livre des aventures de Bretagne » : la messagerie du Grand ; 18 h. 25. Présence des arts ; les frères Le Nain ; 20 h. « Le Variante Grunstein » de W. Kohlhase (Prix Italie 1977), Réalisation G. Rucker et C. Roland-Manzel. Avec F. Rogron, C. Nicot, P. Derrea, Y. Feneau, J. Maire ; 21 h. 3. L'autre scène ou les vivants et les défunts ; rencontre hassidiques ; 22 h. 30. Nuit magnétique.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Le matin des musiciens ; 12 h. Musique de table ; 12 h. 35. Jazz classique ; les étapes de Louis Armstrong ; 14 h. 15. Musique en plume ; M. Thibert ; 14 h. 35. Concerto ; « Scherzo » (Liszt) ; par l'Orchestre national de France, direction L. Bernstein ; 15 h. 30. Musique-France ; Nadstrmann, Balustrade, Gnan, Reynolds Eshen ; 18 h. 30. Off-musique ; 18 h. 40. 20 h. Les grandes voix ; hommage à Marcel Sirot ; 20 h. Perspectives du vingtième siècle, Paris-Berlin.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières FRANCE - INTER, informations toutes les heures ; 7 h. P. Douglas (à 8 h. 45, la chronique de P. Bouillier) ; 9 h. La vie qui va, de J. Paganon ; 11 h. Les cloges de music-hall, de J.-C. Aveny et J. Crépeau ; 12 h. Louis Bonos ; 12 h. 45. Le jeu de 1000 francs ; 13 h. 45. Bloc-Notes, de P. Bouillier ; 14 h. Le livre des contes ; 14 h. 20. Avec ou sans score, de J. Arzet ; 15 h. 30. Tout fait par elle vrai, de H. Gougaud et J. Pradel ; 16 h. Vous avez dit classique ? ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Les mordus, de D. Hamelin ; 20 h. Loup-garon, de P. Blacq-Francard ; 21 h. Feed-Back, de B. Lenoir ; 22 h. Comme on fait sa nuit on se couche ; 0 h. Bas de minuit.

(mus) ; 19 h. (cult.) ; 19 h. 50 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.). Tribunes et débats R.M.C. : 13 h. Jacques Chabas-Delmas (de 9). Radioscopie FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Pierre Emmanuel (lundi), Silvia Mosconi (mardi), Jean Guillon (mercredi), Jean Didier Wolfman (jeudi), Marius Piersodan (vendredi).

Advertisement for Austin Allegro 6CV. Includes image of the car, price '23.600 F\*', and slogan 'Venez l'essayer!'. Contact information for Austin Leyland is provided.

SOCIÉTÉ

LES SOUVENIRS D'UNE FEMME DE CHAMBRE

« Madame est servie ! »

M ADELEINE LAMOUILLE a crié bien fort, de façon à être entendu au salon : « Pipe de terre, amenez la pipe de porcelaine. »

Parent : une profession ?

(Suite de la page 25.)

Remplacer l'école par ces cellules, comme le rêve Illich ? Peut-être en partie tout au moins au début, afin de mieux adapter l'apprentissage élémentaire au rythme de chaque enfant.

VOYAGE

La vieille galanterie

La voiture est donnée, ce dimanche soir, sur la ligne Charbourg-Paris. Ceux qui sont montés les premiers sont assis, comme il est normal. Les suivants restent debout. Debut, il y a des jeunes et des moins jeunes. Assis, il y a des moins jeunes et des jeunes. Et les jeunes assis ne se lèvent nullement pour céder leur place aux moins jeunes debout.

Incredible...

Tenez, la preuve, la voici : un homme aux cheveux blancs se lève et invite une jeune femme à s'asseoir. Il le dit à voix haute, avec un jolif geste de la main. Autour, les jeunes assis sortent de leur réverie pour s'intéresser à l'échange, mais rien ne se passe. Et puis, un long cheveu se dresse, le jeu aux joues, et

OLIVIER RENAUDIN.

GÉNÉALOGIE

Le téléphone fut, lui aussi, considéré comme un luxe inutile...

QU'UN nombreux personnel travaille régulièrement le dimanche dans les stations afin de permettre un week-end de détente aux sports d'hiver ou encore, en été, sur la plage, personne n'en est jamais choqué.

années, la permanence du samedi matin, reconnue pas fréquente par le directeur de notre service. Plus loin dans le temps, existait une permanence le samedi après-midi, supprimée vers 1980, et vous voudriez que nous renoncions à ces acquies et retournions en arrière ?

mentaux avec un personnel de niveau scientifique et technique supérieur, acceptant, dès l'embauche, l'assistance permanente aux clients, et surtout d'assurer des horaires exceptionnels et particulièrement le service du week-end (par roulement).

Dependant le souhait de voir les dépôts d'archives ouvrir au public non seulement le samedi mais aussi le dimanche (1) n'a pas toujours été pris en compte, même si la généalogie est considérée comme un moyen de culture.

Actuellement, la moitié des articles communiqués dans les dépôts le sont à des généalogistes, le nombre de séances de lecture généalogistes ne cesse d'augmenter, la correspondance généalogique se multiplie.

Evidemment, ce ne serait qu'une goutte d'eau dans le lutte contre le chômage. Deux à trois personnes par département seraient suffisantes. Moins de trois cents emplois créés, c'est bien peu !

CORRESPONDANCE

L'ÉTONNANTE AÉROFLOT

A la suite de l'article Étonnante Aéroflot (le Monde daté 17-18 septembre) nous a été reçu de Mme Hélène Lajorge une lettre dans laquelle on lit :

Je n'ai jamais eu l'intention de généraliser à l'ensemble des lignes intérieures de l'Aéroflot les étonnantes que j'ai ressenties. J'ai juste raconté ce que j'ai vu. Mais, en soit général, j'ai tout de même pris ces lignes dans trois semaines et je les avais empruntées à plusieurs reprises en 1968 et en 1971. Toutefois, le groupe dont je faisais partie a été aménagé dans une salle d'attente réservée aux étrangers, y compris en 1971 à Leningrad, et en 1968 pendant vingt heures à Moscou-Dessalovsk. Toutefois, sauf, me semble-t-il, entre Moscou et Irkutsk en 1968, nous avons occupé des sièges bien réservés à l'écart des avions. Pendant les huit vols de cette année, jamais je n'ai vu les Soviétiques bonifier leur escale de sécurité ni les bébasses se quereller. Et sur deux ou trois de ces vols, des personnes de mon groupe ont eu des caisses cassées ou dont il manquait une moitié.

Une solution

Toute personne doit pouvoir accéder au patrimoine collectif qui constitue les archives publiques, spécialement celle de l'état civil, et c'est bien dans ce sens que la Convention nationale avait ouvert en fixant, il y a cent quatre-vingt-cinq ans déjà (décret du 7 messidor an II, 25 juin 1794), le principe selon lequel « tout citoyen pourra demander [sans frais], dans tous les dépôts et six heures qui seront fixées, communication des pièces qu'il se raitement. » (Robert Gabion, déjà cité.)



صحة الاموال

MUSIQUE
Quelques nouvelles
Le Monde daté 17-18 septembre

L'écrivain et la société

UN ENTRETEN AVEC MICHEL TOURNIER

Reclus dans un presbytère d'Île-de-France, Michel Tournier se consacre entièrement à une œuvre littéraire dont les critiques estiment qu'elle apporte à la France « le renouveau romanesque le plus éclatant depuis dix ans ».

Œuvre purement imaginaire et n'ayant d'autre portée que son scintillement artistique? Témoignage historique signant le renouveau des méthodes en usage chez

les archivistes du passé? Ou prophétie d'expression symbolique annonçant les changements de civilisation?

Comment situer, à la fin de ce siècle, le rôle du romancier, et quels sont ses rapports avec le pouvoir qu'il fuit, et la société qu'il décrit?

Michel Tournier, qui se livre, sous l'apparence désinvolte de la nouvelle, du roman ou de l'essai, à une remise en question radicale et souvent provocante des valeurs traditionnelles, répond ici à ces interrogations et précise son point de vue d'observateur sarcastique et lucide sur le monde d'aujourd'hui et sur celui que prépare un système d'éducation jugé par lui aberrant.



En parlant avec les enfants, on constate des lacunes vertigineuses. Je crains que ces enfants ne paient très cher l'enseignement anarchique qui leur est donné. Devenus adultes et conscients du mal qu'on leur a fait, ils élèveront peut-être leurs propres enfants dans un redoublement de sévérité. Qui sait si dans dix ans on n'en reviendra pas aux châtiements physiques?

— Brigades rouges, bande à Bonder, phalanstère de Charlie Manson, les adolescents enrégimés de cette fin du vingtième siècle sont-ils les fruits de ces carences éducatives? Ou la manifestation extrême de l'adaptation humaine à une vie pacifique?

— C'est certain. On se refuse souvent à considérer quel formidable dévouement à toutes les violences offraient les guerres qui ravagèrent périodiquement l'Europe. Depuis plus de trente ans, le monde occidental traverse une période de paix, d'opulence et de santé, qu'il n'avait pas connue de mémoire d'homme. Mais naturellement il a ses germes particuliers de désordre. Peut-être va-t-on assister maintenant à des conflits de générations. Alfred Sauvy a souvent montré à quel point notre société est organisée en faveur des aînés, contre les plus jeunes. Le chômage des jeunes est le pire, et il découle de toute une organisation visant à protéger les situations acquises. Hiérarchie et ancrément sont presque toujours synonymes.

— A cela va s'ajouter bientôt le problème des retraites. Il y a un siècle vivait toute une classe cossue et oisive, celle des rentiers. Peu à peu on s'est habitués à les mépriser et à les haïr comme des parasites qu'en bonne logique capitaliste ils n'avaient pas. Pour les détruire, la fiscalité, l'inflation et autres expédients se sont effarçonnés additionnés. Or voici qu'ils reparassent sous le nom de retraités, des retraités de plus en plus jeunes, aussi bien par le nombre des années que par l'aspect extérieur et les capacités. A ces nouveaux parasites, une classe plus jeune, réduite de plus en plus par la baisse de la démographie, va devoir assurer un niveau de vie supérieur au sien. Combien de temps cela va-t-il pouvoir durer? Il est clair qu'une organisation idéale — utopique, peut-être — de la société supprimerait ces deux mauvais expédients, les vacances et la retraite, et assurerait à chacun une activité modulée en fonction de son âge et de ses capacités jusqu'à la fin de ses jours.

Droite ou gauche?

— Certaines des positions exprimées sans ménagements dans le Vent Paraclet vous ont valu de vives attaques venues de la gauche. L'ermite lucide et sarcastique de Choiseul est un homme de droite?

— Depuis cent ans, la droite française n'a cessé de se déconsidérer en s'identifiant à des mauvaises causes : affaire Dreyfus, nationalisme de 1914-1918, cacouille pétainienne, collaboration, guerre d'Algérie. Le résultat, c'est que, si elle continue à gouverner, elle n'ose plus dire son nom, elle n'a plus de conscience d'elle-même qui soit bonne conscience. Cette bonne conscience est passée à gauche. Depuis plus de trente ans, le conformisme est à gauche, les bien-pensants sont de gauche. Ces choses m'intéressent, mais ne me concernent pas. Je ne vise que la valeur littéraire, et les exigences des livres que j'ai écrits sont pour moi des impératifs absolus. J'obéis au dieu et à l'outil aux besoins du roman en train de se faire. Donc aucune provocation de ma part. Mais naturellement je ne regrette pas où je mets les pieds, et il m'arrive de péter des tabous. Généralement, ce sont des tabous de droite (Iravil, famille, armée, antisex, religiosité, etc.). Parfois ils sont de gauche (obscurantisme anti-allemand). La droite ne dit plus rien, parce qu'elle n'a plus de discours idéologique. Au contraire, la gauche pousse des clamours. Je suis sourd. Il y a un mot qui est pour moi l'alpha et l'oméga : la création. Dieu créateur a fait l'homme à son image. Donc la vocation normale de l'homme est de créer. Tout ce qui s'oppose à la création est réactionnaire, néfaste, absolument mauvais. La création est seule absolument bonne. Tout doit s'incliner devant elle.

Propos recueillis par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

« L'écrivain n'est-il que l'écho, artistiquement mais tardivement exprimé, des grands mouvements de civilisation? Ou son œuvre peut-elle être annonciatrice de ces mouvements plus puissamment et plus clairement que celle des hommes politiques? »

— Je crois qu'il faut bien distinguer entre l'œuvre proprement littéraire (roman, nouvelles, œuvre dramatique, poésie) et le témoignage (Mémoires, journal, essai), c'est-à-dire entre la fiction et la non-fiction. La non-fiction est essentiellement rétrospective. Elle rend compte de ce qui s'est passé dans quelque domaine que ce soit, même s'il s'agit d'un passé très récent, tout chaud encore. Ensuite, il faut ouvrir une parenthèse particulière pour la science-fiction dont nous reparlerons.

Quant à la fiction (roman), sa ruse est souvent de se présenter comme un témoignage sur le passé mais de constituer, en fait — dans la mesure où l'auteur a du génie — une anticipation plus ou moins lointaine et suggestive. Exemple : Flaubert publie Madame Bovary en 1857. Ce roman raconte une histoire qui se situe dans les années 1830. C'est donc apparemment un témoignage sur la société louis-philippard. Mais il s'agit d'une œuvre littéraire de génie. Et la preuve, c'est que, sous cette apparence rétrospective, il s'agit, en fait, d'une extraordinaire anticipation. Mme Bovary elle-même est une femme moderne. Mais c'est plus facile à prouver en ce qui concerne le pharmacien Homais, qui incarne le scientisme anticlérical et radical-socialiste. L'un des piliers de la III<sup>e</sup> République. C'est Emile Combes, avant son arrivée au pouvoir en 1892. L'anticipation est formidable.

Autre exemple : Goethe publie son Werther en 1774. L'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, œuvre typiquement non-fiction et donc rétrospective, est en pleine parution. Or Werther constitue la charte de l'amour romantique, échevelé, désespéré, avec clair de lune et suicide final. Donc une œuvre totalement intemporelle au sens propre du terme. Il n'empêche que ce petit livre va faire très vite son chemin et qu'il ne sera plus possible d'aimer désormais — et cela reste encore valable aujourd'hui — sans obéir à son influence, même quand on ne l'a pas lu.

Reste maintenant la question fondamentale : Goethe a-t-il seulement prévu et annoncé l'amour romantique, ou bien l'a-t-il inventé et imposé? Flaubert a-t-il présenté le personnage de Homais-Combes, ou bien l'a-t-il inventé et lancé dans la société française? L'un et l'autre sans doute. Il faut ici se souvenir des deux sens du mot « inventer » qui veut dire à la fois créer ex nihilo et découvrir (en termes juridiques) l'inventeur d'un trésor est celui qui le découvre.

Bref, j'appellerai générale toute œuvre modifiant la vision et la sensibilité des contemporains et plus encore de la postérité.

Quant à la comparaison avec les hommes politiques, je pense qu'il faut distinguer « pouvoir » et « influence ». Victor Hugo disait : « Plus tôt l'influence que le pouvoir. » En effet, pourvu surtout dans notre civilisation est caractérisé par son impuissance. L'homme politique est l'esclave de la vox populi. Hitler lui-même ne gouvernait qu'à force de démagogie et en caressant son peuple dans le sens du poil. Et, aujourd'hui, en France, le ministre de la Justice déclare qu'il est contre la peine de mort, mais qu'il faut la maintenir parce que l'opinion y est favorable. Autrement dit : « Il faut bien que je les suive puisque je suis leur chef! »

Du phalanstère à l'ermite

Jusqu'à la dernière guerre, la créativité des artistes et des intellectuels se déployait dans un contexte d'échanges permanents, voire de communauté. Salons, cénacles, abbayes, phalanstères, correspondances, œuvres communes, critiques et influences réciproques en font foi. L'isolement déshérité des meilleurs parmi les écrivains français modernes, allant parfois jusqu'à l'émigration, signifie-t-il le rejet de la société actuelle? La création est-elle devenue solitaire parce qu'elle est de la civilisation moderne technocratique?

On est en effet surpris de constater, en lisant la vie des auteurs, par exemple, du dix-neuvième siècle, de leur activité sociale, si l'on dit. Le soir, ils se réunissaient pour se lire à haute voix ce qu'ils avaient écrit dans la journée, chose tout à fait impensable aujourd'hui. Toutefois, certains grands écrivains créent autour d'eux de petites sociétés extrêmement typées. Par exemple, si vous lisez les Cahiers de la petite dame, de Maria Van Rysselberghe, qui sont la chronique familiale d'André Gide, vous verrez qu'il existait une « famille Gide », comprenant d'autres écrivains, Martin du Gard, Copecau, Ghéon, Schlimberger. Ce sera d'ailleurs le noyau d'où sortira la N.R.F.

Une génération plus tard, les Mémoires de Simone de Beauvoir nous révèlent l'existence d'une « famille Sartre », très comparable d'ailleurs à la « famille Gide », à cela près que les lectures à haute voix, courantes chez Gide, ne sont plus de mise chez Sartre. Il y a encore aujourd'hui des groupes

plus ou moins officiels et manifestes. La principale raison d'être à mes yeux de l'Académie Goncourt, c'est de réunir une fois par mois autour d'une excellente table des copains qu'on aime bien et qui font le même métier. Mais chose remarquable, on y parle de tout sauf de ce que chacun est en train d'écrire. Pudeur et discrétion sans doute. A vrai dire nous sommes des altruistes et nous parlons surtout des livres des autres.

Il n'en reste pas moins que le travail reste solitaire. C'est une vaste et interminable rumination. Et il n'y a aucun répit. Le travail se fait ou plétine vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Pourquoi les groupes et les phalanstères ont-ils disparu? Peut-être persistent-ils sous une forme nouvelle grâce à la radio et à la télévision. L'écrivain étant généralement une très bonne bête audio-visuelle y est très souvent invité. Et de l'autre côté, resté chez lui, il ne manque pas les émissions radio et télé auxquelles participent ses confrères. C'est une façon de se rencontrer. Combien de fois ne m'arrive-t-il pas en entendant parler quelqu'un à la radio d'essayer de deviner son nom? J'y arrive souvent dès la deuxième phrase. C'est là qu'on s'aperçoit qu'il existe encore un « milieu littéraire », même si les salons ont disparu. Nous sommes une centaine en France, nous nous lisons, nous nous écoutons, nous nous connaissons parfois sans jamais nous être rencontrés. Et naturellement nous nous influençons et nous nous combattons. C'est un aspect de la vie littéraire qui n'est pas négligeable.

Mais la meilleure façon de sortir de la solitude, c'est le contact avec les lecteurs. Pour moi les lecteurs privilégiés, ce sont les enfants. Quand j'arrive dans une classe où Vendredi a été lu en lecture suivie, les enfants me reconnaissent aussitôt pour m'avoir vu à la « télé ». Certaines lettres de lecteurs sont enthousiasmantes. J'ai reçu la photo d'une classe d'un village mauritanien accompagnée de ce commentaire : « Soyez fier, les enfants Noirs rêvés de vos livres bleus font une dictée dans les rues de l'auteur. » Pour moi cela vaut un prix Nobel.

Les carences de l'éducation

La publication de ceux de vos livres destinés aux enfants vous a conduit à fréquenter à de multiples reprises l'institution scolaire française. Vous dénoncez les carences de l'éducation qu'elle procure. Pourquoi?

Il y a deux éléments dans l'éducation : l'information et l'initiation. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'éducation — essentiellement morale, humaniste et religieuse — donnait le pas à l'initiation sur l'information. Voltaire et Diderot ont dénoncé cette éducation par trop idéologique et aristocratique. Depuis, la part initiatrice de l'éducation ne cesse de reculer. On a abandonné le grec et le latin. La littérature est considérée comme un ornement inutile. L'histoire et la géographie menacent d'être reléguées à leur tour. Il ne s'agit plus que de fournir à l'enfant des connaissances qui lui serviront dans la vie, c'est-à-dire qui l'asserviront à la fonction qu'on lui assigne. On veut fabriquer un instrument utile au corps social. C'est doublement aberrant. D'abord parce qu'il n'y a pas de véritable éducation sans une part totalement inutile, invendable, irécupérable. Cet aspect doit être particulièrement préservé chez l'enfant qui est destiné à des tâches répétitives. Je pense que l'enseignement du grec, du latin et de la poésie française sont plus urgents chez les enfants destinés à devenir grutiers ou garçons bouchers que chez ceux à qui on prépare une carrière d'avocat ou de médecin.

Ensuite, il y a un bon nombre de professions — les plus brillantes peut-être — pour lesquelles les exercices mathématiques sont non seulement inutiles mais sans doute néfastes. Toutes celles qui reposent sur la recherche d'une certaine qualité et non sur la manipulation de symboles quantitatifs abstraits. La radio, la télévision, la presse, la publicité, l'édition, les industries textiles, le droit, la diplomatie, les échanges commerciaux, toutes les carrières politiques, je cite pêle-mêle, eh bien! ces professions sont résolument anti-mathématiques. Il y a cependant des professions où une base scientifique est indispensable, mais où elle doit être dominée par autre chose qui n'est pas scientifique, et l'équilibre est très difficile à obtenir, comme par exemple la médecine et l'architecture.

On tremble en pensant aux ravages que provoqueraient un juge qui n'aurait de culture que mathématique ou un médecin qui ne connaîtrait que la biologie. Non, le fétichisme des mathématiques et des sciences physiques tel qu'il est pratiqué actuellement dans notre enseignement est une aberration. Si les enfants ne lui opposaient pas une résistance instinctive et massive, on verrait sortir des écoles et des universités des masses uniformisées de petits Diatoures polytechniciens aussi inutilisables que les Diatoures jargonnants le latin de cuisine de Mollère.

Vous préchez donc un retour à l'irrationnel et à la mystique, ou tout au moins à la prééminence du littéraire?

Certainement pas. Je suis un rationaliste intégral. Je crois à la toute-puissance de l'intelligence. J'adhère sans réserve au spiritualisme qui m'enseigne que le monde est à Dieu créant le monde dans la seule mesure où je pense et où je comprends. Seulement, la science n'embrasse qu'une toute petite partie du réel, son réel à elle, qui est fait de concepts abstraits, vidés de leur contenu pour pouvoir être manipulés comme des outils de laboratoire. Or les notions les plus importantes dans la vie de l'esprit et dans la vie tout court lui échappent complètement. Sur la beauté, le bonheur, la mort, l'amour, le plaisir et la douleur, aucune discipline scientifique n'a rien à nous dire. Prenons le cas de la santé et de la maladie. Ce ne sont pas des concepts scientifiques. La biologie ne peut que les ignorer. Pour elle, un dosage de sucre ou d'urée dans le sang est toujours un dosage. Si le médecin fait la différence entre dosage normal et dosage pathologique et entreprend de guérir, c'est parce qu'il est plus qu'un biologiste, c'est parce que la médecine n'est pas une science, mais un art doublé d'une technique scientifique.

Intolérance et pédophilie pleurnicharde

De Bossuet ou Fénelon à Rousseau et à ses adeptes, les conceptions sur l'éducation de l'enfant n'ont cessé d'osciller de la rigueur la plus punitive à la permissivité, voire à la déliquescence la plus extrême. Dans quel camp vous situez-vous?

Chaque civilisation se fait une certaine idée de l'enfant et le traite en conséquence. Les hommes de l'Antique Régime avaient une confiance totale dans la bonté et la bienfaisance de la société. Pour eux, le mal s'identifiait avec la sauvagerie et la nature brute. L'enfant était donc méprisable et ne méritait pas le statut d'être humain à part entière aussi longtemps que l'éducation n'en avait pas fait un bon chrétien et un fidèle sujet de Sa Majesté. Préparé par Rousseau, le romantisme — notamment avec Victor Hugo — renversa tout cela. La société, devenue mauvaise et perverse, abîme l'enfant, ange de pureté tombé dans cette fange.

Dans ces deux cas, notez-le, on écarte l'enfant de la société : sous l'Ancien Régime parce qu'il est trop mauvais, au dix-neuvième siècle parce qu'il est trop bon pour partager la vie des adultes. Freud a opéré une sorte de synthèse des deux points de vue, en admettant que l'enfant est un nuage de pulsions libidinales, mais aussi en insistant sur sa fragilité et sur les égards qu'il exige, faute de quoi il présentera plus tard des désordres psychiques.

Aujourd'hui, toutes ces idées contradictoires se mélangent plus ou moins dans nos esprits. Par exemple, quand nous envoyons un enfant en colonie de vacances, c'est à la fois pour nous en débarrasser (Ancien Régime) et pour le mettre au vert (romantisme). Ce qui me paraît plus contestable, c'est la pédophilie pleurnicharde héritée d'un certain romantisme qui valorise ridiculement l'enfant. La vie d'un enfant n'est plus ni moins respectable que celle d'un vieillard ou d'un adulte. Le fait que la victime de Patrick Henry ait eu sept ans ne constitue en toute justice ni une circonstance aggravante — comme l'aurait voulu le romantisme — ni une circonstance atténuante — comme l'aurait jugé l'Ancien Régime.

D'autant plus que cette pédophilie s'accompagne dans notre société d'une intolérance égoïste à l'égard des enfants qui les fait chasser de partout (interdiction des jeux dans les B.I.M. et les jardins publics) et les oblige à vivre dans des villes complètement inhabitables pour eux. D'ailleurs, les Français remplacent de plus en plus leurs enfants par des chiens. L'augmentation du nombre des chiens est très exactement parallèle à la diminution des naissances. Fenchés sur les berceaux français, la fée Philia et l'enchantement avortement métamorphosent les bébés en teckels et en levrettes. Mais en attendant que la transition soit achevée et que toutes les écoles aient été remplacées par des chenils, on peut se poser des questions touchant l'éducation actuelle.

Il me semble que la contrainte et le laxisme vis-à-vis des enfants sont également mal distribués. Côté contrainte, par exemple, on continue, dans les sphères officielles au moins, à considérer que le mal absolu pour l'enfant, c'est la sexualité. Le cinéma, les porno-shops, la télévision, sont soumis à une censure rigoureuse à l'égard des enfants. Si je dis que Pérotisme n'a jamais fait de mal à personne, surtout pas aux enfants, et qu'il n'y a aucune raison de ne pas passer des films pornographiques à la télévision le mercredi après-midi, j'exprime une évidence, mais elle se brise contre un mur. En revanche, tous les meurtres et toutes les violences s'étaient sur le petit écran à toutes les heures. La morale officielle de la télévision se résume par ce précepte : faites la mort, ne faites pas l'amour.

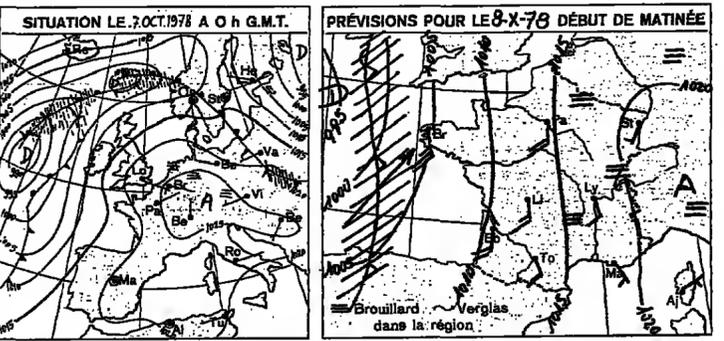
Inversement, il est absurde de prétendre qu'un enfant puisse tout apprendre sans peine, voire sans larmes. Dans certaines classes de quatrième où je suis allé, l'enseignant n'a avoué que certains de ses élèves ne savaient ni lire ni écrire.



صحة من الالهي

CARNET INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 octobre à 6 heures et le dimanche 8 octobre à 24 heures :

Les hautes pressions centrées sur le massif alpin continuent à se déplacer vers le sud-est et le champ de pression s'affaiblit en la France...

Salon

Le Salon du champagne, organisé par le laboratoire de cryptogamie du Muséum national d'histoire naturelle, a lieu du 7 au 15 octobre...

Réceptions

A l'occasion du départ de son conseiller, M. Dimo Stankov, l'ambassadeur de Bulgarie, M. Constantin Atanasov, a offert le jeudi 5 octobre une réception dans les salons de l'ambassade.

Fiançailles

M. Raymond WEIL et Mme, née Eliane Bloch. M. Gérard BERNHEIM et Mme, née Ruguette Bloch.

Décès

M. et Mme Louis Roux et leurs enfants. Mireille, Claudine, Nicole, Alain, M. et Mme Jean Coulondeur et leurs enfants...

Remerciements

Mme Yves LEGOUX. Ses enfants. Très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées dans leur douloureuse peine...

Anniversaires

Une pensée est demandée aux amis d'Anne HUNWALD pour l'anniversaire de sa mort.

Visites et conférences

LUNDI 8 OCTOBRE VISITES QUIVRES ET PROMENADES - 15 h. Entrée de l'abbatiale par le métro Saint-Denis-Bastille...

L'odyssée d'un globule.



Photo illustrant la déformabilité des globules rouges dans un capillaire humain.

Dans un seul être humain, vingt mille milliards de globules rouges sillonnent en permanence deux cent millions de vaisseaux capillaires qui représentent plusieurs centaines de kilomètres.

Mais le diamètre d'un globule rouge est de 7,5 microns, alors que celui d'un capillaire n'est que de 5 microns et parfois même de 3. Il doit donc pouvoir se déformer, pour poursuivre son voyage jusqu'aux cellules les plus éloignées.

Les chercheurs de Hoechst contribuent activement à l'étude de ce phénomène. Déjà, des perspectives thérapeutiques s'offrent en pathologie vasculaire, à une action pharmacologique sur la déformabilité du globule rouge, facteur important de la circulation sanguine.

En médecine, comme dans bien d'autres domaines, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst-Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense



M. Jean LE MEN, survenu le 4 octobre 1978, à Reims. Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André, avenue Jean-Jaures, à Reims, le lundi 8 octobre 1978, à 14 h. 15.

L'inhumation aura lieu à l'issue de cette cérémonie au cimetière du Sud à Reims.

Mme le professeur L. Le Men, son épouse. Les enseignants, le personnel et les étudiants de la faculté de pharmacie de Reims...

professeur Jean LE MEN, qui fut doyen de la faculté de pharmacie de Reims...

M. José LUCCIONI, de l'OPéra, est décédé à Marseille, le 5 octobre 1978...

Logement

Trois organismes recherchent des chambres, des studios et des appartements à louer, à Paris et dans la région parisienne, pour les étudiants...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2198

Grid for crossword puzzle with numbers 1-11 and letters I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

HORIZONTALEMENT I. Est partiellement intéressé quand on sort une nouvelle pièce. II. Faire perdre le fil. III. La moitié de Necker. Activité redoutable pour les pigeons. IV. Adjectif qui qualifie le bon temps. V. Est redouté par des coureurs. VI. Traité comme du linge sale. VII. En effet. Utilisé quand on a déjà doublé. VIII. Font de nouveaux appels. IX. D'un verbe vraiment actif. Qui a pris de mauvais plus. X. Soit pour ranger les verres. Conjonction. XI. Peut relever tout ce qui est plat.

VERTICALEMENT I. Endroits où il faut respecter les sergents. II. Fait un oubli. S'apprête donc à glisser. III. Qui risque de faire mauvais effet. Surtout qu'on peut voir près des Fossés. IV. Pas décoré. Qui peut donc courir. Au bout du couloir, à droite. V. Risque de faire des dégâts quand il sort de sa cage. VI. N'est pas plus que dans la légende. Souvent préparée pour du beurre. VII. Roi. A force de loi. VIII. Élément de Confédération. En Savoie. IX. Peut être considérée comme le résultat d'une division. Son coup peut briser une carrière.

Solution du problème n° 2197 Horizontalement I. Irréductible. II. Noiraude. Sotieux. III. Yves. AU; Sec. IV. Renégats; Ré; Iso. V. Assaut; Age; Oc. VI. Usons; Vélum. VII. Sac; Tuna; Eu; Têtu. VIII. Révocation; Las. IX. Mer; Nitre; SI. X. Tals; Lias; Sic. XI. Lol; Follet; Rira. XII. Anté; Er; Tarot. XIII. Utile; Tub; Cl. XIV. Lido; Epis; Banco. XV. Electrification. Verticalement I. Invalensable. II. Roués; Ale; On; II. III. Rens; Certitude. IV. Erreur; Etou. V. Ta; Gustatif. VI. Rn; Abont; Sotier. VII. Edit; Nain; Epl. & Ce; Sas; Oille; II. VIII. Enlier; Si. IX. Sûre; Ra. X. II. Sol; Les; Tuba. XI. Au; Ceta; Rahat. XII. Bestioles; Sir; Ni. XIII. Lues; Ut; Sirocco. XIV. Excommunication. GUY BROUTY.

LE JOUR DES MUSIQUES

Les dix-huit heures de l'Olympia.

L'Olympia accueillera à partir du mois de novembre, de 18 heures à 19 h. 30, d'autres chanteurs, groupes, artistes que ceux confirmés par le succès commercial...

Pasadena Roof Orchestra au Palace.

Le style « rétro » continue à rencontrer le public. Tandis qu'au Théâtre de la Ville, le Grand Orchestre du Splendid ressuscite l'époque des formations de Roy Ventura...

Nouveaux albums.

— David Bowie (Stage 78) : Personnage tour à tour baroque ou ambigu, jusqu'à l'été, quelle est l'émotion sa vie en toute liberté et en toute conscience.

Cinéma

AU FESTIVAL DE PARIS

Le monde glauque de Paul Schrader

Blau Collar, premier film écrit et réalisé par Paul Schrader — connu à ce jour pour ses scénarios de Yakuza, de Sydney Pollack...

Climax, dévouement : les trois copains découvrent dans la livre de comptes du syndicat que celui-ci consentait, avec les cotisations...

Second film en compétition de la journée. Un tiré sous la neige, du Danais Henning Carlsen...

Le titre original anglais ne revêtit en rien aux « cotés bleus » toutennés des anciennes opérettes marseillaises d'Albert...

Ces données romanesques, aussi audacieuses soient-elles, n'auraient qu'un sens limité si elles étaient ensuite délayées dans le traditionnel mélodrame à suspense hollywoodien.

Leur hâte à se lancer dans la recherche de la violence du récit ou au langage toujours au bord de l'obscénité, voire franchement ordurier (le sous-titrage de la police à suivre, on le comprend, bien qu'on ait oublié, sans raison, de traduire la chanson...

Trois camarades ouvriers d'une usine de montage automobile de Detroit se trouvent mêlés à une histoire de vol et de chantage à trois temps. D'abord, ils déclinent de rattrier la caisse du syndicat...

Paul Schrader ne se nourrit pas de progressisme béat. Il nous donne autre chose, un témoignage sur ce qu'il faut bien appeler le lola humaine, The Whole Sickmess of it, le côté malade de notre société.

LOUIS MARCORELLES.

< GIRL FRIENDS >, de Claudia Weill

La cousine de la Femme libre (de Paul Mazursky) vient d'arriver, après beaucoup de succès aux Etats-Unis et au Festival de Cannes. Elle s'appelle Susan Weinblatt, c'est un rôle interprété par Maudie Mayron...

hasards, on apprend qu'elles s'aiment d'amitié, que la plus audacieuse n'est pas celle qu'on croit, que leur jalousie existe, réciproque et multiple.

Attaché, lui aussi, à un devenir féminin, le regard de Claudia Weill est beaucoup moins froid que celui de Mazursky. Elle filme très près des personnages, elle a le front collé aux détails...

Car Girl Friends, grâce au tempérament de Maudie Mayron et à la bonhomie des personnages qui traversent le récit, est un film très plaisant. Plaisant dans la mesure où certains événements de la vie peuvent être gais : l'amour, le succès, après la solitude, l'égoïsme, l'incompréhension...

CLAIRE DEVARIEUX. \* Voir les films nouveaux.

Formes

Sous tous les ciels

La sculpture canadienne se porte bien. L'exposition « Sondage » de la Sculptors Society of Canada, qui fête son cinquantième anniversaire, équivaut à un excellent bulletin de santé.

Hans Schleich; les Formes de silicé sailli (en réalité d'acier soudé), de Brodie Shearer; Métamorphose, albâtre de Gene Teegenbauer; Intépendance, lave de Bensoo Zozona. Tous les matériaux, vous le savez, et l'aluminium, et l'acier, et le jade, et le polyester...

Prendre Filloz Roig pour un peintre naïf, parce que ses traits sont ramenés à l'essentiel et retrouvent le graphisme, voire les graffiti étonnants, serait commettre une grosse injustice. Il a tenu à l'artiste canadien un long apprentissage, avec ses maîtres, avant d'oublier l'acquis, d'avoir l'air de repartir de zéro.

Libre à vous de ne pas vous plier à l'éclosion des organismes, de préférer l'obscureté des lignes nues à l'écouleur, à l'élégance néo-réaliste. Il y en a suffisamment pour moi, boomer, et trop pour en donner la liste exhaustive. Au gré de mon humeur, j'ai été accroché par les Sarcophages dansants, en acier soudé de Ron Bain; l'extrême distorsion d'acier et de mousse latex, le mou vison à la destruction du dur, de Marcel Brainein; les poutrelles en équilibre stable ou instable de Robert Downing; et de Koso Eloul; l'harmonieux et admirable marbre, Pluk-mes et Buzoni, avec ses pléins et ses évidements, de Cara Popescu; la pierre caillée d'Éthel Rosenfield; dans un autre registre, la Femme debout de Joe Rosenhall; l'Alphabet, bronze de

de griffonner des dessins (comme tout le monde), pendant que sa main gauche manœuvrait l'appareil. Seulement, ce soir de fort bons dessins, que ses proches ont sauvés de la poubelle, et qui, reproduits, fournissent la matière d'un très joli petit livre préfacé par Jean Adhemar. Edité sans but lucratif par l'Association Gars. Fantaisies de l'inconscience. Mieux que ça, Vilano se livre, comme dit son fils Xavier, à « une sorte de jeu sur deux plans : le dessin et la conversation ». Logique méthode pour ne pas perdre de précieuses minutes, et pour laisser parler l'émotion en même temps que l'intellectuel. Il y avait de quoi faire une exposition — très courte, une petite semaine, — à la condition de la compléter par une centaine d'œuvres dessinées, plus travaillées, plus abouties, dans la manière coupante, dynamique, de Vilano, qui prouve, en outre, qu'il s'aime à faire moins acérés pour son art (3).

Bruno Fay n'a pas oublié, semble-t-il, les diages qu'en mars 1976 s'étaient inspirés ses premières et ses dessins. Je leur retrouve les mêmes qualités, qu'un travail opiniâtre s'encre intensifie. La juxtaposition de touches minuscules dans les encres, sans lui nuire la finesse des contours, — projetant le spectateur dans le rêve, qu'il s'agisse pour les uns de paysages dévants — cascade, gorge, — ou de ciels nuageux, pour les autres de figures émergeant de l'ombre. Et cet escalier angoustes qui s'enfoncent en plein mensonge... (4).

MARIGNAN PATHÉ - MADELEINE - CLICHY PATHÉ - 5 PARNASSIENS LA CLEF - QUINTETTE - OLYMPIC ENTREPOT - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT GAMBETTA - BELLE-ÉPINE Théâtre

Advertisement for 'La Chanson de Roland' featuring a black and white illustration of a knight on horseback. Text includes 'La Chanson de ROLAND' and 'PAR ERWAN CASSENET'.

JEAN-MARIE DUNOYER. (1) Centre culturel cooadein, 3, rue de Constantin. (2) Editions Carnetiers, 7, rue de l'Arbalète. (3) Bagot - Le Garrec, 24, rue du Fouar; Association Gars, 10, rue de Sévres. (4) Entremède, 50, rue Mazarioe.

Le premier « carrefour » des pratiques audio-visuelles régionales se tiendra du 4 novembre au 10 décembre au Centre Georges-Pompidou (tous les jours, sauf le mardi, de 12 h. à 19 h.). Seront présentées au public des réalisations (soper 8, 16 mm, vidéo, diapositives) qui, indépendamment du cinéma traditionnel, sont le fait de « groupes spontanés, associations ou institutions pour qui l'audiovisuel possède un moyen d'expression privilégié.

Musique

GOUNOD S'AMUSE

(Suite de la première page.)

Sur le petit théâtre construit ou fait de la griffonner des dessins (comme tout le monde), pendant que sa main gauche manœuvrait l'appareil. Seulement, ce soir de fort bons dessins, que ses proches ont sauvés de la poubelle, et qui, reproduits, fournissent la matière d'un très joli petit livre préfacé par Jean Adhemar.

qu'un peu d'assurance. Si les femmes (Martine Dupuy, Danièle Perrier et Jocelyne Toulion) restent légèrement en deca de ce qu'on attendait d'elles, c'est que la partition est aussi épiquable qu'exigeante. Ce sont là de toutes petites réserves, une façon comme une autre de laisser entendre qu'il s'agit d'une réussite.

GERARD CONDÉ. \* Prochaines représentations : les 22, 25, 28 et 30 octobre et les 2, 9, 16, 23 et 30 novembre, à 19 h. 30.

MORT DU TÉNOR JOSÉ LUCCIONI

Le ténor José Luccioni vient de mourir à Marseille à l'âge de soixante-quatorze ans, à-t-on appris vendredi 6 octobre. [José Luccioni était un athlète au cœur d'acier. Il a interprété plus de quarante rôles plus de mille fois dans les plus grands théâtres de France, sept ans à l'Opéra de Paris, alors Conservatoire. Il avait pris aussitôt pour modèle Georges Thill, dont la gloire rayonnait encore au palais Garnier. Ténor français à 100 %, José Luccioni, quand il se chantait pas le répertoire de Gounod ou de Saint-Saëns, était entièrement tourné vers le chant italien : Otello, Aïda, Turandot. Il avait pris aussitôt pour modèle Georges Thill, dont la gloire rayonnait encore au palais Garnier. Ténor français à 100 %, José Luccioni, quand il se chantait pas le répertoire de Gounod ou de Saint-Saëns, était entièrement tourné vers le chant italien : Otello, Aïda, Turandot. Il avait pris aussitôt pour modèle Georges Thill, dont la gloire rayonnait encore au palais Garnier.]



concerts Paris-Berlin dimanche 8 octobre 18 h le mouvement de la nouvelle musique Erdmann - Wolpe - Busoni Jarnach avec les Solistes de l'ERIC CENTRE G. POMPIDOU Musée - 5<sup>e</sup> étage

Le calendrier du rock.

Bette Midler, les 10 et 11 octobre au Palace; Clash, le 16 octobre au Stadium; Crusaders, le 17 octobre à Mogador; Van Halen et Black Sabbath, le 19 octobre à Mogador; Kinks, le 30 octobre à Mogador.



سكن من الاجل

# équipement

## A PROPOS DE...

### Les propositions des usagers des télécommunications

#### Les bavures du téléphone

L'Association française des usagers du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.T.) qui annonce cinq mille sept cents adhérents mène campagne contre les facturations parfois fantaisistes et la « manqua de souplesse » de l'administration des P.T.T. dans ses rapports avec les abonnés. Elle a réuni le 5 octobre une conférence de presse.

Pastures arpentées de factures aberrantes ont été données. Cot bonbon à changé réclamant de domicile quittant Hautilles pour Sartrouville. Pour les trois jours qu'a duré son déménagement, il a reçu une facture de... 48 929,53 F. Il avait dû s'attendre à une facture de 100 F environ, dit-il. L'erreur était tellement grossière que le pire a pu être évité. L'abonné a alerté immédiatement le service comptant qui a annulé la facture.

Procédure rarissime, affirme M. Jean-François Berry, vice-président de l'A.F.U.T.T. ; dans 80 % des cas, l'administration des P.T.T. refuse de prendre en considération les protestations des usagers.

Autre exemple : les abonnés ont la possibilité de faire installer un compteur, à leurs frais (504 F, plus 7,05 F de location annuelle) pour vérifier par eux-mêmes le nombre de « pulsations » enregistrées. Un abonné, qui disposait d'un tel compteur, placé devant son bureau de travail, a eu la surprise de le voir « fonctionner par rales », alors qu'il ne téléphonait pas. « Cent vingt-huit pulsations ont été inscrites, comme par enchantement », il a alerté les services compétents, qui ont expliqué que des travaux étaient en cours sur sa ligne. Il a bénéficié d'un crédit sur ses prochaines factures. « Que serait-il arrivé s'il n'avait pas eu de compteur ? », demande M. Berry. L'A.F.U.T.T. affirme qu'environ cinq cent mille abonnés de facturation sont commises chaque année, et qu'ainsi un abonné subit vingt court la rue de payer des notes de téléphones erronées.

Atin da remédier à cette situation déplorable l'association formule plusieurs propositions à l'intention de l'administration.

1) Bloquer toute note de téléphone dont la montant est deux fois plus élevé que celui de la moyenne des six relevés précédents et programmer les ordinateurs de façon qu'ils ne passent pas de préavis automatiques lorsqu'un relevé dépasse de 30 % les moyennes des notes précédentes ;

2) Interdire l'abonné de la somme qui va être prélevée au moins un mois à l'avance afin qu'il puisse annuler ce prélèvement s'il n'approuve pas le montant ;

3) Faciliter le développement et l'utilisation des compteurs de taxes téléphoniques chez l'abonné en diminuant le prix de location de cet appareil.

Enfin, l'A.F.U.T.T. demande que la facturation se fasse dans un centre proche des abonnés et non pas dans un centre unique de région comme celui de la région parisienne qui groupe à lui seul trois millions de comptes.

## CIRCULATION

### UN COLLOQUE A MONTREUX

#### Deux cent mille morts par an sur les routes du monde

De notre envoyée spéciale

Montreux. — Comment diminuer le nombre de victimes de la route alors que les accidents de la circulation se multiplient dans tous les pays ? Telle est la question à laquelle ont tenté de répondre les participants de plusieurs dizaines de nations, récemment réunis à Montreux, en Suisse, pour la treizième Semaine internationale d'étude de la circulation et de la sécurité.

Chaque année, deux cent mille personnes meurent sur les routes du monde ; chaque jour, un enfant australien ne rentre pas chez lui ; un motocycliste sur huit est blessé tous les ans au Royaume-Uni. Les statistiques s'accroissent pour prouver les dangers que courent automobilistes, piétons et cyclistes.

Première évidence : dans tous les pays, l'augmentation du nombre des accidents a suivi la progression du nombre de véhicules en circulation. Les pouvoirs publics nationaux ont donc multiplié les réglementations et les efforts pour maîtriser les dangers que courent les responsables de la circulation observés dans chaque région du monde.

Quelle est la cause principale des accidents ? La réponse des participants au colloque a été unanime : l'erreur humaine est à la base de la majorité des accidents : 75 % au Brésil, 60 % au Ghana, 80 % en Egypte, 80 % en Pologne. Autre constatation, les voies urbaines sont plus meurtrières que les routes de rase campagne.

En dehors de ces deux vérités premières, les expériences des nations diffèrent : au Ghana, le principal effort des pouvoirs publics consiste à convaincre la police de l'utilité des statisti-

ques concernant les accidents. En Malaisie, où le sport national consiste à brûler les feux rouges, les responsables de la circulation multiplient les campagnes de courtoisie. En République arabe d'Egypte, la conduite en état d'ivresse au « hashisch » est une cause importante d'accident. Au Brésil, les routes ont peine à répondre aux sollicitations multipliées des véhicules de tourisme, des cars (qui assurent 92 % des transports interurbains) et des camions (qui absorbent 80 % du transport des marchandises).

Chaque nation a donc à sa disposition un arsenal de mesures à la dimension des caractéristiques de sa circulation, afin tout d'abord de réglementer le trafic et ensuite de diminuer le nombre des victimes de la route.

En France, l'arsenal juridique s'enrichit d'année en année : obligation du port de la ceinture de sécurité aux places avant des véhicules, limitation de vitesse, port obligatoire du casque pour les motocyclistes et, récemment, contrôle du taux d'alcoolémie. Pour sa part, la Suisse fait porter ses efforts sur l'éducation des enfants piétons et futurs automobilistes et des personnes âgées. D'autre part, onze mille « patrouilleurs scolaires », auxiliaires de police assurent la circulation à la sortie des écoles.

En Egypte, les sanctions d'ordre pénal et juridique ont été renforcées en cas d'ivresse au volant. En outre, les chauffeurs de car et de camion doivent se soumettre régulièrement à des tests psychologiques. De même, en Pologne, les contrôles médicaux périodiques sont obligatoires pour tous les conducteurs professionnels. Enfin, en Australie, les contrôles d'alcoolémie, le port de la ceinture de sécurité et les campagnes d'éducation sont à la base de la législation.

automobile, alors que les nations industrialisées et motorisées depuis longtemps ne cessent d'améliorer leur sécurité routière.

Force est de constater que les mesures réglementaires prises par les différents nations : limitation de vitesse, obligation du port de la ceinture de sécurité, amélioration du réseau routier, ont des conséquences directes sur le nombre des victimes de la route. Ces conséquences sont difficiles à mesurer avec précision, donc contestables, et contestées à certains points de vue. Mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

M.-C. ROBERT.

## Au Japon

### Les kamikazes épinglés

Le cas du Japon, pour n'être pas représentatif tant il est sévère, n'en est pas moins spectaculaire. Les pouvoirs publics nippons ont, en effet, réussi un tour de force : doubler depuis 1970 le nombre de véhicules en circulation (18 millions à 32 millions) en divisant par deux le nombre des victimes : 16 765 en 1970, 8 943 en 1977. Il est vrai qu'on a employé les grands moyens : le réseau routier a bénéficié au cours des dernières années de 67 milliards d'investissements dont 38 % affectés à des opérations de sécurité routière. Ce qui a permis de multiplier les passages à niveau (128 000 à 342 000), les passages souterrains (385 à 1 288), la longueur des pistes cyclables (4 à 29 000 kilomètres) ; les glissements de sécurité et les trottoirs ont fait l'objet d'un effort particulier.

La vitesse a été limitée de façon draconienne : 40 km-heure en agglomération, 60 sur route, 100 sur autoroute. Une loi comparable à la nôtre a été adoptée pour prévenir la fraude sous l'influence de l'alcool. En outre, les sanctions dépassent largement celles qui sont prises en France. Chaque année, le nombre des procès-verbaux pour excès de vitesse est de 5 millions (1 million en France), 1,5 million de permis de conduire sont suspendus (187 000 en France), 56 000 annués (200 000 en France). La formation des conducteurs est deux fois plus longue qu'en France, le permis deux fois plus cher. Les motos de plus de 200 cm<sup>3</sup> sont interdites et réservées à l'exportation, les conducteurs de grosses cylindrées (400 cm<sup>3</sup>) passent au permis de conduire si difficile que 4 % seulement d'entre eux l'obtiennent.

## ENVIRONNEMENT

### « LES PARCS RÉGIONAUX DOIVENT DEVENIR DES « TERRAINS D'EXPÉRIENCE POUR UNE NOUVELLE QUALITÉ DE LA VIE » déclare M. François Delmas

La Fédération des parcs naturels de France n'a réuni les 5 et 6 octobre son assemblée générale annuelle à Pinay (Aube), dans le parc naturel régional de la Forêt d'Orient.

M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, a au terme des travaux de cette assemblée, présenté les nouvelles orientations de la politique des parcs naturels régionaux.

Les parcs, à par exemple indiqués par M. Delmas, « organismes de concertation pour la mise en œuvre d'une politique globale de développement économique et de gestion cohérente de l'espace et du milieu naturel », devront, sans devenir des « agents directs d'aménagement », constituer des « terrains d'expérience pour une nouvelle qualité de la vie » et servir d'« instruments d'animation et d'action pédagogiques ».

Il existe actuellement vingt parcs naturels régionaux qui couvrent 2 238 400 hectares et intéressent une population rurale de sept cent soixante-dix mille habitants. Il s'agit des parcs suivants : Armorique, Brière (Loire-Atlantique), Bretonne (Haute-Normandie), Camargue, Corse, Forêt d'Orient (Aube), Haut-Languedoc, Landes de Gascogne, Lorraine, Lubéron (Provence), Marinique, Montagne de Reims (Marne), Morvan, Normandie-Maine, Pilat (Loire), Queyras (Hautes-Alpes), Saint-Amand-Raisins (Nord), Vercois, Volcans d'Auvergne, Vosges du Nord.

La gestion d'un parc est généralement confiée à un syndicat mixte de gestion et de réalisation groupant le plus souvent l'établissement public régional et toujours les départements, les communes, les compagnies consulaires, l'Office national des forêts, le conseil régional de la propriété foncière, auxquels se joint une association des amis du parc.

Les ressources du parc proviennent pour la plus grande part des établissements publics régionaux et de collectivités territoriales. L'Etat apportant sa contribution par subventions de fonctionnement et d'équipement.

## TRANSPORTS

### L'affaire de l'« Amoco-Cadiz » LA POLÉMIQUE S'ENVENIME ENTRE LA LLOYD'S ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

« Le montant des indemnités demandées par la France, après le naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz, n'est nullement justifié par le convention de Bruxelles de 1969 », a estimé, jeudi 5 octobre, dans un communiqué, le ministère du budget, qui se déclare « surpris » des protestations de la société d'assurance Lloyd's à Londres.

M. Peter Miller, membre du comité de direction de la Lloyd's avait déclaré que les dommages français atteignent 1,05 milliard de dollars (les jugant ainsi « ridicules ») alors que la convention ratifiée par la France limite la responsabilité des assureurs à 50 millions de dollars pour les cas de pollution.

Le ministère du budget « s'étonne que M. Müller puisse ignorer que la ratification par la France, en 1975, de la convention de Bruxelles de 1969, n'interdit nullement la recherche de la responsabilité de l'armateur au-delà du plafond de limitation dans le cas où le dommage est causé par la faute personnelle de celui-ci ». « L'administration française laisse désormais à la justice américaine le soin de prononcer », a-t-il déclaré dans un communiqué (Mondie des 16 et 19 septembre).

### LES BRITANNIQUES JOUENT A LA BAISSÉ SUR LES TARIFS AÉRIENS

Le compagnie nationale britannique British Airways appliquera à partir du 1<sup>er</sup> novembre des tarifs aériens bon marché entre Londres et plusieurs villes européennes.

Un billet aller et retour Paris-Londres coûtera ainsi 47 livres (400 F environ) au lieu de 75 livres. Londres-Amsterdam 49 livres au lieu de 82. Londres-Bruxelles 49,5 livres au lieu de 53.

« S.N.C.F. : réduction de 50 % pour les centres de vacances. — La S.N.C.F. a décidé de rétablir la réduction tarifaire de 50 % accordée aux organisateurs de centres de vacances, à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain. Le tarif « colonies de vacances » avait été supprimé le 1<sup>er</sup> septembre dernier. Cette réduction, rétablie à la demande des ministres des transports et de la jeunesse, des sports et des loisirs, concernera les voyages des enfants et des jeunes de moins de dix-huit ans, fréquentant les centres de vacances. Elle ne sera pas valable certains jours ou certaines fractions de journées, ainsi que pour certains trains.

## A Marseille

### DEUX CENT CINQUANTE-HUIT ENTREPRISES TRAVAILLANT SUR LE PORT FERMENT LEURS PORTES pour protester contre la « montée de la violence »

Une délégation représentant les dirigeants de 258 entreprises travaillant sur le port de Marseille a été reçue le 6 octobre par le directeur du cabinet du préfet de police de la ville à qui elle a fait part de son inquiétude devant la montée de la violence sur le port.

Les membres de la délégation ont précisé que, devant les menaces d'éléments inconnus, ils ont décidé de fermer leurs entreprises dès lundi.

Ces 258 entreprises emploient environ 2 800 personnes. La chambre de commerce et d'industrie de Marseille constate de son côté dans une motion adoptée le 6 octobre, « une brusque aggravation de la situation sur le port de Marseille ». Elle fait état dans son texte « d'intrusions à la liberté du travail, d'atteintes à la sécurité des personnes allant

jusqu'aux services corporatifs, de menaces sur les familles, de détérioration de matériel et de spoliations ».

La motion précise : « Des agitateurs qui ne devraient pas y avoir accès pénètrent librement dans le port et s'y livrent impunément à des exactions pour rendre impossible le travail des entreprises qui exercent encore leur activité. Une telle situation porte atteinte, non seulement à l'activité portuaire, mais, à travers celle-ci, à toutes les activités commerciales et industrielles de la ville et du département entraînant en cascades de nouveaux licenciements. »

La chambre de commerce demande, en conclusion, aux pouvoirs publics de « prendre les mesures immédiatement nécessaires pour protéger contre les actions illégales ceux qui travaillent sur le port ».

**Parisiens.**  
**La voie souterraine Turbigo-rue des Halles est ouverte depuis avant-hier.**

**Société d'Economie Mixte d'Aménagement des Halles.**  
**Nous construisons un centre pour Paris.**

**Le TRENTINO**  
Italie  
convient à tout le monde, mais à toi en particulier.

Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige.  
Viens au Trentino.  
Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.

**Trentino : le nom de tes vacances.**

Pour informations : OFFICE ITALIEN DE TOURISME (E.M.I.T.) 23 Rue de la Paix - PARIS 75002 - tel. 256.86.00  
PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO Assessorato al Turismo C.so 3 Novembre, 132-1 - 38100 Trento - tel. 80000

سكنا الامم

SOCIAL

AGRICULTURE

LES ÉLECTIONS AUX COMITÉS D'ENTREPRISE EN 1976

Tassement de la C.G.T., progression de F.O. de la C.F.D.T. et surtout des « autonomes »

Tassement de la C.G.T., qui demeure largement majoritaire. Progression de la C.F.D.T. et surtout de la C.G.T.-F.O. ainsi que des organisations autonomes...

DIX ANNÉES D'ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Table with 7 columns: Origine des candidatures, 1968, 1969, 1970, 1972, 1974, 1976. Rows include C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., F.O., Non-syndiqués.

colège (ouvriers et employés), mais 74,7 % dans le deuxième (agents de maîtrise et cadres). Les résultats les plus intéressants portent sur l'audience respective des divers syndicats...

les secteurs d'activité, s'est quel que peu modifiée. Progression de la C.G.T. dans les commerces alimentaires et les banques...

LES RÉSULTATS PAR CATÉGORIES EN 1976

Table with 6 columns: Syndicat, Ouvriers seuls, Employés seuls, Maîtrise, techniciens, cadres, Cadres ingénieurs. Rows include C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., Autres syndicats, Non syndiqués.

Assurances

M. Michel Gaudet, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, a été élu président du Comité européen des assurances...

Conjoncture

La situation hebdomadaire de la Banque de France au 28 septembre reflète le remboursement anticipé effectué par l'Italie...

FAITS ET CHIFFRES

résulte une augmentation de 851 millions de francs pour le bilan de la Banque de 121,6 milliards de dollars...

Industrie

Les cinq cents premières entreprises européennes. Le magazine Vision publie dans son numéro d'octobre le classement...

M. Maire reproche au P.S. de n'avoir pas vu les aspects positifs de la loi sur les prud'hommes

Poursuivre le développement de l'action et amener M. Barre à cesser de freiner les négociations avec le patronat ont été les principales préoccupations du bureau de la C.F.D.T. réuni les 5 et 6 octobre...

AFFAIRES

LES FRÈRES WILLOT RENDENT HOMMAGE À LA « CONDUITE EXEMPLAIRE » DES TRAVAILLEURS DU GROUPE BOUSSAC

Epinal. — Le conseil général des Vosges a été vendredi matin 6 octobre le théâtre d'un événement rarissime...

ELECTROLUX VA RACHETER LINCOLN

Le groupe suédois Electrolux (11 milliards de francs de chiffre d'affaires) a racheté la Lincoln...

Le comité d'action viticole de l'Aude a perdu la bataille de la « chaptalisation sauvage »

Carcassonne. — Le comité d'action viticole de l'Aude a perdu la bataille de la chaptalisation, qu'il avait décidé d'engager à la suite de l'interdiction de cette technique...

L'opération « beurre de Noël », destinée à réduire les stocks de beurre de la C.E.E., est reconduite. La plaquette ou le rouleau de beurre portant la mention « beurre de Noël »...

AUTOMOBILE

Les automobiles neuves ou d'occasion devront porter, en cas de vente, une étiquette informative indiquant la marque, le type et le millésime de l'année modèle...

Emprunt d'Etat 1978 OCTOBRE. taux actuariel brut 9,45%. Advertisement for the 1978 State Loan with a background image of a person.

UX les du monde

automobile, alors que les industriels ont pu puis longtemps...

Japon azes épinglées

rapport dressé par le service de renseignements de la CIA...

Marseille ANTE-HUIT ENTREPRISES PORT FERMENT LEUR BOUT

la « mort » de...

TINO

et de...

ÉTRANGER

MALGRÉ LES LITIGES ENTRE EXPERTS

La négociation entre la Grèce et la C.E.E. se déroule normalement

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Assisté-t-on à une brusque montée de tension dans la négociation d'adhésion entre la Grèce et la Communauté européenne? Le bruit en avait couru à Bruxelles, nourri par l'existence d'un différend — très réel — sur le niveau des experts sur l'opportunité de prolonger une période de transition relativement longue dans le secteur agricole.

A Athènes, le premier ministre grec, M. Karamanlis, a montré par son accueil et ses propos, qu'il n'y avait aucun changement de cap, que son souci demeurait d'aplanir les problèmes qui risqueraient de retarder l'entrée de son pays dans la C.E.E. M. Jenkins, de son côté, a fait observer que le calendrier prévu pourrait être tenu — à savoir la négociation terminée pour l'essentiel à la fin de l'année — à la condition que les Grecs fassent preuve d'une certaine souplesse, évitant les prises de position provocatrices, comme celle qui consiste à prétendre qu'une période de transition agricole n'est pas nécessaire.

M. Jenkins et ses interlocuteurs athéniens ont été un bon exemple de tactique de l'incident qui se trouvent en train de régler... en temps voulu. Il convient d'éviter que les différends se développent au point d'arriver à des positions érigées. Les litiges doivent être réglés par des contacts politiques discrets, qui, dans la dernière phase de la négociation, vont devoir s'intensifier.

C'est une visite d'orientation de cette nature que M. Boutos et Kontogeorgis viennent de rendre à Bruxelles. Le commissaire européen chargé de l'élargissement, M. Nalati, en a retenu l'impression qu'ils étaient disposés à admettre l'idée d'une période de transition en agriculture. De son côté, la Commission fera sur ce point des propositions précises, la semaine prochaine; sans doute quelque chose de très classique, ressemblant à s'y méprendre à ce qui avait été introduit dans l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande. Elle émettra une période de transition de cinq à sept ans (mais cinq ans suffisent, dit-on dans l'entourage de M. Gundelach, le commissaire chargé des affaires agricoles) est une bonne chose pour atténuer les problèmes qui vont se poser des deux côtés.

Il n'y a là rien de choquant pour les Grecs, même si leur impatience n'y trouve pas tout à fait son compte. La session trisemestrielle de négociation C.E.E.-Grèce, qui devait se tenir à Luxembourg le 15 octobre, sera ajournée mais pour la rédaction de l'acte d'adhésion, cela rend la signature possible comme espéré, avant l'été.

Si, comme on le pressent, un compromis se dessine sur l'affaire agricole, il n'y a plus de dossier à examiner ou l'on puisse imaginer une querelle sérieuse entre la C.E.E. et Athènes. L'accès des Grecs aux différents fonds européens (fonds régional, fonds social) est une question importante, mais qui peut être réglée sans conflit.

Les seules vraies raisons d'incertitude quant au respect du calendrier résultent des disputes internes des Neuf avec, en arrière-plan, l'organisation de la Communauté à douze. Les Français et les Anglais sont particulièrement attentifs aux règles institutionnelles: comment votera-t-on dans la communauté élargie? La simple extrapolation des règles actuelles — ce que propose la Commission — ferait que deux grands pays ne disposeraient plus de la minorité de blocage. C'est une perspective que Londres et Paris, au moins pour l'instant, refusent. Faut-il dire que ces guerres de religion se passionnent pas encore Athènes?

Le couci des Allemands a trait à la libre circulation des travailleurs: ils voudraient une période de transition très longue avec, en tête, l'idée de se protéger demain, par une disposition analogue, contre une arrivée massive de travailleurs portugais et espagnols. L'Espagne était, en effet, présente dans le débat, seule véritable préoccupation, en raison de son poids, des gouvernements des Neuf. Longtemps les Grecs ont pu retarder et leur négociation ne soit retardée à cause de la candidature espagnole. La tentation de « globaliser » les trois négociations se justifiait aux yeux de certains des Neuf par le souci de ne pas accepter avec les Grecs des solutions qui seraient inapplicables, si on les accordait aux Espagnols. Les choses ne se présentent plus ainsi. Au contraire, pour garder les mains libres à l'égard de Madrid, les gouvernements membres, ou du moins ceux que le problème de l'entrée de l'Espagne préoccupe le plus ont maintenu une tendance à hâter la négociation grecque, afin d'éviter les chevauchements. Il sera plus facile ainsi, pensent-ils, de distinguer les deux affaires et, de conclure aux Espagnols le droit de se prévaloir du « modèle » grec. Ce calcul est peut-être simpliste mais il est, cette fois, favorable aux intérêts d'Athènes.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

RECTIFICATIONS. — Dans l'article sur les produits textiles méditerranéens publié dans le Monde daté du 5 octobre, il fallait lire: «... n'ont été sérieusement disciplinés ses importations » et non « discriminées ». De même il fallait lire: «... négociations n'ont lieu parfois avec les industriels » et non les pays industriels.

(Publié)

ARGENTINE REPUBLIC MINISTRY OF ECONOMY

HIDRONOR

Hidroeléctrico Potagónico Sociedad Anonimo Alicop Complex Alicuro Hydroelectric Project Contract n° 533 - Civil Engineering Works Prequalification of Contractors

In order to select Contractors from whom national and international tenders will be called to construct the main civil engineering works for the above contract, HIDRONOR S.A. will receive and analyze the qualifications and references from those firms and consortia of firms from member countries of Interamerican Development Bank (IDB) that have adequate technical and financial capacity and wish to take part in the call of tenders.

HIDRONOR S.A. has clarified negotiations with Interamerican Development Bank in order to obtain the necessary loans to finance the works and it will take into account the rules of such entity, when carrying out the prequalification and call of tender.

The procedure of submitting these details is set out in a prequalification document which may be obtained from HIDRONOR S.A., Av. Leandro N. Alem 1074, 1001 Buenos Aires, Argentina, Republic and at the main offices of Electrowatt Engineering Services Ltd., P.O. Box, 8022 Zurich, Ballarue-strasse, 36, Switzerland and SWECO A.B., P.O. Box 5038 - 2, Lindegatan, S-102 41 Stockholm 8, Sweden, from October 9, 1978.

The envelopes containing the qualifications and references of the firms or consortia concerned must be submitted to Leandro N. Alem 1074, 3rd. Floor, 1001 Buenos Aires, Argentina, Republic, before 5 p.m., November 30, 1978.

The contract includes the following works:

- a) Construction of an earth fill dam, approximately 115 m high and 880 m long at crest, on the Limay River.
b) A 750 MW powerhouse.
c) A spillway of an approximate capacity of 3000 cumecs.
d) Two tunnels for river diversion of about 9 m diameter and 750 m long.
e) A discharge canal, downstream the powerhouse, of approximately 110 m wide and 8 km long.
f) Auxiliary works.

Pour réduire le déséquilibre commercial Japon - Etats-Unis

UNE MISSION AMERICAINE « DEBARQUE » A TOKYO

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Une importante mission commerciale américaine — cent quarante membres — est arrivée à Tokyo, pour essayer de remédier au déséquilibre de plus en plus grave des échanges entre les Etats-Unis et le Japon. L'excédent commercial japonais vis-à-vis des Américains d'est évalué, en 1977, à 8 milliards de dollars. Il dépassera cette année les 10 milliards sur un excédent commercial d'environ 25 milliards de dollars.

C'est la première fois que les Etats-Unis dépêchent à l'étranger une mission de cette importance, ce qui témoigne de leurs préoccupations. Mme Juanita Krep, secrétaire au commerce, qui en fait partie, a déclaré, au cours d'une conférence de presse: « Notre objectif est d'apprendre comment vendre au Japon et quel... Un peu accidenté, elle a ajouté: « Depuis des années, on nous dit que nous autres Américains ne comprenons pas la façon de faire des affaires au Japon et que notre ignorance est la cause de nos échecs... nous sommes ici pour y remédier... »

La visite de la mission américaine constitue le pendant à la mission japonaise qui s'est rendue aux Etats-Unis en mars dernier et a permis la signature de contrats d'importations pour une valeur de 2 milliards de dollars. Cette fois, le président de Texas Instruments Inc. elle est composée essentiellement de dirigeants de petites et moyennes entreprises. Les Américains ont d'ores et déjà fait trois mille cinq cents propositions de ventes aux Japonais.

Le gouvernement Fukuda a préparé avec minutie cette visite. Les Japonais sont en effet préoccupés par les menaces brandies par les Américains. L'approbation, vendredi 9 septembre, par le Sénat d'un amendement au « Trade Act » de 1974, visant à réduire les textiles de la négociation du GATT sur la réduction des tarifs douaniers, est ressentie à Tokyo comme un avertissement. Même si cet amendement était adopté par la Chambre des représentants, a souligné Mme Krep, le président Carter pourrait toujours bloquer la procédure par un veto. L'attitude du Sénat n'en montre pas moins un accroissement des importations japonaises détestable l'atmosphère.

Dans les milieux américains de Tokyo, on a en général l'impression que le Japon a fait des efforts pour faciliter l'entrée des produits étrangers, afin de remédier au problème posé par la médiocrité des réseaux de distribution. Les Américains ont, en général, apprécié la coopération des fabricants locaux. C'est notamment le cas des constructeurs automobiles.

En fait, le problème, pour les Etats-Unis comme pour l'Europe, c'est que peu d'industries sont intéressées par l'exportation au Japon. Selon l'ambassade américaine, ce sont surtout les petites sociétés aux Etats-Unis qui ont potentiellement des chances de vendre sur le marché japonais; deux mille cinq cents seulement le font effectivement.

PHILIPPE PONS.

LA SEMAINE FINANCIERE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Faiblesse du dollar — Repli du franc suisse au profit du deutschemark

Nouvel acte de faiblesse du DOLLAR avec un léger raffermissement en fin de semaine. Vif repli du FRANC SUISSE après l'annonce des mesures prises par les autorités helvétiques et survenues à la suite de la hausse des banques centrales, hausse du DEUTSCHEMARK, très recherchée: tels ont été les faits marquants d'une semaine encore très mouvementée sur les marchés des changes.

Lundi, le repli du FRANC SUISSE, largement amorcé dès le jeudi précédent dans l'attente des mesures que devaient prendre les autorités monétaires helvétiques, a accentué à l'annonce de mesures de soutien: interventions « vigoureuses » sur le cours du DOLLAR, avec « l'aide de substituts d'émission proches dans la mesure où les actions menées en commun ne vont pas à l'encontre de leurs objectifs monétaires »; stimulation des exportations de capitaux, seule la moitié des montants en FRANC SUISSE devant être convertie à la Banque nationale suisse dans le montant devant être sur le marché; assouplissement de la réglementation restrictive régissant les placements étrangers en Suisse (autorisation de rétrocession du montant des ventes de titres); baisse des taux d'intérêt.

Immédiatement, le DOLLAR bondissait à Zurich de 1,55 FS pour revenir à 1,54 FS, tandis que le FRANC SUISSE revenait à Francfort de 1,25 DM à 1,21 DM, et, à Paris, de 2,80 F à 2,77 F. La spéculation, en fait, quittait le FRANC SUISSE pour se porter sur le DEUTSCHEMARK. On allait s'en apercevoir dès l'après-midi du mardi, et surtout dans la journée de mercredi où le DOLLAR subissait une forte baisse de 1,52 FS pour un record de baisse à Francfort adoussé de 1,80 DM.

A Zurich, le billet vert retombait à 1,56 franc suisse malgré les achats massifs de la Banque nationale suisse (B.N.S.): plusieurs centaines de millions de dollars par séance. La B.N.S. intervient également, avec le concours de la Bundesbank, pour « défendre » la parité de 1,35 deutschemark pour 1 franc suisse (0,80 FS pour 1 DM). Il s'agit de dire que certains spéculateurs ont tout de suite réagi à l'égard des mesures prises par la B.N.S. Ainsi M. Hanelmann, directeur général de l'Union de banque suisse (U.B.S.) déclarait à Zurich que ces mesures ne pourraient servir qu'à gagner du temps, faute d'efforts de fond, et, en fait, à réduire l'excédent de la balance suisse des revenus (5,5 % du P.N.B. contre 0,7 % pour la

R.F.A. — Inacceptable, selon M. Hanelmann, et de prendre des mesures pour empêcher que les 60 milliards de FS détenus par les étrangers ne reviennent brutalement en Suisse, en cas de chute d'une véritable bombe à retardement. En outre, le directeur général de l'U.B.S. critiquait vivement les mesures restrictives prises depuis plusieurs années (taux négatifs, etc.) qui ont eu l'effet inverse de ce qu'il était souhaité, et doivent donc être assouplies.

Ajoutons que, selon M. Hanelmann, ministre fédéral de l'économie, la Suisse devrait participer au nouveau système monétaire européen. Il a même précisé que

l'actuel, voit un vigoureux redressement du DOLLAR après les élections de novembre prochain aux Etats-Unis, grâce à l'action décisive d'un Carter « léonin » à l'égard des prix et des salaires « à l'anglaise », exactions contre le Japon, etc.). L'autre, M. Milton Friedman, estime que la politique de forte croissance monétaire suivie par la Maison Blanche ne laissait plus de choix satisfaisant avant l'élection présidentielle de 1980: en attendant, c'était, soit le coup de frein, avec la récession et l'inflation à 8 % - 12 %, soit le laxisme avec une inflation à 10 % - 15 % en 1980, et la récession en 1981.

Très logiquement, le report de la

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

Table with columns: PLACE, Livre, S.H.S., Franc français, Franc suisse, Mark, Franc belge, Florin, Lire italienne. Rows include London, New York, Paris, Zurich, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Milan.

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemark, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

des contacts avaient déjà été pris avec les Etats membres, et que la France se montrait très réticente, redoutant que l'inclusion du FRANC SUISSE dans ledit système ne « tire » vers le haut les cours de l'EGU et ne rende la situation intenable...

Jeudi et vendredi, le DOLLAR, d'abord faible, notamment à Francfort (1,88 DM) se raffermissait légèrement grâce aux interventions des banques centrales (plus de 1 milliard de dollars dans la semaine pour la B.N.S.), et en dépit d'une très forte hausse de prix de gros américains en septembre (+ 0,9 %, et + 1,7 % pour les produits alimentaires). Pour l'avenir prochain, citons deux opinions de deux économistes américains: l'un, M. Rin-

speculation sur le DEUTSCHEMARK accroissait la tension au sein du « serpent », notamment aux dépens du FRANC BELGE, tombant une fois de plus au plus bas et par rapport au DEUTSCHEMARK, tandis que le FLORIN se redressait grâce aux mesures prises par la Banque centrale des Pays-Bas.

A Paris, le DOLLAR est bien revenu de 4,33 F à 4,2850 F, après même 4,27 F, mais le cours du DEUTSCHEMARK est remonté de 2,2350 F à 2,26 F. Sur le marché de l'or, de nouveaux records ont été battus, avec l'once à 223-224 dollars et des transactions nourries. La vente de l'or par la F.M.I. a été faite au prix sans précédent de 223,88 dollars l'once. — F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

SENSIBLE HAUSSE DU PLOMB ET DU PLATINE

METALLS. — Pour la première fois depuis mai 1977, les cours du plomb, en hausse de 15 % ont créé la plus grande des hausses par tonne au Metal Exchange de Londres. Le prix du métal au comptant est même supérieur de 2 livres par tonne à celui du terme, situation provoquée par une pénurie de 200 tonnes de métal au comptant et le second producteur mondial — les achats parfois importants émanant de la Suisse et du Japon ont été retardés, mais à des cours de plus en plus élevés.

Nouvelles avances des cours du cuivre à Londres. Plusieurs secteurs se sont conjugués pour entretenir cette hausse: diminution persistante des stocks britanniques de métal, réduction envisagée de 50 % des livraisons de métal américain en 1979, majoration du prix du métal raffiné par certains producteurs américains.

Reprise des cours de l'étain tant à Londres qu'à Francfort. Le déficit mondial de production pour 1978 avait inférieur de 10 000 tonnes. La hausse se poursuit sur les cours du zinc à Londres. Les producteurs américains ont relâché de 7 cents le prix de leur métal.

ducteurs américains ont relâché de 7 cents le prix de leur métal. CACONTOUR. — Les cours du naturel ont atteint à nouveau des niveaux records de 1951 à Londres. La majoration du prix du synthétique, des achats pour compte chimique et bulgare, sont d'origine de cette hausse. En outre, la production mondiale des six premiers mois a diminué de 4 % par rapport au semestre correspondant de 1977.

DENREES. — Le sucre a consolidé son avance précédente sur les places commerciales. La production mondiale de la campagne 1978-1979 est évaluée à 91 millions de tonnes. Elle est inférieure de 2,7 millions de tonnes à la précédente. C'est la récolte de cannes qui entraîne la plus sensible diminution.

Les cours des matières premières sont publiés dans la première édition de « Le Monde » daté 10-16.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Les taux ou les quantités ?

Sachant que parmi les principales contreparties de la masse monétaire figurent les crédits accordés par les banques, et désirant limiter la croissance de ladite masse monétaire pour lutter contre l'inflation, les autorités responsables peuvent agir sur l'expansion de ces crédits de deux façons: retenir leurs taux pour décourager les emprunteurs, ou contourner leur déviance. Aux Etats-Unis, c'est la méthode par les taux qui est traditionnellement employée. A l'heure actuelle, la croissance accélérée de la masse monétaire (+ 18 % pour M1 et + 12 % pour M2 en deux mois au lieu de 6,5 % et 9 % jugés souhaitables), conjuguée avec une boulimie de demande de crédits bancaires, sans sans doute contraindre le FED à donner un autre tour de vis. Le taux interbancaire frôle 9 % (contre 8,5 % précédemment), et le prime rate a précédemment, et le marché des changes se maintient à l'attente et déborde 10 %. De bons experts le voient plafonner en février prochain, si l'inflation recule.

En France, c'est la méthode quantitative qui va continuer d'être appliquée puisque l'augmentation de la masse monétaire vient d'être fixée à 11 % pour rapport à un PIB en croissance de 12,9 % environ, ce qui constitue un ton de vis. Pour y parvenir, il convient de peser sur les contreparties de la masse mo-

étaire: entrées de devises (mais elles sont nécessaires), déficit budgétaire (mais il est « resté important »), restent les crédits des banques, dont la progression globale, fixée à un peu plus de 18 % en 1978, va être ramenée à un point en dessous des problèmes, avec une modification de la répartition entre crédits encadrés et crédits désencadrés, qui vont être « réencadrés » à hauteur de 20 % à 25 % contre 15 % en 1978. Ce faisant, les pouvoirs publics poursuivent deux objectifs. D'abord, contrôler les « débordements » des entreprises en matière d'augmentation de salaires et des empêcher de constituer des stocks spéculatifs. Si, pour l'instant, la chose est facile en raison de la mollesse de la conjoncture (les banques sont à l'aise dans leur encadrement et les entreprises tendent à se désencadrer à court terme), elle sous-entend que, en 1979, la conjoncture restera presque aussi molle. Elle implique également un effort en faveur des P.M.E. aux dépens des « gros ».

Le deuxième objectif est impitoyable: faute de pouvoir réduire la création monétaire par le déficit budgétaire financé pour plus des deux tiers sur des ressources « courtes », on va peser sur celles des banques en réduisant la croissance de l'offre de crédit. Particulièrement intéressant. Rendez-vous en octobre 1979. FRANÇOIS RENARD.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: OUNES, OUNES, OUNES. Rows include Or fin (1000 g), Or fin (100 g), Or fin (10 g), Or fin (1 g), Or fin (0,1 g), Or fin (0,01 g), Or fin (0,001 g).

500 من الدين

NCIÈRE

DES CHANGES

pli du franc suisse tschemark

Le franc suisse... M. H. de la... M. H. de la...

être comparés d'une semaine

Table with columns: Valeurs, Diff., etc. listing various market indicators.

en indexés

Sur le marché de ces valeurs... M. H. de la... M. H. de la...

tal fin à Londres a attendu

des sommets... M. H. de la... M. H. de la...

Rappels que c'est lundi que

débute l'émission... M. H. de la... M. H. de la...

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

Prétabill Sicom a publié cette... M. H. de la... M. H. de la...

contractés depuis le 1er janvier

s'élevait à 50 millions de francs... M. H. de la... M. H. de la...

Retour aux origines

L'origine de la fortune des... M. H. de la... M. H. de la...

Mais surtout, cette opération

fera passer les actifs nets de la... M. H. de la... M. H. de la...

ou les quantités

RCHE MON

REMIÈRES

OMB ET DU PLAN

LA SEMAINE FINANCIÈRE

LA SEMAINE FINANCIÈRE

Bourse de Paris

SEMAINE DU 2 AU 8 OCTOBRE 1978

CALMER L'EUPHORIE...

RAREMENT dans l'histoire de la Bourse, une baisse de valeurs françaises aura été autant souhaitée par tout le monde, ou presque. Les grands organismes de placement collectifs et les gérants de toutes nouvelles « Sicav-Monory » sont enfin parvenus à leurs fins : d'un vendredi à l'autre, les différents indices d'actions françaises ont fléchi. Légèrement, certes, mais l'indicateur instantané de la Chambre syndicale des agents de change a tout de même cédé près de 2 %. Comparé à la hausse de 6 % enregistrée la semaine dernière, un taux 70 % de progrès engrangés depuis le début de l'année, le repli apparaît infime. Mais l'essentiel étant, pour les professionnels, de calmer un peu l'euphorie boursière actuelle afin de mieux préserver l'aventure, vendredi, la but sembla atteint. Tout au moins provisoirement.

Cela n'a d'ailleurs pas été très facile. Car si le marché a subi des hauts et bas, l'effacement général, encore que très limité, la persistance d'un flot d'achats impressionnant n'était pas de nature à apaiser les inquiétudes des traditionnels « gendarmes » de la Bourse (Caisse des dépôts, compagnies d'assurances, caisses de retraite, etc.). De fait, en dépit de leurs pressions à la baisse, le marché parvint non seulement à tenir ses positions mardi, mais s'offrit même une nouvelle et légère avance lors de la séance suivante. Il faut attendre jeudi pour assister enfin à un repli digne de ce nom. Encore faut-il souligner que celui-ci ne se produisit qu'au second cours, à 2 % en fin de séance, et qu'il fut largement initié par la baisse isolée de Thomson-Brandt, et que le volume de transactions demeura très important (voir tableau ci-dessous). Bref, le recul n'a guère révélé de caractère alarmant, même si certains, autour de la corbeille, en furent émus. De plus, à la veille du week-end, et en dépit des « gendarmes », le mouvement de hausse repré-

sentait. Incontestablement l'euphorie est retombée cette semaine au palais Brongniart. Mais le caractère un peu artificiel de cette « pause de consolidation », comme disent les boursiers, lui assurera-t-elle une longévité suffisante pour permettre au marché de reprendre sa progression sur des bases un peu plus saines ? Tous les acteurs du marché le souhaitent, et cela pour plusieurs raisons. La première tient aux centaines de milliers de Français qui se pressent tous les jours aux guichets des banques, alléchés par les avantages, réels, de la loi Monory, mais peu avertis des dangers non moins réels, de tout investissement boursier. Mieux vaudrait en effet ne pas compromettre, en quelques mois, le sort d'économies souvent péniblement amassées, et réduire à néant le bénéfice d'une déduction fiscale si bien « vendue » au grand public... La seconde concerne les entreprises relativement modestes qui, après les « grands » comme Saint-Gobain, Lafarge, Française des Pétroles, Grands Travaux de Marseille, ou Pétroles B.P., attendent leur tour aux guichets de l'épargne française.

D'autres sociétés connues, comme C.S.F., Ferodo ou Arjomari ont déjà annoncé leur intention de venir s'abreuver à la source du palais Brongniart. Mais l'argent coulera-t-il toujours lorsque les appels au peuple se multiplieront ? N'exagérons rien : il n'est certain que certains professionnels de la Bourse aient pu profiter de quelques maigres laissez-passer à se ravivrer un peu. Or, l'histoire des marchés financiers a tant de fois montré que les brutales envolées étaient généralement suivies de non moins profondes dépressions, qu'il y a sans doute lieu de se montrer prudent. S'il est vrai que le passé négatif de la Bourse peut justifier la hausse d'aujourd'hui, la conjoncture politico-sociale du pays, on ravaucha, ne s'y prête guère. Les grands investisseurs, qui sont les véritables maîtres du marché parisien, ne voient jamais d'un très bon œil des événements comme des victoires répétées de la gauche aux élections partielles, ou le dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement, même si, comme ce fut le cas cette semaine, celle-ci ne recueille pas la majorité de l'Assemblée nationale. Il est non moins évident que la grogne et les menaces persistantes du plus grand parti de la majorité finiront, si elles se poursuivent, par inquiéter beaucoup d'opérateurs. De même pour les grèves dans le secteur public qui se sont produites ces derniers jours... Quant au baromètre international, il n'est pas, lui non plus, au beau fixe. En dehors des saignants événements du Liban qui n'ont aucun impact perceptible sur la corbeille, la recrudescence du dollar, conséquence de nouveaux désordres monétaires mondiaux, et cause d'une nouvelle et spectaculaire envolée des cours de l'or (voir d'autre part), ne sont guère de nature à créer les conditions nécessaires à une période de hausse boursière saine et durable. Pour certains, le réveil risque d'être pénible... PATRICE CLAUDE.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Le mouvement de hausse s'est poursuivi et même légèrement accéléré cette semaine à Wall Street, l'indice Dow Jones enregistrant, d'un vendredi à l'autre, un progrès de 14,21 points à 280,02. L'activité est, elle aussi, restée assez importante, 121,50 millions d'actions ayant changé de mains (contre 109 millions quatre jours précédents) et la cotation de la séance du vendredi (13,58 \$ par action).

Quant aux perspectives, au-delà du développement de la banque, il faut croire à IMETAL, ce « joyau », qui continuera à distribuer son dividende et même à l'augmenter, grâce à ses réserves : la crise du nickel ne durera pas toujours et le marché du zinc, très cyclique, est en voie d'assainissement.

Voilà donc les schémas et les justifications du nouvel ensemble dont le Rothechild débendront 35 % environ (65 % avec d'autres majoritaires), aux côtés du public (35 %). De ce fait, on est en droit de penser, si est moins risqué d'être banquier que d'être industriel... — P. R.

LONDRES

Léger redressement. Les positions fermes sur les salaires et l'inflation, adoptées par M. Callaghan devant les membres de son parti au congrès de Blackpool, ont été bien accueillies au London Stock Exchange.

En dépit des ventes bénéficiaires venues peser sur la cote à la veille du week-end, l'indice Financial Times conserve un gain de 2,4 points, à 312 le 6 octobre.

FRANCFORT

An plus haut de l'année. Nouvelle et forte hausse des cours cette semaine à la Bourse de Francfort, où les différents indices se sont hissés à leurs plus hauts niveaux de l'année, retrouvant ainsi les meilleurs niveaux atteints en 1978.

Bâtiment et travaux publics

Par une procédure nouvelle d'offre publique de vente, 10 % du capital de « Sainrapt et Brice », traité actuellement au marché hors-cote, sera admis au marché officiel le 20 octobre prochain.

Table listing companies and their financial data under 'Bâtiment et travaux publics'.

La holding Denain N.E. Longny attribue un bénéfice net

de 14,4 millions de francs au 30 juin 1978 contre 12,85 millions de francs au 30 juin 1977.

Produits chimiques

Roussel Uclaf annonce, pour le premier semestre 1978, un bénéfice net de 55,1 millions de francs.

Matériel électrique, services publics

Envoies de la Matra, dont le chiffre d'affaires devrait s'établir à 2.150 millions de francs en 1978 et s'accroître de 22 à 25 % par an jusqu'en 1980.

Pétroles

La Compagnie française de raffinage du groupe Total annonce une baisse de 1 % de son chiffre d'affaires au 30 juin 1978 (6,17 milliards de francs), et un bénéfice brut, hors effets de stocks, de 387 millions de francs, contre une perte de 10,95 millions de francs en 1977.

Mines, outillage, outre-mer

Le prix du zinc se raffermi sur les marchés internationaux, ce qui a permis à Penarroya de majorer son prix de vente pour le zinc.

Mécanique, constructions

Ferodo va procéder à une augmentation de capital en numéraire, dont les modalités seront définitivement arrêtées à la fin du mois, et qui sera destinée à assurer l'exécution du programme d'investissement de développement de la société.

Valeurs diverses

« Arjomari » va, prochainement, augmenter son capital par souscription en espèces.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table showing transaction volumes for various categories from Oct 2 to Oct 6.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 30 décembre 1977)

Table with indices for France and Foreign.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1977)

Table with indices for various companies.

Ind. gén.

Table with general indices for various companies.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. BRESIL — Liban : « Pourquoi l'appel au secours ? », par le Père Mansour Labaky ; « Les fruits amers de Camp David », par Claude Gourdet ; « Une paix source de conflits », par Ghelion Barber ; Plaidoyer pour les philologistes.
- 3. ETATS-UNIS — La guerre de Liban et l'appel au cessez-le-feu.
- 4. DIPLOMATIE
- 4. EUROPE
- 5 à 20. LE BRESIL
- 21. AMERIQUES
- 21. AFRIQUE — KENYA : M. Arup Moi est le seul candidat officiel à la présidence de la République.
- 22. POLITIQUE — Les travaux de l'Assemblée nationale.
- LIBRES OPINIONS : le Conseil constitutionnel et la femme de César.
- 23. SOCIÉTÉ
- 24. EDUCATION
- RELIGION
- SPORTS

**LE MONDE AUJOURD'HUI**  
Pages 25 à 32

- Au fil de la semaine : l'homme de la rentrée, par Pierre Vianou-Toussaint.
- Lettre de Niamey, par Philippe Decraene.
- L'écrivain et la société : un entretien avec Michel Tournier.
- La géologie, par Pierre Calary.
- RADIO - TELEVISION : La guerre des ondes, par Claude Sarratou ; Dessin animé, sur Antenne 2, par Mathilde La Sardonnie ; Le Temps d'une République, par Thomas Ferréol.

34-35. CULTURE  
36. EQUIPEMENT  
37-38. ECONOMIE

— SOCIAL : M. Moïse reproche au P.S. de négliger les aspects positifs de la loi sur les professeurs.

38-39. LA SEMAINE FINANCIERE

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (27 à 38)  
Introductions gratuites (32) ; Carnet (33) ; Journal officiel (33) ; Micrologie (33) ; Mots croisés (33).

Le numéro du « Monde » daté 7 octobre 1978 a été tiré à 562 385 exemplaires.

**EXPOSITION**  
**ART DE LA CHINE ANCIENNE**  
Ivoires - Pierres dures - Coraux  
Bronzes - Tapirs précieux  
JUSQU'AU  
LUNDI 9 OCTOBRE

**HOTEL WESTMINSTER**  
13, rue de la Paix, 75002 PARIS  
TÉL. : 261-57-46, de 11 h. à 20 h.  
Entrée libre  
Estimation gratuite

**BÈGUES**

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1939, ont bénéficié des découvertes d'un Ancien Bègue. Renseignez-vous. Pr. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

Le premier établissement de préparation à

**SC.P.O.**

- 2 centres : Nantilly et St-Gilles
- examen d'entrée en A.P.
- entrée directe 2<sup>e</sup> année.
- soutien en cours d'A.P.

Groupement libre de professeurs  
37, rue Ch.-Lafitte, 92 Neailly  
CEPES 721.94.94 ou 745.88.19

A B C D E F G

### LA SITUATION DANS LES INDUSTRIES NAVALES

- MARSEILLE : toutes les entreprises de réparation sont en grève
- SAINT-NAZAIRE : la C.G.C. met en cause la politique de M. Barre

La situation s'aggrave à Marseille dans la réparation navale : toutes les entreprises sont aujourd'hui en grève pour une durée illimitée. Dans la même région, les mille deux cent douze licenciements déjoints aux chantiers de La Ciotat sont maintenant effectifs. D'une façon générale, la crise des industries navales françaises suscite des réactions de plus en plus vives, notamment de la C.G.C., qui met directement en cause la politique du premier ministre.

● A MARSEILLE, les six cents employés de la Société des ateliers méditerranéens (S.A.M.), branche industrielle du groupe Texin, ont cessé, à leur tour, le travail, le 6 octobre dans l'après-midi.

Cette action fait suite au mouvement de grève illimitée déclenchée la veille sur l'initiative du syndicat C.G.T. de la réparation navale par les salariés des entreprises Sud-Marine, Paoli, Compagnie marseillaise de réparation, Mécanique Etang, Peinture navale et Olive. L'ensemble du personnel de la réparation navale marseillaise (trois mille six cents personnes environ) se trouve, donc aujourd'hui en grève.

L'Union départementale C.G.T., d'autre part, répond dans un communiqué aux accusations formulées, la veille, par les dirigeants de l'union patronale interprofessionnelle de Marseille. « Les accusations des patrons, indique ce texte, atteignent le sommet du ridicule, puisqu'elles font allusion au devenir du port de Marseille et de la réparation navale, en rendant la C.G.T. responsable de cette situation, alors qu'ils sont responsables avec le gouvernement des dizaines de milliers de chômeurs et de centrales d'entreprises fermées. »

● A LA CIOTAT, tous les salariés, mille deux cent douze personnes au total — faisant l'objet de licenciements aux chantiers navals ont maintenant reçu

### LES NOUVEAUX RABAIS SUR LES CARBURANTS POURONT ÊTRE APPLIQUÉS LE 9 OCTOBRE

L'arrêté fixant à 9 et 10 centimes les rabais maximaux autorisés respectivement sur l'essence et le « super » entrera en vigueur lundi 9 octobre. Paru au Bulletin officiel des services et des prix (B.O.S.P.) du 6 octobre, l'arrêté modifie également les conditions d'affichage. Ainsi les distributeurs doivent-ils annoncer le prix réel auquel ils vendent l'essence et le « super » et non le rabais.

M. Francis Combe, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers, dénonce dans un communiqué la « politique de dumping ». Cette méthode de rabais et l'annonce d'une volonté d'inciter la clientèle, par des prix d'appel, à acheter d'autres biens dont elle n'a pas nécessairement l'utilité.

De son côté, le bureau national du C.I.D.-UNATI estime que « la libre concurrence contre le libéré des prix ne sont que des leurreux et ces initiatives ne sont pas assorties d'une égalité des chances ». « Comment peut-il être possible aux propriétaires et aux gérants libres des stations de pratiquer « des rabais », alors que les compagnies pétrolières ne leur consentent qu'une marge de 11,31 centimes (I.T.) pour le « super » et 10,21 centimes (I.T.) pour l'essence, tandis que les grandes surfaces qui consentent un rabais de 10 centimes achètent des carburants avec une marge bénéficiaire de l'ordre de 25 ou 30 centimes ? »

**Parisiens.**  
**La voie souterraine Turbigo-rue des Halles est ouverte depuis avant-hier.**

**Société d'Economie Mixte d'Aménagement des Halles.**  
**Nous construisons un centre pour Paris.**

### A Fiers UN MILLIER DE PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Four protester contre les licenciements, la Société générale des filatures et tissages de Fiers (Orne), un millier de travailleurs du textile ont manifesté le 6 octobre, dans cette localité.

Ces quatre-vingt licenciements, renoués prévus pour janvier prochain (annoncés dans le *Monde* du 16-17 juillet 1978) rendent la situation très critique alors que deux cent vingt-quatre emplois ont déjà été supprimés au « Tissage de Fiers », en janvier 1978.

● Les travailleurs de Laco-Servico, à Ariz (Espagne-Atlantiques), occupent, depuis le 6 octobre, leur usine spécialisée dans le matériel de chaudronnerie, qui est mise en séquestre judiciaire depuis le mois d'août. Les cent quarante salariés sont menacés de chômage.

● La liquidation de biens d'une mensuerie, la Société coopérative des ouvriers réunis, à Ercé, qui compte cent vingt-six salariés et employés, a été prononcée le 6 octobre après le dépôt de bilan.

● Chez Olibetti un licenciement visant cent soixante-cinq personnes a été annoncé le 6 octobre au comité central d'entreprise de la succursale française de cette société italienne (deux mille cent cinquante salariés en France). Selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., cette décision, qui frappera surtout des membres du personnel administratif et technique, ne se justifie pas, car, selon eux, « la situation d'Olibetti-France est en voie de redressement ».

● A Bagneux-sur-Loire, plusieurs dizaines d'ouvriers du secteur de la cristallerie de Seine-et-Marne ont manifesté le 7 octobre sur la route départementale 40, après avoir refusé que des licenciements pesant sur un délégué C.G.T. — (Corresp.)

### AU MAROC LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DES INDEPENDANTS TIENT SON CONGRÈS CONSTITUTIF

(De notre envoyé spécial.)  
Casablanca. — M. Ahmed Osman, premier ministre marocain, a ouvert vendredi 5 octobre, au palais des expositions de Casablanca, le congrès constitutif du Rassemblement national des indépendants (R.N.I.), en présence de quelque cinq cents invités et de trois mille cinq cents délégués. Ces derniers ont été élus par les conseils régionaux, réunis dans les trente-cinq régions du pays pour discuter du projet de programme qui leur a été soumis.

M. Osman, président du R.N.I., a souligné que sa formation, née après le retour à la vie parlementaire ayant suivi la « marche verte », est « venue remplir un carquois vide ». Elle s'est en effet tenue la nuit du 10 au 11 octobre et dispose de la majorité dans 74 % des huit cent trente et une communes et de cent quarante et un députés sur deux cent soixante-quatre. Soulignant que 80 % de leurs représentants ont été élus dans leur commune d'origine, les dirigeants du R.N.I. admettent avoir attiré beaucoup de jeunes et de citoyens jusqu'alors indifférents à la vie politique.

Le parti de gauche reproche au R.N.I. d'être le « parti du roi » et de trop se confondre avec l'Etat. En fait, le R.N.I. peut être considéré, en France, à ce qui fut l'O.D.R. à l'époque gaullienne. Le congrès constitutif a été soigneusement préparé après qu'un « colloque de réflexion » réunissant cinquante députés du R.N.I. (25 et 26 mars), les cent quarante et un députés indépendants ont rédigé un projet de plate-forme politique. — P. B.

### UN MEETING DE LÉGITIME DÉFENSE A NANCY La justice et la dignité au bout du fusil

De notre envoyé spécial  
Nancy. — Cent trente-trois personnes — pas une de plus, plutôt une de moins, si l'on veut bien retrancher l'inévitable ivrogne perturbateur — ont participé, vendredi soir à Nancy, au meeting organisé par l'association Légitime défense. Ce fut donc un réel succès. Et le visage du bon président Romerio faisait plaisir à voir. Il se savait populaire, cet homme qui vendrait tant que « notre société retrouve sa justice et sa dignité d'antan ». Mais à ce point !

Cent trente-deux honnêtes gens — leisons un soldat débile — l'ivrogne vraiment trop polé pour être honnête, — cela vous fait le France profonde, d'une profondeur insondable même. Un peu comme cette « parabole réconfortante », rapportée par M. François Romerio, ancien président de la Cour de cassation de l'Etat : il était une petite jeune fille, qu'on a vu à Paris et résidant en banlieue, qui, le soir venu, avait fort peur de se voir attaquée par des voyous. Il advint que se créa Légitime défense. « Sur du pauvre papier ordinaire », le jeune fille inquisiteur écrivait au président Romerio pour lui dire « combien elle avait moins peur depuis qu'elle ne se voyait plus toute seule ». Toute seule à avoir peur, bien entendu.

Car c'est quel Légitime défense, sinon un syndicat de la peur ? Au crime avec un grand C, « à la dictature féroce du voyou qui n'est ni le libéré ni le démocrate ». Légitime défense a choisi d'opposer la lutte, armée s'il le faut. Car « dans le combat de l'ange contre le démon », apocryphique freque pointé par M. Romerio, une certitude s'impose : « Le crime n'est pas fatal ; il n'a pas de motifs sociaux, politiques, économiques. Le crime n'est qu'une question de cruauté individuelle, de goût du lucre, de méchanceté, de paresse ». L'objectif alors est net, comme le dit ce texte distribué à l'entrée : « Les lueurs se dissipent. »

**Supprimer le droit de grâce**

Les moyens sont connus. Le président Romerio les a énumérés sous les exclamations et les bravos : que tous les magistrats fassent leur devoir : « Certains n'acceptent pas de le faire ou déforment une loi » ; que les citoyens fassent aussi le leur : « Il faut défendre sa vie, la légitime défense n'est pas un droit, mais un devoir » ; que les textes changent, par exemple, pour le cour d'assises : « Vous pensez peut-être, en bons citoyens, que le meurtre, c'est le meurtre des voix plus ou moins fortes, la démocratie. A la justice, il faut 8 voix sur 12. Regardez Patrick Henry. Donc, un rééquilibrage du fléau de la balance, remis à l'horizontale. Et le président Romerio a pour cela d'autres recettes. Pas de laxisme, sinon on va « au régime » ; « trois ans avec sursis pour la première fois » ; « Emplir de peines, donc « déresponsabiliser ». Car il n'y a pas de liberté sans ordre ». Des peines non seulement « dissuasives », mais « éliminatoires » doivent être prononcées. « Il y a des individus qui ne méritent pas de vivre. Et puis, d'ailleurs, le peine de mort est dissuasive : les truands ne s'y trompent pas qui se fappellent entre eux. Regardez Marseille. » Les victimes doivent se battre pour la répression. « Prenez le vir ; heureusement qu'il y a eu les ligues féminines pour le pousser aux assises. »

Et puis, parce que, d'une certaine façon, « tout tout le camp », plus de travaux forcés. « Cent cinquante assassins par an en France et, en dix ans, sept exécutions capitales ». Les grandes manœuvres s'imposent. « Le droit de grâce est un droit régulier, le régime du bon

refus de prendre part au vote), les juges de la Cour suprême ont estimé que si M. Farber ne remettait pas ses dossiers confidentiels il devrait retourner en prison et le *New-York Times* devrait continuer à payer une amende quotidienne de 5 000 dollars, comme l'avait décidé un tribunal du New-Jersey (le *Monde* du 4 août). — (A.F.P.)

● Trente mille litres de fuel sur la R.N. 5. — Dans la soirée du 6 octobre, un camion-citerne transportant 30 000 litres de fuel a manqué un virage à l'entrée de Melun, en Seine-et-Marne, et s'est renversé sur la nationale 5 (Melun-Paris). Plusieurs milliers de litres de fuel se sont répandus sur la chaussée et dans le fossé.

PIERRE GEORGES.

refus de prendre part au vote), les juges de la Cour suprême ont estimé que si M. Farber ne remettait pas ses dossiers confidentiels il devrait retourner en prison et le *New-York Times* devrait continuer à payer une amende quotidienne de 5 000 dollars, comme l'avait décidé un tribunal du New-Jersey (le *Monde* du 4 août). — (A.F.P.)

● Trente mille litres de fuel sur la R.N. 5. — Dans la soirée du 6 octobre, un camion-citerne transportant 30 000 litres de fuel a manqué un virage à l'entrée de Melun, en Seine-et-Marne, et s'est renversé sur la nationale 5 (Melun-Paris). Plusieurs milliers de litres de fuel se sont répandus sur la chaussée et dans le fossé.